

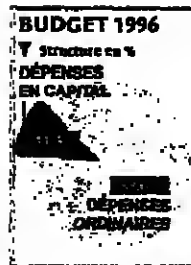
هكذا من لامل



Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE

■ Qui contrôle le budget de l'Etat ?
■ Immobilier : 2 pages d'annonces



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16389 - 7,50 F

MARDI 7 OCTOBRE 1997

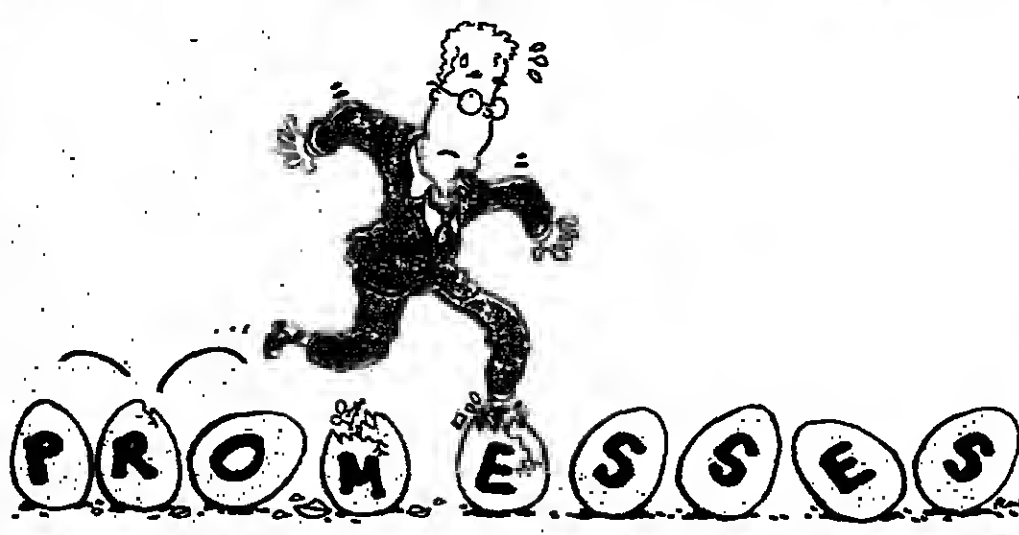
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Les premières difficultés de Lionel Jospin

● Contestation à gauche des projets de loi sur l'immigration ● Grève à la SNCF le 8 octobre, manifestation contre la politique familiale du gouvernement le 11 ● Le premier ministre veut forcer le patronat à négocier sur les 35 heures ● Le RPR choisit la radicalisation contre les socialistes

LIONEL JOSPIN est confronté à des dissensions au sein de la gauche et de sa majorité « phrénétique » sur la politique de l'immigration. Dimanche 5 octobre, dix-sept intellectuels ont lancé un appel revendiquant un « droit d'inventaire » sur les engagements de campagne du premier ministre. Robert Badinter, sénateur PS des Hauts-de-Seine, a indiqué qu'il pourrait ne pas voter certaines dispositions de l'avant-projet de loi de Jean-Pierre Chevènement, qui sera examiné par le conseil des ministres du 15 octobre. En Haute-Garonne, M. Jospin s'est engagé à « modifier profondément » les lois Pasqua-Delors.

Un autre rendez-vous difficile attend M. Jospin : la conférence nationale sur l'emploi, le 10 octobre, à l'issue de laquelle le premier ministre devra notamment indiquer ses choix sur les 35 heures. Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a lu en garde le gouvernement, dimanche, contre « un scénario du renoncement » qui consis-



terait à réduire le temps de travail « à doses homéopathiques » sur cinq ans. De son côté, Martine Aubry, ministre de l'Emploi, a réaffirmé la nécessité d'une loi tout en rappelant que le gouvernement ne fera pas « les choses sans les principes ». Plusieurs mouvements de protestation sont prévus au cours de la semaine, notamment à la SNCF et à EDF, le 8 octobre, et contre la politique familiale du gouvernement, le 11. Dans le même temps, le RPR a choisi de radicaliser son opposition. Philippe Séguin a invité les militants du RPR à « en découdre ».

Lire pages 7 à 9. Enquête : La vie « discount » page 15. Editorial et analyse page 20

TENNIS Au bonheur des dames

YANNICK NOAH a réuni, une fois de plus, à mener une équipe de France de tennis jusqu'à la victoire. Ses joueuses ont remporté, dimanche 5 octobre, la Fed Cup en s'imposant (4-1) face aux Pays-Bas. Sandrine Testud a marqué le point décisif permettant à la France d'accéder pour la première fois au titre et à Yannick Noah d'être le premier capitaine à remporter la Coupe Davis et la Fed Cup.

Lire page 26

Les métiers du logement social

LE GOUVERNEMENT compte sur la création de plusieurs milliers d'emplois dans le secteur du logement social et dans les quartiers en difficulté. Mais les organismes HLM s'inscrivent dans une dynamique de long terme, favorable au dispositif de Martine Aubry, restent largement sceptiques sur la possibilité de créer de « nouveaux métiers ».

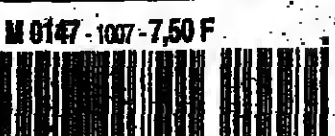
Lire page 10

Cyrano retrouvé

POUR la troisième fois, Jérôme Savary, directeur du Théâtre de Chaillot, s'attaque à Cyrano de Bergerac. L'obstination à du bon. Francis Huster évite la grandiloquence, choisit le clair-obscur et donne ainsi à Cyrano une dimension qu'aucun de ses devanciers de la dernière période n'avait atteinte.

Lire page 30

Abonnement : 8 DM ; Argentine : 9 F ; Australie : 28 F ; Belgique : 45 F ; Canada : 25 \$ CAN ; Chine : 120 F ; Espagne : 25 F ; France : 7,50 F ; Grèce : 120 F ; Italie : 100 F ; Japon : 1000 F ; Liban : 100 F ; Mexique : 100 F ; Pays-Bas : 100 F ; Portugal : 100 F ; Royaume-Uni : 100 F ; Suisse : 100 F ; Taiwan : 100 F ; USA : 100 F ; Venezuela : 100 F



Le sosie de Sue, tyrannosaure, en tournée mondiale

NEW YORK

On vend beaucoup de choses chez Sotheby's, mais on n'y vend pas souvent de dinosaures. Samedi 4 octobre, un nouveau record a été battu dans la salle de Manhattan, dans la fièvre des grandes ventes aux enchères : le squelette de Sue, le plus gros tyrannosaure jamais découvert et le mieux conservé, s'est araché pour 8,4 millions de dollars (environ 48 millions de francs) lors d'une séance aussi brève - neuf minutes - que fructueuse.

Après ce séjour new-yorkais, le fossile, né dans le Dakota du Sud il y a 65 millions d'années, va s'installer à Chicago, où son heureux propriétaire, le Field Museum, espère pouvoir l'exposer en l'an 2000 : car Sue, ainsi baptisée en l'honneur de la paléontologue qui la découvrit en 1990, Susan Hendrickson, est pour l'instant en pièces détachées, et il va bien falloir deux ans pour nettoyer et remonter les quelque 400 os entreposés pour l'instant dans 130 caisses et cartons. Entre-temps, le dinosaure, ou du moins son sosie, va enfin connaître les délices de McDonald's et Disney, qui ont en partie financé l'acquisition du mu-

sée de Chicago : McDonald's a l'intention de faire faire le tour du monde à deux reproductions du tyrannosaure, tandis qu'une troisième sera exposée à Disneyworld, à Orlando.

Que faisait donc le tyrannosaure depuis 1990 ? Comme tout le monde ou presque aux Etats-Unis, il était au cœur d'une féroce bataille juridique qui opposait un institut privé de recherche géologique, un indien Sioux, Maurice Williams, et le FBI. D'après le New York Times, les chercheurs de l'institut, le Black Hill Institute, faisaient de la prospection sur le terrain du Sioux, situé en réalité sur une réserve cheyenne, lorsque Susan Hendrickson tomba par hasard sur le fémur de Sue, en attendant ses collègues partis chercher une roue de secours pour changer un pneu crevé.

Pour 5 000 dollars, le Sioux accorda au Black Hill Institute le droit d'extraire les ossements fossilisés et lui en céda la propriété. Mais une fois le travail fait, un procureur vint s'en mêler. Les réserves indiennes relevant de la compétence fédérale, annonça-t-il, c'est à l'Etat fédéral que l'institut aurait dû demander les autorisations d'excavation et non pas à Maurice Williams. Il y avait donc, au regard de

la loi, vol. Et un beau jour, vingt huit agents de la force publique, dont des agents du FBI et des militaires, débarquèrent pour saisir Sue et, par la même occasion, tous les documents du Black Hill Institute. Les morceaux du squelette furent entreposés dans un sous-sol de l'école des mines et de la technologie du Dakota du Sud, pendant que la justice suivait son cours, au gré des appels, jusqu'à ce qu'un juge décidât que le fossile appartenait en réalité à Maurice Williams et nommât Sotheby's pour en organiser la vente, car M. Williams ne savait que faire de ces 400 os dont il héritait subitement.

Maurice Williams ne se retrouve pas millionnaire pour autant. Le profit de la vente a été immobilisé dans un fonds dont le sort sera décidé lorsque le contentieux aura été entièrement réglé. Pour l'heure, Sue, qui d'après les empreintes relevées par les paléontologues est morte d'une mort particulièrement violente après avoir livré de nombreux combats, va peut-être enfin couler des jours paisibles au musée.

Sylvie Kauffmann

MM. Arafat et Nétanyahou affaiblis par le Mossad

L'ASSASSINAT politique comme la tuile terroriste ne sont ni des nouveautés ni l'appanage d'aucun des camps qui s'affrontent depuis près d'un siècle au Moyen-Orient. Mais la tentative de meurtre perpétrée, le 25 septembre, par le Mossad israélien contre un dirigeant islamiste palestinien en exil à Amman plonge le pays et la région tout entière dans un maelström d'extrême inquiétude. Par-delà le coup porté à la réputation internationale d'Israël et à l'image d'efficacité d'un service secret, même s'il n'en est pas à son premier fiasco, les questions posées par la presse et la classe politique de l'Etat juif touchent à des sujets autrement capiteux pour l'avenir de la région.

Le traité de paix, signé il y a tout juste trois ans entre Israël et la Jordanie, survivra-t-il longtemps à ce que le journal Haaretz appelait dimanche « l'insulte faite au roi Hussein par Benjamin Nétanyahou » ? Maintenant que le chef du camp national-religieux israélien a été contraint, pour couvrir les traces des ténus expéditions à Amman, de libérer de prison le chef historique du Hamas, principal opposant violent aux accords intermédiaires de paix, Yasser Arafat parviendra-t-il à conserver longtemps le cap d'un

processus engagé à Oslo, en 1993, et déjà fort mal en point à cause de la relance par Israël de la colonisation des territoires censés être négociés ?

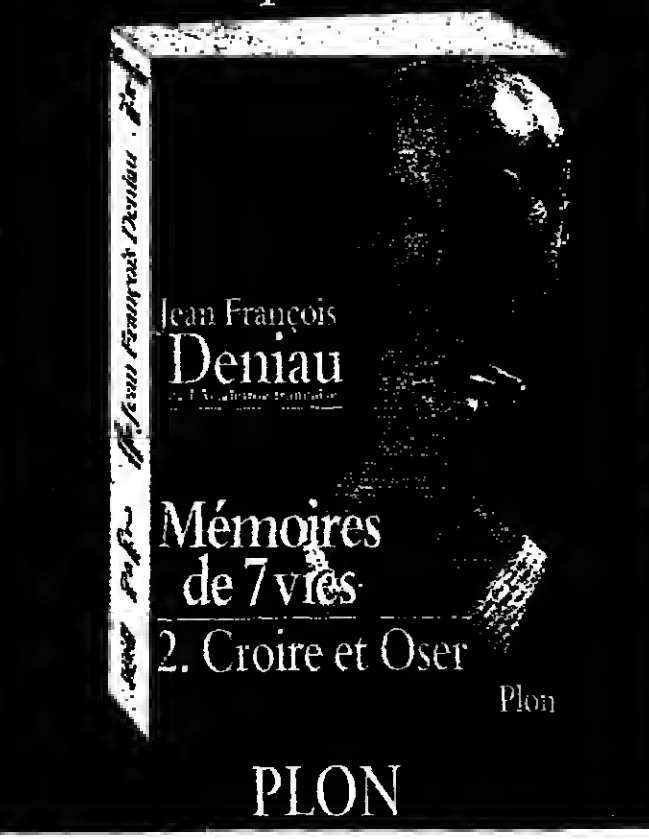
Et d'abord, pourquoi avoir lancé cette opération à la veille de la reprise, prévue cette semaine, des contacts israélo-palestiniens ? « Pour venger les attentats islamistes de juillet et de septembre qui ont entraîné la mort de vingt et un Israéliens à Jérusalem », écrit dimanche le Sunday Times de Londres. Benjamin Nétanyahou voulait la peau d'un dirigeant du Hamas, n'importe lequel, avant le Nouvel An juif ? Non, fait répondre le premier ministre par son cabinet. « Il fallait le faire parce que la lutte contre le terrorisme doit se poursuivre et que l'impunité est responsable de la mort de nombreux innocents israéliens. » Beaucoup de commentateurs, y compris les plus prestigieux correspondants militaires des journaux israéliens, en doutent.

« Ce type qu'on voulait éliminer et dont personne n'a jamais entendu parler n'était rien », écrit Hani Shalev dans Maariv.

Patrice Claude

Lire la suite page 20 et nos informations page 2

Deuxième volume des sept vies d'un homme exceptionnel.



Les massacres en Algérie

La presse fait état de nouvelles tueries - notamment l'assassinat de seize écoliers - et d'un « bombardement » sur la ville de Blida, dans des comptes-rendus invérifiables, parfois contradictoires. p. 3

Le mur de Vitrolles

La municipalité FN a fait murer, lundi, le café-musique Le Sous-Marin. p. 31

Contre-offre sur le groupe Worms

Pour contrer François Pinault, les AGF et la famille Agnelli, actionnaires de Worms, lancent une contre-OPA sur Worms et C°. p. 22

Maurice Papon et les juifs

L'historien Michael Marrus, spécialiste du régime de Vichy et de l'Holocauste, explique que les « procès ne sont pas conçus pour expliquer l'histoire mais pour rendre la justice ». p. 17

Revers électoraux pour M. Milosevic

Les Serbes ont boudé les urnes au second tour de l'élection présidentielle, dimanche, et le candidat de l'opposition arrive en tête au Monténégro. p. 5

L'enquête sur André Isoardo

Le conseiller régional (CNI) de Provence-Alpes-Côte d'Azur a été retrouvé mort, vendredi, près de Marseille. Il était, selon certains proches, « très déprimé ». p. 11

La high-tech aux Etats Unis

Bill Clinton a pris conscience très tôt du potentiel des nouvelles technologies et a choisi la politique du laissez-faire. p. 21

Déchets radioactifs

L'implantation de laboratoires souterrains de traitement des déchets radioactifs fait renaitre la polémique sur le retraitement du nucléaire. p. 13

L'univers de Julien Clerc

Le chanteur a fêté ses cinquante ans, samedi, sur la scène du Palais des sports à Paris, dans une communion familiale avec le public. p. 31

International	2	Finances	25
France	7	Aujourd'hui	26
Société	10	Jour, météorologie	29
Régions	13	Culture	30
Carnet	14	Guide	33
Horaires	15	Abonnements	34
Entreprises	21	Classique	34
Communication	23	Radio-Télévision	35

PROCHE-ORIENT Le premier ministre et le chef des services secrets israéliens sont la cible d'un tir croisé de critiques après le fiasco de la tentative d'assassinat par le Mossad, en Jordanie, d'un responsable du Mouvement de la résistance islamique, le Hamas. Le quotidien Haaretz rapportait lundi 6 octobre que le chef du Mossad a endossé la responsabilité de cet échec, mais la presse reproche à Benjamin Nétanyahou d'avoir donné son feu vert. ● LA JORDANIE exige la libération de plusieurs dizaines de prisonniers palestiniens islamistes avant de décider si elle renverra en Israël les deux auteurs de la tentative de meurtre, qui ont été arrêtés. ● LES PALESTINIENS et Israël devaient reprendre, lundi, les négociations de paix. Le ministre libanais des affaires étrangères déplore l'irrésolution de Washington quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Etat juif.

sad, en Jordanie, d'un responsable du Mouvement de la résistance islamique, le Hamas. Le quotidien Haaretz rapportait lundi 6 octobre que le chef du Mossad a endossé la responsabilité de cet échec, mais la presse reproche à Benjamin Nétanyahou d'avoir donné son feu vert. ● LA JORDANIE exige la libération de plusieurs dizaines de prisonniers palestiniens islamistes avant de décider si elle renverra en Israël les deux auteurs de la tentative de meurtre, qui ont été arrêtés. ● LES PALESTINIENS et Israël devaient reprendre, lundi, les négociations de paix. Le ministre libanais des affaires étrangères déplore l'irrésolution de Washington quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Etat juif.

Le premier ministre et le chef des services secrets israéliens sont la cible d'un tir croisé de critiques après le fiasco de la tentative d'assassinat par le Mossad, en Jordanie, d'un responsable du Mouvement de la résistance islamique, le Hamas. Le quotidien Haaretz rapportait lundi 6 octobre que le chef du Mossad a endossé la responsabilité de cet échec, mais la presse reproche à Benjamin Nétanyahou d'avoir donné son feu vert. ● LA JORDANIE exige la libération de plusieurs dizaines de prisonniers palestiniens islamistes avant de décider si elle renverra en Israël les deux auteurs de la tentative de meurtre, qui ont été arrêtés. ● LES PALESTINIENS et Israël devaient reprendre, lundi, les négociations de paix. Le ministre libanais des affaires étrangères déplore l'irrésolution de Washington quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Etat juif.

Le premier ministre et le chef des services secrets israéliens sont la cible d'un tir croisé de critiques après le fiasco de la tentative d'assassinat par le Mossad, en Jordanie, d'un responsable du Mouvement de la résistance islamique, le Hamas. Le quotidien Haaretz rapportait lundi 6 octobre que le chef du Mossad a endossé la responsabilité de cet échec, mais la presse reproche à Benjamin Nétanyahou d'avoir donné son feu vert. ● LA JORDANIE exige la libération de plusieurs dizaines de prisonniers palestiniens islamistes avant de décider si elle renverra en Israël les deux auteurs de la tentative de meurtre, qui ont été arrêtés. ● LES PALESTINIENS et Israël devaient reprendre, lundi, les négociations de paix. Le ministre libanais des affaires étrangères déplore l'irrésolution de Washington quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Etat juif.

Le premier ministre et le chef des services secrets israéliens sont la cible d'un tir croisé de critiques après le fiasco de la tentative d'assassinat par le Mossad, en Jordanie, d'un responsable du Mouvement de la résistance islamique, le Hamas. Le quotidien Haaretz rapportait lundi 6 octobre que le chef du Mossad a endossé la responsabilité de cet échec, mais la presse reproche à Benjamin Nétanyahou d'avoir donné son feu vert. ● LA JORDANIE exige la libération de plusieurs dizaines de prisonniers palestiniens islamistes avant de décider si elle renverra en Israël les deux auteurs de la tentative de meurtre, qui ont été arrêtés. ● LES PALESTINIENS et Israël devaient reprendre, lundi, les négociations de paix. Le ministre libanais des affaires étrangères déplore l'irrésolution de Washington quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Etat juif.

L'opération ratée du Mossad en Jordanie soulève une tempête en Israël

Unanime, la presse reproche au chef des services secrets et au premier ministre leur amateurisme et leur irresponsabilité. L'affaire n'est pas non plus réglée avec Amman, qui réclame la libération par l'Etat juif de prisonniers islamistes palestiniens

JÉRUSALEM

de notre correspondant
« Le plus pathétique roté du siècle » : « Un acte imbécile de macho irresponsable ». « Un fiasco très coûteux ». Silencieuse durant les quatre jours de fête consacrés au Nouvel An juif, la presse écrite israélienne a vigoureusement entrepris de rattraper le temps perdu pour offrir dimanche 5 octobre à ses lecteurs des dizaines de pages d'enquêtes et d'opinions sur ce que même le journal de la droite Moavir appelle « le stupide et ridicule échec d'une tentative d'assassinat » perpétrée en Jordanie par le Mossad.

Dix jours exactement après que six agents des services secrets eurent tenté d'assassiner Khaled Mechaal, le directeur du bureau politique en exil du Mouvement palestinien de la résistance islamique (Hamas), Israël commence tout juste à prendre la mesure du scandale qui se développe et du coût politique qu'il va lui falloir assumer pour cette monumentale bavure. Le ton unanime et extrêmement dur employé par les principaux journaux du pays contre « les ombrages irresponsables et dangereux qui ont autorisé cette opération », c'est-à-dire le général Dany Yatom, chef du Mossad et Benjamin Nétanyahou lui-même, est d'autant plus notable que le premier ministre avait discrètement convoqué, la veille, les patrons de presse du pays pour leur demander de ne rien publier « de source israélienne » sur les conditions du fiasco d'Amman tant que les deux agents d'espionnage, retenus en Jordanie, n'auraient pas regagné Israël.

Informé dimanche à huis clos des conditions du fiasco par le premier ministre, le chef de l'opposition travailliste, Ehoud Barak, s'est contenté dans la soirée d'attaquer le *modus operandi* de l'opération, tandis que Shimon Pérès et d'autres dirigeants travaillistes réclamaient « la démission immédiate » de M. Nétanyahou « s'il s'avère qu'il a bien donné cet ordre stupide ».

Pour l'instant, le roi Hussein de

Jordanie, qui s'est senti « personnellement insulté » par un attentat commis dans sa capitale par un Etat avec lequel, cote à cote, il a signé la paix en 1994, refuse également, depuis dix jours, de prendre le premier ministre au téléphone, semble avoir engagé une véritable partie de bras de fer, arbitré en coulisse par l'administration américaine, avec le chef du gouvernement israélien. Des révélations d'une « source hautement crédible en Israël », diffusées dimanche par la chaîne américaine CNN, illustrent l'absence totale de confiance qui prévaut entre les deux gouvernements.

« CET HOMME IMPOSSIBLE »

Selon CNN, après que le roi Hussein eut exigé de M. Nétanyahou la formule du gaz biologique injecté de force le 25 septembre par les deux agents du Mossad dans l'oreille de Khaled Mechaal, le premier ministre israélien a envoyé le lendemain à Amman une femme médecin militaire avec une seringue hypodermique remplie d'une sorte d'antidote. Craignant que le produit de la seringue ne serve plutôt à achever le dirigeant politique du Hamas qui était déjà dans le coma, les services jordaniens ont refusé l'injection et redemandé la formule du gaz employé. « Secret d'Etat I », aurait répliqué M. Nétanyahou. C'est alors que le roi Hussein, qui menaçait de rompre les relations diplomatiques entre les deux pays, a envoyé son frère, le prince Hassan, à Washington pour demander au président Clinton - confession filmée des agents prisonniers à l'appui - d'intervenir. Selon CNN, le président américain, qui a fini par appeler M. Nétanyahou et obtenir la formule réclamée par Amman, aurait d'abord refusé, expliquant au prince jordanien qu'il ne voulait « plus rien avoir à faire avec cet homme impossible ».

En tout état de cause, la libéra-



tion le 1^{er} octobre par Israël du cheikh Ahmed Yassine, le chef historique de Hamas, n'est pas considérée par le roi Hussein comme suffisante pour passer l'éponge. « En échange de cette libération, fait-on valoir à Amman, nous avons déjà laissé partir (de l'ambassade israélienne où ils s'étaient réfugiés) les quatre agents de soutien à cette

opération. En clair, le monarque hachémite attend d'autres gestes, et notamment l'élargissement, annoncé samedi déjà par le ministre de l'information jordanien, de « plusieurs dizaines » d'autres militants palestiniens islamistes détenus en Israël, avant de prendre une décision. M. Nétanyahou s'est cabré et il aurait décidé dimanche

d'interdire le retour du cheikh Yassine chez lui, à Gaza - il est actuellement hospitalisé à Amman -, tant que la Jordanie n'aurait pas renvoyé ses hommes à Tel Aviv. Selon la télévision publique israélienne, le marchandage pourrait ne pas être conclut avant les élections municipales prévues pour le mois prochain en Jordanie.

« UN PETIT POISSON »

En attendant, soumis à un tir de barrage médiatique sans précédent, le pouvoir national-religieux israélien resserre les rangs et maintient, « pour le moment », un silence embarrassé. Sans confirmer officiellement la responsabilité du Mossad dans l'opération manquée, le gouvernement, qui s'est réuni en cabinet restreint de sécurité dimanche, a fait savoir dans un communiqué que « Khaled Mechaal est considéré comme un dirigeant important du Hamas » et « qu'il est responsable du meurtre d'innocents civils israéliens ». Hamas a revendiqué deux attentats suicide fin juillet et début septembre qui ont tué 21 Israéliens à Jérusalem.

Mais, rappelant qu'à la suite de ces attentats de « hautes sources de la sécurité » israéliennes avaient indiqué que « les ordres de frapper » étaient venus de la branche radicale

du Hamas basée en Syrie et non de celle, plus modérée, établie en Jordanie, la presse locale, citant encore « des sources émanant des milieux chargés de la sécurité », souligne que Mechaal, âgé de quarante et un ans et père de sept enfants, n'est « en fait qu'un petit poisson politique sans intérêt ». Au surplus, selon CNN, cette branche modérée du mouvement islamiste palestinien aurait secrètement proposé à Israël la suspension des hostilités et des attentats pendant dix ans, en échange de la reconnaissance des droits palestiniens sur les territoires occupés.

Accusé dimanche dans le Sunday Times de Londres d'avoir exigé du Mossad, et contre l'avis de son directeur, « la peau d'un dirigeant du Hamas, quel qu'il soit, avant le Nouvel An juif » (2 octobre), M. Nétanyahou a fait savoir qu'« en Israël le processus de décision est tel que les services de sécurité et de renseignements apportent leurs recommandations et demandent ensuite l'autorisation du premier ministre. Ce processus ne peut être en aucune circonstance renversé autoritairement ». En clair, c'est le Mossad qui aurait proposé, et le premier ministre aurait disposé.

Patrice Claude

Le ministre libanais des affaires étrangères déplore l'irrésolution des Etats-Unis

ET MAINTENANT ? Telle est, selon Farès Boueiz, le ministre libanais des affaires étrangères, la question que chacun se pose au Proche-Orient après que le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, eut réussi à ramener les Israéliens et Palestiniens à la table des pourparlers de paix. Après avoir brièvement repris langue la semaine dernière à New York, en marge des travaux de l'Assemblée générale de l'ONU, les négociateurs des deux parties devaient se retrouver lundi 6 octobre, en la présence du coordonnateur américain du processus de paix, Dennis Ross.

Pour M. Boueiz - qui était de passage la semaine dernière à Paris - la question de savoir que faire à présent « embarrasse les Etats-Unis eux-mêmes ». La décision de Benjamin Nétanyahou (le premier ministre israélien) de poursuivre la colonisation [des territoires palestiniens] est un revers pour M. Albright », estime, dans un entretien accordé au Monde, le chef de la diplomatie libanaise. « Le secrétaire d'Etat va devoir choisir entre la fidélité à ses positions, ou risque d'un conflit avec Israël - ce qui paraît

malheureusement peu probable - et un recul, pour éviter un tel conflit, ajoute-t-il. La balle est en tout cas dans le camp de Washington ».

A ses yeux, la récente tournée au Proche-Orient de M. Albright a eu au moins le mérite de « ramener le processus de paix sur les principes et les bases en vertu desquels il a été lancé » en 1991, et de rappeler la nécessité de reprendre le cours des pourparlers avec la Syrie et le Liban, interrompus depuis dix-neuf mois. L'initiative de M. Albright entérine « l'échec du projet de M. Nétanyahou de modifier la donne » du processus de paix, mais le problème, fait valoir M. Boueiz, est que cette initiative pêche par « l'absence d'un projet américain exécutoire » qui remettrait réellement les pourparlers sur les rails.

Pour ce qui concerne le Liban, les choses, constate-t-il, n'ont pas bougé d'un iota. Israël, qui occupe le Liban sud, « est pris dans un bourbier dont la facture, pour lui, augmente de jour en jour ». Pour autant, fait remarquer le ministre, aucune des propositions israéliennes de retrait de la partie méridionale du pays du Cédès n'est sé-

rieuse. Le repli de Tshahal « n'a jamais été évoqué autour d'une table de négociations », mais seulement « tantôt pour apaiser l'opinion publique intérieure, indignée par les pertes israéliennes en vies humaines, tantôt pour répondre à des critiques régionales ou internationales, ou encore pour présenter M. Nétanyahou en faiseur de paix ».

LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS

Et puis, « les déclarations sur un possible retrait varient d'un ministre à l'autre. Il est parfois question de redéploiement, d'autres fois d'évacuation, d'autres encore de retraits partiels et conditionnés », souligne M. Boueiz, qui constate néanmoins qu'« à mesure que le temps passe, les conditions posées par Israël diminuent », sans pour autant « rejoindre les positions libanaise et internationale ».

Quant aux exigences du Liban, elles tiennent en deux volets. Beyrouth réclame d'abord l'application par l'Etat juif de la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui demande le retrait inconditionnel de Tshahal du Liban sud. « Cela ne souffre aucun marchandage,

tient à rappeler le ministre ; et le retrait doit se faire au profit de l'armée libanaise et non pas de la milice de [Antoine] Lahad », c'est-à-dire l'Armée du Liban sud, créée, armée et financée par Israël. « Nous n'accepterons aucune condition qui limiterait notre souveraineté sur notre territoire et dont Israël pourrait se prévaloir pour exiger des concessions d'autres » parties arabes engagées dans la négociation.

Mais l'application de la résolution 425 par Israël « ne clarifierait rien » et n'entraînerait pas la signature d'un traité de paix avec l'Etat juif. « Elle ne serait qu'un commencement », insiste M. Boueiz, car le pays du Cédès est « concerné par les autres aspects du processus de paix, tels d'éventuels futurs systèmes régionaux économiques et/ou de sécurité, et le fait qu'il continue d'accueillir 350 000 réfugiés palestiniens ».

Le problème des réfugiés est l'un des sujets épineux qui, selon les termes de la Déclaration de principes israélo-palestinienne, signée le 13 septembre 1993 par Israël et l'OLP, doivent être discutés lors des négociations sur le statut définitif des territoires palestiniens. M. Boueiz préconise pour eux « un ensemble de solutions : le droit au retour tel que l'a prévu l'ONU, ou au moins le droit au retour pour ceux qui sont originaires des territoires (la Cisjordanie et Gaza) qui seront restitués aux Palestiniens ; le droit au regroupement familial et le droit pour tous ceux qui ne seront pas concernés par ces mesures de choisir librement de vivre dans l'un ou l'autre des pays qui accepteraient de les recevoir ». Le Liban n'en fait pas partie.

Mouna Naim

« Voir Jérusalem »

PROGRAMMÉE, repoussée, menacée, annulée, confirmée, puis, finalement, inaugurée, l'exposition « Voir Jérusalem, pèlerins, conquérants, voyageurs » a ouvert ses portes le 16 septembre, à Paris, dans les murs de la mairie du 5^e arrondissement, après un long suspense. Rien n'est simple pour qui souhaite évoquer la ville aux trois religions. Surtout depuis 1967, date de la conquête de la partie arabe de Jérusalem par Israël, qui en a fait unilatéralement sa capitale « éternelle, unifiée et indivisible ».

L'objectif des promoteurs du projet était parfaitement occulté : rassembler un patrimoine évocateur les trois sources juive, chrétienne et musulmane qui ont abrité la légende de Jérusalem. L'énergie des organisateurs leur avait ouvert les portes de richesses mal connues. Le succès était à portée de main. Mais la bataille de Jérusalem entre les Israéliens et les Palestiniens est loin d'être achevée, et la politique, en tentant d'imposer ses droits, a failli ruiner l'esprit de l'exposition.

Quelques jours avant l'inauguration, une série d'indices inquiétants semble remettre en cause l'opération : le blocage « inexplicable » en Israël de pièces uniques issues du patrimoine conservé par la Custodie chrétienne de Terre sainte, alors que les objets juifs sont arrivés sans encombre ; et la volonté exprimée par la mairie israélienne de Jérusalem que le représentant du maire puisse prendre la parole à l'exposition. Ces événements provoquent la mobilisation des parties musulmane et chrétienne : une réunion d'urgence rassemblée, à Paris, le 11 septembre, les protagonistes égyptiens, jordaniens et palestiniens qui envisagent un boycottage.

L'éventuel retrait de la partie musulmane entraînant celui de la partie chrétienne, « Voir Jérusalem » semble condamnée. Les organisateurs tentent pourtant de renouer les fils entre les ambassades arabes, celle d'Israël et les institutions chrétiennes. « En tout lieu », on suit l'affaire de près. Un an après la visite mouvementée de Jacques Chirac à Jérusalem, rien de ce qui touche la ville ne peut laisser indifférent.

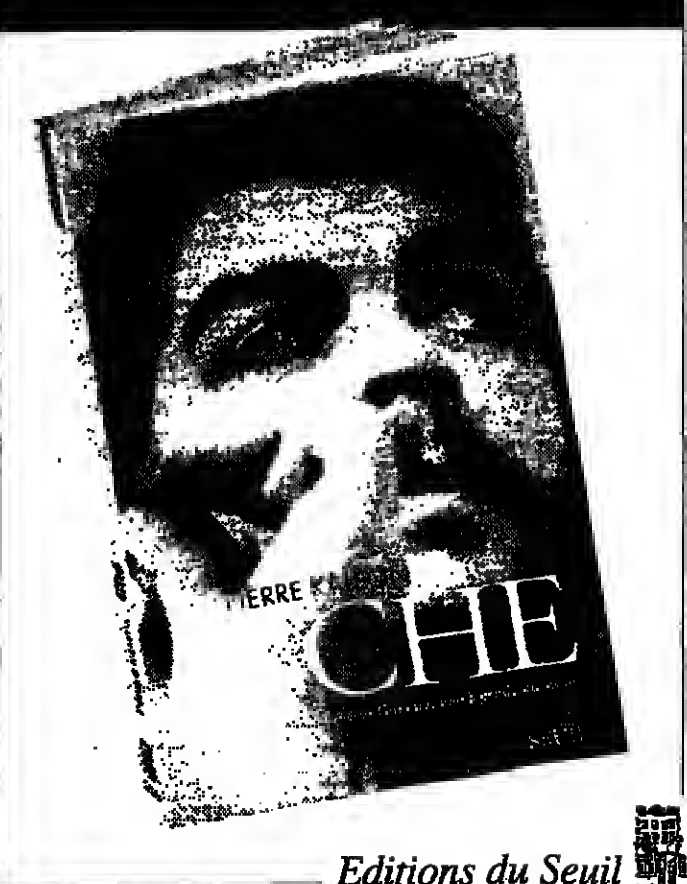
A la dernière minute, un arrangement est conclu. En Israël, le blocage « inexplicable » des pièces est levé. Les derniers objets parviennent, jeudi 18 septembre, à la mairie du 5^e arrondissement. L'adjoind au maire israélien consent à ne pas s'exprimer. L'ambassadeur d'Egypte, dans un souci de bonne volonté, a déjà consenti à retirer un article contesté par les Israéliens qu'il avait rédigé pour la brochure accompagnant l'exposition. Un texte de l'universitaire André Raymond, spécialiste incontesté de l'histoire du Proche-Orient, et intitulé « Les Arabes, l'Islam et Jérusalem », disparaît lui aussi de cette plaquette sans que la moindre explication ne lui soit apportée, avant d'être rétabli sous la forme d'un addenda.

« Voir Jérusalem », que l'on pourra visiter jusqu'à la mi-décembre, apporte la preuve éclatante de la richesse du passé de la Ville sainte. « Sur le patrimoine, nous sommes d'accord », estime Leila Shahid, qui représente les intérêts palestiniens à Paris. Sur le patrimoine, c'est entendu. Sur la terre et les hommes, c'est une autre affaire.

Gilles Paris

LA BIOGRAPHIE DE RÉFÉRENCE

Bernard Pivot/Bouillon de culture



Editions du Seuil

SERVICES PUBLICS
COLLOQUE
IERCP
16 octobre 1997 PARIS
ALLIANCE FRANCAISE

Des services publics acteurs dans la construction européenne

Différences culturelles, méthodologies et synergie européenne : comment la France doit-elle agir pour affirmer sa place et sa force dans cette nouvelle dynamique ?

Renseignements et inscriptions : 01. 43.58.18.02 Fax: 01. 43.58.15.68

Les groupes armés algériens ont bombardé la ville-garnison de Blida

Seize écoliers ont été tués dans une embuscade

LA PRESSE algérienne a rapporté, dimanche 5 octobre, une nouvelle série de massacres qui auraient causé la mort, selon certaines estimations, de plus d'une centaine de personnes. Selon ces informations, inévitables, les victimes ont été égorgées, mutilées ou décapitées dans les régions d'Oran, Bouinan et Médéa. Seize écoliers et leur chauffeur ont ainsi été assassinés dimanche matin dans une embuscade tendue par un groupe armé près de Bouinan, une localité proche de Blida, au sud d'Alger.

Selon les témoignages recueillis sur place, les assaillants ont mitraillé la camionnette transportant le groupe de collégiens, âgés de douze à quinze ans, qui se rendaient de leur hameau de montagne de Sidi Selmane à leur école de Bouinan. La camionnette était apparemment précédée d'une voiture de « patriotes » - membres des milices d'auto-défense armées par le pouvoir algérien -, dont les quatre occupants auraient été tués après que le véhicule eut sauté sur une mine. Les « patriotes » escortent régulièrement les véhicules sur ces petites routes dans la crainte des embuscades et des faux barrages dressés par les groupes armés.

Il s'agit de la plus sanglante attaque menée contre des collégiens depuis le début du conflit en 1992. La semaine dernière, onze institutrices auraient été égorgées - selon la presse - devant leurs élèves près de Sidi Bel Abbès, au sud-ouest du pays. Vendredi, trente-huit habitants de Mellaba, un village de la Mitidja, près d'Alger, ont également été massacrés par un groupe armé, écrit le quotidien *Liberté*.

Le quotidien *El Watan* rapporte dimanche que des groupes islamistes armés ont bombardé pendant trois heures la ville de Blida. Au moins 12 civils auraient été tués et 85 personnes auraient été blessées. Installés sur les reliefs surplombant Blida - qui abrite la plus importante garnison d'Algérie -, les extrémistes ont bombardé l'agglomération, à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Alger, avec des obus de fabrication artisanale.

Devant l'extrême violence du bombardement, les habitants ont fui leurs maisons peussant tout

d'abord à un tremblement de terre, souligne le quotidien *Liberté*. L'armée a riposté par des tirs d'artillerie après avoir repéré l'endroit d'où partaient les obus, indique *El Watan*. Les groupes armés, dépourvus de matériel lourd, utilisent fréquemment des mortiers artisanaux, les « hub-hub », pour lancer de petits obus, mais les tirs de dimanche constituaient la première attaque de cette ampleur contre Blida.

L'armée semble inaugurer une nouvelle politique de « communication »

Samedi, l'armée algérienne a emmené, pour la première fois, des journalistes algériens sur un théâtre d'opérations près d'Alger, où des chars pénétraient la localité d'Ouled Aïl, transformée en camp retranché d'une faction du Groupe islamique armé (GIA), et dont les abords ont été truffés de mines et de pièges. Les militaires semblent ainsi vouloir inaugurer une nouvelle politique de « communication », après avoir été accusés par certains partis et des rescapés de « passivité » lors des derniers massacres de civils. Le journal *Le Tribune* a indiqué dimanche que les dernières offensives contre les groupes armés ont causé la mort d'une centaine d'extrémistes - un bilan invérifiable.

Enfin, le gouvernement algérien, fidèle à son intransigence face aux offres de médiation internationales, a décliné dimanche des « explications » à l'Italie à la suite des propos tenus samedi par Lamberto Dini. L'invitation de Jacques Chirac, le ministre italien des affaires étrangères avait affirmé, au cours du sommet franco-italien de Chambéry, que son pays était prêt à une médiation entre les parties en conflit en Algérie. L'Italie « est en position plus facile que la France, qui a un passé colonial, pour tenter d'engager une discussion entre le gouvernement algérien et les intégristes », avait notamment déclaré M. Dini. (AFP/Reuters.)

COMMENTAIRE INFORMER SUR L'ALGÉRIE

Bien sûr, il faut informer sur l'Algérie. Il faut informer sur cette interminable guerre à la porte sud de l'Europe. Il faut informer, parce que la France - on l'a dit et répété - ne peut rester indifférente au drame qui se joue dans ce pays-là. Il faut informer, pour savoir, tout simplement, sans qu'il soit nécessaire d'avancer d'autre justification.

Mais il n'est pas inutile de rappeler aussi la difficulté qu'il y a à informer sur l'Algérie. C'est un pays qui délivre peu de visas aux journalistes étrangers et qui, quand il les accepte sur son territoire, les encadre du début à la fin de leur séjour. C'est un pays dont la presse est totalement sous censure dès qu'il s'agit d'évoquer les batailles en cours. L'information, celle que donnent les journaux, y est notoirement manipulée. Chaque branche des différents services de renseignements a son « débouché » dans la presse écrite locale. Chacun des différents camps qui composent le régime militaire utilise la presse comme un instrument d'influence politique. L'autocratie militaire algérienne est une organisation opaque, dont les évolutions sont particulièrement difficiles à déchiffrer.

Tout cela concourt ou devrait concourir à ne prendre les « informations » en provenance d'Algérie qu'avec une extrême prudence, d'autant qu'elles constituent la seule base de la presse occidentale pour informer à son tour. Lire en détail certains

des communiqués de guerre repris dans les médias occidentaux, sans la moindre précaution, c'est relever, presque à tout coup, nombre de contradictions ou d'incohérences.

Dernier exemple en date, le bombardement, vendredi 3 octobre, de la ville de Blida est présenté comme « sans précédent » ou comme constituant un tournant dans la guerre opposant l'armée à certains groupes islamistes. Or les terroristes de l'islamisme radical utilisent depuis plusieurs années déjà les sortes de mortiers artisanaux qui auraient servi à Blida. Tel journal, *Al Watan*, cité par l'agence Reuters, écrit que les obus ont « détruit plusieurs maisons et commerces » ; mais l'AFP, citant des témoins locaux, affirme que les tirs « n'ont pratiquement laissé aucune trace visible ». Qui croire ?

Telle dépêche évoque, toujours à propos du même bombardement, une secousse aussi brutale et rapide qu'un tremblement de terre et telle autre un barrage d'artillerie « de trois heures » pour moins d'une dizaine d'obus tirés. Le dernier des massacres annoncé samedi est présenté comme ayant fait 89 morts, alors que ce chiffre est en fait le « bilan » des victimes établi par la presse algérienne depuis jeudi 2 octobre.

Une manière de surenchère médiatique dans l'annonce des massacres et autres tueries viendrait-elle compenser le fait que l'on sait mal, très mal, ce qui se passe exactement en Algérie et que l'on comprend, souvent, encore plus mal ?

Alain Frachon

La spectaculaire reprise économique au Mexique n'a pas amélioré le niveau de vie de la population

En visite à Paris et à Bonn, le président Zedillo cherche à renforcer les liens de son pays avec l'Europe

Le président mexicain Ernesto Zedillo est arrivé samedi 4 octobre à Paris pour une visite officielle en France. Il devait rencontrer le président

Jacques Chirac lundi et le premier ministre Lionel Jospin mardi, avant de partir pour l'Allemagne, où il devait s'entretenir avec le chancelier Kohl. Plusieurs organisations de défense des

droits de l'homme ont fait part, dimanche, de leurs inquiétudes au président mexicain.

MEXICO

de notre correspondant
Le Mexique revient de loin, mais il lui reste encore un long chemin à parcourir pour consolider la reprise économique et permettre, enfin, une amélioration du niveau de vie de ses 93 millions d'habitants, dont le revenu reste inférieur à celui des années 80. Tel est le diagnostic, unanime, de la communauté financière internationale, qui a contribué à sortir le Mexique de la grave crise économique provoquée par la dévaluation désordonnée de décembre 1994.

A peine arrivé à Paris, où il a entrepris, samedi 4 octobre, une visite officielle essentiellement axée sur le renforcement de liens économiques avec l'Union européenne, le président mexicain, Ernesto Zedillo, a reçu les félicitations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Selon Donald Johnston, le secrétaire général de l'OCDE, dont le Mexique est membre depuis mai 1994, la politique d'austérité très sévère menée par M. Zedillo et la transparence des élections du 6 juillet ont permis de rétablir la « stabilité sur le plan politique et économique ».

Cette déclaration contribuera peut-être à consolider la position du chef de l'Etat mexicain, qui a perdu la majorité absolue à la Chambre des députés lors des élections de juillet et reste soumis à de très fortes pressions sur le plan intérieur pour relâcher l'effort imposé à la population depuis près de trois ans.

Dix jours plus tôt, à Hongkong, le Fonds monétaire international (FMI) avait décerné au Mexique un « satisfait sans réserves », qui contrastait avec les critiques adressées aux pays asiatiques. « Je suis ravi de pouvoir dire que le Mexique est aujourd'hui beaucoup plus fort qu'avant la crise », avait déclaré le directeur du FMI, Michel Camdessus. Le Mexique, certes, n'est plus la grande étoile qu'il a été, mais c'est grâce à sa discipline financière, à sa prudence en matière de politique monétaire et à l'accélération de son processus de réformes qu'il continuera de croître au rythme de 6 %.

Les résultats macro-économiques des derniers mois sont, en effet, impressionnants si on les compare aux chiffres de 1995, lorsque le PIB avait chuté de 6,2 %, l'inflation avait atteint 52 %, des milliers d'entreprises avaient fermé leurs portes et environ 1 million de travailleurs avaient perdu leur emploi. Les mesures d'austérité, en particulier le contrôle très strict des dépenses publiques et le

de la population, qui a perdu 30 % de son pouvoir d'achat depuis 1994. Les capitaux étrangers, qui avaient fui vers d'autres pays émergents, sont revenus au Mexique, où le risque est finalement moins grand que dans certains pays d'Asie. Selon le ministre du commerce, Herminio Blanco, qui y voit la preuve inébranlable du rétablissement de la confiance à l'égard du Mexique, les investissements étrangers directs devraient dépasser 11 milliards de dollars cette année (plus de 60 milliards de francs), tandis que les exporta-

tions globales atteindraient 110 milliards de dollars, soit deux fois plus qu'il y a dix ans.

Tout n'est cependant pas parfait, puisque plus de 80 % du commerce et des investissements se fait avec un seul pays, les Etats-Unis, qui sont sur le point d'être saturés de produits mexicains. « Sur le marché américain, un téléviseur sur deux et une cuisinière sur trois sont fabriqués au Mexique », a récemment expliqué M. Zedillo. Nous sommes également devenus le premier fournisseur des Etats-Unis dans le domaine textile, alors que nous étions au cin-

quième rang, derrière la Chine, la Corée du Sud, Taiwan et Hongkong.

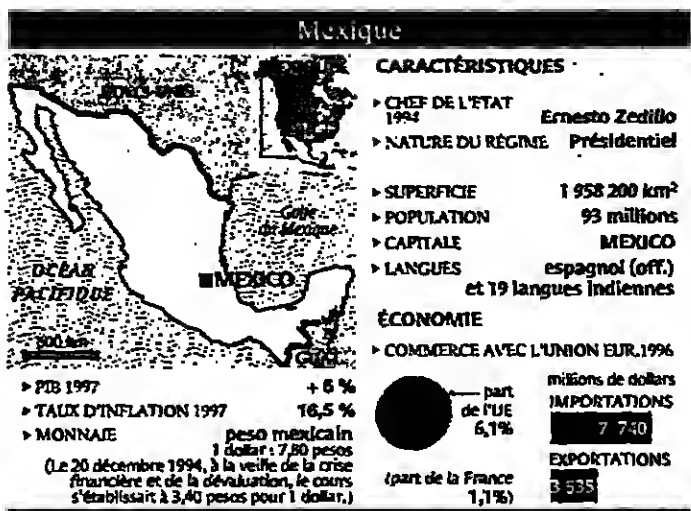
Pour la première fois en plus de deux ans, le Mexique a enregistré, en août, un léger déficit commercial. Il lui faut donc diversifier ses partenaires s'il souhaite maintenir le dynamisme des exportations, qui resteront le principal moteur de la reprise économique tant que le marché intérieur restera déprimé.

OBSTACLE POLITIQUE

D'où l'empressement de M. Zedillo pour signer un accord d'association économique, de concertation politique et de coopération avec l'Union européenne, qui représente actuellement à peine 6,1 % du commerce extérieur mexicain (le Brésil et l'Argentine sont les principaux partenaires de l'UE en Amérique latine). Alors que les échanges avec les Etats-Unis ont augmenté de 148 % entre 1990 et 1996, les relations commerciales avec l'Europe ont progressé de 33,6 %... au détriment du Mexique, qui vend deux fois moins qu'il n'achète à l'UE. Les échanges sont inégaux sur le plan qualitatif également. Le Mexique vend essentiellement du pétrole et des pièces d'automobiles, tandis que les Européens exportent des biens d'équipement industriel et de la haute technologie.

Au-delà des difficultés que rencontre le Mexique pour diversifier ses produits sur le marché européen, un obstacle à l'entrée en vigueur d'un accord de libre-échange avec l'UE est apparu sur le terrain politique : les organisations de droits de l'homme ont décidé de lancer une offensive afin d'obliger le président Zedillo à prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux abus des forces de l'ordre. Les incidents survenus au cours des dernières semaines indiquent que le gouvernement mexicain a largement sous-estimé cet aspect des choses.

Bertrand de la Grange



bloque des salaires, mais aussi le boom des exportations, favorisées par la chute de plus de 50 % du peso face au dollar, permettent de freiner la crise à partir de 1996.

Le véritable tournant a cependant eu lieu cette année, avec une reprise très significative de la croissance au premier semestre (7 %) et la récupération des postes de travail perdus en 1995 ; ce qui n'a pas résolu pour autant le problème des nouveaux venus sur le marché de l'emploi (1 million de jeunes par an).

De plus, la situation reste inchangée pour l'immense majorité

termine à l'impunité, encouragée par l'inefficacité du système judiciaire, la corruption de la police et l'intervention croissante de l'armée dans les opérations de maintien de l'ordre.

« SCÉNARIO À LA COLOMBIENNE »

« Nous pensons que tous les éléments d'un scénario à la colombienne sont aujourd'hui réunis, y compris les cartes de la drogue et les groupes armés d'opposition », déclarait M. Sané à notre correspondant à Mexico, Bertrand de la Grange. Sans aller jusqu'à attribuer à l'armée la responsabilité de toutes les violations des droits de l'homme commises en 1997 au Mexique - plus de quarante exécutions extrajudiciaires, une trentaine de disparitions -, plusieurs

certains d'arrestations arbitraires et un nombre incalculable de cas de tortures -, les associations déplorent que les autorités civiles aient « décidé de fermer les yeux sous prétexte que ce serait le prix à payer pour résoudre les problèmes de sécurité du pays ».

Enfin, l'arrestation, jeudi 2 octobre, de dix-neuf policiers, soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat, le 8 septembre, de six jeunes gens à Mexico, confirme que les militaires chargés de la sécurité publique dans la capitale depuis plus d'un an n'ont toujours pas réussi à nettoyer les rangs de la police. Les détenus appartiennent, en effet, à deux corps d'élite des forces de l'ordre, les Jaguar et les Zorro, chargés de lutter contre les bandes de délinquants qui prolifèrent dans certains quartiers de Mexico.

Aussi, la dégradation de la situation des libertés publiques au Mexique risque de peser lourd sur la suite du voyage de M. Zedillo, qui sera mardi en Allemagne. Elle pesera également sur les négociations commerciales, proprement dites, qui doivent s'ouvrir au début de l'année 1998. En effet, celles-ci sont suspendues à l'exécution de la « clause démocratique », imposée par l'Union européenne à tous ses partenaires et que le Mexique, dans un accord signé en juin avec la Commission des représentants des pays de l'UE à Bruxelles, s'est engagé à respecter.

Alain Abellard



Un demi-million de « Promise Keepers » réunis à Washington dans la prière et le repentir

L'organisation a réalisé l'un des plus grands rassemblements religieux qu'aient connus les Etats-Unis

Des centaines de milliers d'hommes, venus de tous les Etats-Unis, se sont rassemblés samedi 4 octobre à Washington à l'appel des Promise Keepers (« les teneurs de promesse »), une organisation chrétienne conservatrice. Aucun chiffre officiel n'a été donné, mais selon certains observateurs, la manifestation pourrait être le plus important rassemblement religieux jamais organisé aux Etats-Unis.

WASHINGTON
de notre correspondant
Un demi-million d'hommes environ se sont rassemblés à Washington, par un soleil quasi estival, pour confesser leurs péchés et crier le nom de Jésus. Les Promise Keepers, littéralement « ceux qui tiennent leurs promesses », sont un lointain rameau des puritains qui voulaient établir le royaume de Dieu dans le Nouveau Monde. A les entendre, l'objectif n'a pas changé.
« Nous voulons que Jésus redonne la boussole de ce pays, conformément à notre devise de "In God we trust" [En Dieu nous avons confiance]. Nos leaders politiques doivent comprendre que le message de Dieu doit illuminer toutes leurs actions. Il ne suffit pas, pour le président, de dire "Dieu bénisse l'Amérique", il lui faut passer aux actes. » Ainsi s'exprimaient Jim et David, vingt et un et vingt-cinq ans, originaires du Maryland. Ou peut-être était-ce William, la cinquantaine neigée, venu de Floride, ou encore Paul, l'ancien du Vietnam bardé de cuir. Leurs discours, de

toute façon, étaient étrangement semblables.
Combien étaient-ils ? Les services officiels ne se prononcent plus depuis la polémique née de l'évaluation de la « marche noire » d'octobre 1995, mais les experts semblent unanimes : au moins un demi-million. Les Promise Keepers partagent avec les « hommes noirs » le souci du « repentir » et de l'« expiation », la volonté de devenir de bons pères, de bons époux, de bons croyants. Comme eux, ils avaient envahi l'espace vert du Mall, en une « mer » humaine s'étendant du Monument à la mémoire de Washington jusqu'aux marches du Capitole. La ressemblance s'arrête là.
Dans leur grande majorité, les Promise Keepers sont blancs, foncièrement conservateurs, et ils forment un mouvement exclusivement masculin. Six heures durant, ils ont prié, main dans la main, se confiant mutuellement leurs faiblesses, s'engageant à ne plus pécher. Ils ont levé les bras au ciel, se sont agenouillés, pleurant et chantant à la fois, et le nom de Jésus

Le pape dénonce l'avortement « honte de l'humanité »

Lors des deux rassemblements qui ont marqué la fin de sa visite au Brésil, Jean Paul II s'en est tenu aux thèmes familiaux

RIO DE JANEIRO
de notre envoyé spécial
Il aura fallu attendre le dernier jour de la visite du pape à Rio de Janeiro, dimanche 5 octobre, pour que les cariocas puissent faire pleinement la fête à l'hôte de leur ville. Ce fut à l'occasion de l'unique réunion publique sur le terre-plein de Flamengo, espace gagné sur la mer il y a cinquante ans, où fut célébrée une messe avec les familles. Jusqu'alors, les habitants de Rio de Janeiro n'avaient pas eu la possibilité d'assister à l'un des événements de cette deuxième Rencontre mondiale avec les familles - qui était le motif officiel de ce troisième voyage du pape au Brésil -, réservée aux seuls invités et aux privilégiés. Et encore, l'accès à l'atterro de Flamengo était-il sévèrement surveillé par un important service d'ordre et une organisation tatillonne.

En dépit d'une très belle journée, ce ne fut pas le raz-de-marée espéré de 1,5 million de personnes, mais seulement quelques centaines de milliers de fidèles, soit beaucoup moins que lors de la précédente messe sur ce site de 1,2 million de mètres carrés, le 1^{er} juillet 1980, selon des témoins de ce premier rassemblement. Peu nombreux étaient les habitants des favelas, tous les humbles et les exclus de cette immense courtoisie de onze millions de personnes. Ceux-là n'ont pu qu'entrevoir Jean Paul II lors de quelques trajets dans les rues de la papamobile. Ce furent les seuls moments de rencontre avec le Rio profond qu'il a mis à profit lors de deux haltes, pour adresser, samedi 4 octobre après la messe à la cathédrale, un message aux détenus de la prison Presídio-Frel-Caneva et aux malades de l'Institut national du cancer.

La communion avec les cariocas venus écouter dimanche son message n'en fut pas moins intense, sur cette esplanade qui fait face au Pain de sucre, situé de l'autre côté de la baie de Guanabara. Un podium adossé au monument des victimes de la seconde guerre mondiale surplombait cette foule colorée et vivante, dominée au loin par les bras gigantesques du Christ rédempteur sur la colline du Corcovado. Jean Paul II a apprécié le spectacle et l'a dit avant de monter dans l'avion du retour.
Son homélie a été entièrement dédiée aux valeurs de la famille, qui doit « toujours conjuguer la fidélité avec la félicité, parce que l'une ne peut exister sans l'autre », a-t-il dit, avant cet avertissement : « Ne laissez pas la mentalité hégémonique, l'ambition et l'égoïsme entrer dans vos foyers. » La chaleur était lourde en dépit d'un système de climatisa-

Les électeurs ont des avis...

Don C...
travaux...

QUESTIONS NON MENTIONNÉES
Jean Paul II n'a pas évoqué les difficultés sociales du pays, objet d'une seule mise en garde lors de son arrivée à Rio. Il n'a pas mentionné la douloureuse question des 4,8 millions de paysans sans terre, ni les difficultés de mise en place de la réforme agraire, qui se heurte aux obstacles dressés par les grands propriétaires terriens. Il n'a pas non plus fait allusion à la montée des sectes évangélistes qui grignotent, lentement mais inexorablement, l'assise de l'Eglise catholique, à laquelle il est reproché de ne plus être en phase avec la société actuelle, surtout dans un pays où les mœurs sont particulièrement libres.
S'en tenant à l'objet de sa visite, il n'a pratiquement axé ses interventions que sur la famille. « don précieux et irremplaçable », qui était l'objet de sa visite. Il a une nouvelle fois condamné fermement « le crime odieux de l'avortement, honte de l'humanité ». « Les sociétés qui se désintéressent de l'enfance sont inhumaines et irresponsables, a-t-il ajouté. Les foyers qui n'éduquent pas pleinement leurs propres fils, qui les abandonnent, commettent une grande injustice dont ils devront rendre compte devant le tribunal de Dieu ».

Michel Bôle-Richard

Le divorce est en progression constante en Europe

LES DIVORCES ont atteint un taux record dans l'Union européenne, indique l'office statistique des Communautés européennes, Eurostat, dans une étude rendue publique le 30 septembre. D'après les observations les plus récentes, près d'un mariage sur trois devrait s'achever par un divorce. La proportion de divorces devrait même concerner un mariage sur deux dans certains pays, comme les pays scandinaves et le Royaume-Uni. Parallèlement à cette évolution, le nombre de mariages ne cesse de diminuer dans l'ensemble de l'Europe.

Un quart des mariages conclus dans les années 70 se terminent par un divorce et ce taux est en progression constante. Il atteint 27 % pour les mariages célébrés dans les années 80 et s'accroît encore pour les unions les plus récentes.
Cette proportion est comparable au niveau enregistré au Japon, mais elle reste très inférieure à ce que l'on peut observer outre-Atlantique. Au Canada, 43 % des mariages se terminent par un divorce ; aux Etats-Unis, le taux atteint 50 %, près de deux fois plus qu'en Europe.

Dans les pays scandinaves, le Royaume-Uni et la Belgique, le taux moyen de divorce par mariage est supérieur à 0,40. L'augmentation des divorces en Belgique est liée à une réforme intervenue en 1995 qui a allégé les procédures. Les pays de l'Europe du Centre, dont la France, ont un indicateur variant de 0,30 à 0,40. Les pays du Sud se situent en dessous de 0,20. C'est en Italie que les mariages sont le plus stables.

MARIAGE EN BAISSE
La durée moyenne des mariages rompus est de douze ans. Partout en Europe les mariages les plus récents sont les moins durables. La plupart d'entre eux se terminent par un divorce après environ quatre ans. Parallèlement, le mariage fait moins d'adeptes. En 1995, on recensait dans toute l'Union européenne 1 900 000 unions officielles, soit 5,1 pour mille habitants, alors qu'au début des années 70 ce taux était de 8 pour mille. Eurostat met en garde contre la relative inadéquation des statistiques traditionnelles, qui n'incluent pas l'union libre.

Michèle Aulagnon



Pour 1420F par mois, offrez à vos enfants une assurance vie dont ils pourront se vanter à l'école.

Avec la BMW Série 3 vous pouvez offrir à votre famille un nouveau type d'assurance vie : coussin de sécurité, ABS, prétensionneurs de ceintures, renforts latéraux... Du 5 septembre au 30 novembre, vous profitez en plus d'une offre exceptionnelle sur les berlines BMW Série 3. Exemple pour une berline BMW 316i d'une valeur de 141900 F : Crédit, TEG 5,5 %, 72 mensualités de 1419,76 F, avec un apport de 55 000 F. Soit un coût du crédit de 15 322,72 F. Après acceptation du dossier par BMW Finance™. Pour tous renseignements : **N°Azur 0 800 316 316** <http://www.bmw.fr> - FINA partenaire de BMW.



Offre valable pour toute berline BMW Série 3 commandée et livrée entre le 5 septembre et le 30 novembre 97. * Prix maximum catalogue de la berline BMW 316i au 01/99/97. ANA 58. ** SNC au capital de 170 000 000 F. RCS Paris B94397448. Le modèle présenté peut comporter des options.

LE « CHE »
TRENTA ANS APRÈS
A lire mens...

هكذا من لايصل

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 7 OCTOBRE 1997 / 5

Les électeurs yougoslaves ont désavoué M. Milosevic

Le candidat de l'opposition arrive en tête au Monténégro tandis que les Serbes ont boudé les urnes

BELGRADE
de notre envoyé spécial
Les premiers résultats des élections présidentielles qui se sont tenues, dimanche 5 octobre, en Serbie et au Monténégro - les deux composantes de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) - semblent constituer un double camouflet pour le président de la RFY, Slobodan Milosevic. Aucun des candidats qu'il soutenait dans l'une et l'autre des républiques ne paraît en effet en mesure d'être élu. Le dirigeant sortant du Monténégro, Momir Bulatovic, allié inconditionnel de M. Milosevic, paraît en position défavorable derrière le premier ministre, Milo Djukanovic, et pourrait avoir du mal à remonter l'écart, lors du deuxième tour prévu le 19 octobre.

En République de Serbie, l'homme-lige de Slobodan Milosevic, Zoran Djindjic, est également mal placé. Selon les premières estimations, il arriverait en deuxième position derrière Vojislav Seselj, le candidat de la droite ultra-nationaliste. Ce deuxième échec de « l'homme fort » de l'ex-Yougo-

Dans les rangs de l'opposition, l'euphorie prévalait dès le début de la soirée. Au siège du Parti radical (extrême droite), les militants ont fêté l'avance de leur candidat, Vojislav Seselj, à coup de cochon grillé, en égrenant des résultats partiels qui leur étaient favorables. Dans les locaux du Parti démocrate - qui appelait au boycott du scrutin depuis le premier tour, le 21 septembre - le vice-président, Slobodan Buljanovic, a simplement souligné que « dans les grandes municipalités de Serbie la participation n'a jamais excédé 40 % ». M. Buljanovic a donc affirmé « la satisfaction d'avoir atteint notre objectif, même si nous craignons encore d'éventuelles manipulations électorales du régime ».

Dans la presse serbe de lundi matin, les « manchettes » soulignaient la vacance du pouvoir en Serbie et les incertitudes qui prévalent au Monténégro : « La Serbie sans président » et « Second tour au Monténégro » affirmait, par exemple, le journal gouvernemental Politika. « Les élections n'ont pas réussi » et « un avantage pour Milo Djukanovic au Monténégro » titrait le quotidien indépendant Nasa Borba.

Au Monténégro, la victoire de Milo Djukanovic - un réformateur qui jouit de la sympathie des partis d'opposition en Serbie - représenterait un premier revers de taille pour Slobodan Milosevic. L'homme s'est à maintes reprises violemment attaqué au président, notamment lors des manifestations qui avaient secoué l'hiver dernier la Serbie pour le respect des élections municipales du mois de novembre 1996. L'accession au pouvoir de Milo Djukanovic réduirait la marge de manœuvre du président fédéral en compliquant son rôle en matière de réforme constitutionnelle.

ALLIANCE « CONTRE-NATURE »

En Serbie l'invalidation du scrutin - automatique si la participation au vote n'a pas atteint 50 % des inscrits - provoquera la convocation d'une nouvelle élection présidentielle. En théorie, le scrutin doit être organisé dans les deux mois suivant la formation de la nouvelle assemblée législative. Celle-ci, élue le 21 septembre 1997, dispose d'un mois après sa désignation pour élire un président et constituer son bureau. La situation est compliquée car aucune formation n'y dispose de la majorité. Ce qui oblige le Parti socialiste au pouvoir à une alliance « contre-nature » soit avec les radicaux de Vojislav Seselj, soit avec le Mouvement serbe du renouveau, conduit par Vuk Draskovic qui avait échoué au premier tour de l'élection présidentielle.

« La pognie qui va suivre ces résultats devrait de toute manière atteindre des sommets... » résumait ironiquement dans la nuit, Radomir Djindjic, directeur de l'agence de presse indépendante Beta. A cette difficile gestion de résultats électoraux qui lui sont défavorables, Slobodan Milosevic affrontera, dès lundi, un autre désagrément : la visite dans la capitale serbe de l'ambassadeur américain, Robert C. Ford, qui doit lui faire part de la « consternation » des Etats-Unis après la répression policière des manifestations de la semaine dernière au Kosovo et à Belgrade.

Denis Hautin-Guiraut

Ouverture à Madrid du procès des dirigeants de la coalition indépendantiste basque Herri Batasuna

Les accusés dénoncent une opération « politique » et « un verdict déjà signé »

Les 23 dirigeants de la coalition indépendantiste basque Herri Batasuna (HB), bras politique de l'ETA, devaient comparaître à partir de lundi

6 octobre devant le Tribunal suprême à Madrid lors d'un procès que les formations politiques qualifient d'« historique ». Accusés de « colla-

boration avec bande armée » pour avoir diffusé en 1996 une vidéo de l'ETA, les dirigeants de HB risquent plusieurs années de prison.

MADRID

Un énorme dispositif policier a été déployé devant le Tribunal suprême de Madrid pour l'ouverture, lundi 6 octobre, du procès « historique » des vingt-trois dirigeants de la coalition indépendantiste basque, Herri Batasuna (HB), considérée comme le bras politique de l'ETA. Les organisations d'extrême droite ont distribué des milliers de tracts intitulés « L'ETA arrive à Madrid » et ont appelé à manifester devant le tribunal. Le ministère de l'Intérieur craint également un attentat des indépendantistes basques de l'ETA, qui, comme HB, dénoncent un procès « politique ».

C'est la première fois que l'ensemble du bureau national d'un parti politique se trouve ainsi sur le banc des accusés et c'est aussi la première fois que Herri Batasuna (15 % de l'électorat basque) devra s'expliquer sur ses liens avec l'ETA devant la plus haute juridiction espagnole. La direction collégiale de HB est accusée de « collaboration avec

bande armée » pour avoir diffusé une cassette vidéo de l'ETA lors de réunions publiques pendant la campagne pour les élections générales espagnoles du 3 mars 1996. Cette vidéo montrait notamment des hommes portant cagoules et treillis exposant leurs revendications et un programme baptisé « Alternative démocratique » par les indépendantistes. En février 1996, Baltazar Garçon, juge à l'Audience nationale (la plus haute instance pénale), en ordonna la saisie et convoqua le porte-parole de la coalition et l'un de ses plus anciens dirigeants, Jon Idigoras. De son côté, le gouvernement, alors dirigé par Felipe Gonzalez, demandait au procureur de l'Etat d'examiner s'il n'y avait pas de « collaboration avec bande armée ».

Le feuilleton judiciaire de Herri Batasuna commença. Jon Idigoras, l'un des responsables de la coalition fut arrêté après avoir refusé de se rendre à Madrid chez le juge. Mais comme des copies de la vidéo continuaient à être diffusées par HB, le dossier passa au

Tribunal suprême. Toute la direction collégiale de HB fut alors convoquée chez le magistrat par petits groupes. Elle ne put pas le voyage à Madrid, estimant qu'elle n'avait pas de comptes à rendre à « une juridiction étrangère ». Un mandat d'arrêt fut délivré et, en avril 1996, tout le bureau national d'HB se trouvait en prison, d'où il sortit, au bout de deux mois, après le paiement d'une caution.

« QUI COMMANDE QUI ? »

Le procureur va requérir huit années de prison pour chacun des accusés. Les parties civiles, essentiellement représentées par l'Association des victimes du terrorisme, devraient réclamer des peines allant jusqu'à vingt-deux ans d'emprisonnement. Tout comme l'opinion publique, la majorité des formations politiques espagnoles, de droite comme de gauche, estime que Herri Batasuna est complice de l'ETA et que la diffusion de la cassette vidéo est matière à procès. « L'ETA et la direction de HB sont

exactement la même chose et, souvent, on ne sait pas qui commande qui », avait affirmé Felipe Gonzalez. « La loi doit s'appliquer avec toutes ses conséquences », déclarait, il y a quelques semaines l'actuel président du gouvernement, José Maria Aznar, souhaitant que le jugement soit celui « qu'espèrent tous les Espagnols ».

« Le verdict est déjà signé », s'est indigné HB alors que le Parti nationaliste basque (PNV, modéré), qui est au pouvoir au Pays basque, a dénoncé les « pressions » du gouvernement sur les juges du Tribunal suprême. Les trois défenseurs des Basques vont plaider le droit à la liberté d'expression et ont demandé la présence dans la salle d'une vingtaine d'observateurs, dont certains étrangers parmi lesquels l'un des responsables du Sinn Féin irlandais, Alex Maskey, un amiral portugais ayant participé à la « révolution des œillets », Antonio Rosa Coutinho, et l'évêque français, M^r Jacques Gaillot. - (Interim.)

Dix Croates de Bosnie transférés à La Haye

Recherchés par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yugoslavie (TPI), dix Croates de Bosnie, dont Dario Kordic, inculpé de crimes contre l'humanité et crimes de guerre, ont été transférés, lundi 6 octobre, au siège du tribunal à La Haye, a annoncé Gorko Susak, le ministre croate de la défense.

Agé de trente-sept ans, Dario Kordic était le chef militaire et politique des Croates de Bosnie (HVO) dans la vallée de la Lasva (centre de la Bosnie) : il est accusé par le TPI d'être l'un des responsables, avec le général Tihomir Blaskic, dont le procès s'est ouvert en juin à La Haye, de persécutions et de meurtres à l'encontre de civils et de prisonniers musulmans pour des motifs « politiques, raciaux et religieux » et d'avoir ordonné le bombardement de plusieurs localités de cette région en 1992 et 1993. Kordic est également accusé d'avoir infligé des « traitements inhumains » à des détenus musulmans, les utilisant par exemple comme boucliers humains pour protéger les forces du HVO. - (AFP)

slavie est accentué par l'importance de l'abstention qui - si elle est supérieure à 50 % - pourrait tout bonnement invalider le scrutin.

L'absence de tout résultat officiel en Serbie, et le silence de la commission électorale qui a annulé sa conférence de presse de dimanche pour la reporter à lundi après-midi, illustrent l'embarras officiel. Dans les rangs du Parti socialiste (au pouvoir), une phrase malheureuse du président du Parlement, Dragan Tomic, en guise de pronostic (« Si la participation dépasse les 50 %, c'est notre candidat Zoran Djindjic qui arrive en tête ») souligne aussi l'inquiétude d'une formation peu habituée aux désavantages des urnes, en dépit de son échec aux élections municipales de novembre 1996.

LE « CHE »

TRENTE ANS APRÈS

A lire mercredi dans Le Monde

En Bourgogne, il n'y a pas que les vieux qui soient sympas.



Une fois pour toutes, rétablissons la vérité. Les vins jeunes de Bourgogne ont autant de qualités que les vieux. Seulement voilà, pour les vieux, du fait de leur grand âge, cela se sait davantage. Osez un Mâcon jeune ou un Bourgogne Passe-tout-grain... Vous verrez comme ils vous parlent.

LES NOUVEAUX AMATEURS DE BOURGOGNE

Chablis/Auxerrois - Mâconnais
Côte Chalonnaise - Côte de Nuits
Côte de Beaune

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ.

Photo J. P. Munn - Beaune

Les dérives du culte de la personnalité en Corée du Nord provoquent un incident avec le Sud

Pyongyang a finalement repris sa participation à un chantier nucléaire international

Un incident diplomatique a éclaté en fin de semaine dernière entre Pyongyang et Séoul à propos d'une photo froissée du dirigeant sud-

pré du Nord, Kim Jong-il trouvée dans une poubelle et vécue comme une « insulte intentionnelle ». Après six jours de suspension, la

Corée du Nord a repris sa participation à un chantier nucléaire financé par un consortium international, le KEDO.

TOKYO

Banqueroute économique ou non, famine ou non, le régime de Pyongyang ne change pas d'un iota sur un point : le culte de la personnalité voué à son dirigeant suprême. Une « atteinte » à la dignité de Kim Jong-il, fils et héritier de Kim Il-sung - de facto à la tête du pays depuis la mort de son père en 1994, et devant être désigné le 10 octobre secrétaire général du Parti des travailleurs - vient de provoquer un singulier incident diplomatique.

Pyongyang a en effet suspendu, mercredi 1^{er} octobre, les travaux de construction, de la Corée du Nord, des deux centrales nucléaires entrepris par un consortium international (KEDO). Après plusieurs journées d'intense émotion, les Nord-Coréens auraient finalement, si l'on en croit des sources sud-coréennes, levé leur veto. Quelle offense avait donc pu susciter ce courroux ? Un journal froissé.

C'est la découverte d'un

exemplaire de l'organe du parti, *Rodong shimnum*, comportant une photographie du Grand Dirigeant, légèrement écornée, dans une poubelle des logements affectés aux ingénieurs et représentants de la Corée du Sud participant au projet, qui avait suscité cette fureur de Pyongyang. Le régime nordiste a aussitôt émis une protestation auprès des autorités de Séoul en exigeant explications et excuses.

pour cette « insulte intentionnelle » dont les responsables devaient être « désignés et punis ».

SITE DE KUMHO

De son côté, la Corée du Sud a tout fait pour dédramatiser l'incident, expliquant qu'il n'était nullement révélateur de mauvaises intentions et le mettant sur le compte de « différences culturelles » entre les deux Corées.

C'est le premier « incident diplomatique » depuis que les travaux de construction des centrales ont commencé le 19 août. Une centaine de Sud-Coréens travaillaient sur le site de Kumho dans la nord-est du pays. Leur vie quotidienne n'a pas été affectée par l'incident. Mais l'envoi d'une mission d'experts nucléaires qui devait quitter Séoul mardi pour la Corée du Nord a été ajourné. Aux termes de l'accord intervenu en 1994 entre Pyongyang et Washington, deux centrales nucléaires à eau légère (dont l'énergie produite ne peut être détournée à des fins militaires) sont fournies à la Corée du Nord en échange de l'arrêt par celle-ci d'un programme nucléaire qui pouvait l'amener à se doter de l'arme atomique. La Corée du Sud, qui participe au consortium international (KEDO) chargé de la construction des centrales, assume la plus grande partie du coût financier (5 milliards de dollars) du projet.

Philippe Pons

Kim Jong-il reconnaît la pénurie alimentaire

Kim Jong-il reconnaît l'existence de pénurie alimentaire dans son pays mais en minimise la portée, a rapporté à l'agence Itar-Tass un membre du Parti communiste russe, Oleg Chentsov, qui a rencontré le numéro un nord-coréen début septembre. M. Kim a déclaré au visiteur russe que la situation économique est « compliquée après deux années d'inondations et la sécheresse de cet été ». La dernière récolte de riz semble satisfaisante, a-t-il indiqué, mais ce n'est pas le cas des récoltes de maïs, deuxième ressource agroalimentaire du pays.

Selon certaines organisations humanitaires, la faiblesse des récoltes a touché près de 80 000 enfants, qui risquent de mourir de faim ou de maladies. Selon le journal hongkongais *South China Morning Post*, certains Coréens affamés se seraient même livrés au cannibalisme afin de survivre, et d'autres auraient été exécutés pour avoir vendu de la chair humaine. - (Reuters.)

Aujourd'hui, 65% des leucémies chez l'enfant sont guéries. Pour mieux comprendre ce chiffre, il faut savoir qu'il y a 30 ans on en guérissait seulement 20%.

C'est grâce à la chimiothérapie !

Les premiers progrès thérapeutiques ont été enregistrés avec l'arrivée des médicaments anticancéreux. Par la suite, les résultats se sont améliorés en apprenant à mieux utiliser ces produits - aujourd'hui plus nombreux - et en les associant (polychimiothérapie).

Mais à côté de ces médicaments spécifiques du cancer, d'autres traitements ont contribué à sauver plus d'enfants. Les antibiotiques de plus en plus performants traitent efficacement des infections liées à la maladie et à la chimiothérapie. L'amélioration des transfusions permet de compenser les carences en globules rouges et en plaquettes et depuis peu, l'utilisation des « facteurs de croissance » provoque la régénération rapide des cellules du sang. Enfin, les greffes de moelle osseuse ont augmenté les guérisons. Ces greffes sont en général réservées aux cas de récurrence, mais sont aussi utilisées dès le début du traitement pour des leucémies plus difficiles à soigner.

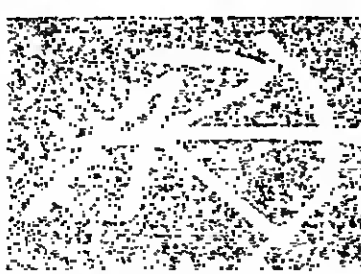
L'analyse des globules blancs

(leucocytes) permet de distinguer trois grands types de leucémies :
• Les leucémies aiguës lymphoblastiques - de loin les plus fréquentes - ont le meilleur pronostic (65 à 70 % de guérison).
• Les leucémies aiguës myéloblastiques, plus rares, peuvent atteindre 50 % de guérison.
• Les leucémies chroniques (5 % des leucémies), pour lesquelles la greffe de moelle a amélioré le pronostic.

Comment obtenir encore de meilleurs résultats ? Grâce à la poursuite d'études sur les chimiothérapies, en optimisant l'utilisation de celles déjà prescrites et en testant de nouvelles molécules. Grâce aussi peut-être à l'immunothérapie, une nouvelle voie de recherche thérapeutique. Ces travaux se poursuivent également sur des médicaments qui permettraient aux cellules cancéreuses de retrouver un cycle de vie normal. L'ARC apporte son soutien à beaucoup de ces recherches.

L'ARC, association pour la recherche

Priorité à la recherche :
• 70 % des ressources consacrées à la recherche.
• 160 millions de francs affectés à la recherche en 1997 contre 140 millions de francs en 1996.
Transparence et rigueur :
• nouveau conseil d'administration élu en 1996
• publication de comptes annuels détaillés
• fonctions de recherche et de gestion clairement dissociées
• mise en place d'une commission financière garante d'une gestion claire et précise.
• nouveau conseil scientifique assisté de cinq commissions nationales correspondant aux grands domaines de la recherche et de cinq commissions régionales



Association pour la Recherche sur le Cancer

Reconnue d'utilité publique

Nous, on continue. Et vous ?

Pour continuer la lutte contre le cancer, je soutiens la recherche :

Mr ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Nom Prénom

Adresse Ville

Code Postal Ville

☐ Je veux lutter pour la vie et contre le cancer. Pour cela je m'associe aux efforts des chercheurs et je fais un don de F

☐ Je désire obtenir des informations complémentaires sur le cancer.

Veuillez retourner ce bon accompagné de votre chèque de don à l'ordre de l'ARC à :

ARC BP 300 94803 Villejuif Cedex ou consultez le 3615 ARC (1,29 franc). Un reçu fiscal vous sera adressé sous 10 jours.

Conformément à la loi informatique et libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de modification aux données vous concernant.

Vaste offensive de l'armée sénégalaise en Casamance

DAKAR. Deux militaires ont été tués et quatre autres blessés au cours de l'offensive lancée à la fin de la semaine dernière par l'armée contre des positions indépendantistes en Casamance, a-t-on appris dimanche 5 octobre. Cette offensive se déroule près de la frontière de la Guinée-Bissau, notamment à Mandina Mancagne, localité de la périphérie de Ziguinchor, où, le 19 août, 25 soldats avaient été tués par les rebelles. Aucun bilan n'était disponible lundi matin du côté indépendantiste, mais Mandina Mancagne a été détruite par l'artillerie sénégalaise. Plus de 3 000 hommes participent à l'opération, la plus importante jamais menée en Casamance depuis le cessez-le-feu décidé en décembre 1995 par l'abbé Augustin Diamacoune, secrétaire général du Mouvement des Forces démocratiques de Casamance (MFDC). - (AFP)

Kinshasa affirme avoir découvert un millier d'ex-soldats rwandais

KINSHASA. Les autorités de Kinshasa ont annoncé, dimanche 5 octobre, avoir découvert la présence d'un millier d'éléments des ex-Forces armées rwandaises (FAR) « fortement armés » dans la région de l'Équateur, au nord-ouest de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). Le ministre de l'Intérieur, Mwenze Kongolo, a indiqué au cours d'une conférence de presse qu'une « action militaire » s'imposait contre ces hommes qu'il a qualifiés de « dangereux ». Il a affirmé que ces ex-soldats avaient pris « en otage des réfugiés hutus rwandais » autour des villages de Saba et Mampoko, près de Mbandaka. Cette région avait été le théâtre de massacres lors de la conquête militaire du pays par les troupes de Laurent-Désiré Kabila. La mission d'enquête des Nations-unies avait émis le vœu de se rendre dans cette zone, avant d'être priée de quitter le territoire de la RDC. - (AFP)

Recul des sociaux-démocrates aux élections en Haute-Autriche

VIENNE. Le Parti social-démocrate autrichien (SPÖ) du chancelier Viktor Klima a essuyé un revers lors des élections régionales qui se sont déroulées, dimanche 5 octobre, en Haute-Autriche. Il a recueilli 27 % des suffrages, soit environ 4 % de moins qu'en 1991. La droite nationaliste (FPÖ) de Jörg Haider progresse de nouveau et a totalisé 20,6 % des voix (+2,9 %), tandis que les Verts améliorent sensiblement leurs positions : 5,8 % contre 2,6 % il y a six ans. Ces deux dernières formations apparaissent comme les grands bénéficiaires du scrutin et les écologistes font d'ailleurs leur entrée au Parlement régional. Les conservateurs (ÖVP), alliés des sociaux-démocrates au sein de la coalition au pouvoir à Vienne, demeurent, avec 42,7 % des suffrages, le premier parti de Haute-Autriche, en dépit d'un recul de 2,5 %. - (AFP Reuters)

ASIE

■ **NÉPAL** : le gouvernement de coalition de Lokendra Bahadur Chand a été renversé, samedi 4 octobre, par une motion de censure déposée par le Congrès népalais (NC), parti d'opposition. Le successeur de M. Chand devrait être Surya Bahadur Thapa, son rival au sein du Parti national-démocrate (droite). - (AFP)

■ **SRI-LANKA** : une nouvelle flambée de violence dans le nord et l'est du pays entre soldats gouvernementaux et rebelles séparatistes tamouls a fait 192 morts en fin de semaine dernière. Les combats les plus meurtriers ont été localisés dans le district de Mullaitivu où les autorités ont déclenché une offensive visant à démanteler les bases rebelles. - (AFP)

EUROPE

■ **ALBANIE** : l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) va tripler ses effectifs en Albanie, passant d'une vingtaine de policiers à une soixantaine d'ici à la fin de l'année, a annoncé dimanche 5 octobre à Tirana son secrétaire général, José Cutiéiro. Selon l'UEO, plus de la moitié des policiers actuels (environ 13 000) n'ont aucune formation.

■ **GRANDE-BRETAGNE** : 61 % des Britanniques sont opposés à l'Union économique et monétaire (UEM), selon une étude publiée, lundi 6 octobre, par le *Financial Times*. Le gouvernement travailliste de Tony Blair a promis d'organiser un référendum avant de prendre toute décision sur l'UEM. Un article de ce quotidien, il y a deux semaines, sur une possible entrée de la livre sterling dans l'UEM peu après son lancement en 1999 avait semé le trouble sur les marchés financiers. - (Reuters)

■ **SUÈDE** : Christina Odenberg, la première femme évêque de l'Eglise luthérienne du pays, élue en avril par le diocèse de Lund (sud), a été intronisée, dimanche 5 octobre, dans la cathédrale d'Uppsala. Les Eglises protestantes des pays nordiques et le gouvernement suédois étaient représentés, mais l'Eglise catholique était absente. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **LIBAN** : le Comité international de la Croix Rouge (CICR) ne peut plus accéder au camp de prisonniers de Kham, au Liban sud, depuis le 10 septembre, selon le comité pour la libération de Souha Bechara, une détenue de Kham. Ce camp est géré par l'Armée du Liban sud, la milice supplétive des forces israéliennes, dans la zone occupée par Israël.

■ **IRAK** : un « agent des services de renseignements iraniens » a été arrêté pour avoir attaqué, samedi 4 octobre, les locaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Bagdad, a annoncé l'agence officielle INA. Le bureau du coordonnateur des activités humanitaires de l'ONU en Irak a précisé que des « hommes armés non identifiés » ont attaqué le siège de l'OMS, qui abrite le bureau du programme « pétrole contre nourriture », appliqué depuis décembre 1996 pour alléger les souffrances de la population. - (AFP)

■ **IRAN/ALLEMAGNE** : le gouvernement allemand a rejeté, dimanche 5 octobre, la proposition de Téhéran d'engager des négociations bilatérales tant que la question du retour en Iran des ambassadeurs de l'Union européenne n'aura pas été réglée, selon un porte-parole du ministère des affaires étrangères. - (AFP)

Le Club Méditerranée s'installe à Cuba

LA HAVANE. Le Club Méditerranée, leader mondial des villages de vacances, a officiellement célébré, samedi 4 octobre, son arrivée à Cuba, où il gèrera un établissement de 500 lits sur la presqu'île touristique de Varadero. Le village, situé à 140 km à l'est de la Havane, est la propriété du Cubain Gaviota, un groupe touristique financé par l'armée. « Nous apprécions le sens de l'innovation du Club ; son caractère révolutionnaire dans le tourisme va très bien avec nous », a plaisanté le vice-président cubain Carlos Lage, au cours de la cérémonie d'inauguration. Le Club Méditerranée envisage de signer un autre contrat de gestion pour un deuxième village cubain, qui pourrait être construit par Gaviota à Holguín. - (AFP)

MAJORITE

Lionel Jospin est élu

MAJORITÉ De nouveaux tiraillements au sein de la majorité « plurielle » se sont manifestés durant le week-end sur l'avant-projet de loi sur l'immigration. ● DIX-SEPT INTEL-

LECTUELS ont signé un appel publié par le *Journal du dimanche* du 5 octobre réclamant au premier ministre un « droit d'inventaire » sur ses engagements de campagne électorale.

● ROBERT BADINTER, sénateur PS des Hauts-de-Seine, a fait savoir qu'il ne voterait pas certaines dispositions du projet de loi de Jean-Pierre Chevènement. ● LES VERTS, réunis di-

manche en conseil national interrégional, restent favorables à l'abrogation des lois Pasqua-Debré. ● LIONEL JOSPIN, s'exprimant dimanche en Haute-Garonne, a réfuté

la régularisation de tous les sans-papiers mais s'est engagé à « modifier profondément » les lois Méhaignerie, Pasqua et Debré, en faisant voter une législation « digne et ferme ».

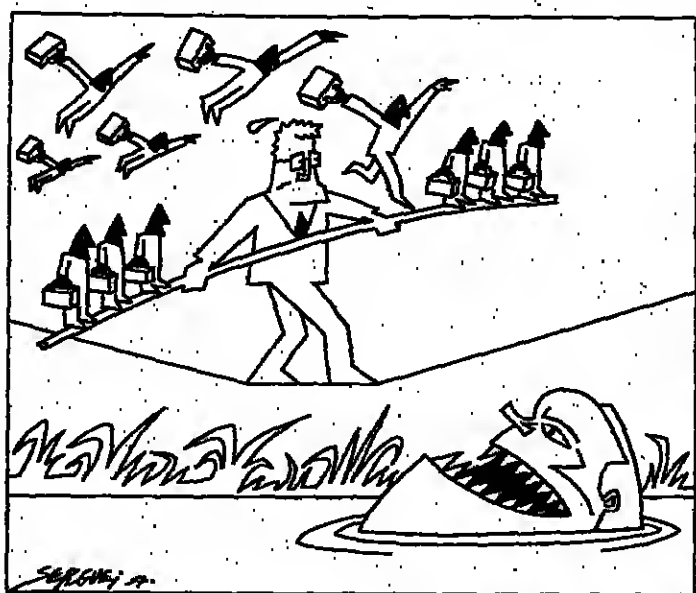
Lionel Jospin est confronté aux dissensions de la gauche sur l'immigration

A une semaine de la présentation des avant-projets de loi sur le séjour des immigrés et la nationalité, le gouvernement fait face à une contestation d'intellectuels, du monde associatif et d'une partie de sa majorité

LA CENTRIFUGEUSE - cette vieille machine infernale qui, une fois en action, balloie les projets gouvernementaux subtilement centrés et majorités « plurielles », est en position de marche. Et le gouvernement de Lionel Jospin va avoir fort à faire pour en limiter la montée en régime sur la politique de l'immigration.

Contre-projets en préparation chez les députés communistes et verts, appels d'intellectuels, dissidence de personnalités-symboles, à l'instar du sénateur Robert Badinter (PS, Hauts-de-Seine)... A une semaine de la présentation des avant-projets de loi de Jean-Pierre Chevènement - sur l'immigration - et d'Elisabeth Guigou - sur la nationalité -, programmés pour le conseil des ministres du 15 octobre, la contestation à gauche prend de l'ampleur. Des voix s'élèvent à pour reprocher à Lionel Jospin d'avoir troqué ses indignations de l'opposition pour des réflexes plus politiques. Après les critiques du monde associatif, qui avait dénoncé cet été la non-abrogation des lois Pasqua-Debré, une partie de la gauche s'en prend aux textes du gouvernement, dont ils critiquent les « lacunes » et les « reculs », mais aussi à la démarche sur la régularisation des sans-papiers.

Gauche « morale » contre gauche « réaliste ». Par la voie, ir-



ritée, de Jean-Pierre Chevènement, le gouvernement s'est refusé à se laisser entraîner dans cette division. Invité lundi 6 octobre sur Europe 1, le ministre de l'Intérieur, qui s'est dit prêt à recevoir les intellectuels pétitionnaires, s'est insurgé contre une « confiscation de la morale » qu'il « n'accepte pas ». M. Chevènement a renvoyé dos à dos les pétitionnaires de gauche et la droite, les accusant d'orchestrer « un débat profondément mal-

sain ». Interrogé sur les régularisations des sans-papiers, dont associations et pétitionnaires dénoncent le caractère trop restrictif, le ministre de l'Intérieur s'est refusé à fournir des chiffres. Pour la première fois, il a indiqué qu'il avait donné des consignes aux préfets afin que « le processus soit achevé le 30 avril prochain ». Ce rappel à l'ordre de Jean-Pierre Chevènement a été précédé, dimanche, d'une mise au point du

premier ministre, Lionel Jospin, interpellé par une dizaine de militants, lors d'une fête du Parti socialiste en Haute-Garonne. Ces derniers, indique notre correspondant, réclamaient l'abrogation des lois Pasqua-Debré et « l'arrêt des expulsions ». « Il nous faut affronter les problèmes tels qu'ils sont ressentis par l'opinion populaire », a répliqué M. Jospin, qui a promis de modifier « profondément » les textes préparés successivement par MM. Méhaignerie, Pasqua et Debré, sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. Concernant la régularisation massive des sans-papiers, le premier ministre a rappelé que ce n'était « pas l'intention » du gouvernement.

« CORRECTIONS NÉCESSAIRES »

Lionel Jospin a estimé qu'il fallait avant tout « échapper aux pressions malsaines qu'exerce l'extrême droite » et a plaidé pour une attitude à la fois « digne et ferme ». Il a, une nouvelle fois, appelé de ses vœux un « consensus républicain » sur l'immigration. Devant les journalistes qui le pressaient également de réagir aux dernières prises de position des artistes et des intellectuels, favorables à la régularisation des sans-papiers, M. Jospin a ramené la polémique au niveau du débat qui doit s'ouvrir au Parlement.

Sur l'immigration, François Hol-

lande, s'exprimant samedi 4 octobre à Angers (Maine-et-Loire), a défendu le projet de loi Chevènement, parce que, a assuré le premier secrétaire délégué du PS, « c'est une bonne loi ». M. Hollande a rappelé qu'elle prévoit le retour au droit du sol, au regroupement familial et au droit d'asile. Il a laissé entendre, à l'attention de « ceux qui veulent qu'on aille plus loin »,

haitent aller « dans le sens de l'abrogation des lois Pasqua-Debré-Méhaignerie, d'une meilleure intégration des résidents étrangers, de l'égalité des droits entre Français et étrangers et du respect du droit d'asile ».

Le Mouvement des citoyens, dont le président n'est autre que le ministre de l'Intérieur, se tient, pour le moment, à l'écart de la

M. Badinter ne votera pas certaines dispositions

« Respect à la loi, mais considération humaine dans sa mise en œuvre » : résumant ainsi sa position, Robert Badinter a affirmé, dimanche 5 octobre, sur TF1, qu'il ne voterait pas, en l'état, certaines dispositions du projet de loi sur l'immigration. Tout en relevant que ce texte comporte des « avancées indiscutables », le sénateur des Hauts-de-Seine a indiqué qu'il aurait souhaité qu'on « abroge les quatre ou cinq dispositions blessantes des lois actuelles » et qu'on « se mette au travail pour enfin arriver à fonder » sur des principes reconnus « un vrai droit des étrangers ».

L'ancien ministre de la Justice s'en est pris à l'extension de la rétention administrative en rappelant que le Conseil constitutionnel, lorsqu'il le présidait, avait censuré des dispositions « de la même farine ». « Ce n'est pas parce qu'un texte est présenté par la main gauche ou la main droite que, d'un seul coup, vous devez changer d'opinion », a-t-il dit.

que la discussion à l'Assemblée du projet permettrait peut-être des « corrections nécessaires ».

Précisément, les tiraillements au sein de la majorité parlementaire à propos des textes sur l'immigration ne sont pas fait pour faciliter la tâche du gouvernement. Chez les Verts, on fait remarquer que trois des porte-paroles du mouvement écologiste ont signé l'appel en faveur de la régularisation de tous les sans-papiers. Mercredi 6 octobre, des députés de la majorité - Verts et communistes, mais aussi socialistes - doivent par ailleurs rendre publiques des propositions pour « améliorer » les textes du gouvernement lors de leur examen par le Parlement. Ils sou-

contestation qui commence à gagner le mouvement syndical. Didier Niel, responsable des questions d'immigration au bureau confédéral de la CGT et Gérard Chemoulli, son adjoint, sont signataires du texte des intellectuels. Par ailleurs, la CGT, la Fédération syndicale unitaire (FSU) et SUD-PTT, en liaison avec le monde associatif, ont prévu de rendre public un communiqué, diffusé lundi, réaffirmant leur soutien aux sans-papiers, critiquant l'avant-projet de loi de Jean-Pierre Chevènement et appelant à une manifestation le 14 octobre.

Caroline Monnot avec Stéphane Thépot (Toulouse)

Les rendez-vous à risques de la « majorité plurielle »

DISSONANCES, mises en garde, manifestations : la semaine qui précède Lionel Jospin et dont le point d'orgue sera, le 10 octobre, la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, est celle des turbulences.

ANALYSE

La semaine qui s'ouvre est pour Lionel Jospin celle des turbulences. La polyphonie prend des allures de cacophonie

Confronté à une opposition qui, si l'on en croit Philippe Séguin, veut « en découdre », marqué par un chef de l'Etat qui ne perd pas une occasion d'exercer son droit de critique, le premier ministre, entré avec le projet de budget 1998 et la conférence du 10 octobre dans la phase active de la réalisation de ses engagements, mesure que l'expression de sa majorité « plurielle » ne ressemble pas toujours à la polyphonie qu'il affectionne. Il y a des couacs dans l'orchestre gouvernemental.

Durant les cent premiers jours, M. Jospin a pu compter sur une majorité globalement solidaire et une opinion publique bienveillante. L'opposition restait aploine et seule, au sein du PS, la Gauche socialiste s'en prenait à ses « reculs ». Le basculement de la cotisation-maladie des salariés sur la CSG, le plafonnement des allocations familiales, le redressement de la Sécurité sociale dans une voie proche de celle d'Alain Juppé, le projet de budget 1998, orthodoxe sur la réduction des déficits publics, n'avaient jusqu'alors guère changé la donne.

C'est tout juste si les opposants à la CSG - dans les syndicats comme au PCF - ont rappelé leur hostilité de principe. C'est à peine si quelques socialistes ont réitéré qu'il ne fallait pas trop pénaliser les classes moyennes ou qu'une mise sous conditions de ressources des allocations familiales - sur laquelle Martine Aubry n'a eu pas de revers en 1996 - ne pouvait tenir lieu de politique familiale.

Voilà que, depuis quelques jours, la polyphonie prend des allures de cacophonie. Une ministre communiste, Michèle Dumas, secrétaire d'Etat au tourisme, s'aventure hors de son domaine ministériel pour exprimer tout le mal qu'elle pense de la CSG et du plafonnement des allocations familiales, ou pour rappeler ses exigences sur les 35 heures. Des artistes et des intellectuels demandent une régularisation « massive » des sans-papiers et s'insurgent contre le projet de loi de Jean-Pierre Chevènement, auquel ils trouvent une singulière parenté avec les lois Pasqua et Debré, tandis qu'une autorité morale comme Robert Badinter annonce qu'il ne votera pas certaines dispositions de ce texte. Enfin, les Verts menacent de « réviser leur engagement au sein de la majorité » si le contrat passé avec les socialistes sur les 35 heures n'est pas respecté « au plus tard » le 1^{er} janvier 1999.

RASSURER LE PATRONAT

M. Jospin va donc devoir jouer serré pour montrer qu'une lecture réaliste de ses engagements de campagne - et des accords avec le Parti radical-socialiste (PRS), les Verts et le Parti communiste - ne le conduira pas pour autant à renier ses promesses. Sur l'immigration, alors que les deux projets de loi seront examinés au

conseil des ministres le 15 octobre, le premier ministre refuse à la fois de se laisser « piéger » par le mot « abrogation » - qu'il n'a prononcé qu'une fois et visiblement à contre-cœur, le 15 mai, lors d'un meeting à Paris - et de s'engager sur la régularisation de tous les sans-papiers, qu'il a toujours refusé, il doit convenir sa majorité « plurielle » que la nouvelle législation va « modifier profondément », comme il l'a assuré dimanche, les lois antérieures et lui reconnaître un droit d'amendement dont elle est déjà bien décidée à user.

Sur les 35 heures, le chemin est tout aussi étroit. Fidèle à la démarche de l'accord de janvier, avec le PRS, qui parlait d'« associer dans une même démarche l'Etat, le législateur et les partenaires sociaux », M. Jospin veille à ne pas braquer le patronat au moment où le président du CNPF Jean Gandois, fait preuve de davantage d'ouverture que certains de ses lieutenants. Alors que les syndicats s'abstiennent de faire vraiment pression, le PS est invité à donner de la voix : « Si le patronat s'obstine à ne pas vouloir négocier, ce sera au Parlement de légiférer », a redit, samedi, François Hollande, premier secrétaire délégué.

M. Jospin doit pourtant rassurer le patronat sur sa volonté de laisser de la marge à la négociation. Une mise entre parenthèses d'une loi-cadre - à laquelle se réfère, sans date-but, la motion socialiste, signée par M. Jospin - provoquerait de fortes turbulences chez les socialistes et un vrai séisme au sein de la majorité « plurielle ». Il est peu probable que M. Jospin coure ce risque.

Michel Noblecourt

Les Verts veulent « faire pression » sur le gouvernement

COMME LES ÉLECTIONS régionales semblent loin ! Comme le calendrier de négociations entre le Parti socialiste et les Verts s'est espacé, depuis que la réforme du mode de scrutin est abandonnée et que surgit un parfum de contestation ! Pour les listes d'union aux élections régionales et cantonales, rien ne semble pouvoir être décidé avant « la fin du mois de novembre », explique Jean-Luc Bennaïm, secrétaire national des Verts. Officiellement, il s'agit de préparer, d'abord, un « fond programmatique national à partir du bilan des premiers mandats régionaux des Verts ». Et l'on exclut que cette date ait quelque chose à voir avec le congrès du PS, qui se tiendra à Brest du 21 au 23 novembre.

Paradoxalement, c'est la direction écologiste qui, aujourd'hui, pousse le PS à accélérer les négociations. Réunis les 4 et 5 octobre à l'Assem-

blée nationale, le conseil national des Verts a voté à 76 % le principe de larges listes d'union défendu par la majorité. Un score exceptionnel chez les Verts. « Pourquoi changer une stratégie qui gagne ? », avait plaidé Dominique Voynet, le 1^{er} octobre, dans *Libération*. De son côté, la présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, Marie-Christine Blandin, qui avait semé la panique, aux journées d'été du mouvement, en s'opposant à la ligne de « grande coalition » (*Le Monde* daté 30-31 août), est revenue sur ses déclarations. Dans une tribune publiée avant le conseil national dans l'hebdomadaire Vert contact, elle a expliqué que « le Nord-Pas-de-Calais n'est pas la France », restreignant ainsi le champ de sa préférence pour des listes autonomes.

La direction des Verts, qui souhaite deux présidences de région vertes (le Nord-Pas-de-Calais -

« une évidence » - et une seconde, comme la Lorraine ou l'Auvergne), dix titres de liste départementales, et aimerait retrouver ses 130 à 140 Verts sortants, rencontrera François Hollande le 13 octobre.

PAS POUR L'IMMÉDIAT

« Mais nous savons bien que c'est au congrès du PS que seront élus les secrétaires fédéraux, et qu'aucune négociation locale n'est possible d'ici là », commente le député du Val-d'Oise, Yves Cochet. « Ces élections, ajoute-t-il, sont beaucoup plus difficiles que les législatives, notamment dans les départements où le PS est fortement nucléoté, comme la Manche ».

« La direction ne s'engage pas vraiment. Tout va se jouer dans les régions », résumait dans les couloirs de la Gauche des Verts, pour laquelle « l'affaire des sans-papiers peut remettre la donne

sur la table ». Les Verts, dont les trois porte-parole ont signé l'appel des intellectuels exigeant la régularisation de tous les sans-papiers qui en ont fait la demande, sont à la pointe du combat pour l'abrogation des lois Pasqua-Debré.

Si la minorité de gauche a fait passer samedi, à la quasi-unanimité, une motion stipulant qu'« un recul par rapport à l'accord » conclu avec le PS en janvier sur les 35 heures (une loi-cadre le 1^{er} janvier 1999, sans perte de salaire) les « amènerait à réviser leur engagement au sein de la majorité », la menace, s'est employée à expliquer la direction, ne vaut pas pour l'immédiat. Pour le moment, les Verts, bien au chaud dans la majorité « plurielle », entendent profiter de cette position pour « faire pression ». De manifestations en pétitions.

Ariane Chemin

Des intellectuels se réclament d'un « droit à l'inventaire »

LE VENT DE FRONDE de certains intellectuels de gauche contre le gouvernement a continué de souffler avec la publication, dans le *Journal du dimanche* du 5 octobre, d'un appel rappelant la majorité au respect de ses engagements, en particulier sur l'immigration. Trois jours après la publication de la pétition pour une régularisation massive des étrangers sans papiers (*Le Monde* du 3 octobre), dix-sept personnalités, dont certaines avaient signé le premier texte, se réclament « dès aujourd'hui » d'un « droit à l'inventaire », reprenant ainsi l'expression employée par Lionel Jospin à propos de François Mitterrand.

Les dix-sept signataires, parmi lesquels on trouve des metteurs en scène et cinéastes (Ariane Mouchkine, Stanislas Nardey, François Tanguy, Patrice Chéreau), des universitaires (Laurent Schwartz, Etienne Balibar, Monique Chemillier-Gendreau, Pierre Vidal-Naquet), des comédiens (Valérie Lang, Michel Piccoli) et le père Henri Colmié, ancien curé de l'église Saint-Bernard, refusent de limiter leur responsabilité de citoyens « à la seule élection d'autres citoyens qui, de candidats fervents et modestes qu'ils seraient avant, deviendraient, si tôt après, des politiciens oubliés et méprisés et des législateurs inspirés bien plus par les calculs que par la prudence électorale que par le respect des principes qui fondent notre Constitution et donc nos lois ».

« LACHÈTES ÉCULÉES »

« De même, poursuivirent-ils, n'acceptons-nous pas de nous métamorphoser tout aussi rapidement de citoyens sages et perspicaces que nous sommes à leurs yeux avant, en « pétitionnaires en tout genre », irréalistes et irresponsables, comme ils disent, après ».

Les signataires demandent au

gouvernement de « cesser de tergiverser et de blâmer avec ses propres engagements » et de reconsidérer ses projets de loi sur l'immigration et la nationalité sur la base de Pavis, très critique, de la Commission consultative des droits de l'homme et d'une écoute des associations. « Va-t-on ruiner l'avenir par des lâchetés écoulées qui pourtant (...) ont fait preuve de leur efficacité à freiner l'extrême-droite, pour qui toute ambiguïté est un cadeau ? », s'interrogent ces intellectuels, qui attendent « une loi juste, digne, humaine (...) [qui] assure à la gauche sa différence et peut-être sa chance de réussir ».

Pour vous aider à réussir SESSIONS ANNUELLES & STAGES INTENSIFS ISTH · 1998

■ CONCOURS SESAME VISA & GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE BAC, DEUG, BTS et LICENCE

■ SCIENCES PO PARIS / PROVINCE après BAC ou LICENCE

■ GRANDS CONCOURS JURIDIQUES : CRIPA - ENM et ADMINISTRATIFS : ENA - IRA - ENI

■ DROIT / SCIENCES ECO. / GESTION soutien méthodologique universitaire Toutes universités

■ ENTRÉE en MISTCF - DECF - DESCF de l'Expertise Comptable

ISTH LA CONFIANCE LA PERFORMANCE DEPUIS 1954 01 42 24 10 72

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ FAX 01 42 24 73 25

Le gouvernement cherche à entraîner le patronat dans une négociation

Lionel Jospin a « calé », avec plusieurs membres de son gouvernement, les positions qu'il entend défendre à la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail. Le premier ministre veut obliger les chefs d'entreprise à discuter

Lionel Jospin, qui présidera la séance d'ouverture de la conférence nationale sur l'emploi, le 10 octobre, à l'hôtel Matignon, ne déviendra pas son projet qu'à la fin de cette réunion. Le premier ministre a beaucoup consulté les

syndicats, mais aussi des patrons de grande entreprise, avant d'arrêter sa position. Martine Aubry, ministre de l'emploi, a répété, dimanche 5 octobre, au « Grand jury RTL-Le Monde » : « Nous ne ferons pas les choses

sans les principaux acteurs. » Nicole Notat, secrétaire générale de la CFTD, a mis en garde le gouvernement contre un « scénario du renoncement » et esquisse une date-butoir pour les trente-cinq heures, tandis que le pré-

sident du CNPF, Jean Gandois, a affirmé, lundi, que « les entreprises n'ont pas les moyens de passer aux trente-cinq heures ». Le patronat défend surtout la revendication d'une flexibilité accrue, dont Ad Melkert, ministre

néerlandais du travail, socialiste, estime qu'elle est l'une des clés de la réussite de la lutte contre le chômage aux Pays-Bas. Gaz de Bordeaux donne un exemple de flexibilité combinée à la réduction du temps de travail.

QUE LA « FÊTE » commence ! A quatre jours de la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail, qui réunira le gouvernement, patronat et syndicats à Matignon, le 10 octobre, le premier ministre est, semble-t-il, au clair sur la manière de « vendre » la semaine de trente-cinq heures aux partenaires sociaux. Lionel Jospin, qui a une nouvelle fois réuni les ministres concernés, samedi 4 octobre, avant de s'envoler pour la Haute-Garonne, a arrêté sa position, même si d'ultimes réglages sont encore possibles dans les jours à venir.

Le premier ministre ouvrira bien la conférence, mais sans dévoiler immédiatement ses projets. Il ne devra les annoncer que le soir, à l'issue de la réunion. Lui-même, date butoir, délai accordé aux partenaires sociaux pour négocier une réduction

du temps de travail ? Rien n'a filtré de ses arrières, mais les plus hauts responsables patronaux et syndicaux commencent à être mis dans la confidence. Pour se faire une opinion, M. Jospin a beaucoup consulté, et notamment des chefs d'entreprise.

Début septembre, Pascal Lamy, directeur général du Crédit Lyonnais, et proche de M. Jospin – ce dernier voulait lui confier la présidence d'Air France –, organise un dîner où une dizaine de grands patrons ouverts aux réformes, comme Jean Peyrelevade (Crédit lyonnais), Gérard Mestrallet (Lyonnaise des eaux-Suez) ou Pierre Blayau (Moulinex), se retrouvent autour du premier ministre. Il s'agit, pour lui, de prendre le pouls d'un patronat moins institutionnel que les ca-

chiques du CNPF. Que disent ces patrons ? Que l'on peut envisager une baisse de la durée du travail, mais que, sauf à détruire l'emploi, elle doit impérativement se faire à coût horaire constant, raconte l'un des partici-

pants. Ils ajoutent : pour que des négociations aboutissent, il ne faut pas de loi normative, qui ferait tout capoter. Dans l'entourage de M. Jospin, on reconnaît que les propos des invités ont compté. Depuis, les discussions patronales n'ont pas cessé, bien que la pression soit retombée après les menaces de boycottage de la conférence lancées, il y a dix jours, par le président de la commission sociale du CNPF, Didier Pincus-Valencienne.

HAUTE VOLTAGE

Le président du CNPF réaffirme bien dans France-Soir, lundi 6 octobre, que « les entreprises n'ont pas les moyens de passer aux trente-cinq heures » et que « les salaires, cela ne se discute pas au niveau national », mais Jean Gandois semble avoir reçu des assurances de modération de la part du gouvernement. « Il faut que tous les acteurs soient raisonnables », déclare-t-il. Mon avis personnel, c'est qu'ils le seront. Les mises en garde répétées du patronat ont visiblement ébranlé certains ex-

perts gouvernementaux, qui défendent désormais ce que Nicole Notat qualifie de « scénario du renoncement ».

« Il consiste à dire : la pression patronale est forte, il faut les écouter et ne pas leur imposer ce qu'ils ne veulent pas », s'est inquiétée la secrétaire générale de la CFTD, dimanche au « Club de la presse d'Europe », qui souhaite une date-butoir pour le passage aux trente-cinq heures. Le « scénario catastrophe » ? Ce serait, selon elle, celui du gouvernement dit : « On o le temps, cinq ans, pour réduire le temps de travail à trente-cinq heures ; donc on le fait à dose homéopathique, en passant par trente-sept heures. » Qu'il sorte du chapeau de M. Jospin, au soir du 10 octobre, et M. Notat dira « haut et fort que tout le monde a été dupé ».

Les syndicats s'inquiètent et poussent en avant de nouvelles revendications, comme une hausse de 2 % du SMIC, réclamée dimanche par Marc Rindoul. M. Jospin multiplie les trêves à géométrie variable,

un jour apaisant pour calmer le patronat, l'autre plus militant pour galvaniser les socialistes, comme il l'a fait, dimanche, devant les militants de Haute-Garonne. « Certains partenaires, tels que le patronat, ne sont pas habitués à négocier, a-t-il lancé. Il faut leur inculquer cette habitude. »

Au même moment, Martine Aubry jouait la nuance, assurant, au « Grand jury RTL-Le Monde », que « nous ne ferons pas les choses sans les Français et sans les principaux acteurs, car sinon, cela ne marche pas ». La ministre de l'emploi et de la solidarité s'est déclarée « convaincue que de nombreuses entreprises iront au-delà des trente-cinq heures, car elles ont bien compris que c'était l'occasion pour elles de réorganiser le travail ». M. Aubry juge tout de même que « personne ne conteste qu'il y aura une loi », mais que l'important est dans le contenu de ce texte.

Quelques principes sont, semble-t-il, acquis : un régime différencié pour les PME, des aides de l'Etat

aux entreprises qui réduisent le temps de travail et embauchent en compensation (3 milliards de francs inscrits dans le budget du ministère de l'emploi pour 1998). M. Aubry a confirmé que le départ anticipé des salariés ayant déjà quarante ans de cotisation-retraite sera aussi au menu de la conférence. Ce système, baptisé allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) et financé par l'Unedim, a été lancé début 1996.

Dans sa déclaration de politique générale, M. Jospin avait lancé l'attente que l'Etat pourrait apporter une aide en cas d'extension de l'ARPE aux moins de cinquante-sept ans. « Nous allons en discuter vendredi », a précisé M. Aubry, et l'espère qu'une décision pourra intervenir sur ce point dès vendredi. « Ne pas trop fléchir le patronat, ne pas désespérer les alliés communistes et verts, ne pas s'aliéner les organisations syndicales : c'est à de la haute voltige politique que va devoir se livrer M. Jospin le jour de la conférence.

Révisé du service France

Une semaine à risques

● Mercredi 8 octobre : les fédérations de cheminots CGT, CFTD, FO et FGAAC (autonomes) appellent à une « journée nationale d'action unitaire des personnels avec grève » pour les salaires, l'emploi et les retraites. Services publics : « journée nationale d'action » à l'appel de la CGT, dans le cadre d'une campagne intitulée « Qui ou service public ». EDF-GDF et CEA : journée d'action à l'appel de la fédération CGT de l'énergie. A Grenoble, manifestation régionale en présence de Louis Vianney. ● Vendredi 10 octobre : conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail. ● Samedi 11 octobre : manifestations à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Nantes et Toulouse à l'appel de Familles de France et des associations familiales catholiques.

Gaz de Bordeaux vit depuis un an au rythme de la semaine de quatre jours

BORDEAUX

de notre envoyé spécial
Le mercredi 1^{er} octobre, est demeuré une journée normale pour les quelque six cents agents de Gaz de Bordeaux. Pourtant, cette

REPORTAGE

Ce service public a élargi ses horaires d'ouverture à la clientèle et recruté seize nouveaux agents

date marquant le premier anniversaire du passage de ce service public aux trente-cinq heures sans réduction de salaire, accompagné par l'embauche de trente-trois salariés. Aucune manifestation spéciale n'était organisée dans cette société d'économie mixte contrôlée par la ville et qui distribue le gaz dans l'agglomération bordelaise.

Le personnel a reçu une lettre du directeur général, Jean-Marie Gout, appelant à « se réjouir » de l'accord reposant sur un « double défi » : adapter la demande des clients par une plus grande ouverture des agences

du lundi au vendredi, et la réduction du temps de travail des salariés. Du côté de la CGT, représentant 80 % des salariés, la satisfaction est de mise. L'organisation syndicale rappelle que l'entreprise a toujours été en pointe sur les horaires. Dès 1962, alors que la durée hebdomadaire du travail était ramenée de quarante à trente-neuf heures, Gaz de Bordeaux optait pour le passage à trente-sept heures et cinquante minutes sans diminution de salaire. La discussion sur les trente-cinq heures s'est amorcée au début de l'année 1995. Les grèves de décembre ont accéléré le processus, entraînant la signature d'un accord en février 1996, pour application à l'automne. L'un des représentants syndicaux, Marc Moët, avance trois raisons justifiant l'engagement de la CGT : « La création effective d'emplois, la réduction du temps de travail sans perte de salaire et enfin l'application à tous d'un même régime, les trente-cinq heures étant calculées de manière hebdomadaire et non pas sur une moyenne annuelle. »

Depuis un an, tous les agents travaillent quatre jours par semaine et disposent d'une journée libre. Ce congé n'est pas pris à date fixe, mais en « remontant » le temps : la première semaine, il est fixé le vendredi ;

quinze jours plus tard, le jeudi ; trois semaines, après le mercredi, et ainsi de suite, pour permettre à tout le personnel de bénéficier régulièrement d'un week-end de trois jours. Simultanément, l'amplitude de travail a été augmentée, avec une extension d'une heure de l'ouverture des services à la clientèle. Cette conjonction a eu pour effet immédiat l'embauche de seize agents dans les services techniques et commerciaux et la création d'une cinquième équipe travaillant au poste de sécurité mobilisée vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

JOUR DE REPOS TOURNANT

Ce nouveau système a nécessité de repenser entièrement l'organisation. « Nous sommes passés du taylorisme à une plus grande participation, qui oblige un partage des connaissances et des compétences », reconnaît M. Gout. Disposant d'un jour de repos « tournant » dans la semaine, le même agent ne suit pas intégralement la conduite du dossier d'un client ou la tenue d'un chantier. Il doit donc travailler en équipe. Pour maintenir la cohésion interne, un jour par semaine, chaque service ou chaque unité doit avoir ses effectifs au complet. Cette évolution ne s'est pas faite « sans quelques

difficultés d'adaptations personnelles, car il est plus difficile d'organiser le management que de réduire le temps de travail ».

Si l'adaptation est faite aujourd'hui, les cadres, soit une trentaine de personnes, semblent avoir peu bénéficié de ce changement. Leur rythme de travail n'a pas changé et très peu profitent régulièrement d'une semaine de quatre jours. Des aménagements seraient envisagés. Signataire de l'accord de 1996, la CGT maintient son soutien à l'opération tout en restant vigilante. Au nom de la CFTD, qui représente 20 % du personnel, Richard Goulard estime « qu'il faut aller plus loin et créer plus d'emplois en passant aux trente-cinq heures ». Pour des raisons de complémentarité avec autres énergies (électricité et fioul), la direction de Gaz de Bordeaux n'entend pas poursuivre les embauches à un rythme aussi soutenu. « Nous avons voulu marquer notre engagement dans la réduction du travail par un signe fort la première année », explique Michel Balmigère, directeur des ressources humaines. Pour que l'entreprise reste performante, elle doit contenir l'augmentation de la masse salariale à 3 % par an.

Dominique Gallois

Ad Melkert, ministre néerlandais (socialiste) du travail

« D'abord l'économie, ensuite le social »

« Il y a quinze ans, chacun évoquait la "maladie hollandaise". Aujourd'hui, chacun vante le "miracle hollandais". Le pacte pour l'emploi, conclu en 1982 entre le gouvernement et les partenaires sociaux, est-il à l'origine de ce "miracle" ? »

« Il n'y a pas de "miracle hollandais". L'accord de 1982 a joué un rôle décisif pour établir un consensus, mais, aujourd'hui, tout le monde a oublié qu'il ne comportait qu'une page ou deux. Néanmoins, il indiquait des intentions qui ont toujours été suivies d'une façon coordonnée. Je ne pense pas seulement à des coordinations formelles, mais davantage à un sentiment général, une compréhension partagée de la position de notre pays dans l'économie mondiale. Si miracle hollandais il y a, c'est là qu'il réside. Un autre élément nous a aidés : la situation catastrophique de notre pays. Les hommes politiques et les partenaires sociaux n'avaient pas d'autres solutions que de s'adapter. »

« Votre système se caractérise par une grande flexibilité. N'y a-t-il pas une autre solution ? » « J'utiliserais le terme "flexibilité" pour caractériser les mentalités ; mais, sur le plan économique, il est important de rétrograder seulement flexible. Il faut trouver des connexions entre la flexibilité et la sécurité. Après des années de restructurations et de sacrifices de la part des salariés, mais aussi des exclus, il fallait davantage investir dans la cohésion de la société. Pour des raisons sociales, mais aussi économiques. Nous avons besoin des exclus pour le travail de

dernier. De plus, sans sécurité, les salariés ne se sentent pas motivés. »

« Quels sont ces liens entre flexibilité et sécurité ? »

« Trois exemples. Tout en restaurant la sécurité sociale et en changeant les règlements pour diminuer le nombre de bénéficiaires de certaines prestations, nous avons maintenu un système de sécurité sociale acceptable pour les chômeurs et les handicapés. Deuxième exemple : l'adaptation du droit du travail. L'utilisation du contrat à durée déterminée par l'employeur est désormais très souple ; en revanche, les droits des travailleurs qui disposent de ce type de contrats ont été accrus. Troisième exemple : l'introduction dans notre législation d'éléments qui permettent aux salariés de prendre un congé parental, un congé d'éducation ou un congé pour se ressourcer, car le stress est une des caractéristiques de notre marché du travail. »

« Que pensez-vous du projet du gouvernement français d'adopter les trente-cinq heures hebdomadaires ? »

« Je me garderais bien de conseiller le gouvernement français. Simplement, je voudrais faire deux considérations générales. Notre expérience montre qu'il faut se garder d'avoir une approche trop rigide, car cela ne répond pas à la complexité de l'économie moderne. En disant cela, je ne parle pas seulement du point de vue des employeurs, mais également des attentes des salariés. L'autre remarque concerne le lien entre le salaire et la réduction du temps de travail. L'économie ne peut pas fonctionner sans une adaptation du

salaire par unité produite. Il faut maintenir, voire diminuer, le coût par produit. En prenant ces deux éléments en compte, la réduction du temps de travail peut renforcer l'économie en facilitant la participation de tous au marché du travail. »

« Pensez-vous que la création d'emplois publics puisse contribuer à diminuer durablement le chômage ? »

« Il est toujours nécessaire d'améliorer la qualité des services publics, mais il faut accepter que cet investissement ne prenne pas une part disproportionnée de la richesse nationale, car cela ne peut déboucher que sur une augmentation des taxes et la disparition d'emplois. Dans les années 80, nous avons diminué de façon substantielle le nombre d'emplois publics, et nous allons continuer. Néanmoins, nous allons investir dans de nouveaux emplois publics. Un élément me semble fondamental : il faut respecter l'ordre des choses. D'abord favoriser l'économie et la croissance ; ensuite, créer un espace social. »

« Nous n'investissons pas dans une économie forte pour augmenter le pouvoir d'achat des gens, mais pour réaliser un nouvel investissement social permis par l'économie. Nous avons mis en place un programme contre la pauvreté il y a deux ans seulement. Il fallait d'abord rétablir l'économie ; mais, comme le marché, seul, ne combat pas le chômage et la pauvreté, on a créé quarante mille emplois pour les chômeurs de longue durée dans le secteur public. »

Propos recueillis par Frédéric Lemaître

ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ Degrémont
PARTICIPEZ À L'OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT SIMPLIFIÉE
INITIÉE PAR SUEZ LYONNAISE DES EAUX

500F
PAR ACTION

PRIX DE L'OFFRE

Le prix offert permet aux actionnaires de bénéficier d'une prime :

- de 19,3 % par rapport au dernier cours de l'action Degrémont avant l'opération (F419,20 le 15/09/97).
- supérieure à 18 % par rapport à la moyenne des cours de l'action Degrémont sur les trois, six et douze derniers mois.

DURÉE DE L'OFFRE DU 3 AU 24 OCTOBRE 1997 INCLUS

Pour apporter vos titres à l'offre, il vous suffit de contacter dès à présent votre banque ou votre intermédiaire financier habituel. En optant pour une cession dans le cadre de la centralisation SBF, vous bénéficierez de la gratuité des frais de courtage (dans la limite d'un taux de 0,4 % HT) et de l'impôt de Bourse, pris en charge par Suez Lyonnaise des Eaux.

Une note d'information visée par la COB (n°97-535 en date du 30 septembre 1997) est disponible sur simple demande au 0800 177 177 (N°Vert appel gratuit) et sur Internet via : www.suez-lyonnaise-eaux.fr.

SUEZ LYONNAISE DES EAUX

M. Séguin hausse le ton et engage le RPR à être

Le Guide du Pouvoir

M. Séguin hausse le ton contre le gouvernement et engage le RPR à être prêt à en « découdre »

Les journées parlementaires du parti néogaulliste se sont achevées lundi 6 octobre

Réunis depuis le 3 octobre, à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), pour leurs journées parlementaires, députés et sénateurs RPR se sont sé-

parés lundi. Le président du mouvement, Philippe Séguin, a dénoncé « ce gouvernement qui avance à la godille » et fait de « la godille » sur

le Front national. L'ancien président de l'Assemblée nationale a également engagé les militants qui veulent « en découdre » à se tenir prêts.

SAINT-JEAN-DE-LUZ (Pyrénées-Atlantiques) de notre envoyé spécial
Le cap est pris : après un été passé, en vain, à chercher le moyen d'entamer l'état de grâce dont bénéficie le gouvernement de Lionel Jospin, et après une session extraordinaire du Parlement qui a vu plus d'un tiers des députés RPR refuser de voter contre l'un des engagements majeurs de la campagne des socialistes aux élections législatives, les journées parlementaires du mouvement néogaulliste ont condamné les états d'âme.

Nicolas Sarkozy, qui avait été, le premier, il est vrai, à condamner, dans un entretien au Monde du 17 septembre, le « socialisme particulièrement dogmatique » du premier ministre, s'est ainsi livré, dimanche 5 octobre, à une attaque en règle contre le projet de loi de finances pour 1998, qu'il juge « moralement inacceptable, socialement injuste et économiquement dangereux ». Le député des Hauts-de-Seine, porte-parole de la direction du RPR, s'en est pris à la « frénésie de M. Jospin pour démanteler toute politique familiale ». « Les familles et les enfants, il n'aime pas », a-t-il affirmé, avant d'annoncer le dépôt d'un amendement de Philippe Séguin visant à supprimer le caractère rétroactif de la diminution des avantages fiscaux liés aux emplois familiaux.

La défense de la famille et, plus généralement, celle des classes moyennes, qui ont occupé une bonne partie des débats des parlementaires du RPR, constituent le premier thème de remobilisation de la droite. Évoquant le contrat d'union civile pour les couples homosexuels, M. Sarkozy a ainsi provoqué des remous dans la salle en précisant que lui-même faisait preuve d'une « grande tolérance » à ce propos. Mais, a-t-il ajouté, « pour faire des enfants, il vaut encore mieux un homme et une femme ».

« L'ES » AU PRÉSIDENT
Avant de partir pour l'Allemagne, où il devrait rencontrer le chancelier Helmut Kohl, Edouard Balladur a mis en garde, une nouvelle fois, contre les certitudes engendrées par le culte de « l'exception française ». Il s'est ainsi déclaré « hostile à toute mesure autoritaire réduisant le temps de travail ». Laissant la porte ouverte à la synthèse que M. Séguin est chargé de mettre en œuvre au RPR, l'ancien candidat à l'élection présidentielle a aussi contesté qu'il y ait, dans ce parti, « d'un côté, les ultranationalistes, qui nieraient toute existence à l'Europe, [et] d'un autre, les ultralibéraux qui nieraient toute légitimité à l'État ».

mer sur l'articulation entre le président de la République et l'opposition. « Nos sorts sont liés. Ce qui l'affaiblit nous affaiblit et ce qui nous renforce le renforce », a-t-il affirmé, en évoquant « une communauté de destin ». Au passage, il a cru bon de supprimer de son discours une phrase dans laquelle il recommandait de ne pas pratiquer « une opposition aveugle, systématique et partielle ».

Lors d'une brève rencontre, dimanche, avec des militants de la fédération des Pyrénées-Atlantiques du RPR, M. Séguin n'est lui-même pas resté en retrait. « Je sais que vous êtes pressés d'en découdre à nouveau. Et croyez-moi, vous allez en découdre bientôt. Mais je ne vous enverrai jamais à l'assaut, la fleur au fusil et la carabache vide », a-t-il lancé, avant de s'en prendre vivement au gouvernement. Il a ainsi dénoncé « ce gouvernement qui avance à la godille, entre les indigences narcoïtiques des uns et les exigences élitiques des autres (...) ce gouvernement qui s'acharne à pratiquer la godille sur le Front national ». Le député des Vosges a particulièrement attaqué la prétention des socialistes à faire du FN « la seule opposition crédible ». « Je comprends qu'ils souhaitent qu'entre eux et lui, il n'y ait rien. Mais nous serons là, et bien là ! », a-t-il prévenu.

Au moment de clore ces journées parlementaires, lundi matin,

RÉFLÉCHIR AU CUMUL

Et, une nouvelle fois, M. Séguin devait s'en prendre, sans le nommer, à M. Jospin : « On ne saurait dire que les principaux responsables de l'équipe gouvernementale actuelle se caractérisent par une forte culture parlementaire (...) En tout cas, bien des indices donnent à penser que le premier ministre pourrait souhaiter ne pas accumuler les occasions de confrontation avec l'opposition et les occasions de vérifier la pluralité de sa majorité ».

M. Séguin rencontrera toutefois le premier ministre, le 20 octobre, à son invitation, pour parler cumul des mandats. Prudemment, puisque favorable, à titre personnel, au mandat unique, et minoritaire sur le sujet au sein du RPR, il devait inviter ses « compagnons » à une réflexion sur le cumul. Tout en dénonçant la « pantalonade » qui a consisté, selon lui, sous prétexte de « morale politique » et de « modernité », à transformer les ministres maîtres en ministres premiers adjoints.

Jean-Louis Saux

Crispations sur l'immigration

A BIARRITZ, les parlementaires RPR ont largement repoussé le « piège du consensus », tendu, selon eux, par le gouvernement de Lionel Jospin, pour sortir l'immigration de la polémique. Jean-Louis Debré (Eure) avait accueilli favorablement, en juillet, la publication du rapport de Patrick Weil (un) qui la démarche de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, qui entendait faire, des propositions de l'universitaire la base de son projet de loi. Devenu président du groupe RPR, l'ancien ministre de l'Intérieur estime aujourd'hui qu'il ne peut y avoir de « compromis politique » au Parlement.

Explication : M. Debré se dit convaincu que le gouvernement va accepter des amendements à son projet, susceptibles de calmer la gauche de sa majorité phrénétique, qui réclame « l'abrogation » des lois Pasqua-Debré. Si tel devait être le cas, il n'est pas exclu que le président de la République intervienne, le moment venu, pour donner son avis : « Il y réfléchit », confie Jacques Toubon, conseiller auprès de Jacques Chirac.

Loin du consensus estival, Renaud Muselier (Bouches-du-Rhône) a souligné, dimanche 5 octobre, que le rapport Weil entend « conserver le cadre juridique de la loi Debré pour ménager les susceptibilités de la droite », mais qu'au-delà le projet de loi n'est qu'un « catalogue de renoncements » à une politique réaliste de l'immigration. « Non, les lois Pasqua-Debré ne sont pas abrogées, s'est écrié le député de Marseille, elles sont enterrées ! » Le sénateur des Bouches-du-Rhône Jean-Pierre Camoin suggère que les élus RPR « se mettent sur le même terrain que la population, qui vit dans un sentiment de dépossession et d'insécurité ».

tout en dénonçant « le danger effroyable que des enfants de parents étrangers deviennent automatiquement français ». Pas du tout, répliqua Lionel Lucas (Alpes-Maritimes), le débat sur la manière volontaire ou automatique d'obtenir la nationalité française est une « mascarade ». Ce député réclame qu'on intègre à tous, dès l'école, les valeurs et les devoirs de la République.

« DÉPASSIONNER LE DÉBAT »

« Le peuple doit décider si on accepte le droit du sang ou le droit du sol », assure Jacques Kossowski (Hauts-de-Seine) en évoquant un référendum. La députée européenne Marie-Thérèse Hermange a « fait le tour » des maternités de l'Assistance publique pour y découvrir des femmes enceintes venant d'arriver sur le territoire, « ensuite la famille reste et les allocations s'ensuivent ». En revanche, Thierry Lazard (Nord) trouve les conditions de vie des immigrés parfois « effroyables ». S'il refuse que les gaullistes « rendent devant la tradition d'intégration de la France », le sénateur Paul Masson (Loiret) estime que le Sénat ne doit pas accepter pour autant « la voie du consensus ».

Finalement, Hervé Gaymard (Savoie) est isolé quand il ne veut pas « diaboliser » à l'avance le projet et estime que « dépassionner le débat est une bonne chose ». Tout comme M. Lucas, qui se dit « totalement en accord » avec la conception des valeurs républicaines de M. Chevènement. Philippe Séguin, lui, préfère attendre la fin du débat parlementaire pour se prononcer.

Fabien Roland-Levy

La fédération des Familles rurales de Vendée annule sa rencontre avec une ministre communiste

LA ROCHE-SUR-YON de notre correspondant
La fédération des Familles rurales de Vendée a annulé (Le Monde daté dimanche 5-lundi 6 octobre) la rencontre prévue, samedi 4 octobre, avec Marie-George Buffet, ministre communiste de la jeunesse et des sports, au motif que « cette visite, qui avait à l'origine un caractère semi-privé, avait basculé au niveau politique ». Lors des troisièmes as-

sises du développement local organisées le jour même par Jacques Auxiette, conseiller régional, maire socialiste de La Roche-sur-Yon, M. Buffet a « regretté » de n'avoir pu discuter, comme elle en avait exprimé le souhait, avec des jeunes du monde rural.

Elle s'est cependant attachée à dramatiser l'affront qui lui a été fait, parlant « d'un petit incident ». La ministre a, à cette occasion, réaffirmé sa « volonté de dialoguer avec les jeunes dans leur diversité, sans ostracisme ». M. Buffet a aussi fait savoir que la présidente nationale de Familles rurales « n'approuve pas » la décision de sa fédération vendéenne.

« DÉCISION LÉGITIME »

Roger Blanchet, le président de Familles rurales Vendée, qui compte dix-sept mille adhérents et gère quatre-vingts foyers de jeunes, a démenti que Philippe de Villiers ait pu faire pression sur son organisation. Le président du Mouvement pour la France n'en jubilait pas moins : « Cette déci-

sion de Familles rurales me paraît tout à fait légitime. » Il a qualifié la visite ministérielle « d'opération de récupération, de manœuvre politique (...) au moment où le gouvernement s'attaque aux familles ». « On comprend que les associations familiales manifestent leur mécontentement », a-t-il poursuivi.

M. Auxiette a considéré l'attitude de Familles rurales comme « une faute majeure pour l'image de la Vendée, qui n'avait pas besoin de ça ». Il a rappelé qu'il avait reçu, il y a deux ans, Guy Druet, ancien ministre de la jeunesse et des sports du gouvernement d'Alain Juppé, et exprimé depuis les rythmes scolaires prônés par lui, dans une école de la ville. Enfin, M. Auxiette a dénoncé « certaines personnes [la mouvance villériste était clairement visée] à l'origine un peu totalitaire, chez lesquelles l'alternance démocratique n'est pas encore inté-

Gaspard Norrito

Le PS conserve deux cantons dans le Nord

LE PARTI SOCIALISTE a aisément conservé au second tour, dimanche 5 octobre, deux cantons dans le département du Nord. Ils étaient devenus vacants après la démission de nouveaux députés socialistes placés en situation de cumul de mandats. Dans le canton de Lille-sud, Caroline Charles (PS), opposée au candidat du FN, Robert Moreau, succède à Bernard Roman (PS), deuxième adjoint au maire de Lille et conseiller général depuis 1988. Présent au second tour en 1994 face à la gauche, le RPR a cette fois été supplanté par le parti d'extrême droite qui n'avait pu se maintenir au second tour il y a trois ans. A Lomme, Thérèse Brunet (PS) l'emporte largement sur le centriste Denis Vincikier. Elle succède au maire de Lomme, Yves Durand (PS), avec un score très proche de celui qu'il avait obtenu en 1994. - (Corresp.)

Canton de Lille-sud (second tour).
L. 19 539 ; V. 4 292 ; A. 78,03 % ; E. 4 059.
Caroline Charles, PS, c. m. de Lille, 2 817 (69,40 %). - ÉLUE
Robert Moreau, FN, c. r., 1 242 (30,59 %).

[28 septembre 1997 : L. 19 539 ; V. 3 621 ; A. 81,46 % ; E. 3 498 ; Caroline Charles, 1 492 (42,85 %) ; Robert Moreau, 743 (21,24 %) ; Jean-Pierre Prouve, RPR, 412 (11,77 %) ; Didier Pothier, PC, 270 (7,71 %) ; Michel Tadjine, div., 172 (4,91 %) ; Nadia Lucchini, PRS, 172 (4,91 %) ; Rachid Béd, écol., 141 (4,03 %) ; Daniel Fillebert, écol., 96 (2,74 %).
27 mars 1994 : L. 19 805 ; V. 9 231 ; A. 53,39 % ; E. 8 639 ; Bernard Roman, PS, 5 528 (63,98 %) ; Alain Blevens, RPR, 3 111 (36,01 %).]

Canton de Lomme (second tour).
L. 26 919 ; V. 8 336 ; A. 69,03 % ; E. 7 821.
Thérèse Brunet, PS, 4 979 (63,66 %). - ÉLUE
Denis Vincikier, UDF-FD, 2 842 (36,33 %).

[28 septembre 1997 : L. 26 919 ; V. 8 420 ; A. 68,72 % ; E. 8 086 ; Thérèse Brunet, 3 959 (48,96 %) ; Denis Vincikier, 2 090 (25,84 %) ; Marcel Delmaet, FN, 1 255 (15,52 %) ; Marie-Clerbon, PC, 782 (9,67 %).
27 mars 1994 : L. 26 732 ; V. 15 965 ; A. 40,27 % ; E. 14 952 ; Yves Durand, PS, m., 9 438 (63,12 %) ; Jacques Pastour, div. d., 5 514 (36,87 %).]

DÉPÊCHES

■ FUSION : dix clubs politiques de gauche, réunis samedi 4 et dimanche 5 octobre, à Paris, se sont mis d'accord sur les votes d'un rapprochement. Le club initiatives, proche de Michel Rocard et animé par Jean-Paul Huchon, va proposer une fusion avec Échange et Projets, qui, présidé par Jean-Baptiste de Foucauld, rassemble des déistes, et avec Convaincre, groupe de rôtisseurs dirigé par Robert Chapuis. Le fabien Maurice Benessayag, qui dirige le club Actes et Paroles, a estimé qu'il « n'est pas question d'un Epitaph des clubs ».

■ ÉCOLOGIE : Brice Lalonde, réçu président de Génération écologie (GE) lors de la convention nationale de son parti, dimanche 5 octobre, à Lille, a plaidé pour une « écologie libérale » et il a confirmé l'ancrage de GE dans l'opposition. A quelques mois des élections régionales, M. Lalonde multiplie les contacts avec les partis de droite. Invités à Lille, Alain Madelin, président de Démocratie libérale, a indiqué qu'il considérerait les écologistes comme « des partenaires à part entière », et Françoise de Panafieu, membre de la direction collégiale du RPR, a déclaré que le RPR « est prêt à faire un chemin » avec les écologistes. - (Corresp.)

■ UDF : François Léotard, président de l'UDF, a donné, dimanche 5 octobre, à Marseille, son « accord de principe » au référendum interne sur la fusion des différentes composantes de la confédération demandée par les Adhérents directs de l'UDF. « Les chapelles vont devenir des catacombes, il faut sortir de cette atmosphère où chocin part avec son armée », a expliqué M. Léotard.



A Enkheimer Ried, tout près de cette réserve naturelle, se trouve Nord-Micro Elektronik. Feinmechanik AG. C'est là qu'on est mis au point les systèmes numériques de contrôle de pressurisation des cabines de nos 737 Prochain. Génération, qui assure une pression adéquate de chaque domaine, qu'ils soient allemands, quelle que soit l'altitude. Ces systèmes vous

permettent de boire votre café, confortablement installé dans votre siège, à 12 000 mètres d'altitude. C'est à Alexander Bloch et son équipe que nous en devons la conception et la construction. Boeing fait toujours appel aux meilleurs spécialistes de chaque domaine, qu'ils soient allemands, ou de n'importe quel autre pays au monde.

BOEING

Biographies & photos

Le Guide du Pouvoir

Cabinets ministériels, parlementaires, élus locaux, haut-fonctionnaires, dirigeants, journalistes...

11e édition (3 volumes) 980 frs TTC
Editions Jean-François Doumic
Tél. 01 42 46 58 10

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 7 OCTOBRE 1997

EXCLUSION Le gouvernement compte sur la création de plusieurs milliers d'emplois-jeunes dans le secteur du logement social et dans les quartiers en difficulté. Mais les orga-

nismes HLM, favorables à ce dispositif, sont sceptiques sur la possibilité de créer de « nouveaux métiers ». ■ **QUELQUES EXPÉRIENCES** ont pu être développées ces dernières an-

nées, comme les « correspondants de nuit » à Rennes, ou en matière de gardiennage et d'entretien. ■ **À VANDŒUVRE**, près de Nancy, un bailleur social a créé des emplois de

médiateur social, chargés d'intervenir auprès des habitants du quartier. ■ **LE PLAN AUBRY** reprend pour partie celui des emplois-ville expérimenté par le gouvernement Juppé.

Plusieurs blocages, du mode de financement aux qualifications requises, ont empêché d'atteindre les objectifs affichés lors de la création de ce dispositif.

Les HLM tentent de définir de nouveaux métiers pour les jeunes chômeurs

Comment appliquer le dispositif emplois-jeunes de Martine Aubry dans les quartiers en difficulté ? Les organismes de logements sociaux hésitent, même si quelques expériences ont permis de créer des tâches de gardiennage, d'entretien et de médiation sociale

LES BAILLEURS SOCIAUX sont au pied du mur. Le logement et les quartiers en difficulté ont été désignés comme l'un des dix grands secteurs censés servir de gisements prioritaires aux « nouveaux métiers » du dispositif emplois-jeunes. Grâce à l'aide de l'Etat, qui prendra en charge, pendant cinq ans, 80 % du salaire des jeunes recrutés sur la base du SMIC, le mouvement HLM devrait pouvoir faire monter en régime les emplois de proximité expérimentés au coup par coup depuis quelques années.

En juillet, la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, avait confié à Jean-Marie Delarue, ancien délégué interministériel à la ville, le soin de définir les activités à développer dans les quartiers désertés. Son rapport, auquel ont été associés des responsables d'organismes HLM, n'a pas été rendu public. Outre un inventaire précis des types d'emplois susceptibles d'être développés – sinon inventés – dans le secteur du logement, il dresse pourtant une analyse très fine des obstacles à surmonter.

« On ne doit pas perdre de vue que, dans ce secteur, les créateurs « naturels » des emplois sont surtout des associations et des PME, ou des associations de jeunes en particulier, souligne M. Delarue. Il rappelle que 46 % des offices publics et 68 % des sociétés anonymes d'HLM gèrent moins de 4 000 logements et qu'ils disposent « d'un personnel administratif en particulier, très réduit ». L'ancien délégué à la ville insiste aussi sur la fragilité financière de ce secteur. Il note, enfin, que les bailleurs sociaux « se sont engagés avec peine » dans les contrats emploi-ville. Huit cents environ auraient été signés en 1996.

Dès la publication du projet de loi, fin août, l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM (Unifohlm) s'est déclarée favorable au nouveau dispositif. Mais elle adopte, depuis, une position d'attente. L'Union hésite, par exemple, à s'engager sur un objectif chiffré de recrutements, alors que le ministère du logement pousse dans

ce sens. Perplexes sur la notion de « nouveaux métiers », les responsables du mouvement HLM sont soucieux de préserver les frontières catégorielles sur lesquelles veillent les syndicats. Le rapport Delarue avait anticipé cet embarras en notant que « l'encouragement ou développement des activités nouvelles ne peut se faire sans interrogation préalable des pratiques professionnelles existantes ».

Quels types d'emplois pourront être développés ? Trois « filières » ont été retenues : la gestion locative, l'entretien-entretien et la médiation-sécurité. S'agit-il de « nouveaux métiers » ? Assurément non, hormis pour la dernière filière, dans laquelle une poignée de bailleurs commencent à s'aventurer. L'expérience des « correspondants de nuit », à Rennes – six emplois à plein temps pour environ 3 000 logements –, rendue possible par l'association de trois bailleurs avec la municipalité (Le Monde du 26 février), est quasiment unique en son genre.



Jean-Yves Gérard, conseiller municipal (PS) de Rennes et initiateur de cette expérience, veut croire que le dispositif de M^{me} Aubry permettra « un bon moment rapide, en

grandeur nature, dans d'autres quartiers de la ville ». Avec quelques précautions néanmoins : « Il est impossible, dit-il, de lancer du jour au lendemain des jeunes sans

expérience ni formation à l'assaut des quartiers les plus difficiles, où tous les services publics, y compris la police, ont échoué les uns après les autres. » Sur les six correspondants de nuit actuels, quatre ont plus de trente-cinq ans. Ils n'auraient donc pas été éligibles au dispositif Aubry, réservé aux moins de vingt-cinq ans (moins de trente ans pour les chômeurs de longue durée).

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

« Les idées ne mangent pas », poursuit M. Gérard. On sait, par exemple, qu'il faudrait mettre en place des points fixes d'accueil pour la personne âgée désorientée qui ne retrouve pas son immeuble, pour la femme mise à la porte par un mari violent ou pour le jeune qui passe la nuit dans le covoiturage. On commence à cerner les besoins qui tournent autour des notions d'accueil, d'accompagnement, de médiation. Mais de là à les traduire immédiatement en métiers...

À l'OPAC du Rhône, comme à Rennes, on a anticipé sur le dispo-

sitif gouvernemental, en créant, dès 1994, l'association régionale pour le développement des emplois de proximité (Aradep), un outil d'insertion et de formation au service d'une trentaine de bailleurs de la région. Vingt-deux jeunes de moins de vingt-six ans ont été recrutés par l'Aradep en contrat de qualification dans trois filières professionnelles : gardiennage, maintenance et gestion locative. S'y ajoutent d'autres dispositifs pour les jeunes en difficulté d'insertion : une quinzaine d'entre eux font de la remise en état de logements aux Minguettes, à Vénissieux, ainsi qu'à Vaulx-en-Velin, toujours pour le compte des bailleurs ; une quinzaine d'autres font du nettoyage et de l'entretien en soirée et le week-end à Bron-Parilly.

L'OPAC du Rhône emploie une centaine de jeunes en difficulté et l'Aradep affiche 250 emplois de proximité créés en trois ans. Objectif prioritaire : réduire la vacance de logements qui pèse lourd sur les finances des organismes. La démarche partenariale adoptée en Rhône-Alpes – balbutiante voire inexistant ailleurs – est née de cet enjeu vital. Ses 2 000 logements vides coûtent annuellement 40 millions de francs à l'OPAC du Rhône.

« A Vaulx-en-Velin, où la vacance atteint jusqu'à 50 % dans certains groupes, le manque d'argent annuel est de 25 000 francs par logement, soit exactement le coût à la charge de l'employeur pour un emploi-jeune, calcule Charles Romieux, chargé de l'insertion à l'OPAC du Rhône. Le dispositif peut être pérennisé si chaque emploi créé permet de relouer quatre à cinq logements supplémentaires par an. C'est loin d'être irréaliste. » Charles Romieux pense surtout que les bailleurs n'auront pas le choix. « Peu importe que l'on invente ou non de nouveaux métiers, dit-il. L'essentiel est que nous augmentions notre présence dans ces quartiers et que nous y ramenions de l'activité. Prendre des jeunes de ces quartiers et les qualifier, en cinq ans, autour de nos métiers de base : le pari n'est pas impossible. »

Abdullah, « à l'aise » dans l'imprécise fonction d'aide-médiateur

VANDŒUVRE-LÈS-NANCY

de notre envoyé spécial

A vingt-deux ans, Abdullah Ceylan, jeune immigré d'origine turque, travaille enfin « dans le social ». De petits bouts de BEP en morceaux de

PORTRAIT

Le jeune homme de vingt-deux ans intervient depuis l'été auprès des jeunes des quartiers de Vandœuvre-lès-Nancy

Vandœuvre. Lui a été recruté sur un contrat-ville. Embauché en août par le groupe, Abdullah peine à définir avec précision sa fonction. « Etre là, dit-il, surtout le soir, quand les jeunes se réunissent dans les allées, essayer de les brancher sur les associations et les activités du quartier, intervenir quand il y a des plaintes, un squat qui s'installe dans les caves ou des barbecues sur les toits. »

M^{me} Claude est arrivée à la médiation de quartier après un parcours professionnel fourmi : une formation de conseillère en économie sociale et familiale, un pèlerinage de vingt ans en Afrique, puis un emploi dans un service de recouvrement des impayés de loyer d'une société HLM. « La fonction de médiateur est d'être décalée, dit-elle, et pas seulement de les brancher sur les associations et les activités du quartier. Décalée, parce que j'arrive sur le terrain quand tous les autres services sont fermés, y compris l'entente de gestion du bailleur. Décalée, surtout parce que ce que les gens viennent me dire – leurs problèmes de voisinage, de bruits, de poubelles du voisin, de chiens qui obéissent, d'ascenseurs en panne, de solitude – n'entrent dans aucune case habituelle. » Sur les impayés de loyer, elle reste discrète. « On intervient, mais ce n'est pas l'essentiel de notre travail. »

À l'échelle du groupe Batigère, le plus impor-

tant bailleur du grand Est, avec 44 000 logements dont 32 000 en Lorraine, l'expérience des médiateurs – deux postes et trois jeunes en contrat-ville – est encore embryonnaire. Cinq autres postes en contrat-ville étaient prévus. Ils sont gelés dans l'attente du dispositif emplois-jeunes. La direction du groupe reconnaît qu'elle peut, sans difficulté, assumer ces cinq emplois sans se poser le problème de leur amortissement. L'aide de l'Etat permettrait simplement d'embaucher d'un coup au lieu d'étaler les recrutements.

Née à l'issue d'une grosse opération de réhabilitation de logements, à Laxou, qui a coûté plus de 150 millions de francs, l'idée d'embaucher des médiateurs s'est imposée pour des raisons économiques, résumées en une formule : « Le maintien du patrimoine. » A Vandœuvre-lès-Nancy, où Abdullah Ceylan et Claudine Claude interviennent depuis l'été, la réhabilitation devrait coûter 400 millions de francs. Les immeubles n'ont pas de gardiens ; les travaux de nettoyage et d'entretien sont sous-traités à des entreprises extérieures. Les deux médiateurs sont, sur le terrain, les seuls « agents de proximité » du bailleur.

Ch. G.

Christine Garin

Les emplois-ville créés par le gouvernement Juppé n'ont qu'imparfaitement atteint leurs objectifs

LE 1^{er} JANVIER 1996, les emplois-ville disparaîtront. Après un peu plus d'un an d'existence, le dispositif lancé par le gouvernement Juppé en août 1996 sera fondé dans les emplois-jeunes créés par Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité. L'entente devrait être confidentielle. L'opposition, tout occupée à dénoncer « la création de nouveaux fonctionnaires », ne viendra sans doute pas verser de larmes sur les 100 000 emplois pour les jeunes de banlieues qu'elle envisageait de créer.

Avec les emplois-ville, pourtant, le gouvernement Jospin a pu disposer d'un test grandeur nature, imaginé et expérimenté par l'équipe d'Eric Raoult, alors ministre délégué à la ville et à l'intégration. Les experts du ministère du travail se sont inspirés de cette expérience, mais sans jamais en dresser publiquement le bilan.

Celui-ci se révèle instructif. Comme les emplois-jeunes, les emplois-ville étaient proposés aux chômeurs âgés de dix-huit à vingt-

cinq ans. Comme eux, ils avaient pour objectif le développement de nouveaux gisements d'activités. Comme eux, ils proposaient une extension temporelle des contrats emploi-solidaire (CES) et contrats emploi consolidé (CEC), puisque leur durée pouvait atteindre cinq ans. Les emplois-ville avaient toutefois leur spécificité : ils étaient réservés aux personnes dont la formation ne dépassait pas le niveau du baccalauréat et résidaient dans l'une des 700 « zones urbaines sensibles ».

Entre le 1^{er} août 1996 et le 31 juillet 1997, 11 693 contrats emplois-ville ont été signés, loin donc de l'objectif de 25 000 affichés par le gouvernement.

Avec 2 324 contrats signés, l'Île-de-France arrive en tête devant le Nord (1 340) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (1 242). Ce classement régional illustre avant tout la concentration de quartiers difficiles en région parisienne.

Au-delà des résultats chiffrés, ces douze premiers mois ont permis d'identifier les blocages du

dispositif. A commencer par la contrainte géographique. L'obligation de ne recruter des jeunes que dans les quartiers sensibles a inquiété les autres municipalités, susceptibles pourtant de les employer. Ainsi dans les Hauts-de-Seine, il ne s'est trouvé que 2 communes pour se joindre aux 13 comptant des quartiers « sensibles » et accueillir quelques emplois-ville. Les 25 autres ont préféré faire jouer ce que la préfecture n'hésite pas à nommer « la préférence communale ».

Autre absurdité, les critères du découpage géographique ont voulu que certaines cités difficiles ne soient pas retenues en « zone urbaine sensible ».

LE PROBLÈME DU FINANCEMENT

Deuxième obstacle important : le financement. Pris en charge à hauteur de 55 % par l'Etat – avec la possibilité d'un échelonnement dégressif de 75 % à 35 % pendant les cinq ans –, les emplois-ville laissent donc 45 % à la charge de l'employeur, à savoir environ 30 000 francs par an et par emploi. Or beaucoup d'associations ou même de collectivités locales modestes se disent dans l'impossibilité de trouver pareille somme. A l'inverse, la fédération des régies de quartier, qui, en janvier 1997, avait signé un accord cadre portant sur la création de 1 000 emplois-ville par an, estime que « cette part obligeait les différentes parties prenantes à réévaluer, chaque année, la réalité du besoin couvert par cet emploi ».

Troisième blocage : le niveau de

diplôme. Réservés théoriquement aux jeunes de niveau 4 (baccalauréat) ou moins, les contrats-ville écartaient les jeunes diplômés. Or dans ces quartiers, nombre de titulaires de BTS ou de licence restent au chômage. Comment justifier que l'on leur interdise l'accès à ces emplois aidés ? La barrière de l'âge provoque d'ailleurs des interrogations similaires. Si le chômage des 18-25 ans est un mal profond, celui des 25-35 ans n'est guère plus satisfaisant.

Reste enfin ce qu'un haut fonctionnaire appelle « le danger de déstabiliser tout le service public ». Pour assurer le nettoyage d'une HLM ou l'accueil dans une poste, le recours à un emploi-ville ne prive-t-il pas un salarié d'une véritable embauche ? Alors que des centaines de candidats titulaires de maîtrise se présentent régulièrement à des concours de fonctionnaires catégorie C, ces emplois au statut particulier ne risquent-ils pas de bloquer tout recrutement ? Comment faire ensuite cohabiter ces différentes catégories ?

A toutes ces questions, le dispositif emplois-jeunes tente de répondre. En étendant le dispositif à tout le territoire. En augmentant la participation de l'Etat à 80 %. En faisant sauter la barrière du diplôme et en allégeant celle de l'âge. Et en soulignant, enfin, que ce dispositif particulier devait donner naissance à de nouvelles activités, en aucun cas concurrentielles avec les métiers existants.

Nathaniel Herzberg

A Remiremont, la bataille d'un quartier pour son club de football

ÉPINAL

de notre correspondant

A Remiremont, dans les Vosges, on les a baptisés « les momans en colère ». Depuis début septembre, elles multiplient les manifestations sur les stades de football et s'en-à la mairie pour que la municipalité reconnaisse le club de foot du quartier du Rhumont : depuis deux ans, sans subvention ni terrain, ce club baptisé « Olympique de Remiremont » est un outil privilégié des éducateurs du quartier.

Un drame a éclaté dans une tour HLM avait fait sept morts dans le quartier, le 11 décembre 1994. Sept enfants de la communauté africaine, qui a dû, outre son chagrin, entendre de cruelles déclarations. Christian Poncelet, sénateur et maire de la ville, président départemental du RPR, s'était alors

caïn a été repoussé par la mairie, qui faisait état des vives protestations des riverains. En février 1995, l'édilement du seul club de football de Remiremont allait ajouter au sentiment de rejet qu'éprouve la communauté africaine de cette petite ZUP de 1 500 habitants. Le Football-Club de Remiremont (FCR) rampe cette année-là avec son entraîneur général, par ailleurs enseignant, Christian Thiriau. Quelques membres du comité, pour la plupart éducateurs, le suivent et créent aussitôt l'Olympique de Remiremont. En deux ans, le club passe à cent adhérents, pour beaucoup recrutés dans le quartier du Rhumont. Le district départemental de football leur accorde une dérogation. En deux saisons, le club devient un lieu de rencontres pour les enfants du quartier.

Mais en août dernier le district de football a été refusé par la mairie, qui ne disposant pas de terrain, les licences sont suspendues. Depuis, la mairie refuse de reconnaître l'Olympique de Remiremont. Le débat a pris une réelle ampleur dans la commune. Ainsi, un industriel, M. Antze-

with, a-t-il proposé à l'Olympique deux terrains en friche. Parmi les élus locaux, une conseillère municipale socialiste, habitante du Rhumont, s'est rangée parmi ceux qui accusent l'Olympique et ses éducateurs d'entretenir un repli communautaire des Africains. Cette accusation a été reprise lors d'une réunion en mairie, le 25 septembre, au cours de laquelle l'adjoint aux sports, Jean-Paul Didier, entendait « siffler la fin de la récréation ». Les représentants du club se sont sentis « humiliés » par les dérapages verbaux, par exemple lorsque le maire a pu « en petit nègre » le mot d'excuse des « momans en colère » qui n'avaient pu répondre à son invitation tardive à une rencontre. Depuis, le vice-président de l'Olympique, Alain Joy, a entamé une grève de la faim devant la mairie de Remiremont. Educateur, il dénonce également les pressions menaçant le lieu d'accueil qu'il gère. Cette structure baptisée « Oxygène » reçoit des jeunes en difficulté.

Christophe Dollet

Les enquêteurs tentent de la mort d'

IL

Les enquêteurs tentent d'élucider les causes de la mort d'André Isoardo

Des proches du conseiller régional affirment qu'il voulait se suicider

Conseiller régional (app. UDF) de Provence-Alpes-Côte d'Azur, André Isoardo a été retrouvé mort, vendredi 3 octobre, à quelques kilomètres

de Marseille. Ancien élu du Front national rallié en 1992 à Jean-Claude Gaudin, il était, selon certains proches, « très déprimé ». Le parquet

d'Aix-en-Provence a ouvert une information judiciaire pour « recherche des causes de la mort ».

MARSEILLE

de notre correspondant régional
André Isoardo, cinquante-neuf ans, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, et membre de la majorité UDF-RPR a été retrouvé mort dans sa voiture, vendredi soir 3 octobre. C'est un chasseur empruntant un sentier entre Ensauès-la-Redonne et Carry-le-Rouet, à quelques kilomètres à l'est de Marseille, qui a trouvé le cadavre et alerté les autorités. Le corps d'André Isoardo, qui, selon la police, tenait encore à la main un pistolet à grenaille, a été atteint à différents endroits : par trois balles, non pénétrantes, au ventre et à la poitrine et par une autre, probablement mortelle, dans la bouche. L'ordre de ces blessures, qu'une autopsie devait essayer de déterminer ce lundi, donnera une première indication aux enquêteurs, qui refusaient encore de dire si la piste du meurtre est plus solide que celle du suicide.

A priori, les policiers semblent plutôt pencher pour la seconde hypothèse. D'abord parce que le pistolet avait été bricolé pour pouvoir tirer des balles - probablement par M. Isoardo lui-même -, ce qui expliquerait la relative inefficacité des premiers coups tirés. Ensuite, parce que ses proches ont affirmé qu'il avait envisagé, devant eux, de se suicider. Selon Luc Ponsel, responsable

départemental du Centre national des indépendants (CNI) rallié au Front national, cité par l'Agence France-Presse, le conseiller régional retrouvé mort « avait des difficultés familiales ». « Déprimé comme il était, il est allé jusqu'au bout », a-t-il ajouté, précisant : « Il avait évoqué plusieurs fois devant nous son suicide, au cours des dernières semaines ».

L'enquête, d'abord menée par les gendarmes, a été confiée à la police judiciaire de Marseille, tandis qu'une information judiciaire pour « recherche des causes de la mort » a été ouverte par le parquet d'Aix-en-Provence. Cette mort violente intervient dans une ambiance politique locale saturée de rumeurs, et tendue par l'approche des élections régionales. L'itinéraire politique sinueux d'André Isoardo et sa discrétion ne faciliteront pas la tâche des enquêteurs. Né à Marseille d'un père maçon venu d'Italie, cet homme à la voix légère a exercé différents petits métiers avant d'intégrer une entreprise publique. Entre 1962 et 1970, il fut militant cégétiste et communiste, avant de se mettre au vert à la Réunion durant quelques années. Repris par la nostalgie de la métropole, il regagna Marseille. On le retrouve militant du Front national et employé de base chez EDF.

Cet homme timide fut alors un

des pionniers de l'implantation du parti d'extrême droite dans les quartiers nord de Marseille. Avec une poignée d'amis, dont quelques dockers CGT, des employés des douanes ou d'autres professions portuaires, souvent immigrés de deuxième génération comme lui, ils installèrent une antenne publique au cœur des 15^e et 16^e arrondissements, les plus à gauche de la ville. L'association prête-nom qu'ils créent, l'ADDA (Association pour le développement des disciplines artistiques), occupe une maisonnette qu'ils ont entièrement retapée eux-mêmes dans leurs moments libres : ces militants rudes en paroles et très enthousiastes veulent surtout montrer par leur installation modeste que le FN est « près des gens ».

LOYAL VIS-À-VIS DE LA MAJORITÉ

Elu au conseil régional sur la liste du Front national en 1986, André Isoardo participe encore à la législative de 1988 sous les couleurs du FN, lors de la première tentative de Jean-Marie Le Pen pour prendre une circonscription marseillaise. Lors de la municipale de 1989, il devient conseiller d'arrondissement FN de la mairie des 15^e et 16^e arrondissements, où il habite. Les batailles internes et l'affrontement qui conduit à l'éviction de Pascal Arrighi le poussent hors du FN. Il fait alors

partie des quelques conseillers que Jean-Claude Gaudin fait revenir dans le giron de la droite classique. C'est à ce ralliement qu'il doit de figurer au 15^e rang de la liste de la majorité sortante lors du scrutin régional de 1992 : le président UDF de la région, qui a rompu les « accords techniques » qui le liaient au FN deux mois avant le scrutin, sait être reconnaissant envers ceux qui ont choisi le bon camp. Il représente encore, sans succès, la droite classique pour la législative de 1993.

M. Gaudin déclarait dimanche qu'André Isoardo avait toujours été loyal vis-à-vis de la majorité qu'il avait ralliée. Très discret, le conseiller Isoardo passait l'essentiel de son travail électif à gérer un petit réseau d'amis dans les quartiers nord de la ville. Il avait acquis des responsabilités au CNI, qui ne représente pas grand chose de plus dans le département qu'un groupuscule tiraillé entre l'impossible désir d'exister et un ralliement pur et simple au FN, comme l'a déjà fait M. Ponsel lors de l'élection municipale partielle de Vitrolles. André Isoardo, qui avait œuvré au rapprochement du CNI et du FN, avait annoncé à Jean-Claude Gaudin qu'il ne figurerait pas sur ses listes pour les élections régionales de 1998.

Michel Samson

Succès du colloque sur la défense de « l'école pour tous »

Un « débat d'ampleur nationale » est souhaité

LES SIGNATAIRES de l'appel à « Défendre et transformer l'école pour tous » (Le Monde du 18 septembre 1996), ont-ils lancé, à l'issue d'un colloque qu'ils organisaient du 3 au 5 octobre à Marseille, le « débat d'ampleur nationale sur l'école » qu'ils appellent de leurs vœux ? L'année qui vient le dira. Le succès du colloque, qui a rassemblé près de cinq cents chercheurs, syndicalistes et enseignants, prouve en tous cas qu'un intense besoin de confrontation existe.

Soucieux de proposer une base de discussions, les universitaires du comité d'organisation ont adopté, dimanche 5 octobre, un texte présentant cinq enjeux jugés majeurs pour le système éducatif. Le premier a trait à la « culture commune de haut niveau » que l'école est censée donner à l'ensemble des nouvelles générations. Les contenus enseignés et la façon de les dispenser sont-ils toujours pertinents dans une société bousculée par le chômage et la paupérisation ? « On ne peut s'en tenir, estiment les chercheurs, ni au statu quo, ni à la nostalgie d'un âge d'or mythique, ni à la définition d'un minimum de ce socle commun », fustigeant au passage sans le nommer le « kit de survie » de connaissances minimales défini par la commission Fauroux. Selon le texte proposé, le débat sur les programmes, le débat sur les méthodes d'enseignement, le débat sur la formation des enseignants, le débat sur la formation professionnelle et la formation universitaire.

Le deuxième point abordé - l'équilibre entre la formation générale et la formation professionnelle

- apparaît plus flou. Le texte se borne à lancer des questions : « Comment mettre en œuvre les besoins nécessaires [entre les deux types de formation] ? », « Qui doit, socialement et politiquement, en assurer la responsabilité, le coût et l'organisation ? ». Entre l'Etat et le patronat, c'est toute la question.

Le texte invite ensuite à se pencher sur une question cruciale : « la diffusion d'une échelle inconnue jusqu'alors des phénomènes de concurrence » entre les établissements. Ceux-ci sont amplifiés, dénoncent les universitaires, par les assouplissements de la sectorisation scolaire, voire parfois sa suppression. « Certains collèges connaissent des taux d'évitement de 50 %, deviennent ainsi des lieux de concentration de difficultés de toute nature », écrivent-ils. Cette loi de « marché » risque de conduire à l'écroulement du système : « l'urgence est d'inverser cette logique », par une politique gouvernementale volontariste, même si celle-ci n'y suffira sans doute pas.

Enfin, les universitaires appellent à la vigilance, en matière de relations entre l'école et son environnement. Moins nettement que dans leur premier texte, les signataires égratignent les expériences de rythmes scolaires lancées par Guy Druet, où les activités culturelles ou sportives « sont considérées comme indépendantes des apprentissages fondamentaux ».

Un tel débat, conclut le texte « ne peut se réduire à une discussion d'experts ». Les organisateurs espèrent donc constituer « un espace public de débat et de travail », sans doute sous la forme d'un « réseau d'enseignants, de chercheurs et de décideurs institutionnels ».

Béatrice Gurrey

Des enchères sans passion pour le mobilier du « Phocéa »

NICE

de notre correspondant
L'univers de Bernard Tapie à bord du Phocéa s'est dispersé, samedi 4 octobre, dans une salle de ventes de Nice. Sans passion cette fois, les enchères demeurent calmes tout au long de la vente. Le Phocéa, qui fut d'abord le bateau d'Alain Colas avant de devenir celui de Bernard Tapie, ne cesse pourtant d'attirer les promeneurs depuis qu'il est dans le port d'Antibes. Le voilier est amarré au quai des milliardaires et va subir d'importants travaux. La nouvelle propriétaire, Moura Ayoub, une Libanaise d'allure sportive et conviviale, a navigué tout l'été. Elle entendrait cet automne de refaire entièrement à son goût l'aménagement intérieur du navire.

Le mobilier du Phocéa a donc été mis aux enchères au cours de deux ventes, dont la première a eu lieu au mois d'août. Samedi, une quarantaine de pièces étaient proposées,

donnant aux visiteurs une idée de l'ambiance à bord. Du mobilier moderne datant des années 70, des lits de cabine, des meubles en teck, des canapés, des sièges de salle à manger, des bureaux en bois cernés garnis de cuir, une table de bridge, un service de vaisselle en porcelaine pour quarante-huit convives, un service à thé pour soixante personnes et deux tabourets style Louis XVI.

OFFRES INSUFFISANTES

Marchands et amateurs ont été peu nombreux à s'intéresser au mobilier de Bernard Tapie. Parmi les acheteurs, tous originaires du sud de la France, présents dans la salle ou au téléphone, se cachait un homme politique. Ceux qui ont acheté utile, comme des fauteuils, des canapés, ont fait de bonnes affaires. Le mobilier moderne s'est vendu 30 % moins cher que le neuf, 9 000 à 11 000 francs pour les meubles en teck, 8 500 francs pour

un canapé. Beaucoup de pièces ont certes doublé leur prix estimé mais le label Tapie a moins dopé les enchères qu'au mois d'août. Le service en porcelaine a été acheté en plusieurs parts. « J'ai retiré les deux tabourets style Louis XVI car les enchères étaient insuffisantes », a regretté M. Yves Wetterwald.

Lors de la première vente aux enchères, une console ancienne, copie Louis XIV, fabriquée sous Napoléon III, inscrite au label et d'origine, estimée 80 000 francs, s'était vendue 176 000 francs. L'organisateur de la vente avait alors moins compris l'engouement suscité par la cave du Phocéa : des bouteilles de rosé de Provence, qui avaient séjourné dans le bateau depuis sa saisie, donc sans garantie de bonne conservation, avaient atteint 80 francs l'unité à Elles portaient l'étiquette « Olympique de Marseille ».

Jean-Pierre Laborde

Jean-Guy Cupillard comparaît devant le tribunal correctionnel de Grenoble

de notre correspondant régional
Le procès de Jean-Guy Cupillard, cinquante-trois ans, vice-président du conseil général de l'Isère, chargé de l'équipement et des routes, maire (RPR) de l'Alpe d'Huez, mis en examen pour « recel d'abus de biens sociaux », corruption passive et concussion, et de neuf chefs d'entreprise ou responsables régionaux du BTP pour « participation à une entente frauduleuse », devait débiter lundi 6 octobre devant le tribunal correctionnel de Grenoble. Il est le premier d'une longue série de dossiers instruits dans le cadre des « affaires grenobloises ». Depuis trois ans, une trentaine d'enquêtes préliminaires ont été diligentées par le parquet pour, avait expliqué en décembre 1994 l'ancien procureur de la République Jean-François Lorans, « désinfecter Grenoble » de la corruption (Le Monde du 10 janvier 1995).

Pendant plusieurs mois, les investigations menées par la police et la justice dans les milieux politiques, de droite mais aussi de gauche, avaient semblé piétiner. Jusqu'au palais de justice de Grenoble, des voix s'élevaient pour faire entendre que cette lenteur « Purge la justice estime à tort que certaines affaires ne doivent pas remonter à la surface », déplorait un président de chambre de la cour d'appel, Claude Berger. Le départ du procureur de

Grenoble, pendant l'été 1996, puis la « mutation-sanction », six mois plus tard, du procureur général, Pierre Albarède, remplacés respectivement par Xavier Richaud et Louis Foulletier, eurent pour effet d'accélérer le cours de la justice. Outre le dossier Cupillard, qui met en évidence les ententes illicites passées entre les grands groupes du BTP pour l'attribution, très conséquente, des marchés du conseil général - ceux-ci donnaient lieu à de confortables commissions collectées par son vice-président chargé des routes sous la forme de versements en espèces, de « parrainages » d'associations, de cadeaux, de crédits d'heures d'avions privés ou de voyages d'agrément qui profitèrent à de nombreux élus -, seront évoquées au cours des prochains mois plusieurs autres affaires. Ainsi Guy Névache, ancien responsable de la fédération socialiste de l'Isère, rallié à Alain Carignon à l'occasion des élections municipales de 1989, et devenu son troisième adjoint, devra s'expliquer, les 11 et 12 décembre, sur les versements en espèces, de 10 000 à 15 000 francs par mois, que lui auraient remis, entre juin 1989 et décembre 1994, plusieurs chefs d'entreprise du BTP. Il sera également interrogé sur des travaux effectués dans sa villa, d'un montant de 890 998 francs, qui furent pour partie facturés à l'hôpital de Grenoble par un entrepreneur proche du RPR, Paul Crovella, dont le développement économique a accompagné l'ascension politique de M. Carignon au cours des an-

nées 80, était à l'époque chargé de la construction du parking et du pignon sud du centre hospitalier universitaire.

« CORRUPTION GÉNÉRALISÉE »

Plusieurs autres procès seront auditionnés au cours des prochains mois. Ils concernent notamment plusieurs conseillers généraux qui ont bénéficié de voyages d'agrément, de salaires de complaisance ou de soutiens financiers pour leurs entreprises. Leurs comparutions mettront en évidence les mœurs politico-économiques de ce département et, selon l'un des magistrats instructeurs, « l'entreprise de corruption généralisée » qui s'y déroulait.

« Ces procès constituent les premières résurgences des affaires. Le temps du filtrage a été très long. Mais nous constatons surtout que la nappe de fond est toujours là », déplore l'élu écologiste, Raymond Avallier. L'actuel deuxième adjoint

du maire (PS) de Grenoble, qui fut le « tonnerre » d'Alain Carignon - ce dernier purge une peine de cinq ans de prison dont quatre fermes pour corruption dans l'affaire de la privatisation de l'eau de sa commune - regrette que les véritables organisateurs et « chefs » du « système Carignon » n'aient pas été mis en examen plus tôt, notamment Xavier Penoux, quarante-sept ans, ancien directeur général des services du département, aujourd'hui sous-préfet placé hors-cadre. Il y a quelques jours, ce dernier ainsi que M. Carignon ont été mis en examen par le juge Christian Blaes pour abus de biens sociaux, faux et usage de faux. Il leur est reproché d'avoir commis de graves irrégularités dans la gestion de la société d'économie mixte Grenoble Isère Développement, dont le directeur général était Guy Névache, et d'y avoir ponctionné indûment plus de 10 millions de francs.

Au total, avec un président en prison, qui refuse de démissionner tant que la Cour de cassation ne s'est pas prononcée sur son pourvoi, un président délégué faisant fonction de président, Michel Hanoum (RPR), lui-même mis en examen pour recel d'abus de biens sociaux par le juge Patrick Desmure de Nanterre (Hauts-de-Seine), et six autres conseillers RPR et UDF mis en examen dans le cadre des « affaires », le conseil général vit depuis plusieurs mois au ralenti, expédiant seulement les affaires courantes.

Claude Francillon

L'ENGAGEMENT AUJOURD'HUI

Colloque annuel du CECOOF : 18 octobre 1997 - Paris
L'engagement est une forme de désobéissance ? Engagement et Ethique / Dimension internationale de l'engagement. Avec la participation de E. Wiesel, prix Nobel de la paix et M. Camdessus, Directeur du FMI. Renseignements CECOOF 01.48.05.84.33

DÉPÊCHES
■ HARKIS : près d'un millier de personnes se sont rassemblées, samedi 4 octobre à Paris, manifestant de l'esplanade des Invalides à la tombe du Soldat inconnu, pour soutenir les six fils de harkis en grève de la faim depuis 43 jours. Le benjamin des grévistes, qui avait été hospitalisé en urgence, a rejoint ses camarades, samedi, contre l'avis des médecins. Les ministres Martine Aubry et Bernard Kouchner, qui avaient reçu les grévistes la veille, se sont dits « préoccupés » par leur état de santé.

■ SIDA : un éboueur parisien contaminé par le VIH en 1991, après s'être piqué avec une seringue jetée dans un sac poubelle par un médecin, a obtenu 1,5 million de francs de dommages-intérêts devant le tribunal de grande instance de Paris. Le tribunal a jugé, lundi 29 septembre, que le médecin et le syndicat des copropriétaires de son immeuble étaient coresponsables du dommage pour n'avoir pas respecté la réglementation en matière d'élimination des déchets.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Dominique Venner

A la suite de la publication, dans Le Monde du 25 septembre, d'un article intitulé « Maurice Papon dénonce le caractère « stalinien » de son procès dans une revue de la nouvelle droite », nous avons reçu de Dominique Venner, directeur de la rédaction de la revue Enquête sur l'histoire, la lettre suivante :

Dans le corps de l'article, on peut lire le commentaire suivant : la revue Enquête sur l'histoire, « liée à la nouvelle droite, a pour directeur de la rédaction Dominique Venner qui fut (...) l'un des promoteurs du projet politique du Grece (Groupe-ment de recherche et d'études pour la civilisation européenne, sorte de boîte à idées de la nouvelle droite) à la fin des années 60 ». Il s'agit là d'informations totalement erronées et tendancieuses, qui ont

pour effet de nuire à la réputation d'indépendance de la revue que je dirige. Enquête sur l'histoire n'est en aucune façon « une revue de la nouvelle droite », avec laquelle elle n'a aucun lien. Quant à moi, je n'ai jamais été membre du Groupe-ment de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece) et je ne me soucie plus de politique au moins depuis 1972. Enquête sur l'histoire est une publication totalement libre, dont l'assumé seul la responsabilité éditoriale. Elle fait appel à des universitaires ou à des journalistes spécialisés, en raison de leurs compétences et non de leurs opinions supposées. Depuis la fondation de la revue, en 1992, celle-ci a accueilli des signatures venant des horizons les plus variés.

RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 7 OCTOBRE 1997

Des élus locaux relancent la polémique sur la gestion des déchets radioactifs

Trois sites ont été répertoriés pour aménager des laboratoires souterrains expérimentaux afin de traiter les résidus à haute activité et à vie longue. Dans la Meuse, plusieurs communes résistent, à la veille de la clôture de l'enquête publique

BURE (Meuse)
de notre envoyé spécial
Quatre-vingt-dix sept hectares de champs vallonnés, plantés de forêts de charmes et de frênes. Pas

REPORTAGE

Depuis février 1996, l'Andra est installée près de ce village de cent habitants

une âme ni même une habitation alentour. Seul le clocher de Bure (Meuse), au nord du site, et celui de Mandres-en-Barrois, à l'est, pointent à l'horizon, aux confins de la Meuse et de la Haute-Marne. Au loin, le bruit d'un tracteur perturbe à peine le silence, comme pour rappeler que le pays tire ses ressources essentiellement de l'agriculture et de l'élevage, depuis que son industrie de la forge s'est éteinte. En décembre 1995, Yves Lafrogne, fermier, vendait ce terrain pour 3,6 millions de francs à

l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra).

Cette ancienne filiale du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), aujourd'hui établissement public sous tutelle des trois ministères de l'Industrie, de l'Environnement et de la Recherche, s'est implantée depuis février 1996 à Montiers-sur-Saulx (Meuse), « au plus près de Bure ». Un village d'à peine cent âmes qui figure parmi les trois sites sélectionnés pour accueillir un laboratoire souterrain en vue d'étudier – selon la loi de décembre 1991 sur la gestion des déchets radioactifs – la possibilité de stocker en profondeur des déchets à haute activité et à vie longue.

MORATOIRE

Aux champs de maïs succédaient donc des hectares d'installations telles qu'une halle de montage et d'essais, deux bureaux de l'Andra, un poste de secours, un hall d'accueil du public, une zone d'atterrissage pour hélicoptères. A



l'unanimité, en novembre 1993, les conseillers généraux de la Meuse ont voté pour ce projet de laboratoire (et à une large majorité pour ceux de la Haute-Marne). Au sein du syndicat intercommunal, qui regroupe trente-trois communes, seuls trois maires ont exprimé leur refus catégorique.

Ce quasi-plébiscite ne décourage

pas pour autant la minorité d'opposants rassemblés dans une coordination nationale qui luttent contre cette opération depuis dix ans. La bataille est ancienne. En 1987, un projet gouvernemental d'enfouissement des déchets avait suscité la colère dans les quatre départements désignés sans concertation : Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Ain et Aisne. La contestation fut telle qu'en février 1990 Michel Rocard, alors premier ministre, déclara un moratoire. Un an plus tard, Christian Bataille, député (PS) du Nord, auteur d'un rapport très critique sur le manque de transparence dans les affaires nucléaires, était à l'origine de la loi du 30 décembre 1991 sur la gestion des déchets radioactifs, qui prévoit la construction de laboratoires pour étudier la possibilité de les stocker en profondeur.

« A la fin des années 80, le gouvernement parlait sans ambiguïté de créer un centre de stockage et personne n'en voulait. Sa nouvelle tactique consiste à revenir à la charge en se masquant derrière une loi-emballage », déplore Philippe Geuring, porte-parole de la coordination nationale des opposants, qui dénonce une entreprise de désinformation.

« CENT VISITEURS PAR JOUR »

D'après lui, la construction d'un laboratoire n'est qu'un prétexte à l'enfouissement des déchets nucléaires dans les couches argileuses de Bure. Or la communauté scientifique ne maîtrise pas encore toutes les conséquences à long terme du stockage en profondeur des déchets. « Cette solution est contraire au principe de précaution énoncé à l'article 1 de la loi Bataille », estime Joël Cas, président de l'Association des élus meusiens opposés au projet (AEM). Selon cet article, « la gestion des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue doit être assurée dans le res-

pect de la protection de la nature, de l'environnement et de la santé, en prenant en considération les droits des générations futures ».

Francis Legrand, maire de Courverville, l'une des trois communes du syndicat hostiles au projet, explique que « les élus locaux se sont prononcés sur le projet de laboratoire alors que la plupart sont massivement contre l'enfouissement des déchets ». L'attitude du maire de Bure, Gérard Antoine, illustre bien cette ambiguïté. S'il s'est montré favorable à l'arrivée de l'Andra, « car c'est l'occasion de donner un coup de neuf au village et d'attirer des jeunes », il reconnaît que les élus n'ont pas la garantie d'être à nouveau consultés si la question

se pose. Et Bernard Faucher précise bien que « l'objectif est de démontrer, au terme de la phase d'étude, que le stockage en profondeur est techniquement faisable ». Il souligne aussi l'impact sur l'emploi local (entre cent-cinquante et deux cents emplois durant les travaux de construction du laboratoire [1998-2001], plus d'une centaine ensuite), même s'il reconnaît que des sociétés étrangères pourront être choisies pour certaines opérations techniques.

Dans les prochains jours, la commission d'enquête publique, présidée par Jean Pronost, expert auprès des tribunaux, rendra son avis sur le site de Bure. Pour les opposants, pas de doute, ce sera oui.

Des communes « sponsorisées »

Ici, un ravalement de presbytère ; là, une construction de salle des fêtes. Depuis 1994, 5 millions de francs sont versés tous les ans par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) aux trois sites susceptibles d'accueillir le futur laboratoire souterrain. Dans la Meuse, le financement de l'Andra intervient à hauteur de 12 % pour l'aménagement des villages, 20 % pour le développement des services, 7,5 % pour l'amélioration de l'habitat. Et les sites qui seront finalement retenus – vraisemblablement deux – seront assurés d'une rente annuelle de 60 millions environ. « L'Andra a acheté les consciences alors que, d'après la loi, aucune somme ne devait circuler avant le lancement du laboratoire ! », dénonce Philippe Geuring, porte-parole des opposants, qui affirme que « progressivement, l'Etat, les régions et départements concernés se désengagent des projets de développement local au profit de l'Andra ». Bernard Faucher, directeur de recherche de l'Andra, s'en défend, qualifiant les différentes primes de « compensations ».

de l'enfouissement se pose un jour.

Sur ce dossier, l'antenne meusienne de l'Andra se montre à la fois prudente et optimiste. Si son directeur de recherche, Bernard Faucher, parle d'un « éventuel laboratoire », sa campagne de communication est plus directe : « le laboratoire sera implanté (...) », toutes les installations « permettront d'accueillir cent visiteurs par jour », peut-on lire sur les panneaux d'information du hall d'accueil à Mon-

tier-sur-Saulx. Et Bernard Faucher précise bien que « l'objectif est de démontrer, au terme de la phase d'étude, que le stockage en profondeur est techniquement faisable ». Il souligne aussi l'impact sur l'emploi local (entre cent-cinquante et deux cents emplois durant les travaux de construction du laboratoire [1998-2001], plus d'une centaine ensuite), même s'il reconnaît que des sociétés étrangères pourront être choisies pour certaines opérations techniques.

Clarisse Fabre

Une coordination nationale d'élus

Samedi 4 octobre, ils étaient tous présents, à Pierrefitte-sur-Aire (Meuse), pour signer l'acte de naissance d'une « coordination nationale d'élus opposés aux projets de laboratoires ». Des élus des quatre départements concernés par le projet de laboratoire, mais aussi des Vosges – département assez proche du site de Bure – et du Val-de-Marne. L'initiative « politique » était dispersée aux quatre coins de la France. Le regroupement vise donc à rationaliser le mouvement ainsi qu'à offrir face à « l'installation Andra », une opposition crédible. Mais les revendications des élus demeurent les mêmes que celles de la coordination nationale contre l'enfouissement des déchets, composée, dans l'ensemble, de « simples citoyens » : arrêt des recherches liées à l'enfouissement des déchets et report des crédits vers les deux autres voies de recherche, à savoir la transmutation et le stockage en surface.

Stockage profond ou transmutation ?

● Les déchets nucléaires sont classés en différentes catégories, en fonction de leur niveau de radioactivité et de leur durée de vie, ce qui entraîne des modes de gestion différents.

– Les déchets de faible et moyenne activité à vie courte (leur nocivité devient très faible en moins de trois cents ans) représentent 90 % du total des résidus nucléaires, mais seulement 1 % de leur radioactivité globale. Ils sont stockés en surface sur les sites de La Hague (Manche) et de Soulaire (Aube) de l'Andra.

– Les déchets de haute activité ou à vie longue (jusqu'à plusieurs millions d'années) sont actuellement conditionnés et entreposés, de façon provisoire, sur les sites de retraitement de La Hague et de Marcoule (Gard), ou dans des centres du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

● La loi du 30 décembre 1991 sur la gestion des déchets à haute activité et à vie longue a prévu l'exploration de trois pistes : leur « transmutation » en éléments

moins toxiques (400 millions de francs y ont été consacrés en 1997) ; leur stockage, réversible ou irréversible, dans des formations géologiques profondes (570 millions) ; enfin, leur conditionnement et leur entreposage en surface (190 millions). En 2006, le Parlement devrait avoir tous les éléments en mains pour trancher et décider, peut-être, la construction d'un centre de stockage souterrain.

● Ce calendrier ne pourra pas être respecté, pensent de nombreux experts. D'autant que l'abandon de Superphénix compromet les programmes d'études sur la transmutation des déchets à haute toxicité, dont certains reposent sur l'utilisation de neutrons rapides. « 2006 ne doit pas être considéré comme une date butoir, à l'indiquée récemment le secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pignatelli. Si le Parlement estime que les résultats des recherches ne sont pas suffisants, il pourra décider de les prolonger. »

Un débat scientifique et politique

LE SOUS-SOL argileux du village de Bure (Meuse) est l'un des trois terrains prospectés par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), en vue de l'enfouissement de laboratoires souterrains destinés à étudier, *in situ*, la possibilité de stocker en couche géologique profonde des résidus nucléaires à haute activité et à vie longue (plusieurs millions d'années pour certains d'entre eux).

Deux autres sites, La Chapelle-Bâton (Vienne) et Chusclan (Gard), ont été prospectés. Dans les deux cas, l'enquête publique s'est achevée sur un avis favorable. Les conclusions du commissaire-enquêteur sur Bure ne seront connues que dans les prochains jours, mais les dés semblent déjà jetés pour un oui. En revanche, dans son dernier rapport, la

Commission nationale d'évaluation (CNE) a émis de sérieuses réserves sur le site de La Chapelle-Bâton (Le Monde du 13 septembre). La décision du gouvernement de mettre en œuvre la loi du 30 décembre 1991, qui prévoit l'installation de tels laboratoires (au moins deux), devrait intervenir « d'ici un an ». Le gouvernement affirme qu'elle sera appliquée dans son intégralité. Reste à savoir quels sites seront choisis.

Accueilli par les banderoles d'une poignée de militants écologistes craignant de voir leur région transformée en « poubelle nucléaire », le secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pignatelli, a tenté, vendredi 12 septembre à Bar-le-Duc (Meuse), de dissiper leurs inquiétudes. Un site retenu pour la construction d'un laboratoire sou-

terrain, a-t-il assuré, « ne sera pas forcément un site de stockage » de déchets radioactifs. Pour gager de « transparence », il s'est engagé à ce que les critiques puissent désormais s'exprimer dans les journaux diffusés par l'Andra sur les différents sites. Il est d'ailleurs que ce geste suffise à démolir les opposants, qui disent avoir recueilli 65 000 signatures dans la Meuse et la Haute-Marne et affirment compter dans leur camp 2 000 élus.

Il faut s'attendre à de vifs débats au sein du gouvernement. Les écologistes sont farouchement hostiles à l'enfouissement des déchets radioactifs, dont ils préconisent le conditionnement en surface, en attendant que les progrès de la science permettent, un jour, de s'en débarrasser de façon plus sûre pour les générations futures.

Toutefois, lors d'une rencontre avec Dominique Voynet, en charge de l'aménagement du territoire et de l'environnement, le 24 septembre, la coordination nationale des opposants a constaté que son attitude sur le sujet était « différente par rapport à ses engagements pré-électoraux ». « Elle prône aujourd'hui un rééquilibrage des trois voies de recherche. Il est clair qu'elle ne rejette plus l'idée de voir s'installer les laboratoires. »

Enfin, Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie, expert des sciences de la Terre, s'est exprimé à plusieurs reprises contre le projet d'enfouissement : « Je suis contre le stockage en profondeur des déchets nucléaires parce que c'est dangereux pour les générations futures (...) ». Il veut mieux les stocker en surface », expliquait-il encore le 30 juin à Montpellier.

Pierre Le Hir

Accord sur les redevances d'irrigation dans le bassin Seine-Normandie

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE Seine-Normandie vient de signer avec les responsables professionnels agricoles un accord sur les taux des redevances et les modalités des subventions pour les agriculteurs qui irriguent leurs cultures. Couvrant la période 1997-2001, et concernant 25 départements (notamment ceux de la Beauce), il est destiné à permettre une meilleure gestion des ressources en eau. La redevance versée par les agriculteurs, qui ne sera plus forfaitaire, est fixée pour les professionnels équipés d'un compteur à 6 centimes par m³. En contrepartie, l'agence attribuera aux agriculteurs une subvention pouvant aller jusqu'à 50 % des frais d'études et de recherches sur les ressources et de 20 % à 40 % sur les travaux d'accès à la ressource (forages, petits barrages à flanc de colline). Les travaux d'économie seront, eux, subventionnés à 30 %.

■ CHAMONIX : à l'appel de l'Association pour le respect du site du Mont-Blanc, quelque 700 personnes ont accompagné à vélo, samedi 4 octobre, la voie express qui mène de Chamonix (Haute-Savoie) au tunnel sous le Mont-Blanc afin de protester contre la nuisance du trafic des poids lourds entre la France et l'Italie. (Corresp.)

LE NUMERO 1 EN FRANCE DES PARCS D'AFFAIRES LOCATIFS

Résultats au 30 juin 1997

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 30 septembre 1997 sous la présidence de Monsieur Gilles Laporte pour examiner les résultats et l'activité du 1^{er} semestre.

Résultats au 30 juin 1997

(Comptes consolidés en MF)	1 ^{er} semestre 1997	1 ^{er} semestre 1996
Loyers	199,5	211,9
Honoraires	10,9	15,6
Résultat courant avant impôt	112,9	121,8
Résultat net part du Groupe après prise en compte des nouvelles mesures fiscales	63,8	78,3
Capacité d'autofinancement	101,3	133,4

* Impôt de la contribution exceptionnelle 15 % : F 5,5 millions.
** La capacité d'autofinancement s'entend après 15 majorités, et comprend les charges de la période, des travaux de grosses réparations et de modifications de locaux. Leur montant est passé de 11 MF à 25,4 MF.

Investissements

SILIC a engagé à la fin du 1^{er} semestre un montant global d'investissements de 205 MF, en forte augmentation par rapport aux exercices précédents. Ces nouveaux investissements, dont l'achèvement est prévu entre fin 1997 et mi 1998, procureront à terme environ 30 millions de francs HT de recettes locatives, en base annuelle.

Activité commerciale

Au cours du semestre écoulé, l'activité locative est restée au niveau élevé enregistré en 1996.

La diminution des départs de locataires et la constitution d'un carnet de commandes pour de grandes surfaces favoriseront l'amélioration de la situation commerciale.

Perspectives

Le résultat de l'exercice devrait s'afficher en retrait par rapport à l'exercice précédent, sous l'effet notamment du poids des investissements engagés et de l'aggravation de la fiscalité.

L'amélioration de la situation commerciale permet en revanche d'anticiper la croissance de l'activité et des résultats pour 1998.

Dans ces conditions, bénéficiant d'un fort cash-flow, d'un report à nouveau important et de l'absence d'endettement, SILIC dispose, sauf événement exceptionnel, de la capacité à servir un dividende équivalent à celui de 1996.



Les communiqués sont publiés sur le 3615 COB.
Communication financière
Claude Revaz :
tél. 01 53 89 79 79

DISPARITIONS

Walter Trampler

Un grand nom de l'alto

L'ALTISTE américain Walter Trampler est mort à Port Joli, en Nouvelle-Ecosse, dimanche 28 septembre. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Né à Munich le 25 août 1915, Walter Trampler commence le violon à cinq ans sous la direction de son père et n'aborde l'alto, à l'académie de Munich, qu'à titre de discipline secondaire. Mais il est bientôt sollicité comme altiste par le Quatuor Stub, puis comme soliste par l'Orchestre de la radio de Berlin. Devant la montée du nazisme, il quitte l'Allemagne par solidarité envers ses collègues juifs, fait escale en France, en 1939, puis, émigrant aux États-Unis, il est bientôt remarqué par Serge Koussevitzky, qui l'intègre au Boston Symphony Orchestra. Il sera naturalisé en 1944, puis, en 1947, fondera le New Music Quartet, qui, pendant neuf ans, se vouera à la création.

Gérard Condé

Manabu Mabe

Un peintre abstrait brésilien

AMBASSADEUR réputé de la peinture abstraite brésilienne dans le monde, Manabu Mabe est mort, lundi 22 septembre, dans un hôpital de São Paulo, des suites d'une septicémie. Il était âgé de soixante-trois ans.

Né le 14 septembre 1924 à Kamamoto, au Japon, Manabu Mabe est âgé de dix ans lorsque ses parents émigrent au Brésil pour y travailler dans une plantation de café de l'État de São Paulo. Soumis à l'autorité d'un père qui rêve de faire fortune dans le Nouveau Monde grâce à la religion du travail acharné, il réfrène ses penchants pour les arts plastiques en maniant la boue du lever au coucher du soleil.

Il a vingt ans quand il s'essaie aux premières œuvres mortes sur des sacs d'arabica transformés en toiles de fortune. En 1957, après avoir succédé, huit ans plus tôt, au père décédé, il vend l'exploita-

tioo familiale et s'installe à São Paulo pour se consacrer exclusivement à la peinture. Influencé par Picasso, Matisse et Braque, il s'impose rapidement comme l'un des précurseurs latino-américains de l'« abstractionnisme informel » hérité du fauvisme et du cubisme.

La consécration nationale et internationale survient dès 1959. Cette année-là, il reçoit le premier prix de la Biennale de São Paulo des mains du président Juscelino Kubitschek, et le magazine américain Time lui consacre un reportage élogieux intitulé « 1959: the year of Manabu Mabe ». L'année suivante, il acquiert la nationalité brésilienne, bien qu'il ait conservé des attaches affectives très vivaces avec son pays d'origine: en témoigne sa maison du quartier de Jabaquara, entièrement reconstruite selon les canons architecturaux nippons.

Passionné de golf, fin gourmet et collectionneur de pièces précolombiennes, Manabu Mabe vivait très confortablement – de son art, prisé en particulier aux États-Unis et au Japon. Artiste prolifique, il laisse quelque trois mille cinq cents toiles.

Mais soixante-trois d'entre elles, qu'il classait parmi les plus réussies, ont disparu, en 1979, dans les profondeurs de l'océan Pacifique: l'avion-cargo qui les ramenait d'une exposition à Tokyo s'est en effet abîmé en mer, alors qu'il faisait route vers Los Angeles.

« Il a été l'un des premiers à faire connaître l'art brésilien à l'étranger. Sa peinture était lyrique, poétique. Ce n'était pas de l'abstraction pure mais plutôt une sorte de nostalgie de paysages », estime le critique d'art Frederico Marais.

Jean-Jacques Sévilla

NOMINATION

DIPLOMATIE

Jean Mustelli, chargé de mission auprès d'Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, a été nommé ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), en remplacement de Françoise de Panafieu ée dépué (RPR) de Paris en juin, par décret publié au Journal officiel du 25 septembre.

[Né le 18 juillet 1946 à Bordeaux (Gironde), Jean Mustelli est agrégé d'histoire, ancien élève de l'École normale supérieure, ancien élève de l'ENA (1977-1979). Il a été en poste à l'administration centrale du Quai d'Orsay (1979-1981), puis à Rome (1981-1984), avant de devenir chargé de mission, puis conseiller technique auprès de François Mitterrand, président de la République (1984-1989). En mai 1989, il est nommé maître des requêtes au Conseil d'État au tour extérieur. De juillet 1990 à septembre 1991, il est conseiller technique auprès de Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, puis devient porte-parole de François Mitterrand, président de la République, de septembre 1991 à mai 1993, avant de réintégrer le Conseil d'État. Depuis juin, Jean Mustelli est chargé de mission auprès d'Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— L'inspecteur général de l'éducation nationale et M^{me} Henri-Georges RICHON, née Olga LOUIS, Fabien, Clément et Louis-Octave, ont la joie d'annoncer la naissance de

Georges-Edouard,

le 3 octobre 1997.

12, avenue Victor-Hugo,

60000 Beauvais.

Dominique et Brigitte

VAIRA-BETTENCOURT

ont la joie d'annoncer la naissance de

Philippine, Flora,

le 4 octobre 1997, à Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires de naissance

Raphaële,

déjà dix-sept ans, depuis les premières joies que tu m'as données, merci, Ton papa qui t'aime.

Décès

— M^{me} Fatima El Jori, Hicham, Hiam, Ahmad, Waddah et Sand, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur époux et père,

M^{me} Nazir EL JORD, avocat au barreau de Damas, membre de la chambre de commerce internationale,

survenu le 1^{er} octobre 1997, à Paris. La dépouille mortelle sera inhumée en Syrie ultérieurement.

18, rue Rubens,

75013 Paris.

— Le docteur David Bercovy,

M. Isidor Bercovy,

ses frères,

M. Michel Bercovy,

M. Alexandre Bercovy,

ses neveux,

M^{me} Mira Michel,M^{me} Florence Labro,

ses nièces,

M^{me} Olivia Bercovy,M^{me} Julie Bercovy,

M. Yann Michel,

M^{me} Marie Labro,M^{me} Aurélie Labro,

ses petites-nièces et petits-neveux,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel BERCOVY,

ingénieur en chimie,

leur frère, oncle et grand-oncle.

Les obsèques ont eu lieu dans

l'intimité, à Bat Yam (Israël).

— M^{me} Chantal Duchesne-Hugues,

son épouse,

Vincent et Sarah Michel,

son fils et sa belle-fille,

Et leurs enfants, Raphaël et Julia,

Agnes et Gilles Chalmson,

sa fille et son gendre,

Et leurs enfants, Thomas et Flore,

M^{me} Josette Hugues-Monnier,

sa sœur,

Et ses enfants, Bernard et Christine Monnier,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean HUGUES,

ancien libraire-éditeur,

survenu le 3 octobre 1997, à l'âge de

soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mardi 7 octobre, à 15 heures, en l'église

de Saint-Germain-des-Prés,

Paris-6^e.

L'inhumation aura lieu dans le cimetière

familial, en Provence.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, place Vauban,

75007 Paris.

3, impasse des Chanterelles,

78112 Fourqueux.

— Françoise Julian, née Hervé,

son épouse,

Pierre et Lucienne Julian,

Jeanne Julian,

Claude et Simone Lafon,

Roger Julian,

Jean-François Hervé,

ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,

ses neveux et ses nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

Maurice JULIAN,

professeur émérite des universités,

ancien élève de l'ENS de Saint-Clément,

agréé de l'Université.

La cérémonie a eu lieu jeudi 2 octobre

1997, en l'église Notre-Dame-de-

Nazareth, à Perreux-les-Fontaines.

M^{me} Julian,

119, rue Victor-Hugo,

84210 Perreux-les-Fontaines.

— M^{me} Jean Schuster,

sa belle-fille,

M. et M^{me} Patrick Schuster,M. et M^{me} Bruno Schuster,

M. Marc Schuster,

M^{me} Florence Schuster,

ses petits-enfants,

Antoine, Alexandre, Géraldine,

Camille et Mathilde,

ses arrière-petits-enfants,

sa famille et ses nombreux amis,

ont la très grande tristesse de faire part du

décès de

docteur Georges SCHUSTER,

chevalier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945,

président honoraire

de l'Académie nationale de pharmacie,

biologiste honoraire

des Hôpitaux de Paris,

survenu à Antibes, le 27 septembre 1997,

dans sa quatre-vingt-onzième année,

et rappelant le souvenir de son épouse,

Thérèse,

décédée le 30 octobre 1975, et de son fils,

le

docteur Jean Schuster,

décédé le 16 mars 1996.

La cérémonie religieuse a été célébrée

le jeudi 2 octobre, en l'église Saint-

Martin d'Orsay.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

Anniversaires de décès

— Paris.

Christian AZNAR

partait le 7 octobre 1993.

« On n'oublie rien de rien ».

On ne s'habitue même pas, mais on

continue à vivre !

Christiane Boisselot-Aznar,

sa femme,

Sarah, Coenabilla,

Et Grégoire Aznar,

ses enfants.

— Il y a vingt-cinq ans, en Sicile,

Armand BARBÈS

était rappelé à Dieu.

Syvacuse, le 15 septembre.

Notre-Dame d'Antenil (Paris), le

25 septembre,

Néogélie (Canada), le 26 septembre

1972.

En souvenir de ces journées toujours si

dououreuses, nous espérons demander à tous

ceux qui l'ont connu,

à tous ceux qui l'ont estimé,

à tous ceux qui l'ont aimé

d'avoir pour lui une pensée, une prière.

— Pour le seizième anniversaire de la

disparition de

Robert CYPKIN,

médecin de l'Aéronautique,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont

connu et aimé.

— Il y a un an, le 7 octobre 1996,

Moukhe LANGE

nous a quittés vraiment trop tôt.

Jean, Carole, Mona, Elia, Jean,

Et tous ses amis.

Messes anniversaires

— Une messe sera célébrée le 11 octobre

1997, à 18 h 30, à l'intention de

Paul Louis BEAUMONT,

inspecteur général honoraire

de l'éducation nationale,

croix de guerre avec palmes,

officier de la Légion d'honneur,

commandeur des Palmes académiques,

en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-

Hippolyte, Paris-1^{er}.

Conférences

— Le département de formation

permanente de Sciences Po propose

trois cycles de dix conférences ouvert à

un large public :

« Les incertitudes du monde contem-

porain », 10 lundi à 18 h 30, à partir du

13 octobre, avec 10 auteurs de la

collection « La Bibliothèque du

citoyen » (Presses de Sciences Po).

« La question éducative : finalités,

échecs et réussites de l'école », 10

mardi à 18 h 30, à partir du 14 octobre,

sous la direction de Claude Thélot.

« Le patrimoine littéraire

européen », 10 jeudi à 18 h 30, à partir

du 16 octobre avec Jacqueline de

Romilly, Marc Fumaroli, Yves Bonnefoy,

Julia Kristeva...

Programmes détaillés et inscriptions :

Sciences Po Formation,

215, boulevard Saint-Germain,

75007 Paris.

Tél. : 01-44-39-07-55.

Fax : 01-44-39-07-61.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.



BEN HARPER

CE SOIR
22H15

PRÉSENTATION : FRANCIS ZÉGUT

RTL

Le Centre d'éducation permanente

de l'université Paris-I propose, dans le

cadre de l'université permanente, des

cycles de conférences en histoire de l'art

et d'archéologie.

Exemples de thèmes : les Cyclades à

l'époque archaïque, l'hôtel particulier à

Paris au XVIII^e siècle, le sujet dans l'art duXX^e siècle, etc.

Pour obtenir des renseignements

complémentaires, veuillez contacter :

Sylvie Sourmail, Tél. : 01-40-46-28-57.

Fax : 01-43-54-66-91.

Centre d'éducation permanente de

l'université Paris-I,

14, rue Cojoux,

75005 Paris.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL

DE PHILOSOPHIE

Séminaires

Gérard Wormser : « Extériorité et

expérience ».

9 octobre, 6 novembre,

19 heures-21 heures, salle EC3, université

Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

B. Correa, S. Dossuier, E. Leberf,

G. Navet, E. Tassio, P. Vermeiren :

« Les dialogues philosophiques ».

Dans le cadre de ce séminaire le

6 octobre, 18 h 30-21 heures, Maison de

l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-

Germain, Paris.

Silvia Sigal : « Les intellectuels

argentin au défi de la politique ».

Marc Lachize-Rey : « Le vide,

l'espace ».

14 octobre, 18 heures-20 heures,

amphi B, Carré des sciences, 1, rue

Descartes, Paris.

Dans le cadre de ce séminaire, le

21 octobre : conférence de S. Reynaud,

18 heures-20 heures, amphi B, Carré des

sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Samedis autour d'un livre

Le jour où l'espace a coupé le temps

d'Alain Maunier

sous la responsabilité de Michel Tort

avec S. Ginester-Delbreil et B. Pautrat,

F. Rayner-Mandelbaum.

11 octobre, 9 h 30-12 h 30, UFR :

LCAO, salle 109, tour 34, couloir 34-44,

1^{er} étage

HORIZONS

ENQUÊTE

La vie « discount »



PRÈS du magasin, un Edépicien situé dans un édifice de Paris, Charlotte, l'une des caissières, fume une cigarette dans la rue pendant sa pause, lorsqu'un client, originaire du Mozambique, l'aborde pour oser lui parler de « la bouteille ». « Oui, explique-t-elle. Ton mari a mis ton esprit dans une bouteille, il l'a ensorcelée, tu n'as rien vu. Le drame c'est que je ne sais pas où elle est, cette bouteille. Faudrait que je la trouve, que je la fracasse : tu serais libre. »

Charlotte, amusee : « Moi je ne suis pas en prison. Tu sais jamais avec les esprits. Franchement, je l'ai vu une fois ton mari, il ne se rassure pas. Ça fait quatorze mois que je me rends compte que tu es dans une bouteille. Pourquoi une telle fidélité, pourquoi un tel amour ? »

« C'est ça l'amour, répond la caissière. »

« Moi, je ne veux même pas être payé, je veux me reposer. Mon relevé d'heures ne correspond pas aux heures que j'ai faites. On me dit : « Ne t'inquiète pas, on va s'arranger ». Ils n'arrivent même pas à me donner mes jours de repos compensateur »

« Mais si ça ne se justifie pas ? » insiste-t-il sans trop y croire avant de reprendre son chemin.

A l'intérieur de la supérette, un énorme « bang ! » retentit. Ammina hurle : « J'en ai marre ! » Ses collègues accourent. Une des bouteilles a explosé lorsque l'employée a ouvert le carton de moussesux a ouvert le carton de moussesux a ouvert le carton de moussesux.

« J'en ai marre ! » hurle-t-elle. « J'en ai marre ! » hurle-t-elle. « J'en ai marre ! » hurle-t-elle.

Jours : « Dites à votre patron que je suis prêt à travailler ici. Je peux faire n'importe quoi : le ménage, les courses, n'importe quoi. »

« Mieux vaut à l'heure, le coup de payer sa liberté avec des pièces de 10 centimes : il manque 150 F. C'est, il tente de sourire. Parfois, des clients se présentent avec, comme seul article, une tranche de jambon. « Là, ça se voit tout de suite sur le visage. Moi, je laisse passer », confie une employée. Clément, le caissier à côté, a demandé une avance sur les 5 300 F de son salaire qui fait vivre sa famille de trois personnes. « Ils n'arrivent plus à bouffer », prédisent ses collègues.

Aujourd'hui, Ammina est de mauvaise humeur. « Mon mec m'a trop pris la tête ce matin. J'ai speedé, ils annonçaient une grève sur ma ligne. Je suis partie une demi-heure plus tôt. Et lui, tout ce qu'il trouve à me dire c'est : Allez, cours, cours, le magasin va pas marcher sans toi, tu nous la joues bouffonne royale de chez Ed ou quoi ? »

royale », marmonne-t-elle toute la journée. Le soir, Ammina quitte le magasin à 20 h 15, prend le métro, le RER, puis le bus de 21 h 50 « si tout se passe bien », marche ensuite vingt minutes. Les enfants sont couchés. Son mari les a endormis.

Il y a une bonne ambiance cet après-midi à la réserve. Isabelle s'est tapé la caisse de 10 heures à 15 heures sans discontinuer, a avalé un sandwich et la voit, les yeux un peu cernés à 16 heures, dans ce réduit où s'entassaient une dizaine de palettes en compagnie d'Ammina, Isabelle et Laurent, chef adjoint du magasin. Ammina s'est couchée entre deux palettes. Elle crie et les autres sont écroulés de rire. Un client est apparu, il pensait qu'il y avait des toilettes publiques. Puis vient une vieille dame qui demande ses haricots verts. Isabelle a le hoquet de ceux qui se retiennent de vomir en vidant un sac de bar-

quettes de viande périmées. Autrefois, il y avait une cafetière au vestiaire. « Ils l'ont supprimée, ils supprimaient les employés d'utiliser un poquet de café du magasin. »

Dans les rayons, il faut faire vite, la chaîne du hard discount prospère sur le volume et le débit de vente. Un chef de magasin et ses adjoints passent les commandes à l'aide d'un Nippo, nom d'un lecteur de code-barres. « On demande seulement le nombre de produits, mais on ne connaît pas le nom du fournisseur ni la marge obtenue. L'objectif, ici, c'est que les rayons soient toujours pleins, qu'importe les rayons », explique Laurent, qui s'appelle lui-même le « Thalandaïs » : « La semaine dernière, j'étais tout seul avec les caissières. J'ai fait soixante-dix heures, j'étais là de 7 heures à 20 h 15. Par mois, je gagne 5 964 F net. Il faut réceptionner les livraisons, mettre en rayon, passer commande, avoir la charge du coffre, donner un coup de main aux caissières, nettoyer le magasin. » Cette semaine, Laurent a vu modifier en extrême son deuxième jour de repos hebdomadaire : ce sera jeudi au lieu de mercredi. La semaine prochaine, il devrait être en vacances. « Le sup' me l'a annulé de la même manière : au dernier moment. Un « sup' » est un superviseur, en charge de cinq à sept points de vente, habilité à ordonner à une caissière de prendre le métro et d'aller à quelques kilomètres dépanner un autre magasin pour la journée. C'est l'homme des « H7 bis », une feuille de relevé des heures travaillées et des plannings.

Demain, Ammina a une pause de 13 heures à 16 h 15. « J'ai dans un café attendre que le train passe. Me balader dans Paris ? Non. Déjà quand t'es pas le mon... » Depuis quelques années, Ammina se bat pour faire respecter la prise de trois minutes de pause par heure de caisse. Elle a envie de voler dans les plumes de Rachid, le nouvel adjoint. « Il est nouveau, il veut nous interdire de parler. Tout à l'heure, il était à la porte des toilettes à chronométriser. Faut qu'il se calme, lui ! »

Isabelle nuance : « Faut le prendre au deuxième degré, il est pas méchant. A force d'être dans le bain, on est tous pris dans des automatismes. Il n'y a plus de limites, on ne pense plus à rien : faut que les rayons soient pleins. » Elle regarde la lettre qu'un client lui a glissée à la caisse : « Mademoiselle, pardonnez mon audace, mais j'ai été subjugué par votre jeunesse, votre beau-

te », jette la lettre à la poubelle. Laurent est entrepris par une cliente qui lui parle, lui parle, puis il s'éclipse : « Je t'en veux plus. Je la croyais par cœur, elle porte toute la misère du monde. En plus, faudrait faire l'assistante sociale ! » Il a mangé à 16 heures, vite fait.

Ammina saisit une feuille de carnet que lui tend une petite femme aux cheveux gris et file entre les rayons, un panier à la main. « Je lui rends ce service, elle ne sait pas lire. » Une femme en tailleur et portant lunettes fines cherche Ammina partout, sort un dossier de son sac et détaille à voix basse les formulaires à remplir. « Elle est secrétaire à la préfecture de police. Un jour, elle m'a dit que je n'étais pas comme, que je devrais tenter le concours. » Plus tard, à la caisse, un homme lui pose timidement une question en déposant ses articles. Il veut lui offrir un pantalon pour son anniversaire. Ammina refuse. Puis cède : « Bon alors, une grande taille : du 3, ou plutôt du 4. » « D'accord », dit l'homme, tout content. « L'année dernière, il m'avait apporté un gilet vraiment beau. »

La semaine passée, Ammina a reçu de l'argent en pleine figure - « une cliente folle, le chef lui a ordonné de ramasser son fric par terre ». Le len-

demain, elle a été menacée d'une lame de rasoir par un homme. Au même moment, dans un magasin, rue de la Grange-aux-Belles, une caissière s'est fait tabasser : alertée, la police ne s'est pas déplacée. En 1995, alors qu'Ammina était enceinte, un homme lui avait porté des coups. Elle s'était sentie mal, des clients l'avaient conduite au vestiaire. « J'ai fait une fausse couche dans la journée. Il est arrivé la même chose à une copine qui tirait une palette de 1 tonne d'eau. Je me souviendrai toujours de la phrase de mon sup' : Allez, c'est pas grave, vous remettrez ça le mois prochain. » Ammina a vingt-cinq ans, ses collègues, vingt-deux, vingt-trois. Avant, elles étaient au chômage.

C HARLOTTE, elle, ne parle pas. Elle vient de prendre connaissance de son nouveau planning. Comme les autres, elle ne dispose plus du second jour complet de repos hebdomadaire. Elle travaillera du lundi au samedi, de 14 heures à 20 h 15. Faute de pouvoir payer une nourrice, elle a dû se séparer de sa fille, confiée à sa belle-mère, qui vit en grande banlieue. « Avant, je pouvais venir la voir le dimanche et un autre jour dans la semaine. Maintenant, ce ne sera que le dimanche. Ma fille, elle, elle sait qu'elle devrait être avec moi. Quand j'arrive, elle me fait la gueule, elle est super contente, mais comment dire, elle veut marquer le coup. Le soir, je pars, je l'entends derrière la porte. »

Laurent, lui, ne sait pas si, un jour, il récupérera les cent trente heures supplémentaires qu'il a faites. « Moi, je ne veux même pas être payé, je veux me reposer. Mon relevé d'heures, le H7 bis, ne correspond pas aux heures que j'ai faites. On m'a dit, on va s'arranger. » Ils n'arrivent même pas à me donner mes jours de repos compensateur. »

Une autre jeune chef adjointe dans un magasin de banlieue s'étonne de la question : « Si j'exige de mon patron qu'il inscrive le vrai décompte d'heures, mais... mais je vais me faire engueuler ! »

Dans le sud de Paris, une chef de magasin partage le même avis : « Ils grattent sur tout. Je me lève à 5 h 30, je rentre à 22 heures. Si je gueule, on me dit que je suis mal organisée. Les caissières sont sans cesse mutées. Dès qu'il y a un peu d'antipathie entre elles, un peu de résistance, ils n'aiment pas. » Isabelle dit que les gens ont tellement peur de

perdre leur place, qu'« on a le sentiment d'être déclassés, d'être [...] discount ». Dans un autre magasin, Catherine, divorcée, mère de deux enfants, ne peut pas faire plus de trente heures par semaine. « Déjà, à ce rythme, je jongle pour faire garder mes enfants le samedi, ça me coûte 100 francs à chaque fois. Je gagne 4 000 francs par mois, j'ai un loyer de 4 500 francs. Je suis en attente sur la liste des HLM de Paris. Je loue ma cave à une voisine 350 francs, je touche 2 000 francs d'allocations familiales, j'ai eu cette année deux aides de la mairie (1 800 francs) chacune. » Ses enfants mangent à la cantine pour 1,05 F. Le soir, elle leur prépare des sandwiches.

Claude Sylva, PDG d'Erteco, filiale du groupe Carrefour chargée de l'enseigne Ed, conteste une vision d'« une organisation du travail qui ne serait pas conforme au respect de la personne humaine ». « Chez nous, dit-il, une caissière confirmée gagne entre 8 % et 10 % de plus que sur le marché, 455 francs de plus que le SMIC. Dire que les horaires sont mal organisés, c'est un jugement d'employé. »

Malheureusement, on est dans le commerce, et nous sommes scrupuleux sur l'application de la loi. Notre contrainte, c'est cent cinquante magasins éclatés, une clientèle concentrée le soir. Il faut se méfier des effets de « photographie » limités à quelques magasins. »

En 1996, la filiale Ed a réalisé un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs, 37 millions de bénéfice avant impôt. Les frais de personnel représentent 9 % du chiffre d'affaires. « Nos concurrents sont à 6 % », précise le PDG. « Depuis deux ans et demi, nous travaillons sur une corrélation entre les ressources et les besoins », explique Philippe Faugeron, directeur des relations humaines. « Si tous les jours, on a des magasins pleins, propres, rapides, si notre chiffre d'affaires progresse, on peut envisager une perspective de 20 % d'embauche », soutient-il. Charlotte, la caissière, dont « l'esprit est prisonnier d'une bouteille », regarde Laurent, son chef adjoint, qui attend ses repos et lui dit : « Nous ne sommes plus des personnes, nous sommes des heures, des heures qui correspondent à un volume de marchandises. On a vingt-quatre ans, tu nous imagines à 30 ? »

Dominique Le Guilledoux
Dessin : Ivan Sigg

مركز من الإمل

16 / LE MONDE / MARDI 7 OCTOBRE 1997

(Publicité)

conquête

digital

Avec nos solutions, nos services et nos partenaires, de Windows NT à UNIX et l'Internet, nous aidons les dix premières sociétés aérospatiales à gagner là-haut. Nous pouvons vous aider à gagner ici. Pour réussir dans un monde en réseau : www.digital.fr

« Les procès ne sont pas... »



« Les procès ne sont pas... »

« Le musée doit... »



« Le musée doit... »

Michael Marrus, historien de l'Holocauste, doyen de l'université de Toronto

« Les procès ne sont pas conçus pour expliquer l'Histoire mais pour rendre la justice »

Le coauteur, avec Robert Paxton, de « Vichy et les juifs » conteste le fait que Maurice Papon ait sauvé de nombreuses vies par sa collaboration

DOYEN de l'École d'études supérieures de l'université de Toronto, sa ville natale, Michael Marrus, cinquante-six ans, est surtout connu en France pour le livre qu'il a écrit en 1981 avec l'historien américain Robert Paxton, *Vichy et les juifs* (Calmann-Lévy), un ouvrage fondamental pour l'histoire de cette période. Auteur de nombreuses études sur l'Holocauste, l'antisémitisme, l'affaire Dreyfus et Nuremberg, cet historien parfaitement francophone réagit aux débats que suscite, en France, l'ouverture du procès Papon, mercredi 8 octobre.

« Quel était l'état d'esprit des Français, en particulier des élites, à la fin de la III^e République, à la veille de l'avènement du régime de Vichy ?

« La fin de la III^e République a donné lieu à une vague très forte d'antisémitisme, qui remonte au milieu des années 30, au moment de la conquête du pouvoir par le Front populaire ; les trois dernières années de la III^e République ont été assez dramatiques pour les juifs de France. Ce qui ne veut pas dire que toute la société était mobilisée contre les juifs, au contraire : la société française était très, très divisée, on parlait même de « guerre civile », il s'agissait de divisions très profondes, mais une partie au moins de la société était très hostile aux juifs. Tout particulièrement aux juifs étrangers, et l'on touche là à la question des réfugiés, à la peur de la guerre.

« On peut parler alors d'un climat de xénophobie. Les réfugiés de la guerre civile espagnole étaient eux aussi traités en éléments indésirables ; les camps d'internement avaient, par exemple, été créés avant Vichy pour les républicains espagnols et les juifs étrangers. Mais les réfugiés espagnols, à la différence des juifs, avaient un pays où ils pouvaient retourner... La grande majorité d'entre eux ont été rapatriés. La France n'avait pas l'exclusivité des camps d'internement à cette époque, ils existaient aussi en Grande-Bretagne.

« Il y avait donc une certaine faveur qui a permis aux réfugiés de Vichy de décamper, en quelque sorte, les souhaits des Allemands en prenant les mesures antijuives de 1940 ?

« Absolument. J'ai décrit ce climat d'exclusion et d'hostilité dans un article intitulé *Vichy avant Vichy*. Les lois antijuives affectaient les juifs de souche ancienne, qui vivaient en France depuis des siècles. Mais ces lois n'ont pas été adoptées sous la pression populaire ; il y avait au sein du gouvernement de Vichy des antisémites convaincus, très déterminés, comme Raphaël Alberty, Xavier Vallat, qui ont promu cette législation dans le cadre de la « révolution nationale ».

« Y avait-il, en octobre 1940,



une pression allemande sur les autorités françaises pour que des mesures soient prises contre les juifs ?

« Non, et c'est tout à fait remarquable. Dans nos recherches pour notre livre *Vichy et les juifs*, Robert Paxton et moi avons trouvé aucune trace de pression allemande sur le gouvernement de Vichy pour le lancement d'une campagne antijuive. Les Allemands, à l'époque, étaient occupés par l'établissement de leur empire d'occupation, ils étaient préoccupés par d'autres problèmes. C'est une partie très importante de ce drame, celle qui a pu amener à persister sans même avoir l'objectif bien en tête. C'est une forme de responsabilité qui, à notre époque, donne beaucoup à réfléchir.

« Sans le rôle de ces agents de l'administration de Vichy que vous venez de décrire, les juifs de France auraient-ils été déportés ?

« Sans ces fonctionnaires et sans la machine policière, cela aurait été beaucoup plus difficile pour les Allemands. En France, les juifs étaient dispersés dans tout le pays ; il n'y avait pas de ghettos. La grande

majorité des juifs de France étaient sans beaucoup réfléchir aux conséquences. Le problème de ces fonctionnaires était de mettre en route une machine administrative disloquée par la guerre et d'obtenir un retour à la normale, de maintenir une continuité du service public... en bons techniciens.

« Jusqu'à organiser le départ d'un convoi de juifs ?

« Certainement. Petit à petit, comme cela arrive dans la vie, des gens se trouvent de plus en plus impliqués dans une situation donnée. Des décisions mineures mènent à d'autres, et ainsi de suite. Il n'était pas indispensable d'être antisémite pour faire fonctionner cette machine antijuive. C'est une partie très importante de ce drame, celle qui a pu amener à persister sans même avoir l'objectif bien en tête. C'est une forme de responsabilité qui, à notre époque, donne beaucoup à réfléchir.

« Sans le rôle de ces agents de l'administration de Vichy que vous venez de décrire, les juifs de France auraient-ils été déportés ?

« Sans ces fonctionnaires et sans la machine policière, cela aurait été beaucoup plus difficile pour les Allemands. En France, les juifs étaient dispersés dans tout le pays ; il n'y avait pas de ghettos. La grande

majorité des juifs de France étaient sans beaucoup réfléchir aux conséquences. Le problème de ces fonctionnaires était de mettre en route une machine administrative disloquée par la guerre et d'obtenir un retour à la normale, de maintenir une continuité du service public... en bons techniciens.

« Jusqu'à organiser le départ d'un convoi de juifs ?

« Certainement. Petit à petit, comme cela arrive dans la vie, des gens se trouvent de plus en plus impliqués dans une situation donnée. Des décisions mineures mènent à d'autres, et ainsi de suite. Il n'était pas indispensable d'être antisémite pour faire fonctionner cette machine antijuive. C'est une partie très importante de ce drame, celle qui a pu amener à persister sans même avoir l'objectif bien en tête. C'est une forme de responsabilité qui, à notre époque, donne beaucoup à réfléchir.

« Sans le rôle de ces agents de l'administration de Vichy que vous venez de décrire, les juifs de France auraient-ils été déportés ?

« Sans ces fonctionnaires et sans la machine policière, cela aurait été beaucoup plus difficile pour les Allemands. En France, les juifs étaient dispersés dans tout le pays ; il n'y avait pas de ghettos. La grande

majorité des juifs de France étaient sans beaucoup réfléchir aux conséquences. Le problème de ces fonctionnaires était de mettre en route une machine administrative disloquée par la guerre et d'obtenir un retour à la normale, de maintenir une continuité du service public... en bons techniciens.

« Jusqu'à organiser le départ d'un convoi de juifs ?

« Certainement. Petit à petit, comme cela arrive dans la vie, des gens se trouvent de plus en plus impliqués dans une situation donnée. Des décisions mineures mènent à d'autres, et ainsi de suite. Il n'était pas indispensable d'être antisémite pour faire fonctionner cette machine antijuive. C'est une partie très importante de ce drame, celle qui a pu amener à persister sans même avoir l'objectif bien en tête. C'est une forme de responsabilité qui, à notre époque, donne beaucoup à réfléchir.

« Sans le rôle de ces agents de l'administration de Vichy que vous venez de décrire, les juifs de France auraient-ils été déportés ?

« Sans ces fonctionnaires et sans la machine policière, cela aurait été beaucoup plus difficile pour les Allemands. En France, les juifs étaient dispersés dans tout le pays ; il n'y avait pas de ghettos. La grande

majorité des juifs de France étaient sans beaucoup réfléchir aux conséquences. Le problème de ces fonctionnaires était de mettre en route une machine administrative disloquée par la guerre et d'obtenir un retour à la normale, de maintenir une continuité du service public... en bons techniciens.

« Jusqu'à organiser le départ d'un convoi de juifs ?

« Certainement. Petit à petit, comme cela arrive dans la vie, des gens se trouvent de plus en plus impliqués dans une situation donnée. Des décisions mineures mènent à d'autres, et ainsi de suite. Il n'était pas indispensable d'être antisémite pour faire fonctionner cette machine antijuive. C'est une partie très importante de ce drame, celle qui a pu amener à persister sans même avoir l'objectif bien en tête. C'est une forme de responsabilité qui, à notre époque, donne beaucoup à réfléchir.

« Sans le rôle de ces agents de l'administration de Vichy que vous venez de décrire, les juifs de France auraient-ils été déportés ?

« Sans ces fonctionnaires et sans la machine policière, cela aurait été beaucoup plus difficile pour les Allemands. En France, les juifs étaient dispersés dans tout le pays ; il n'y avait pas de ghettos. La grande

« Sans le rôle de ces agents de l'administration de Vichy que vous venez de décrire, les juifs de France auraient-ils été déportés ?

« Sans ces fonctionnaires et sans la machine policière, cela aurait été beaucoup plus difficile pour les Allemands. En France, les juifs étaient dispersés dans tout le pays ; il n'y avait pas de ghettos. La grande

« Sans le rôle de ces agents de l'administration de Vichy que vous venez de décrire, les juifs de France auraient-ils été déportés ?

« Sans ces fonctionnaires et sans la machine policière, cela aurait été beaucoup plus difficile pour les Allemands. En France, les juifs étaient dispersés dans tout le pays ; il n'y avait pas de ghettos. La grande

« Sans le rôle de ces agents de l'administration de Vichy que vous venez de décrire, les juifs de France auraient-ils été déportés ?

Si les Français veulent une appréciation juste, large et nuancée d'une période donnée, il vaut mieux qu'ils se plongent dans les livres d'histoire

coupée, où ils étaient regroupés et déportés.

« On s'attend à ce que Maurice Papon évoque, pour sa défense, la « thèse du bouclier », selon laquelle sa collaboration lui aurait permis de sauver des vies. Quel crédit accordez-vous à cette thèse ?

« Cette thèse me paraît assez éculée. Il est établi, aujourd'hui, que le régime de Vichy avait à l'époque son propre projet de « révolution nationale », même s'il cherchait à affirmer son indépendance par rapport à l'occupant.

« On s'attend à ce que Maurice Papon évoque, pour sa défense, la « thèse du bouclier », selon laquelle sa collaboration lui aurait permis de sauver des vies. Quel crédit accordez-vous à cette thèse ?

« Cette thèse me paraît assez éculée. Il est établi, aujourd'hui, que le régime de Vichy avait à l'époque son propre projet de « révolution nationale », même s'il cherchait à affirmer son indépendance par rapport à l'occupant.

« Cette thèse me paraît assez éculée. Il est établi, aujourd'hui, que le régime de Vichy avait à l'époque son propre projet de « révolution nationale », même s'il cherchait à affirmer son indépendance par rapport à l'occupant.

« On s'attend à ce que Maurice Papon évoque, pour sa défense, la « thèse du bouclier », selon laquelle sa collaboration lui aurait permis de sauver des vies. Quel crédit accordez-vous à cette thèse ?

« Cette thèse me paraît assez éculée. Il est établi, aujourd'hui, que le régime de Vichy avait à l'époque son propre projet de « révolution nationale », même s'il cherchait à affirmer son indépendance par rapport à l'occupant.

« Cette thèse me paraît assez éculée. Il est établi, aujourd'hui, que le régime de Vichy avait à l'époque son propre projet de « révolution nationale », même s'il cherchait à affirmer son indépendance par rapport à l'occupant.

Werner Spies, directeur du Musée national d'art moderne

« Le musée doit fabriquer la durée. Il doit établir les valeurs en mesure de défendre l'art du XX^e siècle »

« Vous avez engagé des travaux à Beaubourg pour deux ans. Comment voyez-vous le musée de l'an 2000 ?

« Je suis convaincu que le musée peut devenir l'un des grands musées internationaux, un musée de référence à condition de renforcer la collection. C'est l'un des musées d'art moderne les plus extraordinaires au monde, mais c'est aussi un musée quelque peu déséquilibré. Il recèle assez de matière pour constituer plusieurs musées monographiques, mais il y a des terrains vagues et vides. Nous sommes à une époque de bilans, où l'on pense à ce qui devrait ou pourrait survivre de ce siècle. Les grandes institutions doivent avoir plus que jamais le souci d'établir quelles sont les valeurs, quels sont les artistes qui sont en mesure de défendre l'art du XX^e siècle.

« En parlant de terrains vagues et vides, vous pensez à quoi ?

« Il n'y a pas d'avant-garde futuriste dans la collection. On ne peut pas dire que l'expressionnisme y soit brillant. La peinture américaine n'est pas représentée comme elle le mérite. Il n'y a, je crois, qu'un seul tableau de Mark Rothko et deux de Warhol... Ce sont là quelques-uns des grands artistes majeurs dont nous avons besoin, actuellement, pour



WERNER SPIES

construire l'histoire de l'art du XX^e siècle, pour construire une certaine idée d'un processus de développement de l'histoire. Qu'on l'aime ou non, le pop art est un mouvement incontournable, et à l'intérieur du pop art, Warhol me semble être l'artiste américain le plus significatif de ce siècle, le plus important peut-être.

« Vous disposez de moyens pour enrichir la collection ?

« Nous disposerons de deux étages supplémentaires pour présenter la collection. A ma grande déception, une partie du budget des acquisitions a été gelée cette année. La commission qui est chargée comme de se réunir pour les dons et les donations. Mais elle n'a plus les moyens d'acheter. Je trouve cela dramatique. Un musée se doit d'enrichir son patri-

moine. C'est une grande erreur de faire des économies sur ce budget-là.

« Si vous aviez de l'argent, vous achèteriez quoi ?

« Sans doute un futuriste, sans doute un grand tableau de Beckmann, sans doute un Jasper Johns des années 50, sans doute une *Arttopométrie* d'Ives Klein : le musée en présente une, qui était formidable avec ces corps violemment jetés dans l'espace, mais c'était un dépôt temporaire. J'achèterais aussi Mondrian. Tout cela, c'est un peu un rêve... Concrètement, j'utilise les relations que j'ai avec des musées dans le monde entier pour instaurer une politique d'échanges.

« Cette pratique des échanges est intéressante. Elle a cependant ses limites. Il faut éviter de modifier l'aspect d'ensemble de la collection. Il faut la montrer avec ses forces extraordinaires et aussi ses lacunes. Celles-ci reflètent l'histoire et la politique culturelle de la France. Notre musée, ce n'est pas la Musée d'art moderne de New York, où on a acheté avec une certaine froideur de jugement. Ici, on voit un engagement émotionnel. On voit pendant un certain temps qu'il y avait la guerre en Europe, que certaines relations étaient impossibles... Evidemment, il existe

des lacunes déplorables qu'un grand musée se doit de combler.

« Vous allez redéfinir le musée. Ce sera une grande révolution ?

« Elle ne me paraît pas nécessaire. Elle s'est faite avant. Le Centre Pompidou a été en soi une révolution extraordinaire. Il a été un défi lancé au monde entier, pas seulement par son architecture, mais aussi par son regroupement de différentes disciplines du savoir et de la création. Cela à un moment où, justement, la réflexion sur la pluridisciplinarité est entrée dans le domaine des beaux-arts, où les artistes ont découvert qu'il y avait d'autres moyens d'expression que la toile, le marbre ou le bronze, et où ils ont inventé de nouveaux sujets qui sont souvent le résultat d'une réflexion sur l'art, son support, son espace de présentation.

« Vous n'êtes pas de ceux qui alimenteraient voir le musée quitter le Centre ?

« Ah, non ! Ce serait une véritable erreur.

« Quel type d'accrochage préconisez-vous ? Un accrochage strictement chronologique ou bien un jeu de confrontations et de rapprochements fantaisistes comme on en voit aujourd'hui dans certains grands musées ?

« Je suis favorable à une présentation qui tienne compte de toute la richesse du musée, de ses différentes disciplines, où le dessin, le design, l'architecture, l'objet sont associés à la peinture et à la sculpture. Nous aurons ce type de présentation plus ouvert à l'ensemble des disciplines. Mais ça ne veut pas dire qu'il y aura une console à côté d'un tableau. Il faut trouver une possibilité de garder l'autonomie des objets, montrer la différence entre un tableau et un objet, entre une maquette d'architecture et un dessin de Mondrian, tout en les inscrivant dans un circuit. Au Musée d'art moderne de New York, ils vont aussi dans ce sens. Ils envisagent d'abandonner le principe d'un accrochage classificatoire. D'ici à l'ouverture de leurs nouveaux espaces, en 2004 ou 2005, ils vont tester deux ou trois présentations avec tous les éléments qui composent la collection.

« Une collection est l'occasion de transmettre des connaissances historiques. En ce domaine, il faut être très simple. Nous vivons dans un monde où il y a plus beaucoup de références. Notre devoir est pas d'inventer de nouvelles présentations, de nouveaux moyens de divertir, il y a les expositions temporaires pour cela.

« Une collection est l'occasion de transmettre des connaissances historiques. En ce domaine, il faut être très simple. Nous vivons dans un monde où il y a plus beaucoup de références. Notre devoir est pas d'inventer de nouvelles présentations, de nouveaux moyens de divertir, il y a les expositions temporaires pour cela.

« Je suis favorable à une présentation qui tienne compte de toute la richesse du musée, de ses différentes disciplines, où le dessin, le design, l'architecture, l'objet sont associés à la peinture et à la sculpture. Nous aurons ce type de présentation plus ouvert à l'ensemble des disciplines. Mais ça ne veut pas dire qu'il y aura une console à côté d'un tableau. Il faut trouver une possibilité de garder l'autonomie des objets, montrer la différence entre un tableau et un objet, entre une maquette d'architecture et un dessin de Mondrian, tout en les inscrivant dans un circuit. Au Musée d'art moderne de New York, ils vont aussi dans ce sens. Ils envisagent d'abandonner le principe d'un accrochage classificatoire. D'ici à l'ouverture de leurs nouveaux espaces, en 2004 ou 2005, ils vont tester deux ou trois présentations avec tous les éléments qui composent la collection.

« Une collection est l'occasion de transmettre des connaissances historiques. En ce domaine, il faut être très simple. Nous vivons dans un monde où il y a plus beaucoup de références. Notre devoir est pas d'inventer de nouvelles présentations, de nouveaux moyens de divertir, il y a les expositions temporaires pour cela.

« Une collection est l'occasion de transmettre des connaissances historiques. En ce domaine, il faut être très simple. Nous vivons dans un monde où il y a plus beaucoup de références. Notre devoir est pas d'inventer de nouvelles présentations, de nouveaux moyens de divertir, il y a les expositions temporaires pour cela.

Propos recueillis par Sylvie Kauffmann

Propos recueillis par Geneviève Breerette

FN : urgence à Mulhouse

par Jean-Marie Bockel

Au lendemain d'une victoire du Front national dans une cantonale partielle à Mulhouse, nous aurions beau jeu d'y voir à nouveau un cas d'espèce, un particularisme local, une parenthèse. Tout concourt, à bas, à ce que s'organise, inéluctable, une montée du FN. Un candidat qui avance masqué sous l'étiquette de « droite nationale », une droite tellement faible et divisée qu'elle fait le choix du pire, une cantonale partielle au très faible taux de mobilisation, et, toujours dans ce canton, une immigration forte, un taux de chômage élevé et un sentiment d'insécurité record.

Sans avoir été candidat, je prends personnellement ma part de responsabilité, en tant que maire et en tant que militant. Cette première défaite est aussi ma défaite : mes victoires passées n'enlèvent pas le goût d'amertume que me laisse aujourd'hui cette élection. Mais comment ne pas voir que l'exception porte en germe, après Toulon, Vitrolles et les autres, une évolution difficilement résistible ? Je ne suis ni le premier ni le dernier à sonner l'alarme, mais je ne suis pas le plus mal placé, par expérience, pour définir les contours du nouveau combat que nous devons aujourd'hui mener.

Le FN a été longtemps mis à

l'écart de la représentation par le jeu mécanique de notre mode de scrutin dominant. Un scrutin majoritaire à deux tours ne laissait place, pensait-on, à une victoire du Front national que dans l'hypothèse d'une triangulaire. Cette victoire volée aux républicains était sans doute un moindre mal. Elle confirmait l'idée que jamais une majorité absolue ne pourrait se dégager au profit de l'extrême droite. Les élections de 1995 et 1997 ont prouvé le contraire. Dans certaines cités, plus de 50 % des électeurs ont choisi en connaissance de cause le candidat du FN. L'extrême droite ne fait décidément plus peur. Comment ne pas craindre pour les prochains scrutins de 1998 que cette tendance, inéluctablement, se confirme ?

Sur le terrain des idées, après une diabolisation souvent décriée, chaque élu a tenté de construire son propre discours. A Mulhouse, en 1995, avec l'équipe que j'avais rassemblée autour de « la volonté de vivre ensemble », nous avions opposé une cohésion sociale toujours difficile à atteindre, mais seule souhaitable, au repli sur soi, au désordre et à la haine. En nous plaçant largement en tête du premier tour, les Mulhousiens avaient fait ce choix. En acceptant que M. Klifa, candidat UDF, rejoigne notre liste au second tour, nous avions voulu que ce choix soit très majoritairement soutenu.

Il faut pourtant se résoudre à admettre que ce combat des idées, toujours nécessaire, ne peut plus suffire. Le FN présente, chaque jour un peu plus, une image polémique. Ses choix paraissent plus insidieux. L'image caricaturale que donne encore de son parti son leader n'est plus une réalité palpable sur le terrain, dans les cités. La volonté de placer l'immigré comme bouc émissaire des maux de notre temps prend de moins en moins le visage ostensible de la haine. L'électeur ne peut plus distinguer facilement de quel côté se trouve réellement le désordre et le déclin.

C'est donc sur le terrain des faits, aujourd'hui encore plus qu'hier, que se fonde le véritable combat contre le Front national. Nous le savons tous : le chômage, les problèmes de logement, l'insécurité quotidienne, l'incivisme, fondent le vote FN. Le reste n'est plus que secondaire, et l'attente de changement qui a porté une majorité de gauche au pouvoir n'est qu'un dernier espoir de voir traiter ces problèmes.

Dès lors, notre combat doit satisfaire quatre exigences claires :

- Nous donner des véritables marges de manœuvre pour financer notre action. C'est le sens de la contribution que j'ai déposée au PS concernant la politique nationale. Ce serait également la logique d'une nouvelle impulsion

donnée à la loi d'orientation sur la ville pour combattre les inégalités qui frappent chaque jour un peu plus les villes où se concentrent les quartiers sensibles ;

- Remobiliser le tissu associatif où le PS a tiré dans les années 80 beaucoup de son énergie et qui aujourd'hui a largement déserté les quartiers, laissant le FN occuper le terrain ;

- Redonner l'espoir aux jeunes et à leurs familles par une politique de l'emploi résolue, exigeant que le gouvernement satisfait en ce moment même et dont chacun attend les premiers résultats ;

- Fonder le pacte républicain dont Lionel Jospin a fait l'une de ses priorités, par le renforcement de la citoyenneté, la responsabilisation des familles et le renouveau d'un civisme faisant sa part aux droits mais aussi aux devoirs de tous.

Ces quatre exigences transcendent, sur le principe mais aussi par beaucoup de modalités, toute la gauche. Autour d'elles, dans la conviction partagée que les choses doivent changer vite dans nos cités, se fabriquera le meilleur, le plus utile, le plus efficace des antidotes à la montée du Front national.

Jean-Marie Bockel est député (PS) du Haut-Rhin et maire de Mulhouse.

A qui la faute ?

par Hans Herth

C'est donc chose faite. A Mulhouse aussi les électeurs de la droite classique n'ont plus aucun complexe à voter Front national. Les oiseaux de mauvais augure qui dénonçaient le danger de l'extrême droite n'ont pas même su mobiliser les abstentionnistes. A qui la faute ?

On a beaucoup glosé sur le phénomène particulier du FN en Alsace... comme si l'Alsace n'était toujours pas en France. Mais l'hypothèse du retour des vieux démons, mal exorcisés après 45, dissimule mal la réalité du malaise alsacien d'aujourd'hui.

Cette région était hier encore envivée du riche avenir de l'Europe. Les deux voisins, particulièrement opulents, le Bade-Wurtemberg et le pays bâlois, fonctionnaient comme la préfiguration du futur alsacien. Mais aujourd'hui l'Alsace se dégrade dans la quotidienneté du chômage croissant, du vieillissement des grandes entreprises industrielles, de l'absence de vision d'avenir des politiques, de l'enrichissement des uns et de la paupérisation des autres.

A Mulhouse, les élus ont peur d'afficher quelques ambitions simples pour leur ville. Au-delà d'une médiocratie totale, le « réalisme socialiste » sévit jusque dans une analyse complaisante des « difficultés » des Mulhousiens, celles qui les pousseraient dans les bras du FN : la vie quotidienne dans les « quartiers difficiles » aurait perdu son attrait, les « problèmes de comportement » de « jeunes sans espoir » y pousseraient les citoyens à « l'exaspération » (par « jeunes sans espoir », il faut entendre certains jeunes issus de l'immigration, marginalisés par le chômage de longue durée de leurs pères et bientôt par le leur).

La vérité est que ce sont les électeurs de droite d'abord qui justifient la radicalisation de leur comportement électoral par le poids de la petite délinquance dans leur quartier ou ailleurs, dans des quartiers près desquels ils vivent ou dans lesquels ils n'ont jamais mis les pieds. Quand cessera-t-on donc de confondre l'expression du parti pris politique et sa cause ? La haine des étrangers préexiste à la connaissance, vraie ou non, du vol à la tire, des graffitis, de l'arrachage des bancs publics ou des poubelles de rue.

Cette haine ne demande qu'à s'exprimer. Elle s'exprime partout en France dans les quartiers riches, dans les quartiers « en difficulté », dans les régions avec ou sans immigrés. Elle s'exprime aujourd'hui comme elle s'est toujours plus ou moins exprimée : au début de ce siècle contre les Italiens, catholiques et, par voie de conséquence, réputés non assimilables dans la République laïque. Dans les années 30 et 40 elle était jetée à la face des juifs de France, tellement bien intégrés qu'on leur reprochait en bloc d'être trop riches, trop cultivés, trop à l'aise dans le fonctionnement des institutions. C'est encore la même haine qui est à l'œuvre aujourd'hui, ailleurs, partout et même, fausement innocente, dans les réunions de quartier.

On oublie même qu'elle s'exprimait déjà (ou encore) il y a quelques années, à une époque où Le Pen réunissait à peine quelques milliers de voix. La différence avec aujourd'hui ? Le terme « melons » a remplacé celui de « crouilles » ; il y a vingt ou trente ans, les partis, toutes tendances confondues, offraient encore des perspectives d'action, étaient encore crédités

d'efficacité au service du développement local et national ; les électeurs sensibles aux thèmes fascistes votaient à droite, au centre, parfois même à gauche.

La municipalité PS de Mulhouse s'exprime dans les affichages de rue et dans le journal municipal local avec des thèmes révélateurs : elle met en scène des héros de bandes dessinées qui promettent aux citoyens de pouvoir tous « mieux vivre ensemble », à condition de respecter quelques règles élémentaires de savoir-vivre, comme, par exemple, ne pas dégrader les espaces publics ou éviter d'être trop bruyant (ne pas trop monter la sono du raï ?).

Ainsi désigne-t-on du même coup les coupables de la dégradation de la vie commune : ceux qui, parce qu'ils n'ont pas été éduqués dans les valeurs de notre culture chrétienne, ne savent bien sûr pas exprimer leur désaccord autrement que par la violence.

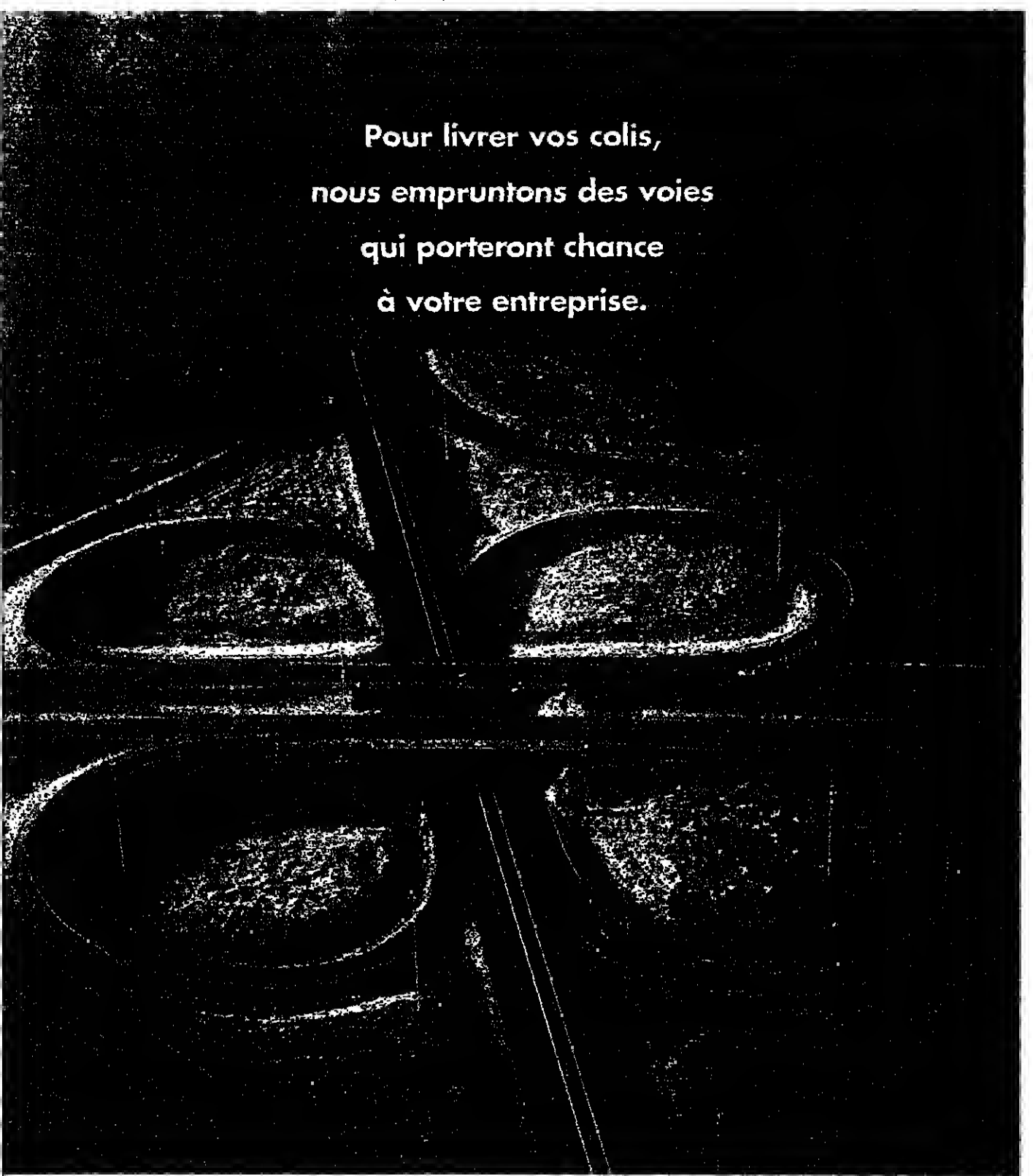
Des concessions quotidiennes à l'idéologie qui gangrène Mulhouse et fait penser que l'élimination des uns pourrait être le meilleur outil de progrès des autres

Ce raisonnement strictement de droite (sur le mode : le diagnostic de Le Pen est bon, sa solution ne l'est pas) brosse les pistes pour les électeurs de gauche, cautionne les faux raisonnements de la propagande extrême, rassure les électeurs sur le bien-fondé de leur « exaspération », fait irrémédiablement penser qu'on oublie les choses essentielles de la politique locale : lutter contre le déclin, favoriser la création des emplois, extraire les dévalorisés, blancs de peau, basanés ou noirs, de la brutalité des rapports sociaux qui pourrissent tout.

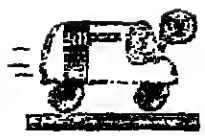
L'Alsace n'est pas une région pauvre, elle ne le sera pas dans l'avenir. Cela n'exclut pas la multiplication en peau de léopard de poches de misère de plus en plus gonflées. Tout autour de Mulhouse, les élus annoncent combien ils s'activent à créer les conditions d'une attractivité renforcée pour attirer de nouvelles activités. A Mulhouse, on préfère délivrer des conseils de bonne conduite.

Moins crédules qu'il n'y paraît, les Mulhousiens vont de déprime en déprime. Chancelants comme des sonnambules, ils vont se rapprochant de plus en plus du FN. Tout les y encourage. Les lapsus des élus en place, par exemple : l'an dernier, en septembre, une affiche municipale souhaitait la « bonne rentrée » aux jeunes écoliers. Elle les représentait tous ensemble sous les traits d'une fillette blonde aux yeux bleus. Tout un programme ! Un énorme aveu qui désigne avec la précision d'un scalpel les concessions quotidiennes à l'idéologie qui gangrène Mulhouse et fait penser que l'élimination des uns pourrait être le meilleur outil de progrès des autres.

Hans Herth est consultant, ancien directeur de la communication de la ville de Mulhouse.



Pour livrer vos colis,
nous empruntons des voies
qui porteront chance
à votre entreprise.



Des petites camionnettes qui sillonnent toutes les routes de France, qui ne roulent que pour les entreprises, des colis qui arrivent dès le lendemain, des soucis en moins pour vous et surtout des clients heureux en plus...

C'est malin, c'est nouveau, c'est créé par La Poste. C'est Dilipack. Alors pour vous porter chance et surtout pour transporter vos colis... n'hésitez plus.

Colis de 0 à 30 Kg • Livrés dès le lendemain • Partout en France
Service Clients : 0 803 803 803

Quand les colis
vont bien,
l'entreprise va mieux.

dilipack
Le service colis
des entreprises

AU COURRIER DU MONDE

POUR LES LANGUES RÉGIONALES

La faible majorité de « oui » au pays de Galles pour la « dévolution », une autonomie limitée, ne doit tromper personne sur la volonté de l'écrasante majorité des Gallois de préserver leur langue, leur culture, et leur identité propre. Même sans dévolution, le dialecte gallois est désormais bien établi comme langue officielle au pays de Galles et doit être publiquement utilisé à égalité avec l'anglais. Le gallois est aussi devenu langue d'enseignement et vit une véritable renaissance auprès de la jeunesse et à la télévision, et ce malgré des décennies d'interdiction scolaire au nom de l'impérialisme anglophone de l'Angleterre. La France par contre

est à la traîne de l'Europe. Les langues régionales de France n'ont toujours aucun statut et sont très largement exclues de l'école, de la vie publique, et des médias. Elles sont donc menacées de disparition par assimilation des enfants dès la maternelle. Mais le pays des droits de l'homme ne peut pas entendre parler de droits linguistiques pour d'autres langues que le français et refuse de se conformer à la Charte européenne des droits linguistiques fondamentaux des minorités régionales allophones, au nom de l'unité d'État. Un peu de tolérance culturelle et de dévolution pour l'Alsace, la Bretagne, la Corse, le Pays basque dans le domaine de l'éducation et de la culture serait grandement souhaitable.

Nathalie Weber
Ittenheim (Bas-Rhin)

Un homme n'est pas un ours

par Léon Mazzella

Il y a eu mort d'ours, et il aurait pu y avoir mort d'homme. Un chasseur est un homme. Un ours reste un animal. L'accident a eu lieu. Un jeune chasseur de vingt et un ans, Jean-Philippe Goussierand, s'est défendu face à une course « suivie » d'ours, autrement dit face à un animal extrêmement dangereux, autant qu'une femme suivie de bonheurs, un fauve ignorant la peur et qui attaque résolument, pour tuer, répondant seulement à son instinct de mâle.

Face à Mellba, l'ours tué, on imagine avec effort ce qu'aurait pu faire un randonneur désarmé, à 1,50 mètre du fauve. Parler de légitime défense peut surprendre. Il y a pire. C'est le langage employé par certains protecteurs de la nature : il est question, depuis le lendemain de cet accident infiniment regrettable, de « crime » et de « meurtre ». Une autopsie a été pratiquée comme pour un crime d'enfant (voisin de colonne des faits divers de la semaine). L'Association pour la sauvegarde et la protection des animaux sauvages s'est constituée partie civile dans l'affaire ; elle déclare vouloir « aller en justice à l'encontre de cet individu [le chasseur] qui n'est que trop représentatif de ces hordes de vandales déchaînés, maniganciers de la gâchette... ».

Au-delà du procès amalgame qui fait du million et demi de chasseurs de France des tueurs d'ours slovénes et qui ne mérite pas qu'on s'y attarde un seul instant, il y a cette déplorable utilisation d'un langage d'ordinaire utilisé pour les affaires entre hommes, repris pour un accident entre un homme et un animal.

L'animal est ainsi hissé au rang des humains, ce qui dénote déjà une zoophilie douteuse. Ce débordement écologique qui rend la mort d'un ours démesurée, ressemble un peu aux fondements des thèses de « l'antisémitisme », lesquelles prônent une égalité de tous les êtres souffrants et jouissants, soit entre les hommes et les animaux, voire « une supériorité du cochon en pleine santé sur le nourrisson, l'aveugle ou l'enfant débile ». Vous avez bien lu. Ce résumé lapidaire est celui des théories avancées par un certain Peter Singer (dont le philosophe Luc Ferry parle clairement dans son ouvrage *Le Nouvel Ordre écologique*) et qui semble être économié ici ou là. Si l'humanisme est fondamentalement anthropocentriste, alors les tenants de telles thèses n'ont aucune leçon d'humanisme à donner, loin s'en faut.

S'attarder aux mots choisis par ceux qui dénoncent avec violence l'accident du 27 septembre, c'est montrer une certaine hystérie qui exacerbe singulièrement l'image de l'ours en peluche, du nounours de notre enfance, la forte impression que cet animal mythique continue d'exercer sur notre inconscient collectif.

Il en va de la bonne vieille peur du loup comme de la fascination pour la bonhomie si humaine de l'ours. L'ours revient donc aujourd'hui à toucher à la mémoire de chacun. Même s'il y a eu mort d'ours « étrangers » réintroduits, l'ours brun des Pyrénées, le vrai, appartient déjà à notre mémoire.

Il y a donc eu mort d'ours. Et alors ? ai-je envie d'ajouter avec un soupçon de provocation forcée et dont le seul dessein est de dégonfler une mascarade par trop ridicule

Pitoyable Mellba (puisque'elle fut baptisée, comme on donne un nom à un jouet), née en Slovaquie, engrossée in situ, capturée, endormie, lâchée en *terra incognita*, équipée d'un collier émetteur afin que l'homme ne perde jamais son contact (un collier qu'elle avait d'ailleurs perdu lors de l'accident : le détail est capital) et qui finit sous

la balle de calibre 7,62 d'un jeune chasseur parce que c'était elle ou lui, comme le rappelait Pierre Georges dans sa chronique du Monde... Pas de quoi fouetter un chat.

Il y a donc eu mort d'ours. Et alors ? ai-je envie d'ajouter avec un soupçon de provocation forcée et dont le seul dessein est de dégonfler une mascarade par trop ridicule. Les chasseurs, par la voix du président de leur fédération de Haute-Garonne, se sont engagés à rembourser le coût total de l'ours (son prix d'achat et le coût de son lâcher, soit quelques millions de centimes). Symbolique, mais il fallait le faire. Pour commencer. Signe d'ailleurs qu'il suffit, en premier lieu, de crédits pour repeupler les Pyrénées en ours venus de contrées où ils prospèrent tellement que leur perception y est autrement plus « légère », dépassionnée, tout au plus chargée de respect et de légendes, mais le plus souvent chargée de mépris pour un « bouffeur » de troupeaux, un nuisible, à la limite un gibier ordinaire et nombreux.

C'est d'ailleurs la question : faut-il continuer de réintroduire des grands prédateurs ? Des loups dans le Mercantour (depuis le 14 octobre 1993, date à laquelle on a aperçu les deux premiers, et contre l'avis des brebis et de leurs bergers), des lynx dans les Vosges et les massifs voisins (ils sont déjà plus de deux cents ; les premiers lâchés ont eu lieu en 1983, l'opération suit son cours, au grand dam des éleveurs d'ovins et des chasseurs de chevreuils), et des ours dans les Pyrénées ?

C'est d'ailleurs la question : faut-il continuer de réintroduire des grands prédateurs ? Des loups dans le Mercantour, des lynx dans les Vosges et les massifs voisins, et des ours dans les Pyrénées ?

Tous les utilisateurs de la nature sont-ils prêts à accepter une nouvelle cohabitation avec ces super-prédateurs qui peuplaient jadis nos campagnes ? Ceux qui vivent de l'élevage ont choisi leur camp, la plupart des chasseurs aussi. Personnellement, je crois qu'une réintroduction, à long terme, c'est-à-dire une fois gommées les traces des artifices inhérents à toute réintroduction, nous obligerait à vivre en sachant l'existence de ces fauves, comme il n'y a pas si longtemps, finalement, et comme c'est le cas encore à deux heures d'avion de Paris.

Rien d'extraordinaire, au demeurant, sauf pour nos enfants, qui auraient justement la - rare, mais précieuse - possibilité (ou le risque) de voir un jour l'ours ou le loup, disons dans les années 2015. Un vrai bonheur, non ? Ceux qui prônent une réintroduction de ces espèces (au point de se livrer parfois à des lâchers clandestins - ce fut déjà le cas pour les trois animaux cités) ne souhaitent-ils pas, au fond d'eux-mêmes, transformer la montagne et la forêt en immenses parcs de vision dans lesquels toute activité humaine serait proscrite, où les animaux seraient « désensauvages », placés constamment sous contrôle humain, où finalement l'ours, le loup et le lynx seraient devenus des animaux familiers, gentils, qui mangent dans la main, à l'instar d'un dalmatien de zoo ? Cela figurerait un étrange idéal d'asepsie, de technique, de contrôle, de docilité, de domination, de consommation visuelle, passive et molle de la vie animale.

Les protecteurs de la nature ont hélas trop souvent cette vision « urbaine » de la vie sauvage, cette tentation de dénaturer le prédateur et de ses instincts redoutables, un désir de rendre le fauve anthropophile comme une tourterelle turque de jardin ! Les protecteurs

de la nature dont le discours induit cette désincarnation de la nature vont évidemment à l'encontre de la logique écologique. Le paradoxe est quand même de taille. Avec eux, nous sommes plus près de Walt Disney que des lois (souvent cruelles) de la nature - qu'ils s'efforcent de ne pas vouloir reconnaître. Sans parler du plaisir authentique d'aller à la rencontre de la vie sauvage (armé de jumelles ou d'une arme, d'ailleurs, peu importe), qui se trouve ici réduit à néant.

D'où ce langage au demeurant anodin, mais inquiétant en seconde lecture, employé pour dénoncer le chasseur de sanglier qui a tué un ours qu'il attaquerait comme un « criminel ». L'affligeante zoophilie de ceux qui chérissent leur troupeau comme un bébé ne vaut guère mieux que la violence des propos de ceux pour lesquels un ours vaut (au moins) un homme.

Quant à la sensibilité que cela engendre, elle fait honte à voir. A quand un pèlerinage sur les lieux du « crime » et un dépôt massif de bouquets de fleurs ? Et pourquoi pas un thrène au sort pour l'adoption des orons orphelins ? Confondre implicitement la vie d'un fauve avec celle d'un être humain m'échappe. Pas vous ?

Léon Mazzella est rédacteur en chef du mensuel « La Chasse ».

Comptes et légendes d'Air France

par Simon Nora

Le partage des tâches entre l'Etat et les entreprises publiques du secteur concurrentiel est au cœur des choix gouvernementaux depuis la Libération. C'est normal : ce partage vise à concilier efficacité et équité. Il conditionne donc l'emploi et la cohésion sociale.

Le bon équilibre varie avec le degré de concurrence et la nature du marché propres à chaque entreprise. Quant au rôle de chacun des acteurs, une position n'a pas changé depuis qu'il y a trente ans, je remettais un rapport sur ce sujet au général de Gaulle : il faut que les entreprises, publiques ou non, fassent leur métier d'entreprise ; mais il faut aussi que l'Etat, au nom de l'intérêt général, dans les secteurs relevant du service public, exerce sa fonction de régulateur. Le seul péché nuisible aux entreprises, à leurs personnels et aux consommateurs, est le mélange des genres. Quand l'Etat exerce ses compétences régaliennes à travers des contraintes non compensées, pesant sur les seules entreprises, cela aboutit nécessairement à l'obscurité et au gâchis.

Entre gens de bonne foi, la discussion reste ouverte sur les modalités permettant la mise en œuvre de ces vérités de bon sens. Mais elle ne peut se développer que sur la base d'un minimum

d'honnêteté dans les constats. Concernant Air France, d'étranges allégations - ou insinuations - remettent ce minimum en cause. Evoquant sans preuve ni fondement d'éventuelles tricheries pour jeter le doute sur la sincérité des résultats et la réalité du redressement, elles sont de nature à déshonorer le conseil d'administration de la compagnie, à discréditer les différentes instances de contrôle qui ont eu à connaître de ses comptes et à dégrader l'image de l'entreprise au moment même où celle-ci doit nouer de nécessaires alliances.

Il ne s'agit pas ici de savoir si le gouvernement a eu raison de refuser le principe de la privatisation. Il a eu tort. Mais la majorité plurielle a ses exigences. Il ne s'agit pas non plus d'apprécier si Christian Blanc est suffisamment souple ou diplomate. Il ne l'est peut-être pas assez. Mais, s'il l'était davantage, il n'aurait pas redressé Air France en trois ans.

Il s'agit seulement de ne pas fausser un débat de fond par des rumeurs de truquage, distillées ici ou là par des plumes inégalement crédibles.

Air France a été probablement l'entreprise française la plus contrôlée au cours des quatre dernières années, sans que jamais la régularité et la sincérité de ses chiffres aient été contestées. La compagnie est placée sous la sur-

veillance permanente d'une mission du contrôle d'Etat installée dans ses murs. Elle a fait l'objet, pour les exercices 1993 et 1994, d'un contrôle de la Cour des comptes. Ses comptes ont été régulièrement approuvés par son conseil d'administration. Ils ont été vérifiés et certifiés à la fin de chaque exercice par deux cabinets de commissaires aux comptes. Trois audits, diligents par la Commission de Bruxelles, et réalisés par des cabinets internationaux - britanniques ou allemands - ont vérifié la réalité du redressement en 1994, 1995 et 1996. Enfin, en 1997, les comptes et les résultats ont été analysés par trois banques françaises de réputation mondiale, dont l'une mandatée par les pouvoirs publics, et par trois cabinets de commissaires aux comptes, pour déterminer les parités de fusion avec Air Inter.

Je souhaite donc que, pour le crédit de l'entreprise dont il doit assumer la lourde charge, et pour conforter l'image d'honnête homme qui est la sienne, le nouveau président, M. Spinetta, fasse justice de ces caquetages de basse-cour.

Simon Nora, ancien directeur de l'Ecole nationale d'administration, est administrateur d'Air France au titre des personnalités qualifiées.

pour tout renseignement, contactez Nortel au : 01 41 99 15 15. fax : 01 41 99 15 11. Internet : <http://www.nortel.com/networks>

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

En découdre

UNE semaine après l'inquiétant ricanement de Jean-Marie Le Pen, se réjouissant de ne voir entre la gauche et lui qu'un « marigot » bientôt asséché, le RPR a décidé de secouer sans plus tarder l'engourdissement dans lequel la droite semble prise depuis sa défaite aux élections législatives. Le parti dominant de l'opposition a donc tenté, à Saint-Jean-de-Luz, de se libérer des inhibitions nées de l'étrange histoire qui est la sienne depuis sa victoire aux élections de 1993.

Se détonner de l'ombre grandissante du Front national : s'il n'est pas seul concerné par la concurrence persistante, depuis maintenant quinze ans, de l'extrême droite, qui, « moro » aussi sur le terrain centriste et libéral – et même sur celui de la gauche –, le RPR est bien la principale formation que le parti lepidiste s'emploie à « plumer ». Philippe Séguin a réaffirmé, après son précédent à la tête du parti néogaulliste, Alain Juppé, que le Front national ne peut être pour lui qu'un adversaire. Il ne sert, a-t-il dit, qu'à « ternir l'image de la France » et à « fabriquer des élus socialistes ».

Se soustraire à la fascination et à la culpabilisation que ressent la droite face aux socialistes et à Lionel Jospin, portés par une popularité intimidante. Roselyne Bachelot, députée de Maine-et-Loire, a usé d'une image inattendue, mais efficace en évoquant le « syndrome de Stockholm », phénomène par lequel les victimes d'une prise

d'otages sympathisent avec leurs ravisseurs. Se déprendre de l'imbroglio créé par la dissolution de l'Assemblée nationale, décision présidentielle dont l'ex-majorité a fait les frais, tout en étant accusée de ne pas avoir su se battre pour l'emporter. La droite est-elle chiraquienne ? Le parti, qui fut celui de Jacques Chirac, est-il aujourd'hui le parti du président ou bien vogue-t-il, sous la conduite de Philippe Séguin et de ses alliés balladuriers, vers d'autres horizons ? Edouard Balladur s'est chargé de la tâche de clarification qui s'imposait à lui – la surtout. « Nos sorts sont liés. Ce qui nous renforce le renforce », a-t-il déclaré, avec application, l'ex-premier ministre et ancien rival de Jacques Chirac à l'élection présidentielle.

Tout cela a été résumé par Philippe Séguin en une formule : « en découdre ». Foin des états d'âme, des interrogations, des doutes et des contradictions ! Un parti politique est fait pour se battre aux élections et le RPR, plus que tout autre, vit de sa rhétorique guerrière. Certes, pour ne pas être infidèle à lui-même ni irréaliste, le député des Vosges a mentionné, en passant, le « contre-projet » auquel l'offensive qu'il annonce devra « plumer ». Il n'ingère plus commodément de sonner la charge que de mettre d'accord l'ensemble du parti qu'il préside sur un programme. Au risque d'encourager des simplifications qui ne profitent, en définitive, qu'au Front national.

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Directeur adjoint : Jean-Marie Colombani
Directeur de la rédaction : Robert Solé
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Paul Besset, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Goussier, Erik Izraelowicz, Michel Kojman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royon
Rédacteur en chef technique : Eric Azzi
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médecin : Thomas Perceval
Directeur éditorial : Eric Paillasson / Directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la rédaction : Alain Rollat / Directeur des relations internationales : Daniel Verrier

Conseil de surveillance : Alain Minc, président / Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1974), Jacques Fauriol (1974-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lacroix (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 16 décembre 1944.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Kosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La nouvelle Internationale

NUL ne sera surpris en apprenant que les représentants des partis communistes de neuf pays européens – l'URSS, la France, l'Italie et les six satellites de l'Union soviétique (Bulgarie, Yougoslavie, Roumanie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie) – se sont réunis, du 29 septembre, en Pologne pour reconstruire le Komintern. La dissolution de la III^e Internationale en mai 1943 n'avait eu lieu que pour rassurer les Alliés, en guerre aux côtés de l'URSS. Si cette organisation avait été formellement supprimée, qui oserait croire que les partis communistes du monde entier n'obéissent plus aux instructions de Moscou ?

Ceux qui refusaient d'admettre que le monde est désormais divisé en deux camps n'ont qu'à lire le manifeste de la nouvelle Internationale. Ils y verront que « deux

lignes politiques opposées se sont manifestées (depuis la guerre) : à l'un des pôles, la politique de l'URSS et des autres pays démocratiques, qui vise à saper l'impérialisme et à renforcer la démocratie ; au pôle opposé, la politique des États-Unis et de l'Angleterre, qui vise à renforcer l'impérialisme et à étrangler la démocratie ».

La déclaration de guerre ne s'adresse pas seulement à l'« impérialisme du dollar ». Aucune distinction n'est faite entre la Grande-Bretagne travailliste et l'Amérique capitaliste. Il n'est pas tenu compte à M. Bevin, premier ministre britannique, d'avoir libéré l'Inde au moment où l'URSS supprimait l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et s'annexait comme butin de guerre plus de 600 000 km² de territoires, avec 20 millions d'hommes, pris à neuf nations différentes.

(7 octobre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le doute sur l'effet emploi des 35 heures

À MESURE que s'approche la date de la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la réduction du temps de travail, le climat devient évanescant. Comme si, au moment de sauter le pas pour aller vers les 35 heures, de nombreux responsables, et non des moindres, étaient saisis par le doute. Et si la réduction du temps de travail n'avait pas tous les effets escomptés sur l'emploi ?

Plus l'échéance du 10 octobre se précise, en effet, plus les discours se font, soit évasifs quand il s'agit d'aborder le contenu des mesures à prendre, soit catégoriques s'ils se limitent aux questions de méthode. Avec une prudence de Sioux, Lionel Jospin entretient le suspense sur ses intentions. Logiquement, le premier ministre ne souhaite pas se dévoiler, pour rester en position d'arbitre le plus longtemps possible. Mais on pourrait tout aussi bien prétendre qu'il hésite encore, ou que son embarras grandit avec l'importance accordée à ce rendez-vous.

Comme toujours en pareil cas, également, la dramatisation fait partie du jeu. Il fallait que le CNPF recule, puisque Martine Aubry crie au « chantage ». De la même manière, les organisations syndicales devaient donner de la voix et accoutter la pression. Ce que les dirigeants des cinq confédérations n'ont pas manqué de faire en multipliant les déclarations. Inflexibles pour Louis Vianet, alarmistes pour Nicole Notat, et désarmantes avec Marc Blondel qui réclame soudain, un jour, puis enfouit de nouvelles revendications, un autre.

AU PIED DU MUR

Mais la fébrilité ou l'impatience, l'une et l'autre habituelles en pareilles circonstances, semblent dissimuler, cette fois, des préoccupations moins avouables. Voici que ce gouvernement, qui a su jusqu'à présent éviter pratiquement tous les écueils, se retrouve au pied du mur. D'où, parfois, l'impression d'un piège qui se refermerait, tandis que s'ourd une interrogation sur le bien-fondé de la mesure attendue, alimentée par la crainte de se tromper. Réels ou supposés, les désaccords entre le ministre de l'économie et le ministre de l'emploi ne font d'ailleurs que révéler cette atmosphère si particulière.

Dès lors, quelques signes peuvent s'interpréter comme autant de glissements. Depuis que l'oo est entré dans le vif du sujet, à la fin de l'été, l'impérieux devoir de la réduction du temps de travail n'est plus présenté comme une nécessité, il se justifie par l'impact emploi espiéré. Sauf pour mémoire et pour culpabiliser le patronat, Lionel Jospin n'y a fait qu'une allusion, lundi 29 sep-

tembre sur TF 1. En revanche, chaque ministre, à commencer par le premier, insiste sur le respect d'un engagement pris pendant la campagne électorale et assure que la promesse sera tenue. En termes vagues, DSK ne dit pas autre chose. Quant à Martine Aubry, elle se déclare comptable devant les Français qui, sinon, ne comprendraient pas.

En l'occurrence, nous sommes loin des certitudes de 1982. Aujourd'hui, personne ne se risque à évaluer le nombre d'emplois que pourrait créer le passage aux 35 heures. Nombreuses, les projections macro-économiques sont soigneusement tenues à l'écart par peur de prêter le flanc aux critiques futures. Pour ce qu'il vaut, le précédent allemand n'est pas davantage évoqué, car il fait non seulement l'objet de polémiques outre-Rhin mais, de plus, n'a pas empêché la grave et récente augmentation du chômage.

Ce n'est donc pas uniquement pour des raisons tactiques que la discussion se polarise ces derniers temps sur des problèmes de procédure (loi-cadre, date butoir, progressivité...). Parole ayant été donnée, il faut que celle-ci soit honorée, au moins en apparence. Ce qui explique les affirmations, le flou de certaines formulations et, pour finir ces affirmations, a priori contradictoires, selon lesquelles les 35 heures payées 39 seraient « anti-économiques », mais le maintien du pouvoir d'achat compatible avec une réduction du temps de travail. À la recherche de la quadrature du cercle, le gouvernement pourrait être amené à privilégier l'affichage en misant sur la durée de la législation. La CSG aidant, qui devrait permettre de dégager du pouvoir d'achat pour les salariés, il peut aussi proposer la voie d'une modulation salariale contractuelle. Mais, alors, il risque dans les deux cas de sacrifier l'effet emploi, au moins dans l'immédiat.

Déjà, des directeurs des relations humaines des grands groupes envisagent un compromis qui, à leurs yeux, sauverait la face. Pourquoi ne pas fixer une durée légale du travail à 35 heures, à une date plus ou moins proche, mais accepter, en contrepartie, la pratique des heures supplémentaires entre 35 et 39 heures ? Ainsi, soulignent-ils sans vergogne, tout le monde serait content : la majorité « plurielle » qui aurait sa réduction du temps officiel, différée du temps réel, les salariés qui pourraient bénéficier de quatre heures majorées à 25 % et même les employeurs ne s'en tireraient pas trop mal.

Il est peu de dire que Nicole Notat a rapidement mesuré qu'une forme de dilution était possible par rapport aux objectifs initiaux. Prenant conscience des attermolements, la secrétaire générale

de la CFDT a voulu prendre à témoin l'opinion en prédisant que l'emploi ne serait pas au rendez-vous si les termes du contrat étaient assouplis ou ambigus. Chacun dans leur style, et avec leurs arrière-pensées, les autres partenaires sociaux exploitent cette situation incertaine et cherchent à en tirer profit. Pour la CGT, Louis Vianet continue d'exiger les 35 heures payées 39, même si celles-ci ne figurent pas dans le programme du Parti socialiste. Marc Blondel veut une loi-cadre obligatoire qui faciliterait les négociations et renforcerait, de fait, le pouvoir syndical. À l'inverse, le CNPF teute une manœuvre en faveur de l'abandon, au mieux, de la dissolution dans la négociation sans épée de Damoclès, au pis, ce faisant, le patronat prend lui aussi appui sur les hésitations qu'il n'a cessé d'ausculter à l'occasion de contacts formels ou informels.

MENACE D'ÉROSION

Annulée comme devant être la grande mesure de la législature, symbole du retour de la gauche au pouvoir, la réduction du temps de travail perd donc de ses attraits au fil de ces événements. Ne pouvant plus être, comme auparavant, synonyme de rupture dans une économie mondialisée, elle se banalise aussi sous le poids des contraintes. De plus en plus d'experts, hier farouches partisans, en viennent à préconiser de multiples précautions d'usage et soulignent tous les freins qui en limiteraient fatalement l'efficacité. Car il faut bien introduire de la souplesse et de la durée pour ne pas provoquer de heurts, avoir une gestion adaptée au plus près des réalités d'un secteur, d'une entreprise, d'un atelier ou d'un bureau, voire des catégories socioprofessionnelles, et, encore, accompagner la mise en place d'une réorganisation du travail. Tous éléments qui menacent d'éroder l'effet emploi, sans compter que les gains de productivité agissent en sens contraire et que, déjà, le développement du travail à temps partiel – non compensé – agit en redoutable concurrent.

Mais il n'y a pas que les spécialistes ou les responsables politiques, appelés à franchir le Rubicon, qui soient perplexes. Favorables en majorité à la diminution du temps de travail, les salariés et les Français se montrent sceptiques sur les conséquences pour l'emploi. Ce qui tendrait à prouver que l'aspiration d'une société à vivre différemment peut imposer des changements, inéluctables et indispensables, mais que ceux-ci ne coïncident pas nécessairement avec les objectifs de cohésion sociale et de lutte contre le chômage.

Alain Lebaube

Les frères ennemis

par Lionel Portier



MM. Arafat et Nétanyahou affaiblis par le Mossad

Suite de la première page

« Rien qu'un petit poison sans intérêt qui ne valait même pas un crachat », ajoute Glabe, le journal des milieux d'affaires. De fait, si l'homme qui occupe au Hamas le poste de directeur du bureau politique est directement responsable des attentats commis en Israël, pourquoi donc Moussa Abou Marzouk, le prédécesseur de Khaled Michael qui vient d'échapper à la mort, a-t-il été expulsé il y a quelques mois vers la Jordanie à la demande expresse du pouvoir israélien ? L'homme, qui a repris sa carrière politique, avait été arrêté il y a deux ans dans sa résidence aux États-Unis, à la demande d'Yitzhak Rabin et en attendant que les services concernés, ayant rassemblé les preuves de sa culpabilité, obtiennent son extradition vers Israël. Benjamin Nétanyahou a abandonné le dossier et prié le roi Hussein d'accueillir l'intéressé.

« Le seul fait que l'opération ait été envisagée sur le sol jordanien, l'un des rares pays arabes qui n'ait soit encore proche, commente l'ancien premier ministre travailliste Shimon Pérès, aurait dû suffire à ne pas y penser. » Selon Zeev Schiff, le vétéran des commentaires militaires, le jeu d'en valait tout simplement pas la chandelle. « C'est incroyable aveuglement stratégique de vouloir être sanctionné par la démission du chef du Mossad et du premier ministre qui a approuvé cette folie ». Après le traité de paix signé avec la Jordanie en 1994, Yitzhak Rabin, le premier ministre assassiné en novembre 1995 par un extrémiste juif, avait interdit au Mossad toute opération violente dans ce pays.

Benjamin Nétanyahou, docteur « le jugement », voire « l'équilibre mental » est mis en question dans toute la presse, est passé outre. Le Yediot Aharonot, premier quotidien populaire d'Israël, rappelait pourtant, dimanche, ce que tout le monde sait dans la région : « L'antenne du Mossad à Amman est trop importante pour prendre un tel risque. Les relations entre le service et son homologue jordanien étaient excellentes, quotidiennes et permettaient d'obtenir des renseignements de valeur sur les extrémistes palestiniens du pays, sur l'Irak et sur la Syrie. » Il faudra beaucoup de temps pour reconstruire les relations de confiance nécessaires à l'échange d'informations.

Mais le plus à plaindre dans cette sombre histoire, c'est encore une fois Yasser Arafat, décidément plus conforme que jamais à l'image accablée et pathétique que lui donnent chaque semaine « les guignols de l'Info » de la télé-

vision israélienne. Voilà un homme qui, à la demande répétée et conjointe de l'Amérique et d'Israël, a fait arrêter ces derniers mois des centaines de sympathisants et de militants du Hamas. Un homme qui, sur pression israélienne, a fermé d'autorité, il n'y a pas quinze jours, les plus importantes institutions civiques et charitables du Hamas dans les territoires et va se retrouver à Gaza, inécessamment, face au chef historique, adulé, du mouvement islamiste, le cheikh Ahmed Yassine, libéré de prison par Benjamin Nétanyahou sur ultimatum du roi Hussein le 1^{er} octobre.

AUX ANTIPODES

Le guide-fondateur du Hamas est certes un vieillard paralysé encore diminué par neuf années de prison israélienne. Mais, à en juger par ses premières déclarations d'homme libre, il n'a ni perdu la tête ni changé d'avis sur le conflit territorial avec Israël. « Nous pouvons vivre avec les Juifs à condition qu'ils nous rendent et respectent nos droits. Il y a quatre millions de réfugiés palestiniens en exil qui attendent de pouvoir rentrer chez eux en Palestine. » Bref, le fondateur du Hamas reste opposé au principe même des accords intermédiaires de paix, aujourd'hui moribonds, conclus avec Yitzhak Rabin par Yasser Arafat. Le chef de l'OLE qui réclame lui-même, depuis des années et sans succès, la libération de son « frère » islamiste, s'est cru obligé d'aller à Amman baiser le front du vieillard

Réitérée dans Le Monde du 2 octobre par son chef politique Abdel Aziz el Rantissi, la position du Hamas a toujours été d'éviter au maximum les affrontements violents avec l'OLP de Yasser Arafat afin de ne pas affaiblir la cause palestinienne tout entière. Mais il ne faut pas s'y tromper : au-delà des embrassades et des sourires échangés à Amman entre les deux hommes, le président palestinien et le « guide » islamiste sont aux antipodes politiques. Feutrée ou ouverte, l'issue de la bataille d'influence qui s'annonce en Palestine sera lourde de conséquence pour l'avenir d'Israël comme de la région.

Patrice Claude

PRÉCISION

DE ZWINGLI A LUTHER

Manuel de Diéguez nous fait observer qu'une coupe malencontreuse a rendu inintelligible sa lettre parue dans Le Monde du 25 septembre. M. de Diéguez avait écrit, dans Le Monde du 29 juillet, que Calvin, par son refus de la transsubstantiation, avait provoqué une révolution mentale. Jacques Solé, dans Le Monde du 30 août, lui avait reproché d'oublier Zwilling et Bucer. Sans contester l'antériorité de ces deux penseurs, M. de Diéguez soulignait, nous rappelle-t-il, dans le passage coupé de sa réponse, que « les positions doctrinales ne constituent des événements historiques que lorsque l'histoire est en mesure de les accueillir et de les féconder ».

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 7 OCTOBRE 1997

ÉTATS-UNIS Bill Clinton et le vice-président Al Gore ont très tôt pris conscience du formidable potentiel économique des technologies nouvelles. L'expansion des « super-

autoroutes de l'information » - réseaux sur lesquels sont échangés en temps réel et sans l'obstacle de la distance, données, textes et images - a été un thème constant de leur dis-

cours depuis la campagne électorale de 1992. ● A LA MAISON-BLANCHE, leur politique est en réalité marquée par le laissez-faire. Le nouveau président veut d'abord promouvoir les

conditions les plus favorables à l'éclosion des technologies. ● L'UNE des seules avancées de la politique fédérale a été l'accélération de la réforme des télécommunications.

● L'AIDE à la recherche privée et publique tente d'éviter que ne se creusent les inégalités d'accès. ● LE FBI essaie de conserver un pouvoir de contrôle sur les communications.

Le regain dans les nouvelles technologies doit peu à la politique fédérale

La Maison Blanche se contente de développer un contexte favorable, notamment en accélérant la libéralisation des télécommunications. Mais, au-delà des discours, l'attitude des autorités américaines est surtout marquée par un grand laissez-faire

NEW YORK
de notre correspondante
Bill Clinton et le vice-président Al Gore ont très tôt intégré la révolution de l'information, l'émergence d'une ère où le savoir a remplacé les ressources physiques comme source de richesse et comme moteur économique. Au moment où l'on en était encore, en France, à brocarder le « déclin américain » et la désindustrialisation des États-Unis, le tandem démocrate avait pris conscience du formidable potentiel économique des technologies nouvelles. Le thème de l'expansion des « super-autoroutes de l'information », réseaux sur lesquels sont échangés en temps réel et sans l'obstacle de la distance, données, textes et images, a été un thème constant de leur discours depuis la campagne électorale de 1992. Dès leur arrivée à la Maison Blanche, ils ont eu l'ambition de mettre sur pied une véritable politique fédérale de soutien au développement des nouvelles technologies.

Comme pour plusieurs de ses grands chantiers - celui de la réforme du système de santé, par exemple -, l'administration Clinton a dû, en fait, se contenter d'un rôle plus modeste. Dans le secteur de la high-tech et des télécommunications, les événements se sont précipités, et l'industrie américaine, assaillie par des années de restructurations, a pris d'elle-même le virage au bon moment. Le retour éclatant des États-Unis sur le devant de la scène économique mondiale s'est fait, pratiquement, « en marge » des programmes de l'administration fédérale.

Quelque peu dépassé dans son rôle de catalyseur, l'État conserve néanmoins celui d'éducateur, de garde-fou réglementaire et social, de défenseur des intérêts américains et de protecteur de la liberté indispensable au développement des autoroutes de l'information, qu'il s'agisse de la concurrence ou de la liberté d'expression.

Le rôle de catalyseur, l'équipe du président Clinton se l'est assigné dès 1993 à travers l'Infrastructure nationale de l'information (National Information Infrastructure, NII), vaste programme destiné à promouvoir les conditions les plus favorables à l'éclosion des technologies de l'information dans l'industrie, sous l'égide du département du commerce. Une structure interministérielle est alors créée à la Maison Blanche : le groupe de travail sur l'Infrastructure de l'information (Information Infrastructure Task Force), auquel est

adjoind un groupe consultatif de vingt-cinq personnalités du secteur privé, est placé sous l'autorité du tout nouveau Conseil économique national ; la Task Force a une fonction de proposition, en particulier dans le domaine de la déréglementation des télécommunications.

C'est par son aide à la recherche, privée et publique, que l'Etat fédéral tente d'éviter que ne se creusent les inégalités entre ceux qui sont équipés d'ordinateurs et ceux qui ne le sont pas

« La propos de l'Etat n'est pas de construire les autoroutes de l'information », explique en décembre 1993 un haut responsable du département du commerce. Une bonne partie de la technologie est déjà en place. Nous n'avons ni la volonté, ni les ressources fiscales, ni les ressources humaines nécessaires pour rivaliser avec le secteur privé. Mais nous voulons faciliter une plus forte croissance économique et la création d'emplois en stimulant la demande, et en éliminant les barrières réglementaires. »

L'un des instruments essentiels de la politique fédérale devait être la réforme des télécommunications. Celles-ci sont, à l'époque, régies par une loi de 1934 qui a subi de nombreux amendements, mais dont les fondements restent ancrés dans une époque qui ne connaissait qu'une compagnie de téléphone et quelques stations de radio. Un chantier de libéralisation du marché des télécommunications a été ouvert en 1984 par le démantèlement d'AT & T, jusqu'alors en situation de monopole, mais les liaisons locales restaient fermées à la concurrence. En février 1996, Bill Clinton promulgue le Telecommunications Act, censé éliminer les obstacles réglementaires à l'accès de tous les acteurs aux différents marchés (téléphone local et longue distance, câble, téléphone cellulaire, etc.).

Entre-temps, l'administration Clinton a pris quelques initiatives

symboliques. Dès 1993, Al Gore et Bill Clinton ont chacun leur adresse électronique. Mensuel, un bulletin graphique conçu pour le World Wide Web sur des fonds fédéraux, est diffusé la même année. En janvier 1995, le site « www.thomas.loc.gov » permet aux citoyens américains d'accéder directement sur Internet à une quantité impressionnante de documents du Congrès. En 1996, le nombre d'ordinateurs personnels reliés à Internet aux États-Unis est passé à 12,8 millions - il était de 100 000 en 1989.

Rappelant, après tout, qu'Internet est une création fédérale, issue de l'imagination des chercheurs du Pentagone, Bill Clinton lance en octobre une nouvelle initiative, celle de « l'Internet de la prochaine génération ». Il est alors en pleine campagne électorale pour un second mandat. Il promet d'allouer 100 millions de dollars à la re-

cherche pour cette initiative dont l'éducation constitue le centre. Il faut, martèle-t-il, que « chaque enfant de huit ans sache lire, que chaque adolescent de douze ans puisse se connecter à Internet, que chaque jeune de dix-huit ans puisse aller à l'université ». C'est, en réalité, surtout par son aide à la recherche, privée et publique, que l'Etat fédéral tente d'éviter que ne se creusent les inégalités entre les « have » et les « have not », entre ceux qui sont équipés d'ordinateurs et ceux qui ne le sont pas.

Paradoxalement, le rôle constructif qu'a pu jouer l'Etat fédéral dans le développement des technologies de l'information est consacré en juillet, lorsqu'il décide de rester passif : chargé par la Maison Blanche d'un rapport sur l'avenir du commerce électronique, Ira Magaziner, l'un des proches conseillers de Bill Clinton, conclut que moins l'Etat s'en mê-

lera, moins il verra de le réglementer, mieux cette nouvelle et prometteuse forme de commerce pourra fructifier. Quelques jours plus tôt, la Cour suprême avait aboli une loi fédérale qui, sous prétexte d'empêcher la diffusion de matériel « indécent » sur Internet, aboutissait à y limiter « la libre circulation des idées ». Un gros conflit oppose, sur le même thème, depuis plusieurs semaines l'industrie de la high-tech au FBI sur la question des logiciels de cryptographie, dont le FBI veut contrôler l'exportation : « Washington risque d'annuler du jour au lendemain le phénomène économique de l'Internet », accuse le PDG de Netscape, Jim Barksdale.

Pour Paul Romer, économiste à l'université Stanford, « l'Etat a un rôle crucial à jouer en formant les générations d'idées du futur ; mais il faut aussi un secteur privé pour assurer des débouchés et la possibi-

lité de créer des entreprises ». Car c'est, résume-t-il, l'aisance de ce processus de création d'entreprises qui fait la force de l'économie américaine, lui permettant de surfer avec la plus grande souplesse sur les bouleversements des nouvelles technologies. Plus que jamais, la Silicon Valley, où Internet a engendré un nouveau boom, en est la preuve vivante : grâce à l'abondance du capital-risque, aux possibilités de financement offertes par les stock options, à l'absence de rigidités juridiques, à l'interaction entre les universités Stanford et de Berkeley, fournisseurs de matière grise, et l'industrie, des multitudes de start-ups (sociétés nouvelles) continuent d'y naître, de mourir, de renaître, de s'adapter et de grandir, comme un jour y naquirent Netscape ou Cisco.

Sylvie Kauffmann

Rome va privatiser intégralement Telecom Italia

LE 20 OCTOBRE, France Télécom fera son entrée en Bourse. Au moins 20 % des actions de l'exploitant téléphonique français seront alors aux mains du public et des investisseurs institutionnels. Le même jour débutera la campagne officielle de vente des actions d'un autre groupe de télécommunications européen, Telecom Italia. Pour le groupe italien, il ne s'agit pas d'une première. Il est né de la fusion, en juillet, de la holding STET et de sa principale filiale, Telecom Italia, l'équivalent transalpin de France Télécom, qui étaient toutes deux cotées en Bourse.

Cette offre publique de vente (OPV), dont la présentation aux investisseurs débute mardi 6 octobre, marquera cependant la fin de tout lien avec l'Etat italien. Car le gouvernement de centre-gauche de Romano Prodi a annoncé, samedi 4 octobre, qu'il entend céder à cette occasion la totalité de son actuelle participation, soit 35,68 %. L'opération devrait faire entrer quelque 16 500 milliards de lires

(plus de 56 milliards de francs) dans les caisses du gouvernement. Le prix définitif de cession des titres sera fixé le 25 octobre.

La semaine passée, le ministre italien du Trésor avait annoncé que, sur les 44,7 % du capital de Telecom Italia qu'il détenait encore, 9,02 % seront vendus d'ici à fin 1997 à un moyen stable d'actions. Ce dernier sera composé de quatorze groupes financiers et industriels du téléphone. Les plus importants seront les exploitants téléphoniques américains AT&T et européen Unisource (consortium créé par les opérateurs suédois, néerlandais et suisse), qui prendront chacun 1,2 % du capital et auront un représentant au conseil d'administration. En contrepartie, Telecom Italia (40 000 milliards de lires de chiffre d'affaires - 137 milliards de francs - un peu moins de 127 000 employés) doit faire son entrée à hauteur d'environ 0,6 % dans le capital d'AT&T.

Philippe Le Cœur

ÇA NE SERT A RIEN D'ALLER CHEZ VOTRE OSTEOPATHE

si vous continuez à maltraiter votre dos.

Le mal de siècle, c'est vraiment les problèmes de dos. Pour vous en éviter quelques-uns, nous avons développé un grand spécialiste de la colonne vertébrale. Le Docteur Rowland Hazard, de contribution au design du nouveau siège de la Classe Connaissance. Résultat : un dossier avec soutien lombaire qui soulage les reins, pour atténuer la fatigue, un siège adaptable à votre taille et 14 améliorations suggérées par les utilisateurs, pour supprimer le maximum de causes d'inconfort en vol.

Chaque jour sur UNITED AIRLINES, nous ne faisons que ça : « On veut vous faire passer vos attentes. C'est votre ostéopathe qui va être content de voir qu'enfin, vous aussi, vous prenez votre dos au sérieux. Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages, ou UNITED AIRLINES de Paris au 01 41 40 30 30, de province au 08 00 01 91 38 (N°Vert), composez le 3615 UNITED (1,29 Fhm) ou retrouvez-nous sur Internet : www.ual.fr »

STAR ALLIANCE
The airline network for Europe

Les ex-dirigeants de Pallas Stern contestent le rapport de la COB

LES ANCIENS dirigeants de la Banque Pallas Stern critiquent le rapport d'enquête du service d'inspection de la Commission des opérations de Bourse (Le Monde du 4 octobre). Ils soulignent que ce rapport n'est pas contradictoire. Les dirigeants du groupe en liquidation estiment également que les faits évoqués dans ce rapport sont déjà connus du juge-ment que les faits évoqués dans ce rapport sont déjà connus du juge-ment que les faits évoqués dans ce rapport sont déjà connus du juge-ment.

DÉPÊCHES

■ **GIAT** : le président du groupe public français d'armements, Jacques Lepion, a averti, lundi 6 octobre, dans le quotidien *Libération*, qu'il serait « obligé de déposer le bilan » de FN Herstal, la filiale belge de GIAT, en l'absence d'un accord avec la Région wallonne avant le mercredi 8 octobre. Cette dernière, actionnaire à 8 % de la compagnie belge, a refusé le plan de reprise de l'américain Colt avec lequel GIAT avait signé en juillet une lettre d'intention (*Le Monde* du 4 octobre).

■ **CASINO** : Promodès, qui a lancé une OPA sur Casino, conteste le droit de Jean-Charles Naouri, actionnaire principal du groupe convoité, à transformer en actions ses bons de souscription d'actions afin de prendre la majorité de Casino sans lancer une OPA sur la totalité du groupe.

■ **SUMITOMO BANK** : la banque commerciale japonaise a cédé un portefeuille de 40 milliards de yens (près de 2 milliards de francs) de créances de mauvaise qualité, essentiellement des prêts à des petites et moyennes entreprises. La banque d'affaires américaine Goldman Sachs serait l'acheteur, selon le *Financial Times* du 6 octobre.

■ **TOURISME** : l'un des plus grands voyagistes nordiques, Express Resor, filiale de Tursem, premier tour-opérateur turc, se trouve au bord de la faillite. Il faudrait 180 millions de francs pour le remettre à flot.

■ **ORANGINA** : la marque du groupe Pernod-Ricard applique les dispositifs de la loi Robien depuis le 1^{er} septembre 1997. L'accord, conclu avec tous les syndicats de l'entreprise, a pour conséquence le passage aux 35 heures pour les 532 salariés et la création de 60 nouveaux emplois.

■ **DAIMLER-BENZ** : le groupe allemand envisage de vendre d'ici à fin 1997 les activités semi-conducteurs de sa filiale Temic, selon le magazine allemand *Focus* daté du 6 octobre.

La famille Agnelli et les AGF ripostent à l'offre de François Pinault sur Worms & Cie

L'opération valoriserait le titre entre 460 et 470 francs

La famille Agnelli et les AGF qui détiennent respectivement 20 % et 8 % du capital de la holding Worms & Cie ont déposé lundi 6 octobre

une contre-offre face à l'offre publique d'achat (OPA) lancée vendredi 19 septembre par François Pinault. En cas de succès, la compagnie d'as-

surance Athéna que contrôle le groupe Worms, sera cédée aux AGF. Les Italiens prouvent qu'ils veulent continuer d'investir en France.

LES DEUX PRINCIPAUX actionnaires de Worms & Cie, l'IFIL, le holding de la famille Agnelli, et les AGF, qui détiennent respectivement 20 % et 8 % des titres ont déposé, lundi 6 octobre, une contre-offre face à l'offre publique d'achat (OPA) lancée vendredi 19 septembre par François Pinault sur le groupe. Les titres Worms & Cie et AGF ont été suspendus dès l'ouverture de la Bourse. L'opération sera réalisée via la filiale française de l'IFIL, la Someal.

Les actionnaires familiaux du groupe Worms qui en contrôlent 22,1 % du capital pourront apporter une partie de leurs titres à la Someal. Ils pourront choisir d'être rémunérés soit en cash et soit en titres AGF, soit uniquement en titres AGF. Dès la fin de l'OPA, la compagnie d'assurance Athéna que contrôle le groupe Worms sera cédée aux AGF. La Someal, de son côté, fusionnera avec Worms et Cie. Cette nouvelle entité gèrera l'ensemble des actifs industriels détenus par ces sociétés : 40 % du groupe papeterier Arjo Wiggins Ap-

leton, le groupe sucrier Générale sucrière et 3 % de Danone. Compte tenu du dernier cours coté des AGF, le titre Worms & Cie serait valorisé entre 460 et 470 francs. De son côté, M. Pinault offre 410 francs par action, soit un total de 28 milliards de francs. Pour financer l'opération, les AGF devraient lancer une émission de quelque 25 millions d'actions pour environ 7 milliards de francs. A son issue, la Someal, contrôlée à 100 % par l'IFIL, restera toujours détenue à environ 60 % par la famille Agnelli, à 25 % par les familles Worms, Labbé et Thierry et à 15 % par les AGF.

Depuis huit jours, les actionnaires majoritaires du groupe Worms, qui verrouillent 53 % du capital, cherchaient les moyens de riposter activement à l'OPA lancée par Artémis, holding de tête du groupe de François Pinault. Ils s'étaient jusqu'à présent contentés, par deux fois, d'en rejeter les termes. Malgré les intérêts divergents représentés au sein du conseil de surveillance de Worms un consensus s'est dégagé pour ne pas lais-

ser à M. Pinault le champ libre pour démanteler le groupe et empocher des plus-values. Son offre était par ailleurs jugée trop faible pour séduire même les plus sceptiques du groupe familial.

L'ambition prônée à M. Pinault de vouloir, à partir de l'acquisition de la compagnie d'assurance Athéna, jeter les bases d'un grand groupe financier intégrant les AGF et le GAN a, semble-t-il, mis le feu aux poudres. Antoine Jeancourt-Galliani, le patron des AGF, qui vent racheter le GAN, a dû brutalement réviser sa stratégie en y intégrant Athéna.

16 MILLIARDS DE PRIMES

Depuis la fin de l'année dernière, le groupe Worms cherchait à vendre cette compagnie qui affiche quelque 18 milliards de francs de primes. Les négociations avaient échouées en février avec les AGF, les actionnaires de Worms ne se satisfaisant pas d'un paiement partiel en actions. Depuis, un autre candidat, le groupe d'assurance italien Georali, tentait la corde.

Depuis l'offensive de M. Pinault, le centre de gravité de l'opération se trouve en Italie. C'est à Turin que s'est décidée, la semaine dernière, la tactique de riposte à M. Pinault. L'IFIL, qui gère les intérêts de la famille Agnelli, est le premier actionnaire de Worms & Cie, avec 20 % de son capital. A partir de cette structure, Umberto Agnelli qui la dirige, construit méthodiquement un petit empire européen. Il détient, outre 19 % dans le Club Méditerranée, 2 % dans Danone et 1,3 % dans Accor. Les Italiens montrent une fois de plus qu'ils sont soucieux de la rentabilité de leurs investissements. Ils l'ont prouvé en février en fomentant le pusch qui déboucha sur l'éviction de la famille Tiziano du Club Méditerranée.

En une semaine, l'action Worms & Cie a gagné 2,55 %, clôturant vendredi 3 octobre à 438,80 francs. Le même jour, le groupe a annoncé un résultat net semestriel en hausse de 55 % à 1,2 milliard de francs.

Babette Stern

NATEXIS GROUPE : 1^{er} SEMESTRE 1997

- Progression des activités concurrentielles (+10 % en PNB)
- Redressement de la rentabilité (résultat brut d'exploitation FRF 782 millions, +15 %)
- Provisionnement accru du fait de l'intégration complète des observations de la Commission bancaire
- Résultat net (part du groupe) : FRF 177 millions (contre - FRF 112 millions au 1^{er} semestre 1996)

L'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 1997

- PNB des activités concurrentielles : FRF 1 833 millions (+10,1 %)
- PNB total : FRF 2 103 millions (+ 4,3 %)

Activités bancaires en France :

PNB : FRF 645 millions, - 7 %

Si le déclin des encours et la baisse des marges dans les activités de financement à terme ont continué de peser sur les recettes, des éléments favorables se sont fait jour, en particulier la reprise des financements à court terme en fin de période et la montée en puissance régulière des activités de gestion des moyens de paiement.

International :

PNB : FRF 391 millions, + 20 %

La moitié de l'augmentation de PNB résulte d'effets de change. L'activité par elle-même progresse bien, en particulier le financement du commerce international (+16 %) et le financement d'entreprises (+39 %).

Financements spécialisés :

PNB : FRF 120 millions, + 10 %

Dans le financement aéronautique, la progression du PNB est due à l'effet de change, la progression des encours étant compensée par une baisse des marges moyennes. Dans le domaine des actifs maritimes, on constate une bonne progression des engagements. Les activités de financements d'immobilier d'entreprise et de projets ont connu un semestre satisfaisant. Les commissions provenant de l'activité de syndication sont en forte augmentation.

Marchés :

PNB : FRF 174 millions, - 5 %

Cette division couvre essentiellement des activités «taux» qui n'ont pas connu au premier semestre 97 une conjoncture aussi favorable que celle rencontrée sur les compartiments «diverses» et «actions». La grande prudence adoptée par le groupe dans la gestion de ses positions de taux / FRF au printemps 97 s'est avérée coûteuse en termes de perte d'opportunités. En revanche, les recettes provenant de la filiale américaine ABM Corp. sont en forte augmentation.

Gestion et intermédiation :

PNB : FRF 265 millions, + 15 %

Le PNB de Natexis Capital (ex Dupont-Denant) augmente de 27 %, à FRF 105 millions pour le semestre. L'activité de gestion collective, en cours de réorganisation, a connu une évolution contrastée. La baisse des encours moyens gérés (-14 % à FRF 63 milliards), est en grande partie compensée par un mix produits plus favorable. La baisse du PNB est ainsi limitée à 4%. La gestion privée a connu un bon premier semestre (PNB : +15 %).

Capital investissement et fusions-acquisitions :

PNB : FRF 238 millions, + 102 %

L'activité de capital investissement renoue avec des résultats satisfaisants. Le PNB, qui intègre à la fois des plus-values en forte hausse et une poursuite de l'effort de provisionnement, est en doublement. Le conseil en fusions-acquisitions a connu un bon premier semestre avec un PNB de FRF 15 millions.

Conformément aux prévisions, le PNB ne résultant pas des activités concurrentielles est en baisse. Les activités institutionnelles dégagent un PNB de FRF 108 millions (-14 %). La trésorerie sociale voit son PNB ramené à FRF 159 millions.

LES CHARGES AU 1^{er} SEMESTRE 1997

- Charges d'exploitation : FRF 1 321 millions (-1 %)
- dont : frais de personnel : FRF 892 millions (-1 %)
- charges et amortissements : FRF 429 millions (-5 %)

Le coefficient d'exploitation est abaissé à 63 %.

Effectifs ETP au 30 juin 1997 : 3 385 (-4 %)

dont : en France : 3 059 (-5 %) • à l'étranger : 326 (+5 %)

LE RESULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat brut d'exploitation du groupe Natexis s'élève à FRF 782 millions sur le semestre, en hausse de 15% sur la période équivalente de 1996.

LES PROVISIONS

L'amélioration de la conjoncture en France et la plus grande sélectivité dans l'octroi des crédits depuis quelques années se sont traduites par une baisse notable des nouveaux sinistres.

Prise en compte intégrale des suggestions de la Commission bancaire :

Cependant, les dotations nettes aux provisions sont portées de FRF 473 millions (1^{er} semestre 1996) à FRF 896 millions (1^{er} semestre 1997), dont FRF 646 millions de dotation à la provision à caractère général. A quelques jours de la clôture des comptes, la Direction générale a en effet pris connaissance des conclusions techniques de l'inspection menée au cours de ces derniers mois. Bien que la procédure contradictoire ne soit pas terminée, le Conseil d'administration a décidé d'inscrire, dès les comptes du premier semestre 1997, l'intégralité des provisionnements complémentaires, tels qu'ils ont été approuvés par l'inspection, dans un souci de transparence financière. Les observations de la Commission bancaire correspondent pour une large part à notre analyse et ont fait l'objet de dotations aux provisions individualisées au premier semestre. Pour le solde, la dotation à la provision à caractère général de FRF 646 millions correspond, soit à une appréciation différente de certains risques, soit à des changements de méthode comptable (principalement provisionnement à valeur de marché de certains immeubles du patrimoine de rapport) ; cette provision sera affectée dans les comptes annuels aux risques individualisés pour les montants finalement nécessaires au terme de la mission.

Une reprise sur FRBG de FRF 604 millions est effectuée dans la limite de ce qui est justifié, d'une part, par les changements de méthode comptable déjà évoqués, d'autre part, comme l'année dernière, par un risque de place (dossier FGI / Cie du BTI).

LE RESULTAT NET

La charge fiscale ressort à FRF 123 millions, dont FRF 26 millions résultant des mesures gouvernementales récentes impactant la fiscalité différée. Le résultat net (part du groupe) ressort à FRF 177 millions (contre une perte de FRF 112 millions au premier semestre 1996) et est représentatif de la rentabilité courante actuelle du groupe, indépendamment des demandes complémentaires de la Commission bancaire. Il est en ligne avec les objectifs de ROE fixés par le Projet d'entreprise 1996-1998. Du fait de la croissance sensible des encours pondérés et de la diminution du FRBG, le ratio Cooke au 30 juin 1997 ressort à 8,9 %, dont 5,1 % au titre du Tier One.

LES CHIFFRES CLES

(FRF millions)	1 ^{er} semestre 1996	1 ^{er} semestre 1997	Ecart 1 ^{er} sem. 97 / 1 ^{er} sem. 96	% évolution
PNB des activités concurrentielles	1 666	1 833	169	+ 10 %
Produit Net Bancaire Total	2 016	2 189	173	+ 8 %
Charges d'exploitation	- 1 334	- 1 321	13	- 1 %
Résultat Brut d'Exploitation	682	782	100	+ 15 %
Dotations nettes aux provisions	- 473	- 896	- 423	- 89 %
dont provisions à caractère général	- 2	- 646	- 644	- 32 200 %
Résultat net sur immobilisations	- 2	- 23	- 21	- 1 150 %
Quote-part des mises en équivalence	- 105	- 32	73	- 30 %
Risques bancaires spécifiques	- 50	- 110	- 60	- 120 %
Dotations/reprise nette sur FRBG	+ 50	+ 604	+ 554	+ 1 108 %
Charges/produits nets exceptionnels	- 270*	0	270	- 100 %
Impôts	+ 104	- 123	- 227	- 218 %
Résultat net	- 63	201	264	- 419 %
Part des minoritaires	- 49	- 24	25	- 51 %
Résultat consolidé part du groupe	- 112	177	289	- 258 %

* dont FRF 250 millions de provisions pour charges de restructuration



Accès de faiblesse du dollar et du franc

LE DOLLAR s'inscrivait en nette baisse, lundi matin 6 octobre. Il cotait 1,7520 mark, 5,89 francs et 121,50 yens, contre 1,7780 mark et 5,98 francs et 122,45 yens vendredi 3 octobre. Le billet vert était pénalisé par les déclarations d'Eisuke Sakakibara, vice-ministre japonais des finances, dont l'influence est très grande sur les marchés financiers internationaux. Il a affirmé que le niveau historiquement bas atteint par les rendements des obligations nippones (1,75 %) est « fou » et il a estimé que les investisseurs qui continuent à acheter des emprunts vont finir par « se brûler les doigts ». Une remontée des taux japonais rendrait le yen plus attractif.

La monnaie américaine était également affectée par le renforcement du deutschemark qui résulte de la crise politique en Italie. La menace des communistes italiens de ne pas voter le budget pour 1998 affaiblit la lire et elle ébranle quelque peu la conviction des marchés de voir l'euro être lancé à la date prévue. Ce regain d'incertitudes

profite au deutschemark, devise européenne refuge.

La monnaie allemande se renforce face à la lire, mais aussi face au franc, à 3,3620 francs pour 1 mark lundi matin. La monnaie française pâtit également de l'accès de faiblesse - relatif - du marché obligataire hexagonal. En quelques jours, la France a perdu le privilège qu'elle avait de disposer, seule, des rendements à long terme les plus bas de l'Union européenne. Les taux d'intérêt français à dix ans sont revenus au même niveau (5,41 %) que leurs homologues allemands, alors qu'ils leur étaient inférieurs d'environ 0,10 % depuis plus d'un an. Les analystes expliquent la dépréciation du marché des emprunts d'Etat français par les hésitations de la politique économique gouvernementale, tirailée entre le respect des promesses électorales et les contraintes européennes, et surtout par l'alourdissement de la fiscalité de l'épargne programmée dans la loi de finances 1998.

Pierre-Antoine Delhommeaux

Malgré l'annulation des licenciements les Papeteries Verilhac ne rouvriront pas

GRENOBLE de notre correspondante

Deux semaines après l'annulation de leur licenciement par le tribunal de grande instance de Grenoble, le 22 septembre, les 87 salariés des Papeteries Verilhac frères, connues pour les blocs Rhodia, entrevoient une possibilité d'accord avec leur employeur, le groupe Exacompta-Clairefontaine. Mais la fermeture des sites isérois n'est pas remise en cause.

Créée en 1924 à Lyon, installée, à partir de 1934, dans la vallée de la Romanche, l'entreprise familiale s'est spécialisée dans le cahier scolaire, avant de lancer le fameux bloc orange. Mais la pression de la grande distribution et la concurrence sur les prix ont mis la société en difficulté, entraînant un premier plan social en 1994. En 1996, elle a affiché une perte de 8,4 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 59 millions. En février 1997, elle est rachetée par le groupe Exacompta-Clairefontaine.

DÉFAUT D'INFORMATION

Dès mai, la nouvelle direction étudie la fermeture de l'usine de Séchillienne et du siège social de Vizille. « Verilhac vendait tous ses produits en dessous du prix de revient », soutient Olivier Roussat, un des dirigeants du groupe. « Nous délocalisons en France », précise-t-il, rappelant que l'usine était frappée d'expropriation dans le cadre de la procédure de prévention du risque majeur de la

montagne de Séchillienne. Après l'annonce, le 25 juin, d'un plan social, l'usine a été fermée le 30 juillet, alors que les salariés étaient en congés annuels et que le comité d'entreprise (CE) avait déposé une assignation en référé contre la direction, pour défaut d'information.

Cette assignation a abouti à l'annulation de la procédure de licenciement, au motif que « la phase de consultation avait été quelque peu négligée et menée dans la précipitation ». Le jugement dénonçait « la pauvreté du contenu du dossier économique et financier soumis au CE ». Il relevait une erreur « grossière » sur les effectifs (85 au lieu de 87) dans un plan social jugé imprécis sur « les possibilités de reclassement interne dans les autres sociétés du groupe ». Le tribunal invitait Exacompta-Clairefontaine à reprendre toute la procédure.

Jeudi 2 octobre, des négociations ont débouché sur un accord ratifié par l'employeur, le CE et les syndicats CGC et CGT (seuls représentés), qui prévoit « une transaction financière digne de ce nom », selon un membre du CE. Les salariés ont obtenu de la direction qu'elle renonce à faire appel du jugement du tribunal de Grenoble. Un nouveau plan social devait être présenté par la direction, en tenant compte des observations formulées par le juge.

Nicole Cabret

COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 7 OCTOBRE 1997

Des actionnaires minoritaires réclament une OPA sur Havas

S'estimant défavorisés par l'arrivée de la Générale des eaux, les petits porteurs en appellent au Conseil des marchés financiers. Le groupe de communication vise un bénéfice net de l'ordre de 2 milliards de francs d'ici cinq ans

COLETTE NEUVILLE, présidente de l'Association des actionnaires minoritaires (ADAM), n'en dément pas : c'est au détriment des petits porteurs de parts d'Havas que la Générale des eaux en est devenue l'actionnaire de référence. Depuis que le groupe de Jean-Marie Messier est devenu, en février, le premier actionnaire du groupe de communication (31,4 %), il agit comme s'il avait pris le contrôle de fait d'Havas, en lui imposant sa stratégie sans que les autres actionnaires puissent faire entendre leur voix.

Colette Neuville devait déposer, lundi 6 octobre, une demande, au nom d'actionnaires minoritaires, auprès du Conseil des marchés financiers (CMF) pour enjoindre la Générale des eaux à lancer une offre publique d'achat (OPA) ou d'échange (OPE) sur Havas. Selon le droit boursier, tout groupe doit mener une OPA lorsqu'il a franchi le seuil de 33 % du capital. Les actionnaires minoritaires soutiennent que le groupe de Jean-Marie Messier détient bien plus que 33 % : « Conol Plus, qui est une filiale d'Havas, a une société, Conol Plus Finance, qui a pour seul actif 5 % du capital d'Havas en autocontrôle », explique Dominique Schmidt, avocat des minoritaires. Avec cette participation indirecte, il estime que la Générale détient 35,9 % du capital.

Se fondant sur un arrêt de la

Cour de cassation, il affirme qu'il convient d'ajuster ces titres à la participation de la Générale des eaux. L'affaire fait d'autant moins de doute pour les plaignants que ces titres en autocontrôle, normalement privés de droit de vote, ont été utilisés par Canal Plus, lors de la dernière assemblée générale d'Havas.

Fort de cette argumentation,

Depuis que le groupe de Jean-Marie Messier est devenu le premier actionnaire du groupe de communication, il agit comme s'il en avait pris le contrôle de fait

L'ADAM vent obtenir que le Conseil des marchés financiers fasse respecter le droit boursier et oblige la Générale des eaux à lancer une opération sur le total du capital d'Havas afin d'offrir une porte de sortie aux actionnaires minoritaires. Le débat risque d'être agité : la Générale

des eaux n'a pas les moyens financiers de mener une OPA sur Havas.

Au cours de la réunion d'analystes financiers du vendredi 3 octobre, avant que ce débat ne prenne corps, Eric Licoys, directeur général d'Havas et fidèle de Jean-Marie Messier, a fait le point sur la santé du groupe de communication : « Nous ne procéderons pas au démantèlement du groupe. Nous parlons sur une forte croissance et nous serons ou rendez-vous pour les résultats. »

La veille, le groupe Havas avait annoncé à l'issue d'un conseil d'administration un bénéfice record enregistré au premier semestre 1997, de 1,1 milliard de francs (après amortissement des écarts d'acquisition), grâce notamment à une soude de 550 millions de francs versée par Audiofin en contrepartie de la fusion entre la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et UFA, la filiale audiovisuelle de Bertelsmann, et grâce à plusieurs cessions récentes (Capital Radio, Métropolis, Médiavision).

Les perspectives 1997 se révèlent encourageantes, le groupe Havas devrait dégager cette année un bénéfice net supérieur à 1,5 milliard de francs, contre 1 milliard en 1996. L'objectif à cinq ans est d'atteindre 2 milliards de francs de bénéfice net et une rentabilité des fonds propres de 12 % à 15 % - contre 8 % en 1996.

Pierre Danzies, président d'Havas,

a précisé que le groupe « n'avait pas pour l'instant l'intention de céder ses 19,6 % dans Audiofin », la société holding cotée du groupe CLT-UFA. L'échange des 40 % dans le holding n'est coté CLMM, mais on mène de CLT-UFA, contre cette participation dans Audiofin. « Nous laisserons une liberté de choix », a-t-il dit, pour céder ou non, selon le cours de Bourse, les actions qu'Havas détient dans le groupe audiovisuel germano-luxembourgeois.

Eric Licoys a précisé la nou-

sont également prévus dans le multimédia. Agnès Touraine, en charge d'Havas Interactive (qui regroupe Liris Interactive et Havas Edition électronique) devra ainsi explorer les synergies possibles à l'intérieur du groupe Havas, tout en favorisant les liens avec Cégétel, le pôle télécommunications de la Compagnie générale des eaux, qui doit prochainement absorber le service en ligne d'Havas, HOL, qui compte 40 000 abonnés.

« Nous nous appuyons sur les

Bientôt un allié américain pour Havas Advertising

Pour permettre le désengagement partiel de Havas de sa filiale publicitaire Havas Advertising, son président, Alain de Pourthac, a confirmé, mercredi 1^{er} octobre, que des négociations avaient commencé cet été « en vue d'un rapprochement majeur avec un groupe publicitaire américain, l'objectif étant de parvenir à un accord avant fin 1998 ».

La coopération avec Andersen Consulting (Le Monde du 11 septembre) pourrait donner lieu à la création prochaine d'une société commune présente en Europe. Havas Advertising a annoncé un bénéfice net semestriel (part du groupe) de +31,2 % (122 millions de francs) pour une marge brute de 2,387 milliards de francs (+19 %) et un chiffre d'affaires semestriel de 15,91 milliards (+19 %).

velle stratégie du groupe, qui consiste à « se recentrer sur des activités à plus forte marge », ce qui implique « une cession des activités de régie publicitaire, un désengagement de la division voyage et un réinvestissement vers l'audiovisuel, l'édition et le multimédia ». Il souhaite aussi « développer certains métiers traditionnels », et notamment accéder à « l'intermédiation des données ». Son autre priorité tient à sa volonté de « clarifier ses partenariats » et « rendre Havas plus opérationnel », ce qui s'est déjà traduit par l'absorption de CEP Communication.

D'importants développements

contenus pour développer le multimédia. La CEP possède déjà les corpus nécessaires pour créer des encyclopédies en ligne, alors que nos concurrents doivent investir jusqu'à 100 millions de francs pour obtenir ces fonds éditoriaux », explique Agnès Touraine.

De plus, une filiale Nathan-Havas-Cégétel vise le marché de l'éducation et proposera aux écoles primaires des solutions multimédias clés en main comprenant des contenus, mais aussi des services de maintenance informatique.

Martine Orange et Nicole Vulser

Les Français jugent sévèrement le journalisme d'investigation

À EN CROIRE un sondage CSA, les Français paraissent extrêmement circonspects à l'égard du journalisme dit d'investigation : 77 % jugent « normal » que la presse publie des informations malgré le secret de l'instruction, 79 % qu'ils divulguent le nom des personnes mises en cause au risque de porter atteinte à leur réputation et 78 % qu'ils publient des documents confidentiels. Les résultats de ce sondage, réalisé les 18 et 19 septembre selon la méthode des quotas auprès d'un échantillon représentatif de 1 005 personnes, seront présentés, mardi 7 octobre, par le directeur de l'Institut CSA, Roland Cayrol, lors des entretiens annuels de l'information économique et sociale organisés par le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ) et LCI avec Le Monde.

Pour une grande majorité de sondés, le suivi des affaires est souvent lié à des préoccupations commerciales : 72 % estiment que les journalistes qui les traitent cherchent « avant tout à faire une bonne audience ou à augmenter les

ventes ». Les personnes interrogées reconnaissent cependant que ce travail a des vertus démocratiques : 87 % déclarent que sans les journalistes le public ne connaîtrait pas la vérité sur certaines affaires.

Ce jugement coïncide paradoxalement des appréciations extrêmement sévères sur les méthodes des médias : 84 % des sondés déclarent ainsi que les journalistes ne prennent pas toujours le temps de mener un véritable travail de vérification et d'enquête avant de livrer des informations sur les affaires. Cette opinion est partagée par l'ensemble des catégories socio-professionnelles.

LES JEUNES PLUS SÉVÈRES
Beaucoup de sondés se montrent sensibles au débat sur le respect de la présomption d'innocence : 71 % estiment ainsi que les journalistes ne respectent pas ce principe. Cette opinion est particulièrement forte chez les personnes âgées de 18 à 34 ans. Tout au long du sondage, les jeunes se révèlent d'ailleurs nettement plus sévères que leurs aînés à l'égard

des médias : ils sont plus attentifs au respect du secret de l'instruction et plus hostiles à la publication de documents confidentiels.

Quant aux électeurs de Jacques Chirac, ils sont, en règle générale, plus critiques envers la presse que ceux de Lionel Jospin : ils se déclarent plus attachés au respect du secret de l'instruction et plus sensibles aux atteintes portées à la réputation.

Malgré ce jugement très sévère envers les médias, les sondés ne souhaitent pas que le débat soit tranché de manière répressive par le législateur. Si 36 % estiment qu'il faut « durcir les lois existantes et prévoir des sanctions à l'égard des journalistes qui commettent des dérapages, même si c'est au détriment de la liberté d'information », 58 % déclarent que, même s'il y a des dérapages, c'est aux journalistes eux-mêmes de « fixer leurs propres limites ». Les partisans d'une intervention de l'État se recrutent essentiellement parmi les jeunes et les électeurs de droite.

Anne Chemin

IDATE 97

Journées internationales

20 ans

ou la préhistoire du Cybermonde... face aux futurs

20, 21 NOV. 1997 - Montpellier

L'IDATE fête ses 20 ans. L'occasion de donner la parole à des personnalités de premier plan pour dresser le bilan de ce que l'on considérera peut-être comme la préhistoire du Cybermonde et dessiner les différents futurs possibles.

La première journée permettra la confrontation des expériences et des analyses d'acteurs-clés qui éclaireront le débat dans ses composantes techniques, commerciales, industrielles et réglementaires.

La deuxième journée, placée sous l'égide de la revue de l'IDATE, COMMUNICATIONS & STRATÉGIES, précisera la notion de société de l'information et posera la question de ses performances économiques et de ses implications sociales.

Avec le soutien de la Fondation IDATE (Alcatel, Bouygues, Cap Gemini Telecom, CDP/PartCom, Cégétel, Deutsche Telekom, EDF, France Télécom, Global One, Alcatel, PSA, Sema Group, Telecom Italia), le Conseil Général de l'Hérault, le Conseil Régional du Languedoc-Roussillon et le District de Montpellier

Avec la participation notamment de :

• Jacques ATTALI, Conseiller d'Etat (FR) • Martin BANGEMANN, Vice-Président, Commission européenne • Pierre BONELLI, Président, Directeur général, Sema Group (FR) • Bernard BOSSARD, Secrétaire Vice Président, Cellular Vision USA, Inc. • Michel CARPENTIER, Ancien directeur général de la DG XII de la Commission européenne • Eric COHEN, Directeur de recherche, CNRS (FR) • Robert B. COHEN, Président, Cohen Communications Group (US) • Jean-Jacques DAMIANIAN, Directeur général exécutif, France Télécom • Eric DANKE, General Manager, F-Online (DE) • Detlef ECKERT, DG XII, European Commission • Dieter ELDAMANN, Head of Corporate Strategies research group, WIK (DE) • Pat GALLAGHER, Directeur Europe, BT (GB) • Jacques HALPERIN, Directeur général adjoint, SAP France • Jean-Michel HUBERT, Président, Autorité de Régulation des Télécommunications (FR) • Richard LAUNDE, Directeur général adjoint, Cégétel (FR) • Bruno LASSERRE, Conseiller d'Etat (FR) • Alain LEBEC, Vice Chairman Investment Banking, Merrill Lynch (US) • Pierre LESCHRE, Président, Canal+ (FR) • William H. MELLODY, Professor, Dett University of Technology (NI) • Thierry MILEO, Directeur de la stratégie, BouyguesSTET Telecom (FR) • Alain MINC (FR) • Kengo NAKANO, Managing Director, Infocom Research (JP) • Koji OHBOSHI, Président, NTT Mobile Communications Network, Inc. (JP) • Riccardo PETRELLA, Professeur à l'Université Catholique de Louvain (BE) • Christian PIERRET, Secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie (FR) • Sam PITRODA, Chairman, WorldTel • Peter E. RADLEY, Director Marketing and Business Development, Alcatel Telecom (FR) • Bernard VERGNES, Chairman, Microsoft Europe (FR) • François-Henri de VIREU, Président, IDATE (FR).

Pour plus d'information, merci de contacter Isabelle Jirassat. Tél. 04 67 14 44 04. Fax. 04 67 14 44 00. e-mail: idate@idate.fr. http://www.idate.fr

7H22 - FRANÇOIS-HENRI DE VIREU

«AUTREMENT DIT» CHRONIQUE POLITIQUE

7H51 - PHILIPPE LAPOUSTERLE

«LA POLITIQUE AUTREMENT»

8H15 - IVAN LEVAL

LA REVUE DE PRESSE



OUVREZ LES OREILLES AVEC L'INFO SUR RMC.

RMC C'EST AUSSI TOUTE L'INFORMATION RÉGIONALE, NATIONALE ET INTERNATIONALE. DES JOURNAUX DE 10' TOUTES LES DEMI-HEURES, DES REPORTAGES, L'ACTUALITÉ SPORTIVE. TROIS HEURES D'INFO PERMANENTE CHAQUE MATIN... ET TOUJOURS DU SOLEIL. FRÉQUENCES : 3615 RMC (2F23 la minute).



la valeur sud!

LAU CHENTON

هكذا من الإيجل

Promodès + Casino

nombre de magasins au 31 décembre 1996

	Hypermarchés	Supermarchés	Maxidiscompte	Proximité	Distribution spécialisée	Restauration
Promodès	167	703	1 939	1 827	230	46
+						
Casino	111	467	-	2 258	173	222
le nouveau groupe Promodès-Casino ⇒	278	1 170	1 939	4 085	403	268

la dynamique des activités.

Promodès-Casino,

le nouvel ensemble constituera le seul groupe de distribution alimentaire à proposer une palette d'activités aussi diversifiées, tant sur le plan géographique, que sur le plan des métiers : hypermarché, supermarché, maxidiscompte, commerce de proximité, distribution spécialisée et restauration. Il en est de même des modes de développement qui assurent un bon équilibre entre magasins intégrés et magasins franchisés.

Promodès-Casino,

le nouvel ensemble renforcera la compétitivité de chacun de ses formats,

tout en proposant au consommateur une offre commerciale diversifiée et adaptée à chaque situation de consommation.

Promodès-Casino,

fera bénéficier la région stéphanoise et toute l'économie locale d'un fort potentiel de croissance.

Saint-Etienne demeurera une place forte du groupe au même titre que Caen - berceau et siège social de Promodès - et Paris.

Promodès-Casino,

un nouveau groupe, plus fort pour affronter une concurrence désormais mondiale.

Construisons, ensemble, l'un des leaders mondiaux de la distribution alimentaire

La note d'information visée par la COB n°97542 en date du 1^{er} octobre 1997 est tenue, sans frais, à disposition du public chez les intermédiaires financiers ou sur simple demande au

N° Vert 0 800 83 84 85

 **Promodès**
TOUS LES VISAGES DU COMMERCE

55:20 من الإجمالي

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MARDI 7 OCTOBRE 1997 / 25

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 6 OCTOBRE
Liquidation : 24 octobre
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12h30

CAC 40

PARIS

-0,34%

CAC 40

3089,54

VALEURS FRANÇAISES

Cours	Derniers	%
précéd.	cours	variation
		31/12 (1)
ANP (T.P.)	985	+0,50
Orlym (T.P.)	980	-0,43
Renault (T.P.)	1879	-0,26
Thomson (T.P.)	2220	-1,35
Saint-Gobain (T.P.)	1225	-2,86
Thomson SA (T.P.)	950	-
Accor	1124	-0,62
ACP-Asiatic France	238,40	-
Air Liquide	1017	+0,39
Alcatel Alsthom	825	-1,69
Alcatel (ex-Atel) CA	620	-0,32
Alcatel	402,90	-
Bail Inverdis	775	-0,12
Banque Paribas	766	-1,09
Banque Paribas	540	+1,63
Banque Paribas	380	+1,84
BIC	463,50	-1,94
BIS	495,80	-0,66
B.N.P.	312,10	-0,67
Bouygues	771	+0,51
Bouygues	2260	-3,21
Bouygues	578	-1,21
Bouygues	380,80	+0,44
Bouygues	69,80	-0,28
Cap Gemini	1017	-1,08
Cap Gemini	410	+0,24
Carrefour	1690	-
Carrefour	3786	-0,97
Carrefour	329	-0,13
Carrefour	276,30	-0,07
Carrefour	620	+0,16
C.C.F.	365	-0,72
Capfig	647	-0,61
Courva	35,50	-0,27
Courva	680	-0,73
CGP	1888	-0,37
CGP	404	-0,59
Christian Dior	1017	-
Christian Dior	810	-
Ciments Français	244,90	-1,91
Cie France Ly	250	-
Carles	329	+0,11
Cie Méditerranée	462,50	-0,51
Colson	650	-1,23
Colson	915	-0,98
Compagnie Ediparc	72,30	-0,81
Compagnie Ediparc	2757	+0,51

CPL	478,70	-0,14
CPL	44,90	-0,40
CPL	285	-0,31
CPL	477,50	-0,64
CPL	239,10	-2,80
CPL	3700	-0,41
CPL	598	-0,11
CPL	1315	-0,11
CPL	328	+0,34
CPL	380	+0,07
CPL	220	-0,38
CPL	60	-0,38
CPL	65	+0,71
CPL	49,40	-0,80
CPL	375	-0,26
CPL	94	-0,12
CPL	125,30	+1,20
CPL	225	+1,10
CPL	225	-1,20
CPL	805	+0,10
CPL	286	-0,08
CPL	317	-0,08
CPL	117	-0,08
CPL	150	-0,08
CPL	328	-0,08
CPL	2496	-0,08
CPL	810	-0,08
CPL	1319	-0,08
CPL	640	-0,08
CPL	170	-0,08
CPL	49	-0,08
CPL	420	-0,08
CPL	380	-0,08
CPL	130	-0,08
CPL	577	-0,08
CPL	419,50	-0,08
CPL	2480	-0,08
CPL	870	-0,08
CPL	320	-0,08
CPL	257	-0,08
CPL	148	-0,08
CPL	641	-0,08
CPL	2025	-0,08
CPL	1140	-0,08
CPL	611,60	-0,08
CPL	770	-0,08
CPL	738	-0,08
CPL	355,50	-0,08
CPL	145	-0,08
CPL	171,60	-0,08
CPL	1225	-0,08
CPL	770	-0,08
CPL	1700	-0,08
CPL	446,70	-0,08
CPL	320	-0,08
CPL	380	-0,08
CPL	239	-0,08
CPL	1276	-0,08
CPL	240	-0,08
CPL	255	-0,08

Locales	809	+0,12
Locales	2477	-0,40
Locales	1209	-0,07
Locales	648	-0,46
Locales	71,50	-2,44
Locales	13,80	-1,26
Locales	116,50	-0,13
Locales	148	-2,70
Locales	131,30	-2,19
Locales	405	-3,45
Locales	880	-1,24
Locales	71,60	-1,26
Locales	47,80	-0,42
Locales	1177	-0,16
Locales	225	-0,13
Locales	277,40	-2,48
Locales	795	-1
Locales	2620	-0,67
Locales	63	-0,65
Locales	499,60	-2,07
Locales	2254	-0,08
Locales	561	-1,24
Locales	116,50	-0,08
Locales	184,10	-1,19
Locales	7605	-0,44
Locales	260,70	-0,05
Locales	31,70	-3,78
Locales	5640	-0,21
Locales	186,10	-0,21
Locales	2915	-0,52
Locales	636	-0,52
Locales	515	-0,52
Locales	480	-0,52
Locales	175	-0,52
Locales	1480	-0,52
Locales	609	-0,52
Locales	381,80	-0,52
Locales	225	-0,52
Locales	630	-0,52
Locales	368	-0,52
Locales	164,50	-0,52
Locales	67	-0,52
Locales	148	-0,52
Locales	148	-0,52
Locales	382	-0,52
Locales	420	-0,52
Locales	420	-0,52
Locales	1200	-0,52
Locales	123,10	-0,52
Locales	3048	-0,52
Locales	291	-0,52
Locales	223	-0,52
Locales	422	-0,52
Locales	609	-0,52
Locales	656	-0,52
Locales	699	-0,52
Locales	770	-0,52
Locales	1470	-0,52
Locales	702	-0,52
Locales	420	-0,52
Locales	417	-0,52
Locales	212,20	-0,52
Locales	601	-0,52

Locales	809	+0,12
Locales	2477	-0,40
Locales	1209	-0,07
Locales	648	-0,46
Locales	71,50	-2,44
Locales	13,80	-1,26
Locales	116,50	-0,13
Locales	148	-2,70
Locales	131,30	-2,19
Locales	405	-3,45
Locales	880	-1,24
Locales	71,60	-1,26
Locales	47,80	-0,42
Locales	1177	-0,16
Locales	225	-0,13
Locales	277,40	-2,48
Locales	795	-1
Locales	2620	-0,67
Locales	63	-0,65
Locales	499,60	-2,07
Locales	2254	-0,08
Locales	561	-1,24
Locales	116,50	-0,08
Locales	184,10	-1,19
Locales	7605	-0,44
Locales	260,70	-0,05
Locales	31,70	-3,78
Locales	5640	-0,21
Locales	186,10	-0,21
Locales	2915	-0,52
Locales	636	-0,52
Locales	515	-0,52
Locales	480	-0,52
Locales	175	-0,52
Locales	1480	-0,52
Locales	609	-0,52
Locales	381,80	-0,52
Locales	225	-0,52
Locales	630	-0,52
Locales	368	-0,52
Locales	164,50	-0,52
Locales	67	-0,52
Locales	148	-0,52
Locales	148	-0,52
Locales	382	-0,52
Locales	420	-0,52
Locales	420	-0,52
Locales	1200	-0,52
Locales	123,10	-0,52
Locales	3048	-0,52
Locales	291	-0,52
Locales	223	-0,52
Locales	422	-0,52
Locales	609	-0,52
Locales	656	-0,52
Locales	699	-0,52
Locales	770	-0,52
Locales	1470	-0,52
Locales	702	-0,52
Locales	420	-0,52
Locales	417	-0,52
Locales	212,20	-0,52
Locales	601	-0,52

Locales	809	+0,12
Locales	2477	-0,40
Locales	1209	-0,07
Locales	648	-0,46
Locales	71,50	-2,44
Locales	13,80	-1,26
Locales	116,50	-0,13
Locales	148	-2,70
Locales	131,30	-2,19
Locales	405	-3,45
Locales	880	-1,24
Locales	71,60	-1,26
Locales	47,80	-0,42
Locales	1177	-0,16
Locales	225	-0,13
Locales	277,40	-2,48
Locales	795	-1
Locales	2620	-0,67
Locales	63	-0,65
Locales	499,60	-2,07
Locales	2254	-0,08
Locales	561	-1,24
Locales	116,50	-0,08
Locales	184,10	-1,19
Locales	7605	-0,44
Locales	260,70	-0,05
Locales	31,70	-3,78
Locales	5640	-0,21
Locales	186,10	-0,21
Locales	2915	-0,52
Locales	636	-0,52
Locales	515	-0,52
Locales	480	-0,52
Locales	175	-0,52
Locales	1480	-0,52
Locales	609	-0,52
Locales	381,80	-0,52
Locales	225	-0,52
Locales	630	-0,52
Locales	368	-0,52
Locales	164,50	-0,52
Locales	67	-0,52
Locales	148	-0,52
Locales	148	-0,52
Locales	382	-0,52
Locales	420	-0,52
Locales	420	-0,52
Locales	1200	-0,52
Locales	123,10	-0,52
Locales	3048	-0,52
Locales	291	-0,52
Locales	223	-0,52
Locales	422	-0,52
Locales	609	-0,52
Locales	656	-0,52
Locales	699	-0,52
Locales	770	-0,52
Locales	1470	-0,52
Locales	702	-0,52
Locales	420	-0,52
Locales	417	-0,52
Locales	212,20	-0,52
Locales	601	-0,52

Locales	809	+0,12
Locales	2477	-0,40
Locales	1209	-0,07
Locales	648	-0,46
Locales	71,50	-2,44
Locales	13,80	-1,26
Locales	116,50	-0,13
Locales	148	-2,70
Locales	131,30	-2,19
Locales	405	-3,45
Locales	880	-1,24
Locales	71,60	-1,26
Locales	47,80	-0,42
Locales	1177	-0,16
Locales	225	-0,13
Locales	277,40	-2,48
Locales	795	-1
Locales	2620	-0,67
Locales	63	-0,65
Locales	499,60	-2,07
Locales	2254	-0,08
Locales	561	-1,24
Locales	116,50	-0,08
Locales	184,10	-1,19
Locales	7605	-0,44
Locales	260,70	-0,05
Locales	31,70	-3,78
Locales	5640	-0,21
Locales	186,10	-0,21
Locales	2915	-0,52
Locales	636	-0,52
Locales	515	-0,52
Locales	480	-0,52
Locales	175	-0,52
Locales	1480	-0,52
Locales	609	-0,52
Locales	381,80	-0,52
Locales	225	-0,52
Locales	630	-0,52
Locales	368	-0,52
Locales	164,50	-0,52
Locales	67	-0,52
Locales	148	-0,52
Locales	148	-0,52
Locales	382	-0,52
Locales	420	-0,52
Locales	420	-0,52
Locales	1200	-0,52
Locales	123,10	-0,52
Locales	3048	-0,52
Locales	291	-0,52
Locales	223	-0,52
Locales	422	-0,52
Locales	609	-0,52
Locales	656	-0,52
Locales	699	-0,52
Locales	770	-0,52
Locales	1470	-0,52
Locales	702	-0,52
Locales	420	-0,52
Locales	417	-0,52
Locales	212,20	-0,52
Locales	601	-0,52

Locales	2007	2008	%	variation 2007/2008
1	2007	2008	1,04	-0,04
2	2007	2008	0,96	0,04
3	2007	2008	0,94	0,06
4	2007	2008	0,91	0,09
5	2007	2008	0,85	0,15
6	2007	2008	0,73	0,27
7	2007	2008	0,68	0,32
8	2007	2008	0,61	0,39
9	2007	2008	0,55	0,45
10	2007	2008	0,51	0,49
11	2007	2008	0,47	0,53
12	2007	2008	0,43	0,57
13	2007	2008	0,39	0,61
14	2007	2008	0,35	0,65
15	2007	2008	0,31	0,69
16	2007	2008	0,27	0,73
17	2007	2008	0,23	0,77
18	2007	2008	0,19	0,81
19	2007	2008	0,15	0,85
20	2007	2008	0,11	0,89
21	2007	2008	0,07	0,93
22	2007	2008	0,03	0,97
23	2007	2008	0,00	1,00
24	2007	2008	0,00	1,00
25	2007	2008	0,00	1,00
26	2007	2008	0,00	1,00
27	2007	2008	0,00	1,00
28	2007	2008	0,00	1,00
29	2007	2008	0,00	1,00
30	2007	2008	0,00	1,00
31	2007	2008	0,00	1,00
32	2007	2008	0,00	1,00
33	2007	2008	0,00	1,00
34	2007	2008	0,00	1,00
35	2007	2008	0,00	1,00
36	2007	2008	0,00	1,00
37	2007	2008	0,00	1,00
38	2007	2008	0,00	1,00
39	2007	2008	0,00	1,00
40	2007	2008	0,00	1,00
41	2007	2008	0,00	1,00
42	2007	2008	0,00	1,00
43	2007	2008	0,00	1,00
44	2007	2008	0,00	1,00
45	2007	2008	0,00	1,00
46	2007	2008	0,00	1,00
47	2007	2008	0,00	1,00
48	2007	2008	0,00	1,00
49	2007	2008	0,00	1,00
50	2007	2008	0,00	1,00
51	2007	2008	0,00	1,00
52	2007	2008	0,00	1,00
53	2007	2008	0,00	1,00
54	2007	2008	0,00	1,00
55	2007	2008	0,00	1,00
56	2007	2008	0,00	1,00
57	2007	2008	0,00	1,00
58	2007	2008	0,00	1,00
59	2007	2008	0,00	1,00
60	2007	2008	0,00	1,00
61	2007	2008	0,00	1,00
62	2007	2008	0,00	1,00
63	2007	2008	0,00	1,00
64	2007	2008	0,00	1,00
65	2007	2008	0,00	1,00
66	2007	2008	0,00	1,00
67	2007	2008	0,00	1,00
68	2007	2008	0,00	1,00
69	2007	2008	0,00	1,00
70	2007	2008	0,00	1,00
71	2007	2008	0,00	1,00
72	2007	2008	0,00	1,00
73	2007	2008	0,00	1,00
74	2007	2008	0,00	1,00
75	2007	2008	0,00	1,00
76	2007	2008	0,00	1,00
77	2007	2008	0,00	1,00
78	2007	2008	0,00	1,00
79	2007	2008	0,00	1,00
80	2007	2008	0,00	1,00
81	2007	2008	0,00	1,00
82	2007	2008	0,00	1,00
83	2007	2008	0,00	1,00
84	2007	2008	0,00	1,00
85	2007	2008	0,00	1,00
86	2007	2008	0,00	1,00
87	2007	2008	0,00	1,00
88	2007	2008	0,00	1,00
89	2007	2008	0,00	1,00
90	2007	2008	0,00	1,00
91	2007	2008	0,00	1,00
92	2007	2008	0,00	1,00
93	2007	2008	0,00	1,00
94	2007	2008	0,00	1,00
95	2007	2008	0,00	1,00
96	2007	2008	0,00	1,00
97	2007	2008	0,00	1,00
98	2007	2008	0,00	1,00
99	2007	2008	0,00	1,00
100	2007	2008	0,00	1,00

SPORTS Pour la première fois de son histoire, l'équipe de France féminine de tennis a gagné la Fed Cup, dimanche 5 octobre, en battant les Pays-Bas (4-1). ● SANDRINE TESTUD a ap-

porté le point du titre en s'imposant devant Miriam Oremans (0-6, 6-3, 6-3) après que Brenda Schultz-McCarthy eut entretenu les espoirs néerlandais en dominant Mary Pierce (4-6, 6-3,

6-3). ● YANNICK NOAH renoue avec le succès après l'élimination prématurée de l'équipe masculine en Coupe Davis face à la Belgique (Le Monde du 23 septembre). Révision des tech-

niques, yoga et respect des joueurs sont les maîtres mots d'une méthode qui lui permet de devenir le premier capitaine à avoir remporté les deux trophées. ● LE TENNIS FRANÇAIS

compte désormais à son palmarès tous les titres internationaux individuels (tournois du Grand Chelem) et par équipes (Fed Cup, Coupe Davis ou Coupe Galea).

La victoire en Fed Cup complète le palmarès du tennis français

Emmenées par leur capitaine Yannick Noah, les filles de l'équipe de France ont su tirer parti de circonstances particulièrement favorables durant toute la saison pour gagner la Fed Cup, une épreuve qu'elles n'avaient jamais su dominer jusque-là

HERTOGENBOSCH

de notre envoyée spéciale
Les mains touchent la coupe en argent, les sourires sont énormes, la joie est belle. Voilà, la France a gagné la première Fed Cup de son histoire. Nathalie Tauziat, partie à la coquette du trophée il y a douze ans, et Mary Pierce sont là. Il y a aussi Alexandra Fusai et Sandrine Testud, tout juste titularisées pour la demi-finale France-Belgique du mois de juillet (3-2). Elles font venir Julie Halard, la grande absente de l'année pour cause de blessure et qui mérite cette coupe pour l'avoir tant convoitée depuis 1990. Depuis la nouvelle formule, la France butait aux portes de la finale, vaincue en 1995 par les Etats-Unis et en 1996 par l'Espagne. Ces deux nations éliminées au premier tour, elle est devenue favorite.

Mais l'aventure n'a pas commencé au début de la saison, quand Yannick Noah est devenu capitaine de l'équipe à la demande de Julie Halard et de Mary Pierce. Tout a débuté en 1992. La formatio est en lambeaux. Mary Pierce vient d'arriver, elle parle très peu le français, Julie Halard et Nathalie Tauziat se plaignent d'être moins bien traitées que la jeune star par la Fédération française de tennis (FFT). Mary Pierce est mieux payée. Une maladresse. Les choses s'arrangent. Françoise Durr y a mis tout son cœur. Amie, maman, ancienne championne de Roland-Garros (1967), elle noue des liens et réconcilie les joueuses jusque sur le circuit. « C'était une collection d'individualités, il y



Le capitaine français Yannick Noah célèbre avec son équipe la victoire décisive de Sandrine Testud face à Miriam Oremans, au terme de trois sets disputés.

avait du tirage, dit-elle. L'équipe est peu à peu montée en puissance. »

Françoise Durr affirme n'avoir pas pris ombrage de la nomination de Yannick Noah. Le capitaine de Coupe Davis, auréolé des victoires de Lyon et de Madrid, prend l'équipe en main en janvier 1997. Dès avril, les filles affrontent le Japon. Pendant que les Etats-Unis et l'Espagne se font éliminer par les Pays-Bas (3-2) et la Belgique (4-0), la France vit un premier tour exal-

tant et bête difficile à Tokyo.

Les Japonaises viennent de voir partir à la retraite leur numéro un nationale (et dixième mondiale), Kimiko Date. Au premier soir, la France mène deux points à zéro, de justesse. Nathalie Tauziat a sauvé des balles de match, Mary Pierce a été éprouvée. Elle perd sa deuxième rencontre. Nathalie Tauziat donne le point de la victoire en gagnant le troisième set sur le score de 17-15 après avoir à nouveau écarté des balles de match. Le groupe

se cimente. Mais c'est à Nice qu'il se fonde vraiment. A priori favorite de la demi-finale contre la Belgique, l'équipe de France arrive affaiblie: Mary Pierce est blessée au coude, Julie Halard n'est toujours pas remise et Nathalie Tauziat est bien plus à son aise sur les surfaces rapides. Reste Sandrine Testud, prometteuse certes, mais qui n'est pas encore la quart-de-finaliste de l'US Open 1997 et la quatorzième mondiale qu'elle deviendra quelques mois plus tard.

A la surprise générale, Yannick Noah lui adjoint Alexandra Fusai. Avant-il le choix? Sans doute pas. Alexandra Fusai fera des merveilles en apportant le premier point français avec une victoire en trois sets sur Sabine Appelmans, le « match de [sa] vie », dira-t-elle. Sandrine Testud, qui passe à côté de la victoire le samedi, ramène la France à deux points partout le dimanche, avant de qualifier l'équipe grâce à une victoire dans le double, où elle est associée à Alexandra Fusai. La France parle à nouveau de l'effet Noah.

Il est réel. Témoignage des joueuses. Sandrine Testud: « Il est hyper-positif. Pendant les mo-

ments, on se sent à 100 % derrière nous. Il est toujours là, même si ce ne va pas. » Sandrine, qui a apporté, dimanche 5 octobre, le point de la victoire face aux Pays-Bas, a vécu l'expérience la plus importante de l'équipe. Elle se souvient, c'était à Nice: « C'était la première fois que j'étais titulaire. Cela faisait longtemps que je n'avais pas eu quelqu'un à côté de moi sur la chaise pour me parler, j'ai eu du mal à communiquer, j'ai perdu. Après la défaite, j'étais mal. Yannick est venu, il m'a rassurée. Le lendemain, la communication est mieux passée. »

Alexandra Fusai: « Il nous apporte beaucoup de sérénité et nous donne envie de nous surpasser. » Depuis sa victoire à Nice, la carrière de la jeune fille a fait un bond. Mary Pierce: « Il est généreux, drôle, calme. Il nous fait beaucoup de bien sur le terrain. Avec lui, on s'ouïse. » Nathalie Tauziat: « Il donne confiance, il nous respecte. »

La méthode Noah? La technique revue jusqu'à la base, du yoga et du respect. Evidemment, au-delà des mots, des faits, des gestes, ce sont les joueuses françaises qui ont offert à Yannick Noah le troisième grand titre collectif de sa vie de capitaine. En une victoire, le tennis féminin français prouve sa grande quali-

elle vit une saison magnifique. Elle a été huitième-de-finaliste à Wimbledon, quart-de-finaliste à l'US Open et a gagné le premier tournoi de sa carrière à Palerme (Italie). Elle ne le doit qu'à elle-même et à un entraînement oeu qui a remodelé son corps. A New York, Mary et Sandrine devraient retrouver Nathalie Tauziat et Alexandra Fusai, classées huitièmes mondiales en double.

« Yannick est généreux, drôle, calme. Il nous fait beaucoup de bien sur le terrain. Avec lui, on s'amuse »

L'effet Noah a besoin de bases solides, de moments propices. Malgré lui, les messieurs affligés d'un groupe fragile et d'une relève inexistant ont été relégués en deuxième division de Coupe Davis après leur défaite en Belgique (3-2), en septembre. Avec lui, les dames, qui comptent parmi les meilleures du monde, ont marié leurs forces et créé une équipe. Comme lors des cam-

La Néerlandaise Schultz-McCarthy a sauvé l'honneur

Dès samedi soir, l'équipe des Pays-Bas était menée deux points à zéro, mais elle ne voulait pas baisser les bras. Le plus beau témoignage est, bien sûr, celui de Brenda Schultz-McCarthy. Malgré un tennis approximatif, des services parfois puissants, parfois calamiteux, la Néerlandaise est venue à bout du jeu presque parfait de Mary Pierce, qui aura été un peu trop juste dans les moments cruciaux. « Je n'ai rien à me reprocher », dit la Française. Avec raison.

Les Pays-Bas n'ont jamais voulu désespérer. Depuis le début de la saison, ce n'était pas dans leur nature. Tout juste sortie de la deuxième division, l'équipe s'est qualifiée pour la finale en battant au passage les Etats-Unis et la République tchèque. « Nous sommes très fiers, explique Fred Hemmes, le capitaine de l'équipe. Maintenant, à nous de rester dans le groupe mondial. Ce sera sans doute plus difficile qu'une finale. »

té, sa grande diversité de jeu continue de caractériser.

Au mois de novembre, Sandrine Testud devrait rejoindre Mary Pierce aux masters féminins de New York, qui rassemblent les seize meilleures joueuses du monde. Quatorzième mondiale,

pagnes victorieuses de Coupe Davis de 1991 et de 1996, ce capitaine a su rendre tangible une valeur latente dans le milieu aseptisé et individualiste du tennis: le partage. Il fallait y penser.

Bénédicte Mathieu

Un succès aussi net qu'inédit

● La France a nettement battu les Pays-Bas en finale de la Fed Cup 1997. Samedi 4 octobre, Sandrine Testud a dominé Brenda Schultz-McCarthy (6-4, 4-6, 6-3) avant que Mary Pierce ne balaye Miriam Oremans (6-4, 6-1). Dimanche 5 octobre, la Néerlandaise Brenda Schultz-McCarthy réduisait le score en venant à bout de Mary Pierce (4-6, 6-3, 6-4) tandis que Sandrine Testud offrait la victoire finale aux Françaises en battant Miriam Oremans (0-6, 6-3, 6-3). Le double qui suivait parachevait

le succès tricolore puisque la paire Nathalie Tauziat - Alexandra Fusai se défaisait en trente-deux minutes de l'équipe Manon Bollegraf - Caroline Vis (6-3, 6-4). ● Pour atteindre la finale, l'équipe de France a successivement éliminé le Japon (4-1), au mois de mars, à Tokyo, et la Belgique (3-2), en juillet, à Nice.

● Cette victoire est la première de l'équipe de France dans cette épreuve créée en 1963. Mais, avant 1997, elle avait atteint les

demi-finales à huit reprises (1964, 1965, 1971, 1975, 1993, 1994, 1995, 1996).

● Depuis deux ans, la Fed Cup se joue sur le modèle de la Coupe Davis. Elle comprend une première division de huit nations et se déroule en trois tours, d'avril à octobre. Chaque rencontre se dispute en cinq matches sur deux jours: deux simples le samedi; deux doubles le dimanche, suivis du double. En 1997, quatre-vingt-quatre pays ont participé à la Fed Cup, l'accèsion aux groupes supérieurs puis à l'élite s'effectuant en matches de barrage.

Acte I, une ouverture sans fausse note

HERTOGENBOSCH

de notre envoyée spéciale
Elle dira plus tard qu'elle a eu le trac, qu'elle a été intimidée par le tonitruiant public et par l'enjeu. Mais jusque-là Sandrine Testud a su cacher ses émotions. Le match d'ouverture, face à Brenda Schultz-McCarthy, samedi 4 octobre, elle le commence sans que jamais son jeu ne montre un seul tremblement.

Un passing-shot croisé ou le long de la ligne, un service suivi à la volée, et le jeu est gagné. La Française happe la mise en jeu de sa rivale avec cette même agressivité. Elle revient au score, mais son service, irrégulier pendant toute la partie, lui fait perdre la première manche.

« SOIS AGRESSIVE ! »

Il faut mettre la pression, dit-on. Sandrine Testud le fait fort bien. Brenda Schultz-McCarthy est grande, la Française la fait bouger de coups croisés en coups croisés. Brenda a le moral friable, elle l'emmène dans ses doutes mais finit par retrouver son service qui lui offre aces et services gagnants, et rend sa volée crédible. Sandrine Testud arrache quelques balles de break mais se fatigue à les perdre.

Elle accuse le coup. Ses jambes faiblissent. Elle perd le deuxième set. Les voix de la communauté française se perdent dans la bruyante vague batave.

« Yannick m'a dit: "Joue ton jeu, sois agressive! Attaque!" », dit Sandrine Testud. La première balle de la Néerlandaise redégringole dans le filet, la Française peut attaquer la deuxième balle. Cela ne tient à rien, le tennis. En quelques coups, sa lucidité revient, et son beau tennis se reconstruit. Elle ne s'inquiète plus. Elle décroche, ose, tonne, serre les poings.

Yannick Noah la mange des yeux, souffre avec elle. Elle n'a plus peur. Elle prend le service de son adversaire sans lui permettre de marquer un point, elle récidive sur son service. Maintenant, elle tient bon, il faut encore avancer, encore attaquer. Elle ne sera plus rattrapée.

Le jeu final est symbolique du match: elle sert, ne perd pas un point. Un coup droit croisé, un revers frappé le long de la ligne, un lob, un service gagnant. Sandrine Testud peut aller embrasser l'équipe de France. Dans le vestiaire, Mary Pierce est rassurée.

B. M.

Acte II, l'inquiétude ronge, la tension monte

HERTOGENBOSCH

de notre envoyée spéciale
C'est dans sa nature, Mary Pierce est une inquiète. Samedi 4 octobre, elle entame son premier match ténarissime. Ses services vont de travers, ses coups droits sont trop forts, comme ses revers valdinguant derrière les lignes. Elle plisse le front, souffle dans ses mains, ajuste ses manches. C'est du Pierce dans son mauvais état.

De l'autre côté du filet, il faut le dire, il y a l'icône 1997 du tennis néerlandais, Miriam Oremans. Avec son tennis buté, cette manie de tout revoquer façon Sanchez-Vicario, elle a été l'héroïne de l'élimination des Etats-Unis au premier tour (3-2). Elle est la volonté de l'équipe, elle en a fait l'âme. Miriam Oremans a toujours perdu devant Mary Pierce. Mais là, c'est la Fed Cup, c'est autre chose.

Pendant le stage de préparation au Touquet, Mary Pierce, toujours un brin rebelle à l'esprit du groupe, a déclaré souffrir d'une contracture à la cuisse. Yannick Noah explique: « Une finale de ce type est un moment où l'on va être jugé. Les joueurs l'apprennent différemment, certains cassent quinze raquettes pendant le stage de préparation, d'autres ne dorment pas pendant une semaine,

d'autres souffrent d'un truc qui ne les aurait pas embêtés s'ils avaient été en vacances ou allaient disputer un petit tournoi. Ici, cela prend des proportions démesurées. »

Quelques jeux accorchés, la Française s'est relâchée. Du Pierce dans le bon texte. Retours impeccables, coups droits bien claqués le long des lignes, jeu de jambes somptueux, elle devient exigeante avec elle-même. Elle tient aussi suffisamment les échanges pour surpasser Miriam Oremans, qui ne peut suivre le rythme. Cette dernière est partie en surrégime, elle le paie, perd le premier set et regarde filer le deuxième.

Mary serre les vis: « Avec le jeu qu'elle servait en début de partie, elle serait dixième joueuse mondiale. Je me disais que cela pouvait durer, qu'elle aurait pu jouer le match de sa vie. C'est la Fed Cup. » En un peu plus d'une heure, l'affaire est bouclée. Mary Pierce rayonne, recueillie, à son tour, les félicitations. « Elle a fait un très bon match, commente Yannick Noah. Elle a fait taire les gens et moi en premier. » Une contracture à la cuisse? Mary Pierce rit, dit: « Ça va, ça va. Dès que je sors du terrain, tout va bien. »

B. M.

Acte III, survient le temps de l'émotion

HERTOGENBOSCH

de notre envoyée spéciale
Tout va très mal ce dimanche après-midi. Les balles volent trop fort, les jeux dégringolent. Sandrine Testud est assommée. Yannick Noah agite les bras d'incertitude. Aux changements de côté, il regarde intensément sa joueuse, il la rassure. Elle joue mal, s'effondre sur un coup. C'est sûr, la défaite in extremis de Mary Pierce contre Brenda Schultz-McCarthy dans le match précédent a fait des dégâts.

Chez les Néerlandais, bien au contraire, l'espoir fait plus que vivre. Miriam Oremans est sur un nuage. Elle « punche » les services, écrase les coups droits. Le plus beau, c'est elle qui varie les coups, assiege Sandrine.

Et puis, il y a la vie. Il paraît que l'on se remet de tout, finalement. Sandrine n'oublie pas qu'elle a battu Monica Seles à Wimbledon après avoir perdu le premier set 6-0. Elle oublie le reste, pense à elle et à ce jeu de feu qui a fait sa belle saison. Elle est quatorzième mondiale, elle se tance, trotte, frappe. Un point perdu, elle ne déprime plus, un point gagné, elle s'enflamme. Miriam Oremans ne lâche pas prise. La Néerlandaise fouette ou câline les balles, cela fait souvent mouche, le public adore.

Sandrine joue plus juste. Il faut prendre des risques, servir le plus profond possible. Miriam marque le pas, perd deux fois son service et le deuxième set.

La troisième manche est un exemple de grand tennis féminin. C'est émouvant et beau. Miriam souffle, Sandrine gém, aucune balle ne se perd, elle se gagne. Il faut chercher la faille. Sandrine l'a trouvée, le revers de Miriam qui s'échoue de plus en plus souvent dans le filet. Sandrine prend un service. Pourtant, elle ne sera jamais tranquille. Elle sauve trois balles de break (deux revers dans le filet, un oco), une quatrième (revers au fond du court). Elle dispose de trois balles de match, en perd deux. La troisième est jouée sous la houle, le public considère la balle de service dehors.

Un revers dans le filet, la France gagne la Fed Cup 1997. Yannick Noah étire longuement Françoise Durr, les joueuses s'égayent sur le court, entourent Sandrine Testud. C'était sa deuxième sélection, elle n'en revient pas. Cette victoire, c'est une nouvelle pierre dans une saison exceptionnelle. Plus tard, elle dira: « Ma joie est plus grande que si c'était pour moi seule. Nous attendions cela depuis des années. »

B. M.



Le Français pourrait jouer pour la première fois avec les Bleus samedi, contre l'Afrique du Sud

Mondial 98, les Sud-Africains affronteront une équipe au sein de laquelle Aimé Jacquet a voulu procéder à de nouveaux essais.

conseille de consulter l'ostéopathe des Bleus, Philippe Boitel, qui lui remet le bassin en place et le débarrasse des tensions musculaires. Il profite de la fin de saison pour atteindre avec Naples la finale de la Coupe d'Italie, perdue face à Vienne. Le temps du départ vient à nouveau, malgré les propositions de Naples.

Le championnat de France de football de D1

CLASSEMENT		Points																				
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Strasbourg-Metz	2-0																					
Nantes-Paris SG	0-0	1	Metz	23	10	7	2	1	+10													
Monpellier-Bordeaux	0-1	2	Paris SG	21	10	6	3	1	+12													
Le Havre-Monaco	1-1	3	Bordeaux	20	12	6	2	2	+2													
Lens-Clusesaux	1-0	4	Strasbourg	18	10	5	3	2														
Bastia-Cannes	5-1	3	Lens	18	10	5	3	2	+7													
Marseille-Toulouse	2-0	4	Marseille	17	10	5	2	3	+5													
Clermont-Lyon	0-1	1	Metz	17	10	5	2	3	+3													
Auxerre-Rennes	4-0	8	Toulouse	16	10	4	3	3	-2													
			9	Strasbourg	14	10	4	2	-1													
			10	Clusesaux	12	10	4	0	-6	-2												
			11	Auxerre	12	10	4	0	-6	-2												
			12	Strasbourg	10	10	2	4	-4	-4												
			13	Marseille	9	10	2	3	-5	-3												
1 Nantes	0	13	14	Rennes	9	10	2	3	-5	-9												
2 Marseille	0	18	15	Metz	8	10	1	5	-4	-4												
3 Monaco	0	18	16	Monpellier	8	10	1	5	-4	-4												
15 Lyon	2	24	17	Clusesaux	8	10	2	2	-8	-10												
19 Bordeaux	2	25	17	Le Havre	7	10	1	4	-5	-4												
20 Auxerre	3	18	18	Cannes	7	10	2	1	-7	-12												

1 Paris SG 20 buts • 2 Metz 18 • 3 Monaco 17.

1 Bastia • Metz • Paris-SG 8 buts.

1 Guischin (Auxerre) • Ikpeba (Monaco) • Smone (Paris-SG) 7 buts

Bernard Tapie accélère son intégration en trouvant les mots justes. « Avant un match contre le PSG au Parc, il m'a parlé en tête-à-tête : « Ça fait quelques mois que je joue, l'as un niveau correct, mais est-ce que tu es capable de briller dans un match important ? » J'ai fait un super match, et à la fin Tapie m'a serré la main en me disant : « Bienvenue dans la cour des grands... » Logiquement, ses performances vont attirer attention dans des frontières où il n'y avait pas de deuxième division, Monaco lui fait du pied ; il préfère partir loin, à Naples. Rien ne le retient dans le sud de la France depuis la mort de son père, libraire à Marseille, en décembre 1993. Nullement effrayé par son manque d'expérience (« Mais un aî en Marseille, c'est très rare ailleurs ! »), Alain Boghossian entame sa campagne d'Italie.

Trois vite, il tombe amoureux de

Cabotneur du ballon rond, Phomme s'est trouvé depuis deux mois un nouveau port d'attache. Après Marseille et Naples, Alain Boghossian a rejoint les rangs de la Sampdoria de Gênes, club abonné à l'Europe. Il retrouve ainsi trois autres Français, Oumar Dieng, Christian Karembeu, en délicatesse avec le président Enrico Montovani, et Pierre Legat. Le voici installé à quelques kilomètres de Gênes, dans le quartier résidentiel de Nervi, où les maisons couleur azur sont vertes ou ont mille similitudes avec la mer d'Azur. Les rues sont paisibles, ensoleillées, certains défilants du sal marin et des pins. Alain Boghossian peut s'y promener en toute quiétude. Naples l'hystérique, le volcanique, ne gronde plus que dans ses souterrains.

Le Français connaît son rôle sur le bout des pieds pour l'avoir déjà joué à Naples et à Marseille. Comme d'habitude, il ratissera d'innombrables ballons et remettra son équipe dans le sens du jeu sans esbroufe, grâce à des passes simples et utiles. En n'hésitant pas à secouer les filets adverses, comme contre Vicence à l'occasion de la première journée du championnat, où samedi 4 octobre, lors du déplacement de la Sampdoria à Udine. C'est ainsi qu'il a séduit Aimé Jacquet. « *Tellement de choses peuvent se passer d'ici à juin prochain, et puis mes meilleures années arrivent, c'est à moi de jouer.* » Les vagues lises de sa sourie. Autheutique et volontaire, Alain Boghossian grandit à son rythme dans le Calé. Avant de revenir, un jour, jouer à Marseille. Il a une carrière à réussir et des ambitions à assouvir. La dernière personne au monde dont il pourrait douter, ce serait de lui-même.

Malgré une première défaite, Metz conserve la tête du championnat

INVAINCUS depuis le début du championnat, les Messins de Joël Muller ont été battus (2-0, buts de Pascal Nouma et d'Olivier Dacourt), dimanche 5 octobre sur la pelouse du stade de la Meinau, par une équipe du RC Strasbourg revigorée par son succès européen, mardi à Glasgow, face aux Rangers.

La bonne opération de cette dixième journée est à mettre au compte des Girondins de Bordeaux, vainqueurs à Montpellier grâce à un but de Lilian Laslandes, et qui reviennent à trois points du leader messin.

A Marseille, la nouvelle recrue italienne, Fabrizio Ravanelli, n'a pas disputé son premier match avec l'OM pour cause de grippe. Cela n'a pas empêché ses futurs coéquipiers de l'emporter face à Toulouse 2-0 (buts de Laurent Blanc et du Ghannéen Moses). Enfin Bastia, après avoir éliminé Benfica en Coupe de l'UEFA, a largement battu l'AS Cannes (5-1). Désormais quatrième en classement, les joueurs de Frédéric Antonetti se déplacent à Monaco mercredi pour un match qui s'annonce spectaculaire... (AFP).

Alain Boghies n'a disputé dans sa vie que vingt-huit matches en première division française. C'était avec l'Olympique de Marseille, au cours de la saison 1993-94, conclue par la sanction-rélegation du club, où il rejoindra, mais en deuxième division, après un séjour d'un an à Istres, pendant lequel il marque huit buts et figure parmi les meilleurs joueurs de D2. Dès son arrivée au Stade-Vélodrome, aux côtés de Basile Boli, d'Alen Boksis ou de son ami Didier Deschamps.

Naples, sans pouvoir lui prouver longtemps son affection : au bout de quatre mois, à Poccaston d'un match du championnat (qu'il joue avec le nez cassé), son genou gauche cède. Rupture des ligaments croisés, saison terminée. La suite commence mal : à des problèmes de bassin vient s'ajouter une blessure au ménisque, un an pile après sa première blessure. En précipitant son retour, Alain Boghossian collectionne les pépins physiques. Didier Deschamps lui

UN DÉFENSEUR QUI MARQUE
Mais Alain Boghossian n'a du touriste que le short et les lunettes de soleil. En choisissant la Sampdoria plutôt que de goûter à la Premier League anglaise ou à la Liga espagnole, le Français s'est lancé cet été un défi : confirmer sa valeur dans le championnat de référence. Sous la direction de Luis-Cesar Menotti, le maestro argentin, la Sampdoria est à nouveau candidate à

Piotr Smolar

C'EST DANS LE CADRE somptueux du Centre technique national du football, situé à Clairefontaine (Pavillies), que Marcel Georges Boffard, ministre des sports, et les responsables du football français, ont réuni, vendredi 10 octobre, les responsables du football professionnel français. Cette réunion de travail avait pour but d'évoquer les problèmes concrets (évolution du statut juridique des clubs, relations avec les collectivités locales et les instances européennes...) du football professionnel français. Ces rencontres, qui auront lieu régulièrement - la prochaine est prévue pour le 15 octobre -, ont été décidées en vue de la préparation du nouveau projet de loi sur le sport qui doit être étudié en mars 1981.

Entouré de Claude Simonnet, président de la fédération, de Noël Le Graët, président

de la ligne nationale, et de Gervais Marcel, responsable des présidents des clubs professionnels et président du RC Lens. M. Marcel a évoqué les multiples problèmes qui posent aux responsables d'un sport de haut niveau un enjeu économique considérable. « L'un des sujets centraux concerne le changement de statut des clubs de football professionnels français. Une minorité de clubs désirent passer en sociétés anonymes. Nous n'y sommes pas opposés, mais à certaines conditions qui doivent être clairement définies. Nous pensons qu'il faut absolument conserver le statut d'association pour la majorité des clubs et qu'en tout état de cause, même si les clubs les plus puissants financièrement passent en sociétés anonymes (SA), il doivent rester liés à la structure fédérale. »

Visiblement sur la même longueur d'onde que la ministre, Noël Le Graet a précisé que la *majorité* des clubs constitués en sociétés d'économie mixte et ceux qui sont sortés des sociétés d'économie mixte ne sont pas d'un statut. En revanche, la société anonyme se révèle aujourd'hui indispensable pour le développement de quelques grands clubs aux dirigeants désignés et désireux de lutter avec plus de moyens face à leurs homologues étrangers. Sur quarante-dix clubs, j'en vois aujourd'hui cinq ou six à pouvoir passer rapidement en SA. Cet éventuel passage permettrait notamment à de grandes entreprises d'investir dans ces clubs en bénéficiant d'un régime fiscal intéressant. »

passer en SA, seul statut permettant notamment de verser des dividendes à ses actionnaires, les responsables fédéraux et politiques ont pris soin de préciser qu'un tel changement de statut devra comporter une clause concernant l'obligation de développer une réelle politique de formation. Ils ont rappelé que si le football français est aujourd'hui dans une situation sportive enviable, il le doit essentiellement aux efforts fournis depuis une dizaine d'années en matière de formation.

assaini ses finances grâce notamment aux contrôles effectués par une commission de surveillance (la DNCO). Un club français ex-citadain de peut se lever de ses folies sur le marché des transferts, ce qui n'est pas le cas des clubs étrangers, même les moins bien lotis.

« Il faut absolument convaincre l'UEFA d'imposer à chacun de ses pays membres l'obligation de créer une commission de contrôle de gestion, a lancé M. Buffet. Pendant que les clubs français font d'énormes efforts pour assainir leurs finances, les clubs étrangers, même les plus endettés, ne sont pas dans l'obligation de présenter des comptes. Il s'agit d'une situation de concurrence déloyale qu'il faut stopper. »

Alain Constant

A votre droite, un CRV.

**Vous avez 20 secondes
pour trouver la différence.**

A votre gauche la boîte est manuelle, à droite elle est automatique.

Extérieurement, c'est un 4x4, à l'intérieur un monospace, au volant vous conduisez une confortable berline. Le CRV, maintenant disponible en boîte automatique ou manuelle, regroupe toutes les aspirations et les originalités du moment.

La transmission du CRV passe automatiquement du mode traction avant à 4 roues motrices... gage de sécurité et de sobriété pour un 2 litres de 128 ch CEE*. En tête des ventes de son segment au Japon, son succès a permis à Honda de le

suréquipier dès la finition S sans pénaliser son prix. L'habitacle, étonnamment vaste, regorge d'astuces : plancher plat, porte-gobelet conducteur, table de pique-nique incorporée dans le coffre. Aucun doute, avec le CRV, la convivialité s'installe à bord. Maintenant si l'envie vous prend de quitter le silence coquet de l'autoroute pour vous aventurer sur les petits chemins, n'hésitez pas, le CRV y va !

Liste des concessionnaires sur 3615 HONDA.
(2,23 F la minute).

* Comparisons faites CEE:
Indice automobile 1/100 km: zones urbaines 8,5 - zones 10,2 - zones 13,3
Indice agricole 1/100 km: zones urbaines 8,5 - zones 10,0 - zones 12,5
Indice industriel 1/100 km

Variable	Double courants pourboire de sécurité	Vires et relais extérieurs électriques	Radio saïdo	AES	Dén.	Tou pompe	Borne de tri	Jardin ale	Pour les consignes de démarrage	
									Belle marquage	Auto automatique
B	•	•	•	•	•	•	•	•	129 800 F	132 800 F
LS	•	•	•	•	•	•	•	•	142 800 F	150 800 F
ES	•	•	•	•	•	•	•	•	153 800 F	161 800 F



HONDA

Les Anglais cherchent à contester la supériorité française sur la Coupe d'Europe de rugby

Brive a battu Bath (29-12), tandis que Toulouse s'est imposé à Leicester (23-22)

Après deux victoires françaises en 1996 et 1997, les équipes anglaises opposent une résistance croissante en Coupe d'Europe de rugby, grâce

notamment à une préparation physique inspirée des méthodes de l'hémisphère Sud, où ils opèrent également une bonne part de leur recrutement. Ainsi le Néo-Zélandais Zinzan Brooke a-t-il signé, lundi 6 octobre, un contrat avec les Harlequins de Londres.

BRIVE
de notre envoyé spécial
Les plus fidèles des supporters de Brive ont eu un moment d'inquiétude dimanche 5 octobre, lors de l'échauffement des quinze hommes de Bath, qui n'étaient pas sans rappeler de funestes souvenirs. Ces diables d'Anglais se mettaient en jambes à la manière des terribles rugbymen d'Auckland, ces Néo-Zélandais farouches venus terrasser la Corèze, ici même, en février. Heureusement, les champions d'Angleterre vont un peu moins vite. Ils font un peu moins bien, tels des élèves appliqués auxquels manquerait encore la patte des maîtres. Mais, grâce à l'impulsion de Jim Blair, l'inventeur de la méthode, l'ancien préparateur physique des All Blacks, puis d'Auckland, ils peuvent se rêver un jour à l'image des grandes équipes de l'hémisphère sud.

En attendant, les inquiétudes corréziennes ont vite été dissipées. Philippe Carbonneau et ses coéquipiers ont été intraitables dès le coup d'envoi. Le demi de mêlée briviste voulait fêter sur un grand pied son retour dans l'équipe, trois semaines après la triste bagarre de bar avec des joueurs de Pontypriid (Le Monde du 16 septembre). Et les autres s'entraînaient que l'événement soit une réussite. Bien organisés en défense, prompts à saisir les occasions d'essai, ils n'ont pas laissé Bath respirer.

Après Toulouse, vainqueur samedi à Leicester (23-22), ils sont entrés eux aussi à la tête haute de ce cinquième duel franco-anglais.

Comme pour mieux battre en brèche le dogme de la supériorité des équipes d'outre-Manche, qui monopolisaient cette saison le bénéfice des victoires. « Dans la semaine, on ne parlait que d'eux », confiait Christophe Lamaison, le demi d'ouverture briviste. Nous, on s'est mis un grand coup de pied au cul. On s'est dit : les Français ont gagné les deux premières éditions de la Coupe d'Europe. Pourquoi renoncer déjà à la troisième ? »

Pour expliquer ce soudain retournement, joueurs et entraîneurs évoquent deux principales raisons. Les équipes françaises accusaient au début de l'épreuve, il y a un mois, un retard dans leur préparation. La compétition européenne, qui exige un engagement physique supérieur au championnat de France, est arrivée trop tôt. Et les meilleures formations, Toulouse ou Brive, notamment, ont renouvelé une bonne part de leur effectif. Elles sont loin d'avoir réglé tous leurs problèmes d'adaptation.

« Nous commençons tout juste à nous trouver », admet Olivier Magne, le troisième ligne international, arrivé de Dax à l'intersaison. Si nous parvenons à tenir les Anglais semaine après semaine, après on prend le dessus. »

RICHES RECRUTEMENT
Vainqueurs ou vaincus, Bath et ses frères d'armes, les Wasps, les Harlequins et Leicester, restent les rivaux les plus redoutables de la Coupe d'Europe. Ils ne l'ont jamais gagnée. Cette année, ils font tout pour l'emporter. Ils ont encore amélioré leur recrutement. Ils passent aujourd'hui des contrats avec de grands noms du rugby mondial. Serevi, le demi d'ouverture fidjien de Leicester, se range dans cette catégorie. Lundi 6 octobre, Zinzan Brooke, le troisième ligne centre des All Blacks, a signé chez les Harlequins de Londres, qu'il rejoindra l'année prochaine. Thierry Lacroix, de retour d'une nouvelle expérience sud-africaine, a rejoint les Harlequins, dont Laurent Cabannes faisait déjà les

beaux jours. Au point que, selon l'opinion de Jean-Claude Sirela, il conviendrait de parler de « sélections internationales plutôt que de clubs anglais ». « Ces joueurs les poussent encore plus vers le rugby moderne », ajoute l'entraîneur de l'équipe de France. Ils leur apportent une qualité supérieure. »

Aucun détail n'est négligé. Les dirigeants ne s'arrêtent pas au seul clinquant des noms. Ils visent aussi à la rigueur et à l'efficacité. La venue de Jim Blair à Bath pour une durée d'au moins deux ans est une illustration supplémentaire. Sa réputation n'est plus à faire depuis qu'il a conduit les All Blacks à leur unique titre de champion du monde (1987), et Auckland à deux victoires en deux éditions du Super 12 (1996 et 1997). Bath va profiter de son savoir-faire et de sa créativité. N'a-t-il pas mis au point sept exercices différents de préparation physique pour les seuls piliers ? « J'adopte mon travail au style de jeu propre à l'entraîneur », précise Jim Blair. A Bath comme à l'autre bout du monde.

Face à ce professionnalisme de mieux en mieux maîtrisé, les clubs français n'ont guère d'autres solutions que de relever le défi du jeu. Cette fois, Brive et Toulouse ont suffisamment retourné leurs manches. Ils ont gagné. « Les Anglais sont meilleurs que l'an dernier, reconnaît pourtant sans détour David Venditti, le trois-quarts centre de Brive. Il ne faut surtout pas leur laisser l'initiative du jeu. » Ce sont les adversaires les plus durs. Les prétendants tricolores à la Coupe d'Europe le savaient déjà. Le week-end anglais n'aura pas été inutile. Il leur a permis de croire à nouveau en leur propre chance de victoire.

Pascal Ceaux

Mini-Transat : la première étape à Sébastien Magnen

SÉBASTIEN MAGNEN, sur *Karen-Liquid*, a remporté, dimanche 5 octobre, la première étape de la Mini-Transat, course en solitaire sur voiliers de 6,50 m. Il a effectué les 1370 milles de cette première étape, Brest-Santa-Cruz de Tenerife, en 8 jours, 9 heures, 42 minutes et 53 secondes, soit une moyenne de 8,79 nœuds. Jean-François Pellet (*Globe 2000*) s'est classé deuxième, à peine 4 heures plus tard. Agé de trente et un ans, architecte naval de profession, Sébastien Magnen a lui-même dessiné et construit *Karen-Liquid*, bateau qui figure à la fois parmi les plus larges et les plus légers de la flotte, et dont la coque a été réalisée suivant la technique de la résine injectée. La deuxième et dernière étape, longue de 2700 milles doit emmener les concurrents de Santa-Cruz de Tenerife à Fort-de-France (Martinique).

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME** : Fukuïmaï Andrei Tchmil a remporté, dimanche 5 octobre, la 9^e édition de la classique cycliste Paris-Tours, neuvième épreuve de la Coupe du monde. Il devance, à près de 49 km/h de moyenne, le Britannique Maximilian Sciandri, avec lequel il s'était échappé dans les cinq derniers kilomètres. Le sprint du peloton a été remporté par l'Allemand Henk Vogels, le plus rapide du groupe devant l'Italien Claudio Camin.

■ **HIPPISME** : le cheval *Peintre célèbre*, monté par Olivier Peslier, a remporté le Prix de l'Arc de Triomphe, dimanche 5 octobre, sur l'hippodrome de Longchamp. Le pur-sang français, âgé de trois ans, a placé une accélération brutale et décisive dans la dernière ligne droite. Daniel Wildenstein, son propriétaire, empoche l'équivalent d'environ 700 000 dollars. Pilsudski, monté par Michael Kinane, et Borgia, un cheval allemand, ont pris respectivement les deuxième et troisième places de cette course considérée comme le championnat du monde des galopeurs.

■ **FOOTBALL** : Lorenzo Sanz, 54 ans, a été reconduit, dimanche 5 octobre, pour quatre ans dans ses fonctions de président du Real Madrid. Le promoteur immobilier était le seul candidat à sa succession. Il devra notamment résorber l'important déficit de son club.

■ **Le Mexique a largement battu le Salvador** (5-0), dimanche 5 octobre, et conforté sa place en tête de la poule finale de la zone Conca-cas (Amérique du nord, Amérique centrale, Caraïbes), qualificative pour la Coupe du monde 1998. Le Salvador voit en revanche s'éloigner ses chances de qualification au profit des États-Unis et de la Jamaïque.

■ **Le sélectionneur de l'équipe du Japon**, Shu Kamo, a été limogé et remplacé par Takeshi Okada après le match nul (1-1) concédé par le Japon au Kazakhstan, samedi 4 octobre, lors d'un match éliminatoire de Coupe du monde. Le Japon est troisième de son groupe, à sept points du leader sud-coréen, et avec deux points de retard sur les Émirats arabes unis.

■ **La 13^e journée du championnat de France de D2** a été marquée par la victoire de Lorient face à Gueugnon (3-0) qui permet au club breton de se maintenir en tête du classement. Saint-Etienne, vainqueur de Caen (3-0) a laissé la dernière place au Mans, battu sur son terrain par Mulhouse (0-1).

■ **Des incidents entre supporters toulonnais et niçois** ont fait un blessé, dimanche 5 octobre à Nice, à la sortie du match opposant les deux équipes. La rencontre qui s'est soldée par un match nul (1-1), comptait pour la 13^e journée du championnat de France de D2.

■ **MOTOCYCLISME** : l'Allemand Ralf Waldmann (Honda) a remporté, dimanche 5 octobre, son quatrième titre consécutif en 250 cc, après le Grand Prix d'Australie. En assurant la deuxième place derrière l'Allemand Ralf Waldmann (Honda), l'Italien a conservé une avance de deux petits points au classement général sur son vainqueur du jour. L'Espagnol Alex Criville (Honda) a remporté la course de 500 cc et le Japonais Noboru Ueda (Honda), en 125 cc.

■ **ATHLÉTISME** : Caroline Ammel (Stade Français) a battu le record de France féminin du saut à la perche en réalisant 4,21 m, lors de la première journée de la Coupe de France d'athlétisme, samedi 4 octobre, à Bondoufle (Essonne). (Ancien record : 4,15 m par Annie Polsonnier, le 25 juin 1997).

■ **BOXE** : le Britannique Lennox Lewis a conservé son titre mondial des lourds version WBC en battant le Polonais Andrew Golota par KO à la première reprise samedi soir à Atlantic City.

■ **Le Français Julien Lercy** a laissé de justesse s'échapper le titre vacant de champion du monde des super-plume version WBO en faisant match nul contre le Mexicain Arnulfo Castillo, samedi 4 octobre, à Villebois, dans la banlieue sud de Paris.

■ **LOTTO** : résultats des tirages n° 80 du samedi 4 octobre. Premier tirage : 14, 21, 26, 27, 34, 46, numéro complémentaire : 23. Rapport pour 6 bons numéros : 3 753 765 F. Rapports pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 65 780 F. ; pour 4 bons numéros : 5 855 F. ; pour 3 bons numéros : 139 F. ; pour 2 bons numéros : 16 F. Second tirage : 2, 5, 7, 32, 35, 43, numéro complémentaire : 29. Rapport pour 6 bons numéros : 7743 465 F. Rapport pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 60 315 F. ; pour 4 bons numéros : 6 810 F. ; pour 3 bons numéros : 143 F. ; pour 2 bons numéros : 14 F.

Alain Mercier

Mettez votre oreille contre cette page, vous allez entendre la mer.

Paris
Marseille
en TGV
180F
avec Découverte 130

Avec Découverte 130, vous prenez directement du centre de Paris au centre de Marseille pour 180F*. Vous ne trouvez pas que les distances paraissent beaucoup plus courtes tout à coup ?

A NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

A cinq mois des JO, le hockey sur glace nord-américain s'offre une visite promotionnelle au Japon

ATLANTA

correspondance
Pour les esprits les plus malins, le court séjour que la NHL (National Hockey League) vient d'effectuer au Japon a fourni matière à une poignée de bons jeux de mots du style : « Une lente dérive de la banquise. » Pour les autres, il est la preuve d'un sens consommé du marketing.

Samedi 4 et dimanche 5 octobre, le championnat professionnel le plus relevé de la planète a choisi d'innover en organisant deux matches officiels dans le décor étrange d'une patinoire de Tokyo. Les Canucks de Vancouver et les Mighty Ducks de Anaheim se sont rencontrés à deux reprises au Yoyogi Arena, un stade couvert de 10 500 places utilisé comme piscine pour les Jeux de 1964. Les deux premières rencontres disputées par la NHL hors des frontières nord-américaines.

LES « PROS » PRÉSENTS

A moins de cinq mois des Jeux olympiques d'hiver de Nagano, la NHL a tenu à préparer la venue de ses joueurs dans un pays où le hockey sur glace semble aussi discret qu'un soleil d'hiver. Avec 35 000 licenciés recensés et, pour seule élite, un championnat semi-professionnel de six équipes, la discipline n'a jamais atteint l'âge adulte.

En février 1998, les Jeux devront pourtant lui réserver une bonne

place. Le tournoi olympique accueillera, événement sans précédent, les professionnels américains, canadiens, russes, tchèques ou finlandais de la NHL.

Une présence longtemps incertaine, encore incertaine quant à son allure définitive, mais aujourd'hui acquise. Visiblement jaloux de la NBA (National Basketball League) et de son formidable « effet Dream Team », le hockey nord-américain veut goûter à son tour aux délices d'une notoriété planétaire. Une ambition de croissance que son premier dirigeant, Gary Bettman (un ancien de la NBA), résumait récemment : « Les Jeux de Nagano vont nous servir de vitrine sur le reste du monde. Et la reconnaissance de la NHL en sera le coup sûr dénouement. »

Pas question, donc, de trébucher sur cette première marche. Et moins encore de poser ses mallettes et ses crosses, à partir du 7 février 1998, dans un pays ignorant règles et usages de ce sport. A Tokyo, la NHL a donc soigné l'emballage. Les deux rencontres entre Vancouver et Anaheim ont été précédées d'une fête du hockey, cérémonie autant sportive que commerciale, censée offrir aux japonais une chance d'approcher les joueurs et de faire leurs premières emplettes dans l'opale catalogue des produits officiels.

Les dirigeants nord-américains avaient également transporté l'ha-

bituel décorum des matches joués aux États-Unis et au Canada, musique, attractions et bière. « Nous voulons leur offrir une complète expérience américaine », se réjouissait un dirigeant de la NHL. Plus prudents que perfides, les visiteurs avaient même fait venir d'Edmonton leur propre glace et amené un expert canadien réputé pour être capable de faire pousser une patinoire en plein désert saharien.

PUBLIC CONQUIS

La glace était imparfaite, l'humidité de l'air à peine supportable et le public nettement trop sage. Plus ennuyeux : Paul Kariya, le plus étourdissant des nouveaux maîtres du palet, était resté au pays dans l'attente d'un nouveau contrat avec les Mighty Ducks de Anaheim. Une absence plutôt regrettable, ce jeune ailier présentant l'immense intérêt de posséder dans ses veines quelques gouttes de sang japonais.

Mais les 21 000 places mises en vente pour les deux rencontres se sont arrachées en moins de trois heures. Et le public, timide et perplexé en début de partie, a fini le match debout. « Un premier pas réussi », a jugé Mark Messier, le nouveau capitaine des Canucks de Vancouver. Le second sera de leur faire tenir une crosse. »

Alain Mercier

LE PROCÈS DE MAURICE PAPON

DEMAIN, un dossier spécial sur le calendrier et les clés du procès

A PARTIR DE MERCREDI, chaque jour, récits et analyses des audiences

Le Monde

Dégradation pluvieuse

ASSOCIÉE à une dépression sur le nord des îles britanniques, une perturbation va traverser la France. Elle sera précédée par une activité orageuse sur les régions du Sud-Est et dans une moindre mesure sur la région Rhône-Alpes.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le temps sera le plus souvent très nuageux avec des risques d'averses surtout sur les côtes. Le vent de sud-ouest atteindra 70 km/h dans les rafales. Les températures seront comprises entre 18 et 22 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La zone pluvieuse touchera toutes les régions le matin puis se décalera vers l'est. Le tonnerre pourra par moments se faire entendre. Quelques éclaircies reviendront, sauf sur les Ardennes. Le thermomètre indiquera entre 18 et 21 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Toute la journée, les nuages se-

ront nombreux et souvent accompagnés de pluie ou même d'orage. Sur la Franche-Comté les précipitations pourraient être les plus importantes, jusqu'à 60 mm d'eau. Les températures sont encore douces, entre 21 et 24 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Beaucoup de nuages pour ces régions avec quelques précipitations sur le nord. Il fera encore doux, entre 21 et 24 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le ciel sera gris sur ces régions avec de la pluie ou des orages. L'activité orageuse sera plus marquée sur Rhône-Alpes. Le thermomètre indiquera entre 20 et 24 degrés.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le temps sera couvert, pluvieux et orageux. Les précipitations pourront atteindre 80 mm en vingt-quatre heures sur le relief. Le vent d'est atteindra 50 km/h sur les côtes. Le thermomètre indiquera entre 22 et 25 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ÉTATS-UNIS.** La compagnie américaine Northwest Airlines met gracieusement à la disposition de ses passagers un téléphone portable pendant leur séjour aux États-Unis. Cette offre est réservée aux passagers voyageant sur le vol quotidien Paris-Detroit, toutes classes et destinations finales aux États-Unis et au Canada confondues.

■ **AFRIQUE.** Air Afrique ouvre, le 13 octobre, une liaison hebdomadaire Pointe-Noire - Johannesburg et, le 29, une ligne de Paris à Malabo, capitale de la Guinée-Equatoriale, via Abidjan à l'aller, le jeudi, et via Cotonou et Abidjan au retour, le vendredi.

■ **PAYS-BAS.** La compagnie néerlandaise KLM ferme, le 26 octobre, sa ligne Amsterdam-Strasbourg. Des solutions de substitution sont proposées aux passagers ayant réservé leur place au-delà de cette date.

PRÉVISIONS POUR LE 07 OCTOBRE 1997

Ville	Température	Précipitations
Paris	18/22	Pluie
Marseille	21/24	Pluie
Lyons	18/21	Pluie
Bordeaux	21/24	Pluie
Nantes	18/22	Pluie
Strasbourg	20/24	Pluie
Montpellier	21/24	Pluie
Toulouse	21/24	Pluie
Nice	21/24	Pluie
Annecy	20/24	Pluie
Geneve	20/24	Pluie
Zurich	20/24	Pluie
Berlin	18/21	Pluie
Moscou	15/18	Pluie
St-Petersbourg	15/18	Pluie
Varsovie	15/18	Pluie
Bruxelles	18/21	Pluie
Amsterdam	18/21	Pluie
London	18/21	Pluie
Madrid	18/21	Pluie
Barcelone	18/21	Pluie
Valence	18/21	Pluie
Seville	18/21	Pluie
Madrid	18/21	Pluie
Barcelone	18/21	Pluie
Valence	18/21	Pluie
Seville	18/21	Pluie

PRÉVISIONS POUR LE 08 OCTOBRE 1997

Ville	Température	Précipitations
Paris	18/22	Pluie
Marseille	21/24	Pluie
Lyons	18/21	Pluie
Bordeaux	21/24	Pluie
Nantes	18/22	Pluie
Strasbourg	20/24	Pluie
Montpellier	21/24	Pluie
Toulouse	21/24	Pluie
Nice	21/24	Pluie
Annecy	20/24	Pluie
Geneve	20/24	Pluie
Zurich	20/24	Pluie
Berlin	18/21	Pluie
Moscou	15/18	Pluie
St-Petersbourg	15/18	Pluie
Varsovie	15/18	Pluie
Bruxelles	18/21	Pluie
Amsterdam	18/21	Pluie
London	18/21	Pluie
Madrid	18/21	Pluie
Barcelone	18/21	Pluie
Valence	18/21	Pluie
Seville	18/21	Pluie
Madrid	18/21	Pluie
Barcelone	18/21	Pluie
Valence	18/21	Pluie
Seville	18/21	Pluie

PRÉVISIONS POUR LE 09 OCTOBRE 1997

Ville	Température	Précipitations
Paris	18/22	Pluie
Marseille	21/24	Pluie
Lyons	18/21	Pluie
Bordeaux	21/24	Pluie
Nantes	18/22	Pluie
Strasbourg	20/24	Pluie
Montpellier	21/24	Pluie
Toulouse	21/24	Pluie
Nice	21/24	Pluie
Annecy	20/24	Pluie
Geneve	20/24	Pluie
Zurich	20/24	Pluie
Berlin	18/21	Pluie
Moscou	15/18	Pluie
St-Petersbourg	15/18	Pluie
Varsovie	15/18	Pluie
Bruxelles	18/21	Pluie
Amsterdam	18/21	Pluie
London	18/21	Pluie
Madrid	18/21	Pluie
Barcelone	18/21	Pluie
Valence	18/21	Pluie
Seville	18/21	Pluie
Madrid	18/21	Pluie
Barcelone	18/21	Pluie
Valence	18/21	Pluie
Seville	18/21	Pluie

PRÉVISIONS POUR LE 10 OCTOBRE 1997

Ville	Température	Précipitations
Paris	18/22	Pluie
Marseille	21/24	Pluie
Lyons	18/21	Pluie
Bordeaux	21/24	Pluie
Nantes	18/22	Pluie
Strasbourg	20/24	Pluie
Montpellier	21/24	Pluie
Toulouse	21/24	Pluie
Nice	21/24	Pluie
Annecy	20/24	Pluie
Geneve	20/24	Pluie
Zurich	20/24	Pluie
Berlin	18/21	Pluie
Moscou	15/18	Pluie
St-Petersbourg	15/18	Pluie
Varsovie	15/18	Pluie
Bruxelles	18/21	Pluie
Amsterdam	18/21	Pluie
London	18/21	Pluie
Madrid	18/21	Pluie
Barcelone	18/21	Pluie
Valence	18/21	Pluie
Seville	18/21	Pluie
Madrid	18/21	Pluie
Barcelone	18/21	Pluie
Valence	18/21	Pluie
Seville	18/21	Pluie

PRÉVISIONS POUR LE 11 OCTOBRE 1997

Ville	Température	Précipitations
Paris	18/22	Pluie
Marseille	21/24	Pluie
Lyons	18/21	Pluie
Bordeaux	21/24	Pluie
Nantes	18/22	Pluie
Strasbourg	20/24	Pluie
Montpellier	21/24	Pluie
Toulouse	21/24	Pluie
Nice	21/24	Pluie
Annecy	20/24	Pluie
Geneve	20/24	Pluie
Zurich	20/24	Pluie
Berlin	18/21	Pluie
Moscou	15/18	Pluie
St-Petersbourg	15/18	Pluie
Varsovie	15/18	Pluie
Bruxelles	18/21	Pluie
Amsterdam	18/21	Pluie
London	18/21	Pluie
Madrid	18/21	Pluie
Barcelone	18/21	Pluie
Valence	18/21	Pluie
Seville	18/21	Pluie
Madrid	18/21	Pluie
Barcelone	18/21	Pluie
Valence	18/21	Pluie
Seville	18/21	Pluie

PRATIQUE

Accueil des villes françaises cherche à faciliter l'intégration des nouveaux arrivants

« VOUS DÉMÉNAGEZ, bienvenue à l'Accueil des villes françaises (AVF). » Quand elle est arrivée à Clermont-Ferrand, il y a un an, cette annonce, sur un panneau lumineux, a attiré l'œil d'Amélie. Habitée aux démenagements, cette épouse de fonctionnaire n'est jamais restée plus de cinq ans dans la même ville. « Bien que j'en sois à mon septième démenagement, je n'avais jamais entendu parler des AVF, mais le mot « accueil » a tout de suite fait écho au sentiment que j'éprouvais d'être, à nouveau, complètement perdue », explique-t-elle. Mère de famille de quarante-quatre ans, Amélie a dû abandonner son emploi à la première mutation de son mari mais alors que ce dernier, chaque fois, fait de nouveaux contacts dans son travail, « il y a des endroits où, moi, j'ai vraiment beaucoup de mal à faire mon trou », confie-t-elle.

Chaleureusement accueillie à la permanence locale, l'Auvergnate d'adoption, pilotée par les bénévoles de l'association, a fait connaissance avec son nouvel environnement. Visites du Clermont insolite et randonnées dans aux alentours lui ont permis d'entrer en relation avec d'anciens et nou-

veaux résidents, et de trouver rapidement l'adresse d'un orthodontiste ou d'un centre de judo pour les enfants. « Lors de soirées ou restaurants », ajoute Amélie, nous avons pu faire la connaissance d'autres couples que, maintenant, nous rencontrons en dehors de l'AVF ; puis je me suis aussi liée avec plusieurs femmes qui participent, comme moi, aux ateliers. »

De multiples activités - manuelles, ludiques (bridge, Scrabble) et culturelles (cours de langues, expositions, etc.) - sont en effet proposées à ses adhérentes par l'association clermontoise. « Il s'agit de "supports" d'accueil destinés à faciliter l'intégration des nouveaux arrivants », commente Geneviève Durand, présidente de l'AVF locale. Une précision importante car, au fil du temps, un certain nombre d'Accueil ont perdu de vue leur vocation originelle pour se transformer en clubs de loisirs d'autant plus attractifs que leurs tarifs sont peu élevés. C'est pourquoi, à l'instar de la règle qui leur interdit à elles-mêmes de cumuler plus de deux mandats de trois ans, certaines responsables essaient d'adresser le même message à leurs adhérentes.

Liée au mouvement de décentralisation, la création des premiers AVF date du milieu des années 60. « La mobilité professionnelle des maris était souvent mal vécue par leurs épouses », rappelle Geneviève Chiffaud-Mollard, responsable, à Paris, de l'antenne du 13^e arrondissement. Pour y remédier, quelques femmes, à Reims, Bordeaux et Dijon, ont eu l'idée de monter des groupes de rencontre plus ou moins informels, embryons de ce qui allait devenir l'Accueil des villes françaises. Aujourd'hui structurés

autour d'une charte commune et regroupés aux niveaux régional et national, il existe six cents AVF en France. Ils sont animés par 20 000 bénévoles, des femmes essentiellement, anciennes « accueillies » pour la plupart, qui ont suivi une formation pour devenir hôtesses et responsables des associations.

Sans être exclusivement féminin, le public des « Accueil » est cependant largement resté. Aujourd'hui comme hier, les cent mille membres des AVF sont surtout des adhérentes qui, par choix ou nécessité, n'exercent pas d'ac-

tivité professionnelle. Elles ont été récemment rejointes par des retraitées.

Au changement de ville se superpose maintenant le changement de vie. « En plus des gens qui, la retraite arrivée, choisissent de venir - ou de revenir - en Avignon, constate Colette Brun, responsable de cet Accueil de Vaucluse, nous rendons aussi service à des Avignonnaises qui n'avaient pas d'autres relations que professionnelles et qui se retrouvent isolées dans la ville où ils ont pourtant toujours vécu. »

Aux jours et heures où fonctionnent la quasi-totalité des AVF, il est difficile de rencontrer les jeunes et les actifs, ce qui contribue à donner une image un peu vieillissante de la structure. Pour lutter contre celle-ci, des antennes « jeunes femmes », « jeunes foyers » ou « jeunes mamans » se sont multipliées, doublant l'AVF classique de la ville.

PUBLIC PLUS LARGE

Pour s'adapter aux évolutions de la société et atteindre un public plus large, certaines bénévoles n'hésitent pas non plus à donner de leur temps aux heures dites « familiales ». Régine Herbaut,

responsable de l'antenne lyonnaise Soirs et week-ends, organise l'information et l'accueil des nouveaux arrivants, parmi lesquels des personnes en activité, dont environ un tiers d'hommes. C'est aussi le soir et les fins de semaine qu'ont lieu les sorties et randonnées des groupes jeunes qui se sont constitués dans quelques grandes villes. Actif ou demandeur d'emploi, un AVF, on est jeune entre-vingt-cinq et trente-cinq ans, mais les étudiants, ayant d'autres réseaux de sociabilité, ne fréquentent pas les « Accueil ».

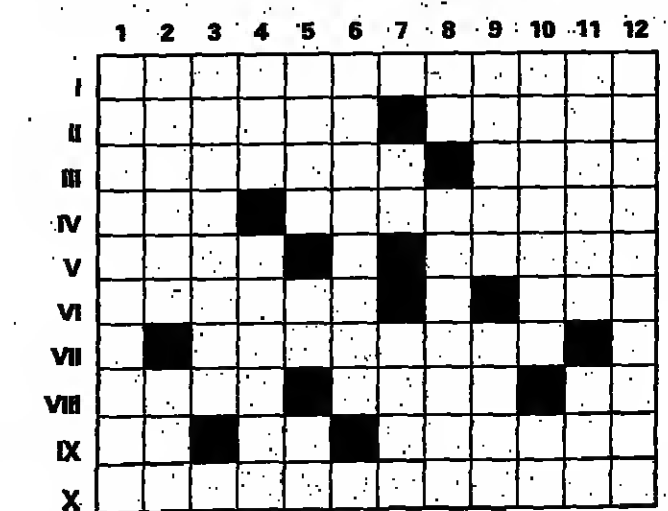
Complètement mixtes et socialement aussi plus mélangés que leurs aînés, ces groupes jeunes connaissent également un taux de rotation beaucoup plus élevé. « Chez nous, il n'y a pas de dinosaures qui s'installent », commente Jean-Frédéric, de Rhône Accueil jeunes, en général, on ne reste pas dans l'association plus de deux ans, sauf pour y prendre des responsabilités. » Parce que les AVF sont le reflet des gens qui les composent, Jean-Frédéric et ses pairs contribuent à renouveler l'image de l'association.

Caroline Helfter

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97219

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 €/min).



HORIZONTALEMENT

1. Videur professionnel. - II. Un bois de support. Fera toujours tourner la tête des belles. - III. Isolant électrique. Quelques minutes d'images et de son. - IV. Personne. Sa beauté est reconnue, mais elle n'est pas la première. - V. Sculpté à la place de la cheminée. Boire comme une bête. - VI. Plus grave que le luth. Se met à table. - VII. A l'origine, sa chaîne était en soie. - VIII. Possessif. Aux deux tiers s'écrit. Démonstratif. - IX. A la fin de l'environ. Pour cacher l'identité. Reste en place dans le

moteur. - X. Donner le minimum, à l'autre de comprendre.

VERTICALEMENT

1. Occupe bien la journée. - 2. Comme une meule passée à la meule. Met à égalité. - 3. Facilite la visite du pavillon. - 4. Cinéaste bengali. Il dévota tous ses enfants, mais épargna Zens, le petit dernier. - 5. Chef de bande. Pompes anglaises. Négation. - 6. La grande famille des oranges et des pamplemoussiers. - 7. Bien attrapé. Lâché pour rétablir la situation. - 8. Compte-rendu. Portée pour

dénoncer. - 9. Fit un plat. Petit bonhomme tout retourné. - 10. Garde le sens en plus court. Lettres de tendresse. - 11. Façonnée. Anglais, c'est un haut-bois. - 12. Le fonds chez Molière.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97218

HORIZONTALEMENT

I. Manipulation. - II. Obole. Abonné. - III. Loterie. Ardu. - IV. Lui. Ponts. Et. - V. Etiole. Natter. - VI. Timbre. Sa. - VII. Source. Cal. - VIII. Et. Néo. Maori. - IX. Roc. Libertés. - X. Epoussetasse.

VERTICALEMENT

1. Mollétière. - 2. Abouit. Top. - 3. Notions. Co. - 4. Ile. Léon. - 5. Perpétuels. - 6. Io. Trois. - 7. Laennec. Be. - 8. AB. Ta. Emet. - 9. Toasts. Ara. - 10. Int. Tacots. - 11. Ondée. Arès. - 12. Neutralise.

Jeux de l'été
3615 LEMONDE
2,23 € la minute

LAFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 38

Les jumeaux muets

VOUS VENEZ de participer aux éliminatoires d'un concours de logique. Parmi les arbitres, figurent les jumeaux Véro et Facis, qui se ressemblent tellement qu'ils sont indiscernables.

Le premier dit toujours la vérité, tandis que le deuxième ne sait que mentir. Facis, les deux jumeaux affectent de ne pas parler et se sont forgé un langage de gestes auquel personne ne comprend goutte. Tout juste sait-on qu'ils disent « oui » et « non » en levant un des bras, et encore ignore-t-on le bras qui signifie « oui » et celui qui signifie « non ».

Vous rencontrez un des jumeaux. Vous voulez savoir s'il est Véro ou s'il est Facis.

Quelle question lui posez-vous ?

Vous rencontrez un des jumeaux. Vous voulez lui faire lever le bras droit.

Quelle question lui posez-vous ?

Vous rencontrez un des jumeaux. Vous voulez savoir si vous êtes qualifié.

Quelle question lui posez-vous ?

Elisabeth Bussier et Gilles Cohen © POLE 1997

Les Jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine Le Monde publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 37 paru dans Le Monde du 30 septembre

Aux symétries (et rotations) près, il n'y a qu'une solution :

1	5	8
6		2
7	3	4

LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0249-2077

Imprimeur du Monde
12, rue M. Groussier
94020 Ivry cedex

Le Monde PUBLICITE
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-28

PRINTED IN FRANCE

THÉÂTRE *Cyrano de Bergerac* vient d'avoir cent ans. Pas le vrai Cyrano du XVII^e siècle, mais la pièce d'Edmond Rostand. Elle est jouée à Paris, mise en scène par Jérôme Savary pour la troisième fois. Le directeur du Théâtre national de Chaillot a allégé son dispositif scénique tout en conservant certains effets spectaculaires à chaque fin d'acte. ● LE

ROLE est porté par Francis Huster, qui a travaillé comme jamais à ce qui pourrait bien être le sommet de sa carrière. Il marie la tradition et l'invention, la diction est parfaite, il se

méfie de la grandiloquence qui a souvent été de mise dans d'autres interprétations. ● AU CONTRAIRE, Huster cherche à jouer le rôle, dont il sait qu'un comédien doit un jour

s'emparer, au plus près de ce qu'a voulu, selon lui, Rostand. ● DANS UN LIVRE, l'acteur explique comment il s'est préparé au personnage, auquel il donne une beauté inaccoutumée.

La légende de Cyrano de Bergerac vivifiée par le cœur de Francis Huster

Au Théâtre national de Chaillot, à Paris, Jérôme Savary met en scène le grand œuvre d'Edmond Rostand avec soin et vigueur. C'est la troisième fois qu'il travaille sur cette pièce dont le héros solitaire et libertaire est l'un des plus populaires en France depuis cent ans

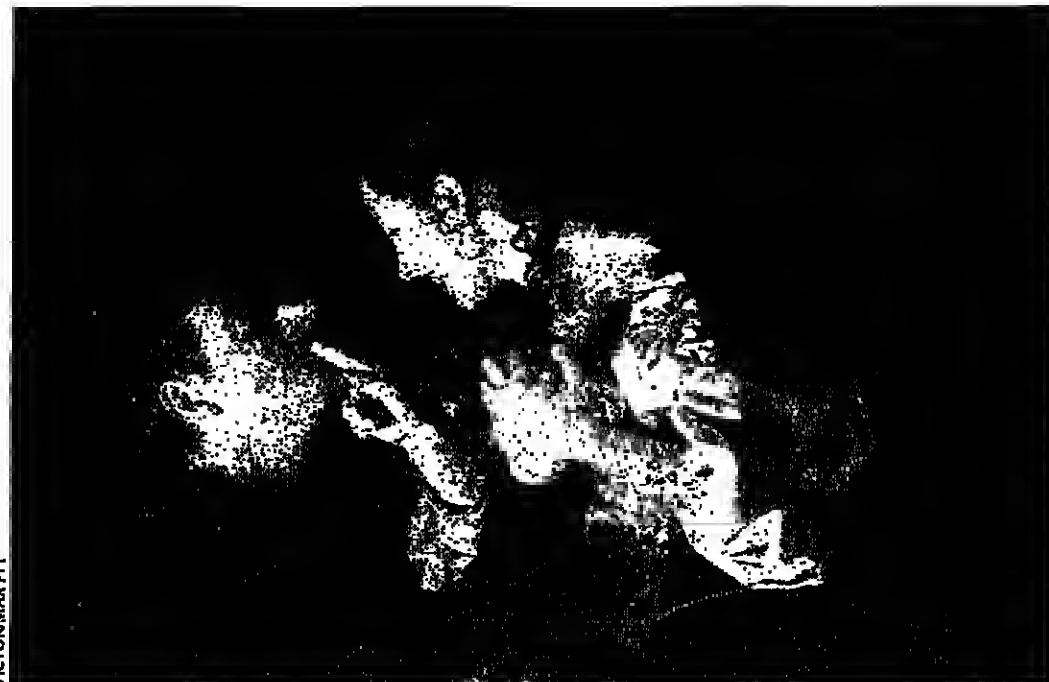
CYRANO DE BERGERAC, d'Edmond Rostand. Mise en scène : Jérôme Savary. Avec Francis Huster, Philippe Khorsand, Cristiana Reali, Virgile Bayle, Jean-Marc Thibault, Jean-Luc Abel, François Borysse, Thierry de Carbonnières, Maxime Lombard, Ghislaine Maucorps... et cinq musiciens. **THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT**, 1, place du Trocadéro, Paris-16^e. M^o Trocadéro. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-53-65-30-00. Durée : 3 h 15. De 80 F à 160 F. Jusqu'au 31 janvier 1998.

Ils sont là, en chair et en os, Cyrano, notre Cyrano, d'Artagnan, Roxane, Christian, Raguenau, Le Bret, Guiche, Carbon de Castel-Jaloux et une armée de petits marquis poudrés caquetant, de théâtres ahanant leurs sonnets, de pâtisseries à leurs fourneaux, de cadets à la manœuvre du côté d'Aras, de bonnes sœurs sous leurs cornettes, de soudards en tout genre qui battent le pavé du Marais. *Cyrano de Bergerac* a cent ans et pas une ride, éternel servant de nos amours impossibles et de nos rêves inaboutis. Le jeune Rostand, un beau jour de 1897, décidait de hausser le ton jusque-là presque anodin de ses ouvrages, et de dire en scène les grands défauts et les petites qualités de l'âme française, volant au XVII^e siècle un héros

qu'il trahissait, à Dumas ses talents de conteur, aux rimeurs leurs alexandrins, pour trousseur une comédie héroïque en cinq actes qui appartiendrait – pour toujours – à la patrie artistique nationale.

L'obstination à du bon. C'est la troisième fois que Jérôme Savary s'attaque à cette pièce dont il connaît désormais les chaussettes les plus évidentes et les plus dissimulées, au point de l'abréger amoureusement sans presque que l'on s'en rende compte. A Mogador, en 1983, il nous l'avait donnée comme on doit la donner sur cette scène populaire et musicale, comédie bon enfant et montée comme crème Chantilly, légère, sucrée, avec pourtant, déjà, une pincée de poivre noir. Depuis, Savary s'est aventuré en Allemagne et a singulièrement allégé son dispositif scénique – le théâtre allemand est certainement celui qui rend le mieux compte des évolutions formelles et plastiques, obligeant le visiteur à peaufiner ses mises en scène.

D'Allemagne donc, Savary nous rapporte une scène du balcon à la perfection inspirée de Peter Stein : un haut mur noir percé d'une fenêtre, deux marches de la même eau, et trois mains qui se joignent, celles de Cyrano, de Christian et de Roxane, pour dire en un mouvement paradoxal l'irréparable séparation des cœurs. Dans la besace du metteur en scène encore,



Francis Huster, Cyrano, et Cristiana Reali, Roxane.

le rougeoiement d'Aras assaillie, des brumes et des défilagations qu'il vous ont, le temps de quelques secondes, une allure de Klaus Gribler quand il peignait Danton...

LES PIRATES DE DISNEYLAND

Mais Savary ne serait pas Savary s'il n'empruntait, et particulièrement à chaque fin d'acte, ses effets très spectaculaires aux « Pirates des Caraïbes », l'attraction préférée des enfants à Disneyland Paris... Autant dire que le rusé directeur du Théâtre de Chaillot s'est consciencieusement armé pour tenir son rang et sa jauge jusqu'au 31 janvier 1998. D'autant que, à ses côtés, Alain Poisson (lumière), Michel Dussarrat (costumes), André Cagnard (combats) et Marc Chalosse (musique) ont chacun soigné leur mise. Déferlement de couleurs, de sons, de cris, d'étoiles – la robe de Roxane à Aras est à elle seule un sommet de couture polissonne –, tout concourt ici au transport des spectateurs.

On fera un reproche à Jérôme Savary, de taille : pourquoi secouer-t-il à ce point Cyrano au mo-

ment de la scène du nez ? Voilà notre Gascon qui virevolte quand, plus tard, pour chacun de ses « grands airs », il sera justement placé face à nous, économisant à ce point ses gestes que ses mots en seront plus clairs, et aussitôt

plus forts. Force inattendue qui doit beaucoup à son interprète, Francis Huster, dont on savait par grands médias interposés et, accessoirement, par un petit livre amoureux, qu'il avait travaillé comme jamais à ce qui ressemble

TROIS QUESTIONS À JÉRÔME SAVARY

1 Vous avez mis *Cyrano* en scène il y a quinze ans avec Jacques Weber, pourquoi le remonter avec Francis Huster ? En réalité, c'est la troisième fois que je mets Cyrano en scène. Je l'ai remonté il y a cinq ans en Allemagne, au Festival en plein air de Bad Hersfeld, dans une cathédrale bombardée. Avec 3 000 spectateurs, ça ressemblait à la cour d'honneur d'Avignon. J'avais fait le décor moi-même. Il m'avait fallu couper la pièce pour l'adapter à l'Allemagne. Il y a deux pièces dans *Cyrano* : le côté Châtelet, grand spectacle, qu'aimait Rostand, et les scènes intimistes qui auraient pu être écrites par Musset. Comme nous avons très peu

d'argent à Chaillot – les subventions ne servent qu'au fonctionnement du théâtre, il n'y a pas de budget artistique, ce sont les spectateurs qui financent, et, contrairement à ce qu'on s'imagine, les comédiens, même Francis Huster, sont peu payés –, j'ai eu envie de remonter cette version en France, et j'ai racheté pour trois francs six sous mon décor en Allemagne. Mais je tiens à le souligner : je suis un des metteurs en scène qui reprend le moins ses spectacles.

2 Quelle influence exerce la version cinéma ? C'est l'inverse qui s'est passé. Avant de réaliser son film, Rappeneau est venu voir plus de trente fois mon *Cyrano* (j'ai compté). Il y a amené Gérard Depardieu et d'autres comédiens. Et il a pris Weber comme

collaborateur artistique. J'ai refusé de voir le film. J'attends qu'il m'envoie une boîte de cigares.

3 Pourquoi *Cyrano* conserve-t-il une telle popularité cent ans après ? Une enquête a été faite auprès des Français et des Français sur le héros qu'ils aimeraient être. C'est Cyrano qui arrive en tête des deux côtés. Il est universel, asexué parce qu'il est puceau : « Grâce à vous, une robe est passée dans ma vie », dit-il. Et probablement homosexuel. Il est solitaire et libertaire, un anarchiste, bien qu'on se trouve en 1890, au lendemain de la défaite. Il réussit par lui-même, sans complicité, et il est totalement français.

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

« Ce cristal aveuglant de pureté »

Voilà longtemps que Francis Huster médite sur le rôle dont il sait qu'un comédien doit un jour s'emparer. Pour preuve, ce livre qui paraissait en même temps que la première représentation à Chaillot, le 30 septembre, qu'il dédicace à l'issue du spectacle. Le titre est risible : cette « recherche du nez perdu » néo-proustienne a de quoi inquiéter... La lecture rassure et convainc de l'engagement d'un comédien qui ne fait rien par hasard. Pourquoi jouer *Cyrano* ? Pour approcher un peu ce « cristal aveuglant de pureté ». Comment le jouer ? « Être différent des autres et différent de moi-même ». Huster est remonté aux sources du rôle tandis qu'il prenait des notes sur l'évolution de sa propre vision du personnage, bref « établir l'inventaire minutieux de *Cyrano*, seule façon d'espérer en prendre réellement possession ». Vingt-cinq chapitres plus tard, après avoir « esquissé » ses amis et limité sa vie « à la pratique du texte », le comédien est devenu le *Cyrano* du centenaire, certainement l'un des meilleurs interprètes du héros de Rostand.

* *Cyrano. A la recherche du nez perdu*, de Francis Huster, éd. Ramsay, 216 p., 89 F.

Les tentations d'un acteur volubile

CYRANO a cent ans cette année ; Francis Huster, exactement la moitié. Cinquante ans et le statut privilégié d'appartenir depuis longtemps au clan très fermé des

PORTRAIT

Il a volé de succès en succès et affirmé encore son talent d'interprète

comédiens les plus populaires. Une popularité tout entière acquise sur les planches et à la télévision, qui lui ont offert ses plus grands rôles quand le cinéma se méfiait d'un homme aussi séduisant qu'imprévisible. Tout le monde sait désormais qu'une jambe cassée sur un terrain de football l'année de ses quinze ans a décidé de son avenir professionnel : il ne serait jamais le capitaine du onze tricolore mais, plus simplement, plus tard, le premier des supporters de Paris-Saint-Germain. Ses parents, ouvriers, voient dans cet accident l'occasion qu'il mette ses pas dans les pas de l'oncle Albert, chirurgien à Villejuif, mais Francis Huster suit plutôt les conseils de ses professeurs du lycée Carnot et s'inscrit au cours de théâtre du conservatoire du 7^e arrondissement.

« J'étais alors la caricature de moi-même : myope, timide, potache et chef de classe. Les cours m'ont enfin dégourdi. » Francis Huster a déjà un alter ego, ami indéfectible avec qui il partagera tout, Jacques

Weber. Comme ces années passées au Conservatoire national d'art dramatique, dont il sort en 1971, lesté de trois premiers prix de comédie. « Alors que je jouais les valets dans la classe de Vitez et développais un tempérament canique, Pierre Dux m'a engagé à la Comédie-Française pour jouer les jeunes premiers romantiques ! » Là, il grandit dans l'ombre de quelques monstres sacrés qui règnent alors sans partage : Robert Hirsch, Jean Piat, Jacques Charron. Hors de la grande maison, il nourrit sa passion pour Edwige Fenech, Vilar, Jeanne Moreau et Gérard Philipe, dont il dévorera tous les films. La flamme de Laurence Olivier au service du « Dieu des dieux » – Shakespeare – et celle de James Dean, incarnant pour l'éternité la jeunesse indomptée, complètent ce panthéon d'un acteur en devenir.

En 1977, Francis Huster est Lorenzaccio sur la scène du Français dans une mise en scène archi-romantique de Franco Zeffirelli, triomphe public bientôt mis en images et diffusé en Eurovision. Plus de 250 millions de téléspectateurs succombent alors à son charme, et la cohorte de ses admirateurs (de ses admiratrices plutôt, souvent très jeunes) est innombrable. Tous s'accordent, et le malentendu naît : Huster est le nouveau Gérard Philipe. Il suffira d'un faible glissement sémantique – « on » le prend pour Gérard Philipe ; « il » se prend pour Gérard Philipe – pour que le comédien compte désormais autant de parti-

sans que de détracteurs. Sa volubilité, ses maladrotes verbales, ses rêves de chef de troupe exprimés avec une passion qui ressemble parfois à une méchante fièvre le feront bientôt avec une bonne moitié du monde théâtral. Et la confusion est à son comble quand Jean-Louis Barrault, dans son Théâtre du Rond-Point, lui confie en 1985 le rôle-titre du *Cid*.

Entre-temps, Francis Huster a abandonné la Comédie-Française, où il est revenu très brièvement en 1988. Il l'a quittée fâché, en 1982, au début de l'ère Vincent, en jurant qu'il la retrouverait. On prête au président de la République, Jacques Chirac, son camarade au rang des supporters du PSG, l'intention, publiquement affirmée lors d'un récent voyage en Chine auquel il avait convié le comédien, de l'élever au rang d'administrateur de la Maison de Molière. Beaucoup s'en inquiètent. Si Francis Huster-comédien a volé de succès en succès et affirmé encore son talent d'interprète, sa carrière

d'adaptateur, de metteur en scène et de chef de troupe n'a pas convaincu, à l'exception remarquable de *La Peste* de Camus en 1989, spectacle pour lequel il ne gouvernait que lui-même. Pour preuve, deux fous subis avec sa compagnie, Richard de Gloucester, en 1987, et *Hamlet*, en 1994, qu'il avait coproduit et dont il avait confié la mise en scène à l'Anglais Terry Hands.

On se demande pourquoi cet acteur ne traiterait pas la gestion délicate d'une institution théâtrale quand, à l'évidence, sa place est sur la scène. Son interprétation de *Cyrano* en est la démonstration, irréfutable. Comme le lui écrivait Jean-Louis Barrault au moment de *La Peste*, « il nous suffisait de gîter la mort pour que celle-ci recule ». N'est-ce pas là la plus haute définition du métier de comédien, le plus bel épilogue aussi que l'on puisse donner au grand œuvre de Rostand ?

O. S.

A l'occasion de l'ouverture de sa nouvelle exposition, « La serre, jardin du futur » la Cité des Sciences propose

des conférences

Mercredi 8 octobre

16h • Le jardin français avec Monique Mosser (accès gratuit).

18h • L'étrange mode de vie des plantes

avec Jean-Marc Drouin et Gabriel Cornic (accès gratuit).

Mercredi 22 octobre

16h • Le jardin anglais avec Janine Christiany (accès payant).

18h • La connaissance des plantes par la génétique : les enjeux scientifiques et juridiques.

avec Marie Angèle Hermitte et Yvette Dattée (accès gratuit).

un rendez-vous jardinage

Samedi 18 et dimanche 19 octobre

14h - 18h • des démonstrations pour vous aider à cultiver, chez vous, agrumes et aromatiques (accès payant).

Chaque mois, événements, rencontres, animations, conférences, vous attendent à la Cité des Sciences. Demandez le programme au 01 40 05 81 28.

Cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin-Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette.

NATHAN LE SAGE - SAMI FREY
Lessing / Marleau / Angélique
8 au 19 oct.

COMÉDIE FLUVIALE - GED MARLON
avec Jean-Louis Barrault et Jean-Louis Perrier
7 au 26 oct.

01 45 13 19 19 MAISON DES ARTS CRETEIL

Julien Clerc, quinquagénaire et content

Le chanteur est au Palais des sports, à Paris. Il y a fêté son anniversaire. Pascal Obispo, Tonton David ou Françoise Hardy l'ont rejoint sur scène

JULIEN CLERC, direction musicale Jean Schulteis, lumières Jacques Rouveyrolis.
PALAIS DES SPORTS, porte de Versailles, Paris 15^e, le 4 octobre.
Autres concerts : 20 h 30, les 7, 8, 9, 10 et 11 ; 17 heures, le 12.
M^e Porte-de-Versailles. De 192 F à 269 F. TEL : 01-44-68-69-70.

Pour fêter, samedi 4 octobre, son cinquantième anniversaire, Julien Clerc, en concert au Palais des Sports, a voulu rendre au public français leur variété : jazz, rock, folk, musique métal et polo égaré. En costume soixante-huitard de comédie musicale américaine, l'homme né de *Hair*, assume tout, tout ce qui fait du chanteur de variétés un artiste populaire : les chansons d'amour, les refrains gais, la facilité apparente et la recherche cachée. Julien Clerc ne rend rien, pas même les énormes concessions à la mode et au goût commun, il ne rejette rien, et surtout pas *Cœur de rocker*, bien de ce qui permet à un pays de s'unir comme au jour du mariage de la cousine.

Grande communion familiale, la soirée où « Juju » eut cinquante ans appela le gâteau. Il y en eut un, après, pour les amis, les confrères, les auteurs et la profession, au Nieu's, un club privé de l'avenue des Ternes. Mais, au Palais des sports, le moka était dans la salle, orné de milliers de bougies-briquets, tenues à bout de bras par des spectateurs ravis d'avoir chanté aux appels l'un des plus gros succès commerciaux de Julien Clerc *Jaloux de toi* (1978), parfaitement et sans dérangement. Avec Julien, tout roule, et, puisque sa voix lui est rendue, le public en a « Joyeux anniversaire, Julien », spontanément. Quand ce Julien chante, dans la salle les femmes sont belles. C'est à elles qu'il s'adresse, il leur dit qu'elles ont leur courage et leur fragilité... mais non faiblesse. Les hommes sont beaux aussi, ils s'identifient au chanteur de charme, à son hymne, qu'il n'est jamais si prenant que quand il le crie.

Aimer, finalement, n'est pas si

compiqué. C'est une question de confiance, d'abandon, une autorisation donnée à « l'autre », l'ami, le [l'autre] son trésor ». Qui d'autre que Julien Clerc chanterait librement d'aussi superbes naïvetés, de celles que l'on compose dans sa tête quand on est amoureux : « *Mais tous les jours pouvoir te voir, même dans la nuit, c'est mon espoir. Mais pour longtemps, nos quatre yeux, perdus à deux, un seul regard, c'est mon espoir, c'est ma victoire* » ? Pascal Obispo, l'un des plus vives surprises de Julien Clerc ce soir-là, nouvelle idole des jeunes filles, pourrait aussi dire. Mais il s'arrête à temps, se souvient que son public gèle. Surtout, il n'a pas l'intelligence du bizarre, ce système sans qui transforme une chanson d'amour en poème – ici, en l'occurrence, c'est mon espoir, entré du dernier album de Julien Clerc, *Julien*, où Bienne-Roda Gil, le parolier, en profite pour donner sa définition de l'amour : « *La vie se promène sous la soie, la toile ou le velours, nuit et jour* ».

**Chansons d'amour,
refrains gais,
facilité apparente
et recherche cachée**

Un nuage d'énigmes flotte dans l'univers de Julien Clerc, comme un voile de lait dans le *carpeeling*, comme une odeur de rhum colonial dans le vignoble bordelais. C'est sa différence à lui. Une marque de fabrique, depuis son apparition sur la scène française en 1968, avec des bizarreries comme *La Cavalerie*, dont le texte, insolite, est signé d'Henriette Roda-Gil, fils de l'actuel ministre. Julien Clerc, lui, de son vrai-nom Paul-Alain Leduc, est né le 4 octobre 1947 à Paris d'un père haut fonctionnaire à l'Unesco et d'une mère, secrétaire, *gnadelopécenne*. Il en a gardé une idée mitigée de ses antécédents. Les Gaulois, à seize ans, raconte-t-il en scène, il a au-

pris la batterie avec un Antillais qui s'appelaît Socrate. Quelques années plus tard, il fera ses débuts en scène, par hasard et au pied levé, « en Corse », où il campait.

Avec Maurice Vallet, rencontré au lycée La Fontaine de Sceaux, et Roda-Gil, croisé au Quartier latin, il prépare le « post-gauchisme romantique » (le Che meurt le 9 octobre 1967) via les États-Unis, en réunissant les étudiants, les cadres et les ménages français sous la bannière de *Huir, contre « le mensonge des nations qui trèvent »*. Sa première apparition au Palais des sports, en 1971, est annoncée par une affiche pop, signée Luigi Castiglioni : Christ de pacotille, aux cheveux longs et bouclés, dessin hyperréaliste, noyé dans un halo de lumière sainte, balancé en plein dans les années Mloui-Mloui, les farces coléchiennes, en opposition aux échafauds fausement aventureux de Stone et Charles. Sept ans plus tard, essouffé, Julien Cier devient le fiancé parfumé des demoiselles riches, beau brun bien peigné. Jean-Loup Badabise, son nouveau parolier, capable du meilleur (*Mia préférence*, 1978) et du pire (*On peut rêver*, dans le dernier album), lui a glissé un bouquet de violettes dans les mains.

Peau de banane sous les pieds du révolutionnaire potentiel, mélodiste hors pair, dévoué par Roda-Gil, comp de génie d'un auteur qui sait ce qu'est un produit, un emballage et une image ? Julien Clerc est tout à la fois ; ses auteurs se sont parfois fait la guerre, lui, demeure tel qu'en lui-même. « Vous ne vous dispersez pas, c'est bien », lui dit un jour François Mitterrand, qui l'avait invité en 1994 à donner un récital chic dans les jardins de l'Élysée pour la fête de la musique. Minci, à l'aise, à des années-lumière du Julien Clerc engeiné dans ses principes et bridié qui avait tenu son dernier passage à l'Opéra en 1993, le chanteur a 42 ans.

En invitant le 4 octobre quelques grands noms de la chanson française sur scène, il a montré ses parentés et filiations. Il y a d'un côté Marc Lavoine (en duo pour *La Fille*



Julien Clerc, sur la scène du Palais des sports.

de la veranda), le tombeur bon chanteur et formaté aux normes du marché romantique. De l'autre, la nouvelle génération des variétés, rappeurs ou ragamuffeurs qui ne refusent pas l'étiquette de la chanson (Doc Gynéco, extra-terrestre assumé, et Tonton David pour une belle scansion de *Mélissa*).

Il y a un peu de tout cela dans Julien Clerc, il y a de ce Patrick Bruel en rocker sexy (*Quand je joue*), de cet Alain Souchon en faux lugubre (*This Melody*), de ce Renaud gouguenard en costard noir « classe » (*Travailler c'est trop dur*, un traditionnel cajun remanié par Zachary Richard). Il y a Mauranne, pour la voix magnifique. Dans un récital

où il se laisse enfin la liberté d'être lui-même, Julien Clerc intègre de très beaux moments de solitude, les *Séparés*, sur un poème écrit au XIX^e siècle par Marceline Desbordes-Valmore, ou *Femmes je vous aime* - un vrai film de Claude Lelouch en raccourci. Dans ce condensé d'éducation musicale et sentimentale, Julien Clerc a même réussi l'impossible : faire monter Françoise Hardy sur scène. Ensemble, ils ont écrit *Man ange*, elle impose la froideur là où souffle le chaud, la distance là où il risque la promiscuité. Françoise Hardy chante et s'enduit, Julien Clerc remercia Uranus, Pluton et Saturne.

Véronique Mortaigne

Le Sous-Marin de Vitrolles a été muré

MARSEILLE
notre correspondant

La municipalité Front national de Vitrolles n'a pas attendu : deux jours après le concert-nuit de soutien au café-musique Le Sous-Marin de Vitrolles, samedi 4 octobre, la porte de l'établissement a été murée de l'intérieur et l'ennemi a été démonté, lundi 6 au matin. Un très bref moment en date du 3 octobre, prononçant la fermeture de ce local pour « raison de sécurité », permettant la continuation lila l'association culturelle à la municipalité. Alerté par des passants, le président du Sous-Marin, Pierre Jacques, a immédiatement fait appel à un commissaire de police qui s'est rendu sur place. Vendredi, la commission municipale de sécurité avait noté l'interdiction de recevoir du public pour ne pas avoir pu présenter les papiers attestant de la révision des extincteurs et du système de désenfumage. « Le FN va jusqu'au bout de la bagarre », a déclaré sur place Pierre Jacques, qui a annoncé la réunion ce lundi d'un conseil d'administration extraordinaire. Une conférence de presse devait avoir lieu lundi après-midi sur la place de la mairie, devant l'entrée du Sous-Marin.

Objet d'attaques répétées de la municipalité de Catherine Mégret, le Sous-Marin avait organisé, samedi 4 octobre, un concert de soutien qui avait réuni quatre mille spectateurs au stade, la salle municipale. Noir Désir, Thugs, Miossec, Burning Heads, Massilia Sound System et le groupe vitrolais Biocides s'étaient déplacés. Une grande bande-rolé avait été tendue dans le hall : « Le Sous-Marin ne coulera pas ». La saison dernière, le fleu a réali-

« À huit mille trois entrées pour une cinquantaine de concerts et à assuré quatre cents heures d'ateliers de dépôtition de groupe. Il est rapidement devenu l'étandard de l'aposition vitrolaise à la politique de M^{me} Mégret. Pour Lofc Taniou, responsable de la programmation, « le Sous-Marin a toujours été l'expression polaire de la ville, mais c'est là que s'est amplifiée avec l'arrivée de la FN. Depuis le 19 juin, date à laquelle la municipalité a supprimé sa subvention de 200 000 francs à un cinquième du budget du Sous-Marin... « Il ne se passe pas une semaine sans que le Front national cherche une faille pour nous faire tomber », assure Pierre Jacques, président de l'association. Le 22 septembre, samedi, du directeur régional de l'action culturelle en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, François Debannes-Gardanne, confirmait l'appui de Catherine Trautmann. Le ministre de la culture et le conseil général (PS) des Bouches-du-Rhône combierant chacun à hauteur de 100 000 francs le trou créé par la suppression de la subvention municipale annuelle. Mais en attendant les factures de l'Urssaf s'énervent... Récemment, dans un courrier au préfet de région, le premier adjoint au maire estimait, en effet, que le Sous-Marin ne remplissait pas le cahier des charges établi. « L'élue à la culture nous a dit que notre programmation développait chez les jeunes de mauvais instincts », rapporte Lofc Taniou. Comme celui de Bertrand Candol du groupe Noli Désir qui présente comme « naturel » son soutien au Sous-Marin.

Luc Letoux

Andrea Bocelli

et l'Orchestre Symphonique de 55 musiciens

time to
Sing

le 15 décembre
à Paris Bercy

Chérie
FM

Chérie FM, la radio qui vous aime, vous aime et vous aime encore. 101.9 FM (91.20 en 5050) Chérie FM

Chérie FM, jamais la musique ne vous aura été aussi bien.
Pour connaître la fréquence de votre ville : 187 30 187, 22 52 187, 36 55 Chérie FM ou 2 23 1 00 00.

Chérie FM, la radio qui vous aime, vous aime et vous aime encore.

... pour violon et piano

Dimanche 12 octobre, 17h30 - Maison de Radio France, salle O. Messiaen

Beethoven, Bach, Prokofiev

Hilary Hahn, violin
Natalie Zmura, piano

Location 01 42 30 15 16



Happy end au festival d'Ambronay pour « La Didone » de Cavalli

L'Académie baroque européenne, dirigée par Christophe Rousset a donné pour la première fois en France cet opéra créé à Venise en 1641

LA DIDONE, de Francesco Cavalli. Livret de Busenello. Direction musicale : Christophe Rousset. Mise en scène : Pascal-Paul Harang. Scénographie : Gilles Tascher. Costumes : Sylvie Sknazi. Lumières : Laurent Castaing. Avec Claire Brua (Didon), Stuart Patterson (Enée), Evgeniy Alexiev (Iarbas) et Olga Pitarov (Didon). Théâtre de Villefranche-sur-Saône, le 3 octobre.

AMBRONAY
de notre envoyé spécial
En 1993, le Festival d'Ambronay ouvrait sa première « Académie baroque européenne » destinée à de jeunes professionnels en début de carrière. Après Jordi Savall, William Christie et Christophe Coin, c'est Christophe Rousset, directeur de l'Ensemble Les Talents Lyriques, qui a été chargé de diriger les stages et la nouvelle production présentée cette année, *La Didone*, de Francesco Cavalli. Celle-ci sera reprise en décembre à Besançon, Avignon et à l'Opéra-Comique de Paris.

Créé à Venise en 1641, cet opéra n'avait jamais été donné en France. Il conte l'histoire de Didon et Enée et suit le héros troyen depuis la ruine de sa cité jusqu'à son arrivée à Carthage, où il s'éprend de la reine du lieu, avant de l'abandonner pour l'Italie. Ce récit légendaire, Cavalli et

son librettiste Busenello en modifient la fin. Didon brûle pour Enée, mais elle n'en mourra pas. Elle préfère épouser Iarbas, son indésirable prétendant. Cette happy end, où la vie prend le pas sur la mort, n'a rien de gratuit. Elle donne à l'œuvre une place à part dans la corbeille des opéras baroques, celle de Purcell et de Berlioz notamment, qui, toutes deux, s'achèvent d'amour.

La réalisation s'est étendue sur deux ans. Un premier stage en septembre 1996 a réuni à Lyon une quarantaine d'étudiants, venus de toute l'Europe, autour des maîtres d'œuvre, Christophe Rousset et le metteur en scène Pascal-Paul Harang, et de chanteurs rompus au style baroque, comme Howard Crook. Après cette première sélection, une trentaine de jeunes musiciens ont rallié, pour cinq semaines, le Théâtre de Villefranche-sur-Saône. « C'est très bien d'être dans le lieu dès le premier jour, nous expliquait la soprano québécoise Nathalie Cloutier, les étoilages sont en route, les costumes et le décor à disposition. On est tout de suite dans l'ambiance du spectacle ».

Rita de Letteris, la conseillère linguistique, faisait sans relâche travailler la déclamation italienne : « Le matin ou petit déjeuner, et jusque dans les promenades au milieu des vignes du Beaujolais », s'amusaient encore les stagiaires. Alors que, sur la scène, Pascal-Paul Harang réglait les ultimes gestes — « il y a trente-trois tableaux à traiter comme autant de petits opéras », à l'étage au-dessus, Christophe Rousset peaufinait les intonations du grand air de Didon avec Claire Brua. « Face à Christophe, affirmait plus tard une autre cantatrice, la Cata-

jane Olga Pitarov, il faut être très convaincant. Lorsqu'il s'ennuie, il le dit ».

Pourtant, le vendredi 3 octobre, on a eu peur au premier acte. Obscurément par la diction, les chanteurs en oubliant la musique. Des voix, sans doute noyées par le trac, sonnaient faibles ou laides. Les décalages musicaux et scéniques se multipliaient. La chute de Troie semblait dans la confusion, plus que dans une tumultueuse organisation.

Tout changea dès le deuxième acte. Les lumières, enfin posées, éclairaient d'une couleur méditerranéenne les murs du palais de Carthage, fermés par une claustra. Le long fourreau de velours rouge de Didon, les toques Renaissance des courtisanes, les robes noires du trio des suivantes, trépidantes avec leurs grands chapeaux rehaussés de tulle, surplendaient agréablement l'œil : la costumière Sylvie Sknazi ne collabora pas pour rien avec Christian Lacroix.

La même exubérance tempérée guidait la mise en scène, enfin à son rythme. Christophe Rousset, depuis son clavier, colorait avec finesse cette partition si proche, par son écriture, du théâtre parlé. Et vivante surtout, avec son alternance, très shakespearienne, de scènes d'actions, d'intermèdes comiques, de moments de tendresse. Les chanteurs trouvaient leur bon tempo. Les trois premiers rôles étaient tenus par des artistes déjà reconnus. Claire Brua a chanté le lamento final avec une musicalité immense. Plus que dans un Enée faïot, elle a trouvé en Evgeniy Alexiev (Iarbas), baryton bulgare à l'organe ample et chaleureux, un partenaire à sa hauteur.

P. Mo.



Rita de Letteris (diction), Christophe Rousset (direction musicale) et Claire Brua (Didon).

TROIS QUESTIONS À CHRISTOPHE ROUSSET

1 Pourquoi avoir choisi *La Didone* de Cavalli pour votre travail de chef d'orchestre avec l'Académie baroque européenne ?
L'intérêt pédagogique était de s'adresser à un nombre très large de candidats — il y a une vingtaine de personnages — et de leur apporter des défis sur l'opéra italien de la première moitié du XVII^e siècle et le style qu'il requiert. *La Didone* est fondée sur le recit cantando à la Monteverdi. L'œuvre comporte peu d'airs. Les récitatifs dominent. D'où l'importance de la déclamation. La musique baroque est la musique du mot. Chaque fois

qu'on dit un mot, il faut lui donner tout l'éventail de significations, d'images, qui l'accompagne. Dans un air, on est porté par la musique, l'interprétation paraît plus claire, on peut se mettre sur pilote automatique du point de vue du sens. Un récitatif n'est jamais difficile à chanter. Mais il doit faire avancer l'action, les évolutions psychologiques. Il faut le traiter comme du théâtre.

2 Est-il plus facile de travailler avec des jeunes musiciens qu'avec des interprètes confirmés ?
Avec les stars, il faut mettre des gants. Elles ont une image à défendre, elles n'aiment pas forcément se mettre en danger. Alors que c'est exactement ce que je demande aux chanteurs ici. Les

étudiants sont très ouverts, avides de ce qu'on peut leur apporter. Le peux donc leur parler d'une façon très directe.

3 Ne pensez-vous pas qu'il y a actuellement une réticence à donner des versions scéniques des opéras baroques ?
L'aventure de l'Atys de Lully, montée par Jean-Marie Villégier et William Christie, a énormément marqué l'opéra baroque en France. Mais il ne faut pas penser que le miracle n'est pas renouvelable. Il y a bien d'autres cartes gagnantes, comme le montre René Jacobs, à La Monnaie et à Innsbruck. Il faudrait proposer une autre mise en scène d'Atys, cela dédramatiserait la situation.

Propos recueillis par Pierre Moulinier

La « kermesse héroïque » de Saint-Eustache

JANE BIRKIN vendant des verres de vin, Alala-Souchon et Laurent Voulzy servant les pâtisseries : dimanche après-midi, la buvette de la kermesse paroissiale était tenue par de drôles d'enfants de chœur. L'église Saint-Eustache, au bord du Forum des Halles de Paris, appelait à « entrer en résistance contre l'indifférence et le repli sur soi » en organisant une « kermesse héroïque », au bénéfice de son Association solidarité sida.

A l'heure de l'égérie, sur les trottoirs et dans les boutiques chics prêtées pour l'occasion, on trouve de tout : vêtements haute couture à 800 francs, barbe à papa, valisette griffée, livres à 10 francs mais pas de préservatifs. Les lots de la tombola sont fournis par la galerie Yvon Lambert, l'un des fiefs parisiens de l'art contemporain : lithographies de Sol LeWitt et Marcel Broodthaers, sérigraphies de Jean-Michel Basquiat et Joseph Kosuth, photographies de Joseph Beuys et Nan Golding, œuvres d'Annette Messager, Cy Twombly et Christophe Boltanski. Au moment où les créations de ces artistes sont en vente à la Foire internationale d'art contemporain (FIAC) de Paris, les gagnants de la tombola les emportent ici pour 100 francs.

Souvent vêtu en jean de pied en cap, Gérard Bénétou, le curé de l'église Saint-Eustache, est proche des artistes. Le prêtre oratorien a mené plusieurs ac-

tions avec Christophe Boltanski : il l'a invité au lancement de son réseau d'aide aux malades du sida en 1992 ; deux ans plus tard, il lui a demandé une installation dans l'église pour la Semaine sainte. C'est le plasticien qui a mis sur pied cette kermesse, quelques jours avant le début de son spectacle inspiré par le romancier japonais Kawabata, dans le cadre du Festival d'automne (Le Monde du 18 septembre). Il veut montrer que « les créateurs contemporains ne sont pas uniquement préoccupés de leur nombril ». Le long de l'église, chacun peut se faire prendre en photo par lui et repartir avec un Polaroid un peu flou, vendu 100 francs.

Gérard Bénétou aide les malades du sida, notamment les étrangers les plus démunis, à se rapprocher de leurs amis et de leur famille. En pleine semaine de pardon de l'église catholique aux juifs, il veut déjà aller plus loin : « S'il est heureux que nous recommandions nos fautes du passé, il serait mieux encore que nous soyons attentifs à nos comportements d'aujourd'hui ». Quant aux Parisiens un peu branchés et blasés dans ce quartier, ils semblent tout excités de « dormir pour les bonnes œuvres de la paroisse », selon la formule qui fait éclater de rire un jeune homme à la mode.

Catherine Bédarida

Le concert de « Ma 6-T va crack-er » a été annulé

Il n'a pas obtenu l'autorisation de la préfecture de police de Paris

LE FILM *Ma 6-T va crack-er*, réalisé cette année par Jean-François Richet, a connu une extension discographique. À l'initiative du metteur en scène, un album, inspiré de cette chronique de la jeunesse banlieusarde, compile quelques-uns des rappeurs français les plus réputés, dont 1Am, Stomy Bugsy, Assassin, Passi... Le 1^{er} octobre, un concert exceptionnel devait réunir à La Cigale, à Paris, les protagonistes de ce disque. Les organisateurs — la société de production Warhead — ont dû l'annuler, faute d'avoir reçu l'autorisation de la préfecture de police. Cette dernière dément que le concert ait été interdit. « Nous avons des relations épistolaires régulières avec la préfecture, dit le directeur de Warhead, Philippe Maher. Tous les concerts que nous organisons jusqu'au 15 octobre ont reçu leur autorisation, pas *Ma 6-T*... malgré nos six fax de relance. Alors nous ne pouvons pas prendre le risque de maintenir le concert. Si tout se passe bien, nous recevrons l'autorisation le lendemain. S'il y a un problème, nous risquons de perdre notre li-

cence d'entrepreneur de spectacles. » Les concerts de rap sont souvent plus « chauds » que ceux de rock. Ces dernières années, certaines soirées ont dégénéré. Les rivalités entre groupes gâchent parfois la fête. Récemment, deux d'entre eux en sont très violemment venus aux mains dans les couloirs de la chaîne musicale MCM.

« UN PLATEAU INCROYABLE »
Le plateau très fourni de *Ma 6-T va crack-er* devait attirer la foule, les billets étaient tous vendus depuis plusieurs semaines. Warhead avait pris ses précautions. « Au lieu de 10 douzaines de personnes prévues pour un concert classique, nous avons recruté une équipe de vingt-cinq personnes connaissant bien le milieu hip hop. Nous avons organisé plusieurs concerts de rap sans connaître le moindre incident. Nous préparons d'ailleurs pour l'année prochaine le premier véritable festival français de hip hop. »

Chez les artistes, la déception est grande. White et Spirit, deux frères originaires de la cité Beaulieu

à Meaux, avaient été contactés par Jean-François Richet pour composer la musique du film. Après avoir produit le disque, ils avaient intensément préparé ce concert. « On avait réuni un plateau incroyable. On est tous super déçus. Une malédiction poursuit-elle *Ma 6-T va crack-er* ? Ce film controversé avait déjà connu des difficultés. Autorisation de tournage refusée, subventions annulées au dernier moment. La violence de certaines scènes, le marxisme revendiqué de Richet déplaçaient à beaucoup. Pascal Cruchet, le producteur, dénonce aussi un boycottage des distributeurs. « Sur les vingt-cinq salles prévues sur Paris pour la sortie, explique-t-il, nous n'en avons finalement que sept. Malgré un très bon démarrage, ce film n'a pu rencontrer son public. » *Ma 6-T*, a péniblement atteint le seuil des 80 000 entrées en France. Mais, avec plus de 63 000 exemplaires vendus, l'album du même nom s'approche à petits pas du Disque d'or.

Stéphane Davet

CONCERTS

CHATELET

MERCREDI 8 OCTOBRE 12H45
Sophie Koch, mezzo-soprano
Olivier Reboul, piano
VIVALDI, HAENDL, SCHUMANN, R. STRAUSS

VENREDI 10 OCTOBRE 12H45
Jian Wang, violoncelle
Konstantin Bogino, piano
SCHUBERT, CHOSTAKOVITCH

LUNDI 13 OCTOBRE 12H45
Randi Stere, mezzo-soprano
Harvard Gimse, piano
BRAHMS, SCHUMANN, GRIEG
LOCATION 01 40 28 28 40

A FILETTA
POLYPHONIES
CORSES
10 - 11 oct.
Eglise St Louis en l'île
12 oct.
Théâtre Grévin
01 42 46 84 47
01 49 87 53 53

Théâtre des Champs-Élysées
Loc : 01 53 23 99 19
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DE SAINT-PETERSBOURG
Youri Temirkanov, direction
Festival Chostakovitch
Poésies populaires juives
solistes du Théâtre Marinsky
Symphonie n°5
Lundi 13 octobre à 20h30
Concerto pour violon n°1
Viktor Treljakov, violon
Symphonie n°6
Mardi 14 octobre à 20h30
Symphonie n°7 "Leningrad"
Mercredi 15 octobre à 20h30
Prix des places : 50 à 450 F.

15 octobre - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Michel
DALBERTO
Régis Schmitt
Tél. rés : 01 49 53 05 07

18 octobre - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Le Messie
de Haendel
Les Musiciens
du Louvre
Dir. Marc
MINKOWSKI
Tél. rés : 01 49 53 05 07

JEUDI 16 OCTOBRE - 20 h 30
Théâtre du Châtelet
sous le Haut Patronage de
M. le Président de la République
GALA du CNEA
Comité national pour l'éducation
artistique

GIL SHAHAM, violon
Akira Eguchi, piano
SCHUBERT - DVORAK
DEBUSSY
avec le concours
d'ANDERSEN
CONSULTING
et le soutien de la
MAIRIE DE PARIS
Tél. location : 01 40 28 28 40
Places : 70 F à 230 F

OPERA
PARIS
Orchestre
de l'Opéra
Georges Prêtre,
direction
Violeta Urmana, soliste
Wagner - Mahler
18 octobre - 20h
Opéra Bastille
abonnement : 01 40 28 28 40
05 38 69 75 68

17 octobre 1997
L'Orchestre de Paris
fête ses 30 ans
17 h 30 à 19 h 30 - entrée libre
Promenade musicale
par les artistes musiciens de
l'Orchestre de Paris
20 h 00 concert
Schubert - Brahms - direction
Robert Alagna - ténor
Leon Fleisher, piano
Jean Pierre Drouot, percussions
André Cazalet, cor
Chef de l'Orchestre de Paris
Bessy - Dard - Lemaire
Drouot - Cazalet - Ravel
OFFICIEL ROSENTHAL - ROBERT
Salle Pleyel
60 à 290 F - Tél 01 45 81 65 58

OPERA
PARIS
Dimanche soir
au
Palais Garnier
Musique
de chambre
Par les musiciens de
l'Orchestre de l'Opéra
Schubert - Ravel - Mozart
19 octobre - 20h30
Palais Garnier
Tél. 01 40 28 28 40
05 38 69 75 68

Jeudi 23 octobre à 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
YOMURI SYMPHONY ORCHESTRA
Takanashi OTAKA, direction
Takanashi : Twill by Twilight
Brush : Concerto opus 26
R. Strauss : Une vie de héros
« Événement culturel HITACHI »
Location : 01 49 52 50 50
Prix des places : 40 à 290 F
Production Dominique Werner

Les petites énigmes
d'Iztok Kovac chor



Les petites énigmes suspensives d'Iztok Kovac, chorégraphe slovène

« Codes of Cobra » était présenté au festival Octobre en Normandie

Avec sa compagnie, En-Knap, créée en 1993, le Slovène Iztok Kovac propose, au festival Octobre en Normandie, *Codes of Cobra*, qui déploie un ré-

jouissant appétit de sensations. Ce spectacle fait partie du cycle de danse de ce très substantiel festival. Au menu : Mathilde Mounier, François

Raffinot, le Finlandais Kenneth Kvarnström et un marathon de danse de deux jours pour combler ceux qui auraient encore un petit creux.

CODES OF COBRA, d'Iztok Kovac, par la compagnie En-Knap. Krasoslav Levacic (musique), Saso Podgorsek (film). Théâtre des Arts de Rouen, le 3 octobre. Octobre en Normandie. Tél. : 02-35-70-04-07.

ROUEN

de notre envoyée spéciale. Efflanqué, tête dans le cou, le garçon se pose sur scène tel qu'en lui-même. Ses bras et ses jambes battent l'air maladroitement. Alas Haladin est chanteur et aveugle, danseur pour la première fois de sa vie. Deux filles l'encadrent et fourrent leur main dans sa bouche. Accrochées à sa mâchoire comme à une barre de danse, elles défilent une arabesque. L'une d'entre elles l'attire à terre dans un duo pressant, lent corps à corps nimbé de gravité. Ni sensualité ni érotisme dans cette bulle d'atmosphère chaude et froide à la fois. Puls les percussions métalliques

reprennent de plus belle et le mouvement avec, rapide, énervé, inépuisable. Un tourbillon gestuel porté sans faillir par Iztok Kovac et ses cinq interprètes. Avec le chorégraphe slovène, le très substantiel festival Octobre en Normandie poursuit son cycle de danse : Mathilde Mounier, François Raffinot, le Finlandais Kenneth Kvarnström, un marathon de danse de deux jours. Troisième création d'Iztok Kovac, *Codes of Cobra* va et vient entre petites énigmes suspensives et blocs chorégraphiques impeccablement balancés. Sauts d'humour, d'images, une façon de griffer la machine qui sauve le spectacle d'une trop facile efficacité. Sans pour autant en perturber la force. L'habile et sensible Iztok Kovac sait jouer sur les failles en évitant d'y tomber. En plantant une fille seule, les bras ballants, immobile dans un coin de plateau, il bouscule non seulement sa stratégie mais défriche d'autres pistes moins évidentes. Faut-il

penser au mouvement artistique Cobra et à ses expérimentations spontanées ? Pourquoi pas ! Sur-tout, le chorégraphe traque l'individu, muscule la peau et récupère la fragile solitude de la danseuse hors du groupe.

CURIEUX DÉCALAGE

Originaire de la cité industrielle de Trbovlje, source d'inspiration du spectacle, Iztok Kovac a baptisé sa compagnie créée en 1993 En-Knap (mineur de charbon, en slovène) en hommage à son père. Au plus fort de sa danse il n'oublie jamais l'humain, allant jusqu'à faire descendre ses interprètes au fond du puits en manière d'initiation. Dans la même humeur il rassemble ouvriers de la mine et danseurs dans le film *Vertigo Bird* (1995) réalisé par Saso Podgorsek. Au milieu d'un rectangle d'hommes plutôt perplexes sous leur casque, les corps mobiles et sombres des danseurs creusent un curieux décalage. Difficile fusion

que celle de l'art et de la vie. De cette rude expérience Iztok Kovac sort néanmoins la tête haute. Sa gestuelle tient le coup, ferme, rigoureuse, elle précipite sauts, chutes, roulades au sol. Une bonne santé que notre jeune homme doit à sa formation de professeur de gymnastique et à sept années de compétition comme danseur professionnel expert en rumba, mambo et cha-cha. Le style flamand à la Wim Vandekybus ne lui est pas complètement étranger. Iztok Kovac a collaboré pendant quatre ans à l'excellent festival Stuc/Klapstuk à Louvain en Belgique, avant de regagner son pays en 1994. On ne saurait le lui reprocher. Car au-delà de la forme, ce travail frappe par sa sincérité. Lancé par un film flashant de corps dansants, *Codes of Cobra* déploie un appétit de sensations réjouissant. On ne chipote pas.

Rosita Boisseau

Les « instantanés » de Georges Aperghis à Strasbourg

STRASBOURG INSTANTANÉS, par les élèves du conservatoire de Strasbourg, Georges Aperghis, Catherine Bolzinger-Causse, Jean-Marc Foltz (direction). Festival Musica.

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale. Georges Aperghis est, depuis janvier, compositeur en résidence au conservatoire de Strasbourg. Une semaine par mois, il visite les classes et fait travailler sa musique, celle déjà écrite et celle qu'il compose spécialement. Le festival Musica, partenaire naturel de cette résidence, s'en fait l'écho à travers trois concerts. L'un d'eux était consacré à la création d'une œuvre originale, *Strasbourg instantanés*, interprétée par un ensemble aussi impressionnant qu'habile : quatorze clarinettes, cinq tubas, six orgues positifs, clavier, cymbalum, pianos, quatre vio-

lons, quatre saxophones, un alto, une trompette, un chœur et quatre sopranos... La partition - quarante-cinq minutes - fait alterner les solos et les ensembles. Sans concession pour l'expérience relative de ses jeunes interprètes, elle exige d'eux un engagement complet. Ce que les professionnels réalisent parfois laborieusement, des élèves d'un bon niveau y parviennent avec une aisance surprenante et un plaisir évident. Car si cette musique semble souvent librement improvisée, elle est entièrement notée. Seul le point de départ de certaines séquences est le fruit de séances d'improvisation. Au fil des mois, Aperghis a inventé des séquences musicales, laissant parfois l'instrumentation en blanc, puis chacun y a trouvé son bien et le compositeur a fixé précisément les strates supplémentaires que suscitait sa partition. Sans doute, ces alternances de chuchotements et de cris instrumentaux ou vocaux, ces détournements, rappellent ce qu'on connaît déjà d'Aper-

ghis, mais la densité du résultat et la construction d'une musique qui respire essentiellement la liberté ne laissent pas d'étonner. La forme, à tiroirs, est singulièrement maîtrisée : il n'y a rien ou presque qui laisse s'installer l'ennui. Mais le plus important, peut-être, c'est une sève nouvelle qui se révèle à travers des séquences apaisées, d'une grande tendresse.

Loin de s'enfermer dans le maniérisme, Aperghis a, à cinquante-deux ans, enrichi son langage sans se renfermer, faisant cohabiter dissonances et consonances, éclatements et polarisations. A un chœur homophone, presque tonal, succède un quatuor de sopranos d'une délicatesse soutenue. Ce qui trépidait pas, un peu plus loin, un clavier de vocifération de la façon la plus comique. Et pourtant, tout cela se tient : c'est la force du style.

Gérard Condamine

Le théâtre des pierres inachevées de Mohamed Rouabhi

LES NOUVEAUX BÂTISSEURS, de Mohamed Rouabhi. Mise en scène : Claire Lasne. Avec Georges Bigot, Monique Brun, Eric Elmosnino, Alain Enjary, Gérard Hardy, Laurent Ziserman. THÉÂTRE PARIS VILLETTE, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 13^e. M^e Porte-de-Pantin. Tél. : 01-42-02-02-68. Mardi, jeudi, vendredi, 21 heures ; dimanche, 16 heures. Durée : 2 heures. De 65 F à 130 F. Jusqu'au 25 octobre.

Sous les planches, la terre. Celle de Palestine. Un humus rare, lourd, qui déchire ça et là le plateau comme un cri. L'herbe trop verte d'une jeunesse qui n'en finit pas de chercher le ciel en sort par brassées.

Cette terre, inconvenante, nouée, radieuse, trépidante, acides, parents, enfants. Elle rêve des arbres qu'elle ne peut plus donner. Elle est l'enjeu d'un conflit où les droits du sol sont annexés par le plus fort. Matière d'une histoire que tente d'en effacer une autre, à coups de planches semblables à celles d'un cercueil, munies par des militaires en tenue de combat, brandissant leur visière comme une mitrailleuse, pour obtenir le sol lisse d'un plancher neuf, sans aspérités, pur. Celui qui sera offert aux occupants sans visages venus d'ailleurs.

Avec *Les Nouveaux Bâtisseurs*, c'est la cinquième fois que Mohamed Rouabhi (auteur) et Claire Lasne (metteur en scène) s'associent dans un spectacle. Ils appartiennent aux quelques jeunes contemporains

qui osent le face-à-face avec leur époque. Ils disent combien ses grands déchirements sont les leurs, qu'il y a des camps, des guerres, des violences et que le théâtre doit en passer par là. Ce n'est pas affaire de courage chez eux, mais de nécessité vécue, entretenue. Celle qui a conduit, un jour de 1990, Mohamed Rouabhi à ouvrir son poing et à découvrir qu'il était serré sur une pierre venue des bords de la mer Morte. Durant sept ans, il a gardé la pierre en main. Il lui fallait écrire le théâtre des pierres. Où les gestes, les dialogues, les pensées, auraient la même évidence que ces armes frustes arrachées au sol.

Une opération difficile. Elle exigeait la capacité de gérer des contradictions complexes, tendues, de se débarrasser de trop de pu-

deurs pour faire advenir ce qui serait un théâtre de grénila, un théâtre de droit, un théâtre de vie quotidienne. Une opération qui n'a pas été menée à son terme, malgré quelques scènes fortes comme celle du cercueil et du disco, celle du café et de la carte. La pièce vacille devant des personnages changeants, pleines vives qui paraissent se pétrifier en pleine trajectoire, comme s'ils vivaient en direct le désamorçage de leur machèvement. Les comédiens, pour la plupart, demeurent en réserve devant ces esquisses. Sauf un, Eric Elmosnino (Radji, l'enfant aux pierres), dansant, trépidant, brandissant la révolte et la peur sous forme de dessins. Et désignant l'espoir dans une boîte de crayons-feutres.

Jean-Louis Perrier

Catherine RIBEIRO CHANSONS DE LÉGENDE

Direction musicale Michel Précastelli. Théâtre des Bouffes du Nord du 8 au 18 octobre 1997. Réservations : FNAC Bimétrie 36-15 FNAC / 01 49 87 30 30. BOUFFES DU NORD 01 48 07 34 50.

INSTANTANÉ L'HUMANITÉ BLESSÉE DE ROLAND BERTIN

C'est un homme sensible. Du genre à se mouchoir en mai, à attraper la grippe à cause d'un mot blessant. Pour se préserver contre les intempéries - météorologiques ou affectives - il porte une écharpe qu'il arboie comme un étendard. Au lieu de l'enrouler autour du cou, il le porte à plat sur les épaules de son imperméable. Il vient de sonner chez son éditeur où il a licencié quelques jours plus tôt, en prétextant qu'il passait par hasard à proximité de son domicile. Le voilà dans le salon blanc, où sa rondure renifflante contraste avec la sécheresse de son interlocuteur. Il se défait de son écharpe, la pile consciencieusement. Puis il vide son sac, avec un air réjouissant de vieux chat bésé.

Cet homme - qui s'appelle Jérôme dans *Le Fauteuil à bascule*, de Jean-Claude Brisville - est interprété par Roland Bertin. Sur la scène du Théâtre du Vieux-Colombier, sa présence fait merveille :

elle casse l'ordonnancement pseudo-moderne du décor de Pace et la discrétion triste de la mise en scène d'Yves Gasc. Avec son corps pesant, son dèmi de l'élegance et son air malheureux, Roland Bertin joue contre la règle implicite de la Comédie-Française, où la fluidité est de mise. Du coup, on ne voit que lui. Son regard attentif entraîne ses camarades de scène (Jean-Baptiste Malartre et Alexandre Pavloff), son talent aiguise celui de l'auteur et son humanité blessée donne vie à une soirée à double entrée - *L'Entre-dan de M. Descartes* avec M. Pascal le jeune, autre pièce de Jean-Claude Brisville, précède *Le Fauteuil à bascule* - qui sans cela s'enlèverait dans l'ennui tranquille de la convention.

Brigitte Salino

★ Théâtre du Vieux-Colombier, 23, rue du Vieux-Colombier, 6^e. M^e Saint-Placide. Mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30 ; jeudi à 19 heures. Tél. : 01-44-39-87-00. Durée : 2 h 30. De 65 F à 160 F. Jusqu'au 2 novembre.

CE SOIR EN RÉGION PARISIENNE

Guided by Voices est l'un des groupes fétiches de la scène indie rock américaine. L'inspiration anarchique de ses leaders, Tobin Sprout et Jim Pollard, peut accoucher d'harmonies mystérieuses comme d'énergie bruyante, quelque part entre REM et Hüsker Dü. *La Boule noire* (salle Valencia - La Cigale), 116, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. M^e Pigalle, 19 heures, le 6. Tél. : 01-49-25-89-99, 99 F. Jerzy Grotowski au Conservatoire de Paris Jerzy Grotowski, metteur en scène et chorégraphe franco-polonais du théâtre, professeur au Collège de France, donnera les 6, 13 et 20 octobre des cours et séminaires au Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris. Le thème est la « ligne organique » au théâtre et dans le rituel. Les cours se déroulent de 18 heures à 20 heures, et les séminaires de 21 heures à 23 heures.

Théâtre du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, 2 bis, rue du Conservatoire, Paris-9^e. M^e Rue-Montmartre. Entrée libre en fonction du nombre de places disponibles. Écrit sur le vent Comment une mémoire alternant sans cesse ses objets écrit-elle une histoire des images ou des scénarios qui les justifient ? C'est l'une des questions posées par Jean-Louis Scherfer dans son nouveau livre, *Du monde et du mouvement des images*. A cette occasion, sur le thème « Écrit sur le vent », la Galerie nationale du Jeu de paume lui confie la programmation d'une vingtaine de films. Parmi les cinéastes élus : Sjöström, Epstein, Dreyer, Bunuel, De Oliveira, Pasolini. Une conférence intitulée « La croix des images » et présentée par Jean-Louis Scherfer lancera cette manifestation (le 7, à 18 h 30). *Galerie nationale du Jeu de paume*, 1, place de la Concorde, Paris-8^e. M^e Concorde. Du 7 au 19 octobre. Tél. : 01-47-03-12-50.

Publier
T.O.I. La Balance
Quai Ouest
Bernard-Marie Koltès
mise en scène Elisabeth Chailloux
à Ivry 6 octobre - 2 novembre - 01 46 72 37 43

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Air Force One de Wolfgang Petersen (Etats-Unis), avec Harrison Ford, Gary Oldman, Wendy Crewson, Paul Giamatti. L'Anguille de Shohhei Imamura (Japon), avec Koji Yakusho, Misa Shimizu, Fujio Tsuneta. El Che de Maurice Dugowson (France). Essai de Mohamed Zran (Tunisie), avec Hichem Rostom, Chah Bouzayen, Myriam Amarouchene. *J'ai vu paradis car l'enfer est ici* (**) de Xavier Durringer (France), avec Arnaud Giovaninetti, Gérard Laroche, Daniel Dural. Le Mariage de mon meilleur ami de P. J. Hogan (Etats-Unis), avec Julia Roberts, Dermot Mulroney, Cameron Diaz, Rupert Everett. Messieurs les enfants de Pierre Boutron (France), avec Pierre Arditi, François Morel, Catherine Jacob. The House de Sharmus Barts (France-Lituanie-Portugal), avec Francisco Nascimento, Valeria Bruni-Tedeschi, Leos Carax. The Mortal Storm (Inde) de Frank Borzage (Etats-Unis), avec Margaret Sullivan, James Stewart, Robert Young, Robert Stack. Touch de Paul Schrader (Etats-Unis), avec Bridget Fonda, Christopher Walken. (**) Films interdits aux moins de 16 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Les Voies du vivant dans l'art du théâtre Le Théâtre est-il encore nécessaire ? Quels publics, quels projets artistiques, quelles références ? Un débat animé par Jean Caune, professeur en sciences de la communication à l'université Stendhal-Grenoble-II. Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitre-Brun, Paris 20^e. M^e Gambetta. A 19 heures. Tél. : 01-44-62-52-52. Orchestre Colonne Ravel : Boléro, Moussorgski : Les Tasseaux d'une exposition. Tchaïkovski : Concerto pour violon et orchestre. Probst : L'île de lumière. Vladimir Gouzman (violin), Didier Benetti (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. A 20 h 30. Tél. : 01-42-33-72-88, 95 F à 195 F. Les Musiciens du Louvre Œuvres de Rameau et Mondoville. Orchestre de chambre de Grenoble, Marc Minkowski (direction). Versailles (78). Chapelle royale du château. RER C Versailles-Rive gauche. A 21 heures. Tél. : 01-39-20-78-00, 70 F à 220 F. Hip hop sur mesure Fiches courtes et créations. Théâtre contemporain de la danse,

9, rue Geoffroy-l'Asnler, Paris 4^e. M^e Saint-Paul. A 19 heures. Tél. : 01-42-74-44-22. Samarco Soirée flamenco. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Marceau. A 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50, 40 F à 290 F. Alain La Prest La Pépinière Opéra, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2^e. M^e Opéra. A 19 heures. Tél. : 01-42-61-44-16, 70 F et 100 F. De Cuba à la rue de Lappe avec Adalberto Alvarez. Balajo, 9, rue de Lappe, Paris 11^e. M^e Bastille. A 21 heures. Tél. : 01-47-00-07-87, 100 F. Joe Cocker Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 13^e. M^e Paris-de-Bercy. A 20 heures. Tél. : 01-44-68-64-63, 219 F à 285 F. Projection-débat Pendant les événements de mai 68, des élèves de l'Idhec avaient filmé « la reprise du travail aux usines Wonder ». Hervé Le Roux en a tiré un documentaire magistral. La séance sera suivie d'un débat en sa présence. L'Entre-pât, 7-9, rue Francis-de-Pressensé, Paris 14^e. M^e Pernety. A 19 h 30. Tél. : 01-45-70-78-38, 35 F. Jean Renoir, le polémiste Le Crime de M. Lange (1935) : 17 h 50, 21 h 50. Le Quartier Latin, 9, rue Champollion, Paris 5^e. M^e Chury. Tél. : 01-42-26-84-85, 30 F.

ANNULATION

Yuri Temirkanov Victime de problèmes cardiaques, le chef russe Yuri Temirkanov, ne participera pas aux concerts prévus en octobre en France et en Espagne avec le Philharmonique de Saint-Petersbourg. La tournée reste maintenue avec trois chefs russes, Iouri Simonov, Alexander Dmitriev et Alexander Lazarev.

RESERVATIONS

Dany Brillant Palais des sports, porte de Versailles, Paris 15^e. 20 h 30, les 17 et 18 ; 17 heures, le 19. Tél. : 01-48-28-40-10. Location Fnac et Virgin. 160 F à 250 F. Radisson Zénith, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 19 heures, le 18 octobre. Tél. : 01-42-08-60-00, 143 F. La Torche L'Européen, 5, rue Blot, Paris 17^e. M^e Place-de-Clichy. Du 4 au 22 novembre. Tél. : 01-43-87-93-80 F.

DERNIERS JOURS

6 octobre : Adolphe de Mémélmontant Point accueil, AFJUM, 38, rue des Amandiers, Paris 20^e. M^e Père-Lachaise. De 14 heures à 21 heures. Tél. : 01-40-24-24-47. 13 octobre : Le Génie des banlieues Portes ouvertes à Cachan, Montreuil, Saint-Denis, Renseignements, BUS INFO, place de la Bastille, Paris 11^e. M^e Bastille. Tél. : 01-43-48-56-09. Jeudi à partir de 18 heures ; vendredi, dimanche et lundi de 15 heures à 20 heures ; samedi de 15 heures à 22 heures.

La presse espagnole a multiplié suppléments et éditions spéciales pour couvrir un événement suivi à la télévision par « un milliard de personnes »

Christian Colombani

Brice Pedroletti

secoète aux téléspectateurs comme une pièce à conviction. C'était écrit, la preuve était là, à l'écran : cet homme est forcément coupable puisqu'il approuvait les SS ! Quand M. Jean-Marie Varaut expliqua que cette note n'était que la transcription par Maurice Papon de propos tenus par quelqu'un d'autre au cours d'une conversation téléphonique, il fallut recourir au magnéscope pour s'apercevoir qu'il disait vrai et que la télévision, prisonnière de ses rythmes, venait de se livrer à une manipulation involontaire.

Alors, ce refus de la facilité, il faut aussi le dire à la manière ennemie de Robert Badinter dont la coconversation avec Michel Field restera un grand moment : NON ! Pour que la conscience humaine ne soit jamais plus offensée par ces crimes contre l'humanité qui falsifient eux aussi les images pour essayer de la nier.

50 من الإجمالي

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / MARDI 7 OCTOBRE 1997 / 35

FILMS DE LA SOIRÉE

- 19.10 **Amanda** ■ De Mark Sandrich (États-Unis, 1938, N, va, 80 min). Côté Cinéma
- 20.05 **Avec ou sans hommes** ■ De Herbert Ross (États-Unis, 1995, 130 min). TSP
- 20.10 **Les Milles** ■ De Sébastien Grall (France, 1995, 115 min). RTBF 1
- 20.30 **Le train de la liberté** ■ De Bernard Stora (France, 1995, 95 min). Côté Cinéma
- 20.30 **Peut-être comme chez vous** ■ De Tom Kopelewski (États-Unis, 1989, 95 min). RTBF 9
- 20.35 **Waterworld** ■ De Kevin Reynolds (États-Unis, 1995, 125 min). Canal+
- 20.35 **Alexandre le Bienheureux** ■ D'Yves Robert (France, 1967, 100 min). TMC
- 20.45 **Dauzon** ■ De Marie Novaro (Mexique, 1991, va, 100 min). Arte
- 20.45 **Une chambre en ville** ■ De Jacques Demy (France, 1962, 90 min). France Supévision

- 20.50 **Le Franciscain de Bourges** ■ O de Claude Autant-Lara (France, 1967, 115 min). France 3
- 21.00 **Buffet froid** ■ De Bertrand Tavernier (France, 1979, 100 min). Paris Première
- 22.00 **L'Amant** ■ D'Irène Jouanet (France, 1985, 80 min). Festival
- 22.05 **Les Héros de la nuit** ■ De James S. Clark (États-Unis, 1969, va, 90 min). Côté Cinéma
- 22.05 **La Duchesse** ■ De Melvyn Frank (États-Unis, 1976, 100 min). RTBF 9
- 22.10 **Les Condamnés** ■ De Georges Lacombe (France, 1947, N, 95 min). Côté Cinéma
- 22.15 **Le Siffleur** ■ De Michael Mann (États-Unis, 1980, 125 min). TMC
- 22.35 **Hasta Morir** ■ De Fernando Sanfina (Mexique, 1995, va, 95 min). Canal+
- 22.35 **Maine-Océan** ■ De Jacques Rozier (France, 1966, 129 min). Canal+

- 23.00 **Le Colonel Chabert** ■ De René Len (France, 1943, N, 100 min). Histoire
- 23.15 **Le Prix de l'exploit** ■ De John Badham (États-Unis, 1985, va, 115 min). Côté Jimmy
- 23.20 **La France du pirate** ■ O de Hedy Kaplan (France, 1967, 105 min). France 3
- 23.35 **Alexandrie, mon amour** ■ De Youssef Chahine (France - Égypte, 1990, 110 min). Côté Cinéma
- 23.45 **Passage pour Marseille** ■ De Michel Curzi (États-Unis, 1944, N, va, 110 min). Côté Cinéma
- 23.45 **Les Indes** ■ De Raymond Bernard (2001) (France, 1933, N, 90 min). RTBF 9
- 0.40 **Domicile conjugal** ■ De François Truffaut (France, 1970, 100 min). Arte
- 1.35 **Wake Up Screaming** ■ De Bruce Hamburger (États-Unis, 1991, N, va, 80 min). Côté Cinéma
- 4.40 **Une journée en enfer** ■ O de John McTiernan (États-Unis, 1995, va, 125 min). Canal+

NOTRE CHOIX

20.25 **Arte**
Contre l'oubli : Pour l'espoir
Réalisé en collaboration avec la Fédération internationale des droits de l'homme, *Contre l'oubli* vient en amont de la Journée mondiale des droits de l'homme (organisée le 10 décembre), point de départ des célébrations du 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette série, diffusée le lundi et le vendredi jusqu'au 5 décembre, n'a pas l'ambition d'un rapport documentant les violations perpétrées dans de trop nombreux pays. L'ensemble compte une vingtaine de portraits d'hommes et de femmes qui, chacun à leur manière, luttent contre les atteintes aux libertés fondamentales. Ce sont pour la plupart de simples citoyens inconnus du grand public - sauf peut-être la Bimane Amung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix 1991 -, tous plus fascinants les uns que les autres. Cinq minutes à peine, mais qui en disent long. - E.H.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1**
19.00 Tous en jeu.
19.50 et 20.40 **Météo**.
20.00 Journal.
20.45 **Les Héritiers**.
Téléfilm de José Dayan (2/3).
22.35 **Le Droit de savoir**.
Enquête sur les neuf dernières heures de Diana, princesse de Galles.
23.50 **Ex Libris**.
Famèles, je vous aime et je vous hais.
0.55 **TF1 info**, **Météo**.
1.10 Public.

- FRANCE 2**
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 et 1.40 C'est toujours l'heure.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, A cheval, **Météo**.
20.50 **Le Festival de Bourges**.
Film de Claude Autant-Lara.
22.40 **Un monde à l'autre**.
Les femmes s'étriquent.
L'Ordre du Temple solaire.
23.45 Au bout du compte.
23.50 Journal, **Météo**.
0.05 **Le Cercle des arts**.
Bilan de la FIAC.
1.25 **Histoires courtes**.
Entre ciel et terre.

- FRANCE 3**
18.50 Du rire, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.02 et 22.45 **Météo**.
20.05 **Pa si la chanter**.
20.35 Tout le sport.
20.50 **Le Festival de Bourges**.
Film de Claude Autant-Lara.
22.55 **Soir 3**.
23.20 **La France du pirate** ■
Film de Hedy Kaplan.
1.05 **La Case de l'océan**.

- CANAL +**
18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs**.
Invités : Théodore Zeldin, Rowan Atkinson, Ariel Wizman (en duplex de Londres).
20.30 **Pa si la chanter**.
20.35 **Waterworld** ■
Film de Kevin Reynolds.
22.45 **Flash Infos**.
22.55 **Maine-Océan** ■
Film de Jacques Rozier.
1.05 **A part ça...** : Elton John.

ARTE

- 19.30 **7/12**. Front national : 25 ans, 15 %.
« Che » Guevara, le mythe et l'histoire.
20.00 **Reportage** : Les Yeux-revolvers.
20.25 **Contre l'oubli**, pour l'espoir.
20.30 **8 1/2 Journal**.
20.45 **Dauzon** ■
Film de Marie Novaro (v.o.).
22.25 **Kinorama**.
22.35 **Hasta Morir** ■
Film de Fernando Sanfina (v.o.).
0.10 **Court circuit**.
0.40 **Domicile conjugal** ■
Film de François Truffaut.

M6

- 19.00 **Los Angeles Heat**.
19.54 6 minutes, **Météo**.
20.05 **Notre belle famille**.
20.35 **Décrochages info**, 6 sur 6.
20.45 **Road House**.
Film de A. de Rowley Harrington.
22.55 **Commando de femmes**.
Téléfilm de Lloyd A. Simandl.
0.40 **Jazz 6**.
1.55 **Boulevard des clips**.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 19.52 **Perspectives scientifiques**.
Les structures du cosmos (1/4).
20.00 **Le Rythme et la Raison de...**
Jacques Lacarrière (1/5).
20.30 **L'Histoire en direct**.
1937 : l'Édit de Nantes.
21.30 **Fiction**.
Sous le druide, de Jacques Prévert.
22.40 **Tout ouvert**.
0.05 **Du jour au lendemain**.
0.48 **Les Cinglés du music-hall**.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 **Prélude**.
20.00 **Concert**.
Le Diable de Fontainebleau, de Desormes.
22.30 **Musique pluriel**.
Œuvres de Glass, Bouli, Sumera.
23.07 **Le Rel aujourd'hui**.
Festival de Hollande 1996.

RADIO-CLASSIQUE

- 20.40 **Les Soirées**.
Œuvres de Schubert, Brahms.
22.25 **Les Soirées** (suite).
Œuvres de Nielsen, Martinu, Janacek.

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs**.
Invités : Théodore Zeldin, Rowan Atkinson.
22.35 **Le Droit de savoir**.
Enquête sur les neuf dernières heures de Diana, princesse de Galles.
22.40 **Un monde à l'autre**.
Les femmes s'étriquent.
23.50 **Ex Libris**.
Famèles, je vous aime et je vous hais.
Invités : Catherine Hervé-Bazin, Alexandre Jardin, Catherine Allégret, Béatrice Sappin, Frédéric Ives (jeunes : Mary Wernham, Philippe et Stéphane Vigand, François Weyergans).
0.05 **Le Cercle des arts**.
Bilan de la FIAC.

DOCUMENTAIRES

- 18.00 **Hubert Beuville-Méry**, minéral du fondateur du Monde.
19.00 **Envoyé spécial**, les années 90.
La vie quotidienne en URSS.
19.40 **Il est parti**.
sur la Lune.
20.00 **Thalassa**. Menace sur le yac.

MUSIQUE

- 20.35 **Le Destin animal**.
1943 La cheval.
21.30 **César**.
21.55 **Notre télévision**.
(1961) Les Buttes Chaumont.
23.05 **Héron**, drôle de paix.
21.00 **Enfant**.
Mise en scène de Luc Ronconi.
Enregistré à la Scala de Milan.
21.45 **Marvin Gaye : Greatest Hits Live**.
Canal Jimmy
0.10 **La Bohème**.
0.40 **Jazz 6**.
Le Journal New Syndicate.

VARIÉTÉS

- 20.25 **Souvenir Téléphone**.
Canal Jimmy

TELEFILMS

- 20.30 **La Veuve de l'architecte**.
De Philippe Monnier.
20.45 **Les Héritiers**.
De José Dayan (2/3).
22.35 **Sandra**, princesse rebelle.
De Didier Albert (1/8).

SERIES

- 18.15 **Friends**.
Celui qui avait un singe.
18.30 **L'Homme Simonon**. Les Démonstres.
Festival
20.50 **Un monde à l'autre**.
21.00 **La Camélie**. Chaque tableau.
21.00 **New York Police Blues**. Andy n'est pas dans son assiette.
21.15 **Dark Skies**. Episode pilote.
23.00 **Les Anges du bonheur**.
Une histoire de cœur.

D'UN MONDE A L'AUTRE
l'émission d'information
et de réflexion
présentée en direct
par Paul AMAR
PREMIERE
ce soir 22h40

NOTRE CHOIX

20.00 **Arte**
Archimède
La science
en questions
A l'occasion de la sixième édition de « La Science en fête », organisée les 10, 11 et 12 octobre à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, Philippe Boulanger consacre un numéro spécial de son court et sympathique magazine à différentes facettes de l'univers scientifique.
Magie et tour de passe-passe pour commencer, avec la valse en jante et bleu de la rencontre de trois liquides, petit clin d'œil d'une réaction oscillante pour souligner une des beautés de la chimie. Puis, successivement, une démonstration gausienne de l'accélérateur de particules, un petit film loufoque tourné en 1967 : une interrogation en rébus dessinée sur ce qu'est la science - observation, expérience, schématisation, théorie, retour au réel -, Galilée et Newton à l'appui ; un témoignage de la passion scientifique, incarnée par le mathématicien Benoît Mandelbrot, spécialiste de la géométrie fractale ; enfin, une démonstration magistrale que la compréhension des phénomènes scientifiques n'est pas forcément synonyme d'ennui, avec une expérience menée auprès de collègues par l'association des Petits Débrouillards. Un petit bassin, quelques litres d'eau et quelques kilos de Maiféna : juste ce qu'il faut pour sonder les mystères de l'alliance entre liquide et solide, comprendre les phases de la matière et reproduire les effets d'un tremblement de terre.
Dans le sursis « d'ouvrir le dialogue avec la communauté des chercheurs et de permettre à chacun d'entre nous d'appréhender les enjeux humains, éthiques, culturels, économiques, technologiques et internationaux de la recherche », la Cinquième consacre à la manifestation tous ses programmes du samedi 10 octobre - documentaires, forums et débats -, diffusés de 8 heures à 18 h 55 en direct de la Cité des sciences et de l'industrie. Sous la houlette de Daniel Leconte, Joël de Rosnay et Laura Massis, la journée s'articule autour de deux grands débats : « Innovation et emploi » (12 heures) et, en clôture, « Le pouvoir du chercheur a-t-il une limite ? », en présence de Georges Charpak, François Bwald, Jean-Claude Carrière et Noëlle Lenoir.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1**
13.50 **Les Feux de l'amour**.
14.45 **Arabesque**.
15.40 **Côte Ouest**.
16.25 **TF1 info**.
17.05 **21, Jump Street**.
17.55 **Pour être libre**.
18.25 **Mokiss** Patamul.
19.00 **Tous en jeu**.
19.50 et 20.40 **Météo**.
20.00 **Journal**, Résultats des courses.
20.45 **Cazou** manant ■
Film de O. de Joaze Balasco.
22.35 **Célébrités**.
0.10 **Le Docteur même** Penquète.
1.05 et 1.45 **TF1 info**, **Météo**.
1.15 **Histoires naturelles**.

FRANCE 2

- 13.50 **Derrick**.
14.55 **Dans la chaleur de la nuit**.
15.50 **La Chance aux chansons**.
16.35 **Des chiffres et des lettres**.
17.00 et 23.05 **Un livre, des livres**.
17.05 **Un poisson dans la cafetière**.
17.40 **Qui est qui ?**.
18.15 **Les Fées**.
18.45 **C'est l'heure**.
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 **C'est toujours l'heure**.
19.35 **Au nom du sport**.
20.00 **Journal**, A cheval, **Météo**.
20.50 **Ther n'est pas jouer** ■
Film de John Glen.
23.10 **Mister Majestik** ■
Film de Richard Fleischer.
0.50 **Au bout du compte**.
0.55 **Journal**, **Météo**.
1.10 **Les Grands Entretiens du Cercle**.
Gunter Grass.

FRANCE 3

- 13.40 **Parole d'Expert**.
14.25 **Vivre avec...**.
14.45 **Le Magazine du Sénat**.
14.55 **Questions au Gouvernement**.
16.05 **Le Jardin des bêtes**.
16.40 **Minikermes**.
17.45 **Je passe à la télé**.
18.20 **Questions pour un champion**.
18.50 **Un livre, un jour**.
18.55 **Le 19-20 de l'information**.
20.00 et 23.00 **Météo**.
20.05 **Pa si la chanter**.
20.35 **Tout le sport**.
20.50 **Top Models**.
23.10 **Soir 3**.
23.35 **Science 3**.
La fécondité masculine en danger.
0.30 **Magazine olympique**.
0.55 **Rencontres à l'XV**.
1.25 **New York District**.

CANAL +

- 13.35 **Une journée en enfer** ■
Film de John McTiernan.
15.40 **Les Singes de Zanzibar**.
16.05 **Maine-Océan** ■
Film de Jacques Rozier.
18.05 **Surprises**.
18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs**.
Invités : Théodore Zeldin, Rowan Atkinson, Ariel Wizman (en duplex de Londres).
20.30 **Pa si la chanter**.
20.35 **Waterworld** ■
Film de Kevin Reynolds.
22.45 **Flash Infos**.
22.55 **Maine-Océan** ■
Film de Jacques Rozier.
1.05 **A part ça...** : Elton John.

LA CINQUIÈME ARTE

- 13.00 **Une heure pour l'emploi**.
14.00 **Chercheurs d'aventures**.
14.30 **Droit d'auteurs**.
15.30 **Les Hababoubs** (1/4).
16.30 **Gala**.
17.00 **Cellulo**.
17.30 **ABR la terre**.
17.45 **De cause à effet**.
17.55 **Le Journal du temps**.
18.00 **Éthiques du Copernic**.
18.30 **Le monde des animaux**.
19.00 **The Monkees** (20/5).
19.30 **7 1/2**. Henri Barbus : la fin des indépendances ?
20.00 **Archimède**. Spécial Science en fête.
20.30 **8 1/2 Journal**.
20.45 **La Vie en face**.
Esclaves d'Hind en dans des usines suisses.
21.44 **Comédia**.
Le théâtre européen (2).
21.45 **Camping 2000**.
Pièce de Jossi Wieler.
23.05 **The Making of Camping 2000**.
23.45 **Documenta X**.
Esquisses théâtrales.
0.45 **Hammett** ■
Film de Wim Wenders.

M6

- 13.30 **Fort comme l'empire**.
14.00 **Chercheurs d'aventures**.
15.15 **Wolff**, police criminelle.
16.10 **Boulevard des clips**.
17.30 **E = M 6**. Les dinosaures.
18.00 **Highlander**.
19.00 **Los Angeles Heat**.
19.54 6 minutes, **Météo**.
20.05 **Notre belle famille**.
20.35 **Décrochages info**.
20.40 **E = M 6 Junior**.
20.50 **Docteur Quinn**.
Un endroit pour mourir.
22.50 **Enfant perdu à jamais**.
Téléfilm de O. de Claudia Weil.
0.30 **Zone interdite**.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 19.02 **Agota**. Sophie Avois.
19.32 **Perspectives scientifiques**.
20.00 **Le Rythme et la Raison de...**
Jacques Lacarrière (2/5).
20.30 **Archipel science**.
Stephen Jay Gould.
21.32 **Mémoire du siècle**.
Philippe Descharre.
22.40 **Nuits magnétiques**.
0.05 **Du jour au lendemain**.
0.48 **Les Cinglés du music-hall**.

FRANCE-MUSIQUE

- 18.36 **Scène ouverte**.
En direct de l'Opéra de Strasbourg.
19.30 **Prélude**.
20.00 **Concert**.
Le Livre du serviteur, de Ballo.
22.30 **Musique pluriel**.
Œuvres de Seder, Seder.
23.07 **Le Dialogue des muses**.

RADIO-CLASSIQUE

- 18.30 **Le Magazine de Radio-Classique**.
20.40 **Les Soirées**.
François Mauriac et la musique.
Œuvres de Mozart, Beethoven, R. Schumann, Bach.
22.30 **Les Soirées** (suite).
Œuvres de Couperin, Buxtehude, Debussy, Mozart, Schubert.

FILMS DU JOUR

- 13.35 **Une journée en enfer** ■
De John McTiernan (États-Unis, 1995, 125 min). Canal+
- 14.55 **Brubaker** ■
De Stuart Rosenberg (États-Unis, 1980, 130 min). Côté Cinéma
- 15.45 **Passage pour Marseille** ■
De Michel Curzi (États-Unis, 1944, N, va, 110 min). Côté Cinéma
- 16.05 **Maine-Océan** ■
De Jacques Rozier (France, 1966, 129 min). Canal+
- 17.05 **Préface** ■
D'Yves Robert (France, 1967, 100 min). TMC
- 17.35 **Les Condamnés** ■
De Georges Lacombe (France, 1947, N, 95 min). Côté Cinéma
- 18.50 **Anna** ■
De Nikita Mikhalkov (Russie, 1994, va, 100 min). Canal+
- 19.00 **Le Colonel Chabert** ■
De René Len (France, 1943, N, 100 min). Histoire
- 19.10 **Wake Up Screaming** ■
De Bruce Hamburger (États-Unis, 1991, N, va, 80 min). Côté Cinéma

- 20.10 **Vivre libre** ■
De James Hill (États-Unis, 1966, 110 min). Côté Jimmy
- 20.30 **Camp de l'archaïs** ■
De Bertrand Tavernier (France, 1981, 125 min). Côté Cinéma
- 20.30 **Les Secrets de Clara** ■
De Robert Mulligan (États-Unis, 1988, 115 min). RTBF 9
- 20.35 **La Princesse de Clèves** ■
De Jean Delannoy (France, 1961, 115 min). TMC
- 20.45 **Cazou manant** ■
Film de O. de Joaze Balasco.
20.50 **Ther n'est pas jouer** ■
Film de John Glen.
21.00 **Les Héros de la nuit** ■
De James S. Clark (États-Unis, 1969, va, 90 min). Côté Cinéma
- 21.35 **Mon secrétaire travaille la nuit** ■
De Mitchell Leisen (États-Unis, 1942, N, va, 95 min). Côté Cinéma
- 22.30 **Le Voyage** ■
De Enrico Sola (France - Italie, 1990, 130 min). Paris Première

- 22.30 **La Vallée du bonheur** ■
De Francis Ford Coppola (États-Unis, 1968, 145 min). France Supévision
- 22.35 **Halloween 2** ■
De Rick Rosenthal (États-Unis, 1981, 95 min). Canal+
- 22.35 **Cry Freedom** ■
De Richard Attenborough (États-Unis, 1987, va, 135 min). Côté Cinéma
- 23.10 **Mister Majestik** ■
De Richard Fleischer (États-Unis, 1974, 100 min). France 2
- 23.10 **Les Subversifs** ■
De Richard Fleischer (Italie, 1967, N, va, 125 min). Côté Cinéma
- 0.00 **Les Indes** ■
De Raymond Bernard (2001) (France, 1933, N, 95 min). RTBF 9
- 0.45 **Hammett** ■
De Wim Wenders (États-Unis, 1982, 95 min). Arte
- 0.55 **Amanda** ■
De Mark Sandrich (États-Unis, 1938, N, va, 80 min). Côté Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

- 22.00 **Spécial procès Papon**.
Avec Michel Zouli, Henri Roussot, Jean-Noël Jeanneney, Nicolas Bricmont.

MAGAZINES

- 13.00 **Une heure pour l'emploi**.
Invités : Marc Lambron, Catherine Clément, Bernard Chambaz.
14.30 **Droit d'auteurs**.
La vie quotidienne en URSS.
17.00 **Envoyé spécial**, les années 90.
La vie quotidienne en URSS.
18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs**.
Invités : Théodore Zeldin, Rowan Atkinson, Ariel Wizman (en duplex de Londres).
20.00 **L'Invité** Jean-Luc Ponty.
22.35 **Célébrités**.
Le mariage de Cristina, brève d'Espagne. Invités : Michel Leeb.
22.35 **Bouillon de culture**.
Dieu et la science.
23.00 **De l'acupuncture à l'histoire**.
Nuits fonctionnelles sous Vichy. Les grands rendez-vous sociaux.
23.35 **Science 3**. La fécondité masculine en danger.
0.30 **Zone interdite**.
Génération cadavre.
1.20 **Les Grands Entretiens du Cercle**.
Portrait de Günter Grass.

DOCUMENTAIRES

- 17.05 **Les Mots**.
de Roland Léger.
18.00 **Éthiques**.
du Cameroun.
18.00 **Philippe Druillet**.
18.00 **Les Grandes Voix noires**.
américaines. (1/2).
18.25 **Baby Business**.

MUSIQUE

- 18.30 **Le Monde des animaux**.
Le Diable de Toulon.
19.00 **En direct avec Bérart**.
Vers une mort annoncée.
19.15 **Les Compagnons du Choc** (2/3).
Vers une mort annoncée.
20.35 **La Royal Air Force** (1/4).
20.45 **La Vie en face**.
Esclaves d'Hind dans des usines suisses.
21.00 **Les Amnésies**.
Les quatre saisons.
22.25 **Il est parti**.
sur la Lune.
23.05 **The Making of Camping 2000**.
23.30 **Les Grands Entretiens du Cercle**.
Portrait de Günter Grass.
23.30 **L'Affaire Spaggiari**.
0.00 **Au nom de Mouskela**.
gènes et paix.
0.00 **Histoire d'opéra**.
0.10 **Reamler**.
danse avec les dieux.
0.55 **Notre télévision**.
(46) Les Buttes Chaumont.

SPORTS EN DIRECT

- 16.00 **Tennis**. Tournoi messieurs de Vienne.
20.30 **Football**. Championnat de D1.
21.00 **Football**. Championnat de D1.

DANSE

- 18.30 **Carmen ou l'oe**.
Ballet.

MUSIQUE

- 20.45 **Blues for Two**. Luther Allison et Louis Bertignac.

THEÂTRE

- 21.45 **Camping 2000**.
De et mise en scène par Jossi Wieler.
21.45 **Camping 2000**.
De et mise en scène par Jossi Wieler.
21.45 **Camping 2000**.
De et mise en scène par Jossi Wieler.
21.45 **Camping 2000**.
De et mise en scène par Jossi Wieler.

TELEFILMS

- 20.00 **Vol d'enfant**. De Luc Béraud.
20.35 **Belle comme le diable**.
De Patrice Gaudy.
22.00 **Les Femmes et les Enfants**.
d'abord. De Sandra Jon.
22.50 **L'Enfant perdu à jamais**.
Téléfilm de O. de Claudia Weil.

Promesses

par Pierre Georges

IL PARAÎT que leurs adversaires, et ils s'en rendent compte, les ont longtemps sommés la « secte des pleurnichards ». Les pleurnichards sont légion apparemment puisqu'ils furent plus d'un demi-million, dimanche à Washington, à célébrer Jésus, à confesser leurs péchés et à entonner le grand air de la famille-valeur.

Les « Promise Keepers », les gardiens du serment, ont un goût prononcé pour un concept de saison : la repentance. Ils processionnent en larmes sur le rude chemin de l'expiation et des bonnes résolutions. Ils s'allongent sur le sol, bras en croix, comme pénitents ou comme pour une ordination. Ils s'engagent à devenir, autant que possible, bons et tout. Bons époux. Bons pères. Bons croyants. Bons Américains. Bons citoyens.

Le chemin de la perfection étant ce qu'il est, fort délicat, et les occasions d'en dévier trop tentantes, les Promise Keepers ont pris une sage résolution : ils alimenteront leur épouse, quand ils en ont une, qu'ils ont décidé de la laisser à la maison. Ils pratiquent le repentir, comme d'autres leurs sortis. Entre hommes. Au paradis terrestre des Adam, Eve se trouve ainsi renvoyée à sa condition première, la démoniaque tarre aux pommes.

Tout cela est admirable. La foi vécue comme un match de football américain, sous la direction de Bill McCartney, dit le Coach, pour chasser le démon à grands coups de casque dans ses entreprises pécheresses. Mais, tout de même, un demi-million d'hommes américains ainsi réunis entre hommes pour restaurer le « bon » homme, c'est impressionnant. Un vrai phénomène. Et, sans doute, une vraie alarme pour les féministes américaines.

Bien loin de tout cela, et par simple association d'idées, d'autres gardiens de leur propres promesses vont vivre une semaine agitée. Cela nous ramène en France, bien sûr, avec le double et périlleux débat sur le temps de travail et sur l'immigration. C'est un classique du genre. Il y a ce que l'on dit sur le chemin du pouvoir. Et ce que l'on fait quand on l'exerce. Les socialistes et leurs alliés, après un été pour ainsi dire paradisiaque - au point que même lorsqu'ils ne faisaient rien, chacun s'accordait à penser qu'ils le faisaient bien - eurent une période plus tourmentée. La météo politique, elle-aussi, devrait se gâter un peu.

Ce n'est pas que Lionel Jospin et les siens aient tout promis et pour tout de suite. Mais il se trouve que beaucoup l'ont entendu ainsi. Or, en politique, les gardiens de promesses sont moins ceux qui les font que ceux qui les entendent. Ou ont cru les entendre. Donc, une dépression s'annonce. Sur la gauche de la gauche d'abord où, en matière d'immigration, les appels battent le rappel et font à Jean-Pierre Chevènement un procès en reniement, voire en sorcellerie pasqualienne. Et sur l'ensemble du front pour cette fameuse affaire du « trente-cinq heures payés trente-neuf ».

Sur ce dernier sujet, remarquons au moins une chose. Plus l'échecance approche, la fameuse conférence de vendredi, moins une certaine forme de flexibilité semble s'imposer : celle des esprits. Le scénario, en ce sens, s'annonce rigoureusement classique, front contre front, argument contre argument, patronat contre syndicats. Ce qui, en clair, signifie que le gouvernement va devoir entonner, lui, le grand air de la négociation.

Claude Allègre va créer 600 emplois dont 400 postes de chercheurs

Le ministre veut mettre en place une direction générale de la technologie

CLAUDE ALLÈGRE est un ministre de la recherche et de la technologie heureux. Avec 53,05 milliards de francs, « j'ai obtenu le budget que je demandais. Un très bon budget », s'est-il félicité, lundi 6 octobre, en présentant à la presse les grands axes de sa politique scientifique. Toutefois, précise-t-il, « le quantitatif n'est pas le plus important. La Grande-Bretagne dépense moins que nous et elle est meilleure ! ». L'essentiel, à ses yeux, est « un changement fondamental de politique ».

Une rupture déclinée en trois volets. D'abord, « la priorité donnée à l'emploi scientifique », avec la création de 600 postes, dont 400 de chercheurs. Ensuite, le financement des laboratoires plutôt que des programmes : « C'en est fini avec le dirigisme et la centralisation. Il faut laisser les chercheurs respirer et les équipes innover ». Enfin, cheval de bataille du ministre, la « débureaucratization », qui se traduira notamment par la suppression de l'une des trois sessions du Comité national de la recherche scientifique, chargé de l'évaluation du CNRS.

Ces fondements établis, M. Allègre a décidé d'ouvrir deux grands chantiers de « rénovation ». En premier lieu, celui de la recherche médicale. « La France a pris un retard considérable en informatique médicale, en pharmacologie et en physiologie », déplore-t-il. Une « réforme », aux contours encore non définis, de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) est donc en préparation. Dans l'immédiat, cet organisme va bénéficier de 100 postes de chercheurs supplémentaires, tandis que des bourses permettront à de jeunes médecins d'embrasser la carrière scientifique. Pour « éviter les rivalités », un « comité de coordination » harmonisera les recherches en biologie menées à l'Inserm, au CNRS, au CEA et à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra).

En second lieu, les sciences de l'homme et de la société, « très maltraitées ces dernières années », vont être « un peu plus aidées ». Des postes d'accueil « en nombre beaucoup plus important » vont être ouverts à des chercheurs dans ces disciplines.

« Trois ou quatre » nouvelles maisons des sciences de l'homme vont être créées en province. Et, dans le cadre de la zone d'aménagement concertée Paris-rive gauche, plusieurs établissements universitaires et instituts « à dominante de sciences humaines » vont se greffer à la Bibliothèque nationale de France.

VALORISATION INDUSTRIELLE

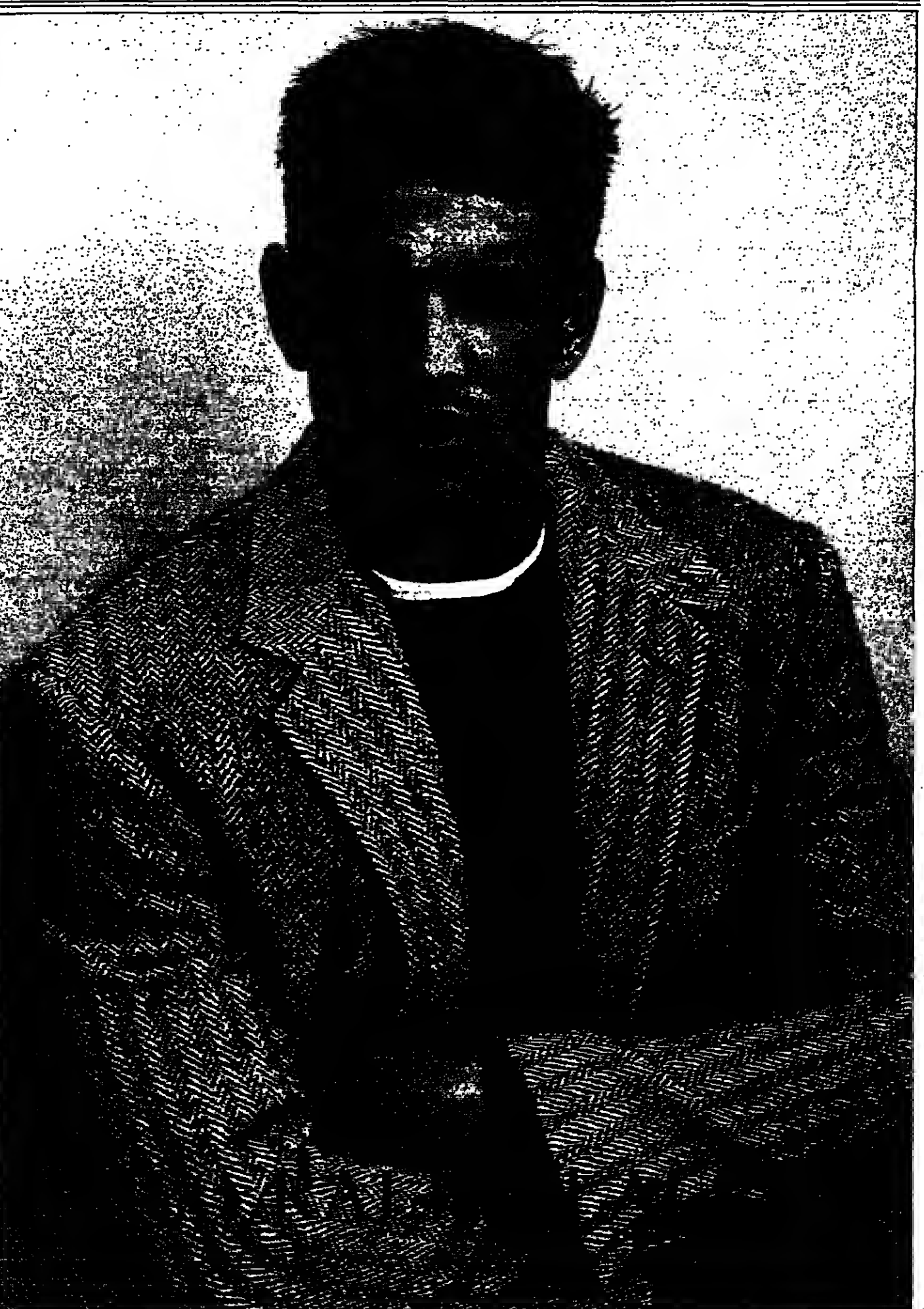
Tout en privilégiant la recherche fondamentale, M. Allègre souhaite aussi donner un nouvel essor à sa valorisation industrielle. C'est ainsi qu'une direction générale de la technologie distincte de celle de la recherche - les deux sont actuellement regroupées - va être confiée à un directeur « venant du privé ». En outre, le Fonds de la recherche et de la technologie va être réorienté vers les PME innovantes et un soutien particulier va être accordé à l'industrie du logiciel. Enfin, un système de capital-risque va être mis en place pour les jeunes docteurs désireux de créer leur entreprise.

Un parent d'élève écroqué pour violence sur un professeur à Mulhouse

UN FERRAILLEUR âgé de trente-trois ans a été mis en examen et écroué, dimanche 5 octobre à Mulhouse (Haut-Rhin), pour des violences exercées sur un enseignant. Vendredi, ce parent d'élève avait agressé le professeur d'éducation physique de son fils scolarisé en sixième au collège Wolf de Mulhouse. L'enfant, auquel l'enseignant avait reproché de perturber le cours, était allé prévenir son père. Ce dernier, accompagné de son neveu, avait fait irruption dans le gymnase. Au cours de l'altercation, le professeur a été frappé au visage, jeté à terre et roué de coups. Il a terminé son cours avant d'aller porter plainte. Samedi, l'équipe pédagogique du collège s'est mise en grève et des élèves ont protesté contre la violence en milieu scolaire. (Corresp.)

■ ESPACE : le retour de la navette américaine Atlantis, initialement prévu lundi 6 octobre à 0 h 59, heure française, a été reporté de près de vingt-quatre heures en raison de mauvaises conditions météorologiques régnant à cap Canaveral (Floride).

Pierre Le Hir



Prises de bénéfice à Paris

LES VALEURS FRANÇAISES cédèrent du terrain lundi 6 octobre, à la Bourse de Paris, sous l'effet des prises de bénéfice après la vive progression de la semaine passée. En repli de 0,61 % au début des échanges, le CAC 40 perdait 0,46 % à 3 079,85 points vers 12 h 15.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo terminait en hausse dopée par des achats de valeurs vedettes sélectionnées et de titres de l'immobilier ainsi que par un soutien modéré des fonds de pension. L'indice Nikkei a gagné 177,33 points pour terminer à 17 824,78 points, soit une progression de 1 %.

Le marché obligataire français était orienté à la baisse. Des premières transactions, le contrat notional du Matif perdait 8 centimes et 20 centimes à 100,26 à la mi-

journée. A la veille du week-end, ce même contrat avait terminé en hausse de 50 centimes.

Sur le marché des changes, le dollar était stable à 1,7597 deutschemark contre 1,7594 deutschemark dans les échanges interbancaires de vendredi. Face au franc et au yen, le billet vert se négociait à 5,9115 francs et 121,83 yens contre 5,9135 francs et 121,91 yens à la veille du week-end.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	09/10 Tires	Capitalisation
échanges	en \$	en \$
BF Aquitaine	218078	17669817
Eaux (Cie des)	150630	109751823
Total	152484	10763618
Rhône-Poulenc A	317888	623076730
Liquorice	327912	633917620
L'Oréal	26362	6464159
Axa	154220	619688130
Société Générale	69002	68627348
Dunelm	61265	99237797
Suez Lyonnais des Eaux	88058	57285248

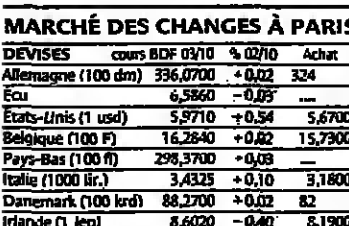
BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 36 15 LE MONDE

Cours relevés le lundi 6 octobre, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

	17/09/97	18/09/97	19/09/97
Tokyo Nikkei	17824,78	+1	-7,94
Hong Kong Index	14776,78	-2,32	+9,85



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 09/10	Var. en %	Var. en \$
Paris CAC 40	3083,58	-0,34	+33,74
Amsterdam CBE	652,40	-0,81	+49,19
Bruxelles	1571,2	+1,14	+48,63
Frankfurt Dax 30	4285,30	+0,27	+48,35
Irlande ISEQ	3908,80	+0,08	+43,41
London FT 100	3272,50	-1,09	+28,03
Madrid IBEX 35	7132,42	-1,20	+38,75
Milan MIB 30	2364,07	+1,39	+50,61
Zurich SMI	5897,50	-0,33	+49,60

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 09/10	% 09/10	Achat	Vente
Allemagne (100 DM)	336,0700	+0,02	324	348
Ecu	6,5860	-0,09	---	---
Euro-Unité (1 USD)	5,9710	+0,04	5,6700	6,2700
Belgique (100 F)	16,2840	+0,02	15,7900	16,8300
Pays-Bas (100 fl)	298,3700	+0,03	---	---
Italie (1000 Lit.)	3,4323	+0,10	3,1800	3,6800
Danemark (100 kr)	84,2700	+0,03	82	86
Irlande (100 Ir)	6,6020	-0,40	6,1900	6,9300
Grande-Bretagne (1 £)	9,5565	-0,31	9,1500	10
Grèce (100 drach)	2,1275	+0,05	1,9200	2,4200
Suède (100 kr)	78,5900	-0,22	72	82
Suisse (100 F)	408,8900	+0,08	395	419
Norvège (100 kr)	84,1100	+0,48	77,5000	86,5000
Autriche (100 sch)	47,7530	+0,03	46,2500	49,2500
Espagne (100 pes)	5,5880	+0,03	5,6900	5,4900
Portugal (100 esc)	3,3000	---	2,9900	3,6100
Canada 1 dollar ca	4,2464	+0,01	4,0400	4,4400
Japon (100 yens)	4,8895	-0,38	4,6800	5,0900

PARITES DU DOLLAR 09/10

	FRANCFORT : USD/DM	1,7594
TOKYO : USD/YEN	122,0400	---

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux	Taux
	09/10	jour le jour 10 ans
France	3,14	5,46
Allemagne	3,05	5,46
Grande-Bretagne	7,25	6,32
Italie	6,68	6,32
Japon	0,47	2,81
Etats-Unis	5,47	---

MATIF

	Echéances 09/10	volume	dernier
			prix
NOTIONNEL 10 %	---	---	---
Déc. 97	166240	---	100,04
Mars 98	334	---	99,80
Juin 98	2	---	99,56

Tirage du Monde daté dimanche 5-lundi 6 octobre : 568 202 exemplaires

Qui contrôle le budget de P...

B...

VOUS CHERCHEZ...

ACHETER OU A LOUER...

UN APPARTEMENT OU UN...

ANCIEN OU NEU...

A PARIS OU EN PRO...

RENDEZ-VOUS EN PAGE...

DU MONDE ECONOMI...

ENJEUX

Quatre experts s'expriment sur la réduction du temps de travail pages II et III

CONJONCTURE

Réduire les déficits sans casser la croissance page VI

Le Monde

ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 7 OCTOBRE 1997

ANNONCES



IMMOBILIÈRES
pages II et VIII

Qui contrôle le budget de l'Etat ?

DOSSIER

Bien reconnaissable, le premier ministre est caricaturé en charlatan, distribuant élixirs magiques et attrape-mi-gauche : il présente le budget. L'image est datée de 1933. C'est la première fois qu'on voit apparaître le mot budget - déformation anglaise du français « bougette », petit sac de cuir - au sens moderne de prévision des recettes et des dépenses de l'Etat pour une année.

Mais l'histoire a retenu cet épisode à un autre titre, certainement plus important : jamais avant Robert Walpole, premier ministre libéral de Grande-Bretagne de 1720 à 1742, un chef de gouvernement n'avait engagé sa responsabilité devant une Assemblée législative. Dès l'origine, budget et démocratie parlementaire ont partie liée : à peine le peuple républicain a-t-il fait admettre le principe de son « consentement » qu'il prétend l'exercer sur l'impôt, prérogative inaliénable de l'Etat, ou du détenteur de la force.

Tous les grands rôles de la comédie budgétaire sont en place dès le début : le gouvernement, le Parlement, et l'opinion publique, par pamphlets et interposés. Le gouvernement, main sur le cœur : « Mon budget est sérieux et sincère. » Le Parlement, sévère : « Nous sommes là pour vérifier le bon usage des fonds publics. » Le peuple, mi-fâché, mi-riant : « De toute façon, c'est nous qui payons ! »

Deux siècles et demi plus tard, en France, la question du contrôle des dépenses publiques reste posée. Avec une différence de taille : elles représentent désormais 55 % du produit intérieur brut, soit plus de la moitié de la richesse nationale. On mesure l'importance de comprendre ce qui se passe entre les deux bouts de l'amblyopie !

Paris, automne 1997. La phase publique du projet de loi de finances pour 1998 est lancée. Pendant les

▼ **Finances publiques.**
La démocratie ne trouve pas son compte dans une procédure opaque comprise par les seuls spécialistes. Mais les temps changent

longs mois qui ont précédé, les bureaux du ministère des finances, à Bercy, ont travaillé d'arrache-pied pour mettre au point les hypothèses économiques du budget, des informations - rarement désintéressées - ont filtré dans la presse, des arbitrages ont été laborieusement concoctés, d'abord au niveau subalterne, puis de plus en plus haut, jusqu'au veto du premier ministre. Comme il faut le dire, à cela près que la dissolution de l'Assemblée nationale et la victoire de la gauche ont changé la donne début juin, en pleine préparation budgétaire. Du coup, certains des hommes-clés qui étaient en place dans les hauteurs de l'administration ont été remplacés, tandis que ceux qui séjournent dans les cabinets ministériels de la droite rejoignent l'administration. A ce jeu de chaises musicales, l'Etat est toujours gagnant : aucun *dinamitero* ne risque de se glisser dans la salle des machines du budget.

Le 24 septembre, donc, le conseil

des ministres a adopté le projet de loi de finances, qui a ensuite été communiqué selon un scénario bien miné à la commission des finances de l'Assemblée, puis à celle du Sénat, et enfin à la presse. Le Parlement a maintenant soixante-dix jours pour examiner le projet de budget (quarante jours pour l'Assemblée, vingt jours pour le Sénat et dix jours de navette pour finaliser), afin que l'année financière puisse commencer comme il se doit le 1^{er} janvier 1998. S'il ne se prononce pas à temps, une gillo-tine constitutionnelle le priverait de ses prérogatives et le gouvernement pourrait appliquer son projet par ordonnances : qu'on se rassure, une telle attitude aux droits de la représentation nationale ne s'est jamais produite depuis l'ordonnance de 1959, qui régit la procédure budgétaire. La démocratie, sous la forme d'allégorie républicaine qu'on lui confère volontiers en France, aura parlé.

Les critiques, pourtant, ne manquent pas à l'égard du budget à la française. Il serait opaque, incompréhensible, gaspilleur et, pour tout dire, peu démocratique. Le fait est que quelques centaines de personnes tout au plus savent vraiment lire et comprendre les documents budgétaires. « Une trentaine de parlementaires connaissent à fond la machine », estime Hervé Messager, administrateur de l'Assemblée nationale, qui a travaillé pendant des années à la commission des finances. Ils sont beaucoup plus nombreux à maîtriser des budgets particuliers, notamment la cinquantaine de rapporteurs spéciaux de la commission des finances.

Sophie Gherardi

Lire suite page IV

- Information : les médias ne sont pas seuls en cause p. IV
- Entretien avec Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget p. V
- Etats-Unis : un conflit permanent entre l'exécutif et le Congrès p. V
- Questions-réponses p. V

CHRONIQUE

par Serge Marti

Le « mentir vrai » de la flexibilité

De nombreuses situations économiques critiques trouvent leur origine dans un défaut de malléabilité ou de flexibilité, défaut qui fait obstacle aux adaptations indispensables. Ces obstacles sont en premier lieu imputables à la rigidité des structures économiques et sociales alors que la croissance économique exige en permanence des changements de structure.

Sévère constat rédigé par quelque conseiller économique de Lionel Jospin égaré dans le camp libéral, en préambule à la conférence nationale sur l'emploi, les salaires et le temps de travail qui, le 10 octobre, doit réunir partenaires sociaux et ministres de tutelle ? Simple libelle parfaitement transmis à Matignon par l'un des proches de Tony Blair pour expliquer à ces sots de Français combien il est possible de pratiquer l'art du « mentir vrai », en prétendant concilier socialisme et libéralisme, et de conserver une cote de popularité proche de celle de la défunte Lady Di ? Rien de tout cela. Le propos est aussi ancien que terriblement d'actualité.

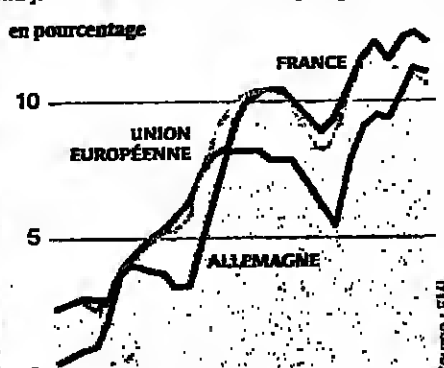
Ces quelques lignes sont tout simplement extraites du fameux rapport Rueff-Armand, demandé à ces deux experts par le général de Gaulle, afin d'examiner les situations de fait ou de droit qui constituent d'une manière injustifiée un obstacle à l'expansion. C'était à l'automne 1959 ! Six mois plus tard, Jacques Rueff et Louis Armand rendaient leur copie. Six ans après, dans une communication aux allures de confession prononcée devant l'Académie des sciences morales et politiques, Louis Armand décrivait les innombrables résistances et obstacles auxquels s'étaient heurtés les auteurs du rapport, finalement autorisés à s'attaquer à la réforme... des taxes et des salons de coiffure. Depuis, près de quarante ans ont passé et les rigidités sont toujours à l'ordre du jour, estime Michel Godet, rappelant cet épisode dans un récent ouvrage (*Manuel de prospective stratégique*, Dunod).

Dans l'intervalle, le monde a subi une profonde mutation économique qui oblige à des révisions souvent déchirantes. « Il ne faut pas oublier que le principe d'universalité a été mis en œuvre dans les années 50 quand notre pouvoir d'achat était le quart de ce qu'il est aujourd'hui », signale Michel Albert - ancien membre de la commission Rueff-Armand - dans un article à paraître dans le numéro d'octobre de la revue *Société* (« Reconstruire d'urgence ! »), consacré à l'avenir du modèle social européen et à

l'Europe, devenue « le continent de l'échec social ». « Urgence ! », dit-il, préconisant plusieurs mesures simples (parmi lesquelles l'élimination, en Europe, de la taxation du travail ou au moins du travail non qualifié) propres à remédier au chômage, ce mal endémique qui continue à frapper plus de 11 % de la population active européenne. Sur ce taux, au moins 7 % correspondraient à des facteurs de chômage structurel. « Urgence et radicalisation ! », lui répondent en écho les experts du Fonds monétaire international dans leurs dernières *Perspectives économiques mondiales*, estimant que l'impact de ces rigidités équivalait en fait à 8 % ou 9 % de ce taux de chômage.

Flexibilité renforcée, libéralisation totale du marché du travail... air connu d'actualité. Depuis des années, l'OCDE s'époumone en interprétant la même partition et les institutions financières internationales, FMI et Banque mondiale confondues, dominées par le credo libéral anglo-saxon, lui emboîtent le pas. Mais, cette fois, le message est plus subtil. S'ils adressent effectivement un vol de bois vert aux pays européens, les auteurs de ces commentaires ont bien pris garde de viser tout particulièrement la France et l'Allemagne, mises dans le même sac à reproches.

Jusqu'à présent, c'était surtout la politique sociale de Paris - quel que soit le gouvernement en place - qui était mise en cause. A présent, c'est le couple franco-allemand, historiquement le moteur de la construction européenne qui est interpellé. Et possible d'une mise en examen économique autant que politique. Dans la peine plus d'un an sera lancé l'euro, rappellent ces procureurs, avec pour corollaire l'abandon de l'outil monétaire. Alors que, parallèlement, la nécessaire convergence des politiques budgétaires, liée aux contraintes du pacte de stabilité, écoussera singulièrement l'arme budgétaire. Du coup, l'emploi, les politiques salariales et sociales deviendront les seules variables d'ajustement à des situations économiques différentes, voire à des chocs conjoncturels. Si rien de sérieux n'est effectivement entrepris dans ce domaine - et ce délai -, c'est non seulement le climat social et politique de l'Europe qui est en jeu, mais aussi le sort de la monnaie unique. Un raisonnement destiné aux pouvoirs publics. Mais qui mérite d'être aussi médité par les partenaires sociaux. En hommage posthume au rapport Rueff-Armand.



Le couple franco-allemand et le chômage

VOUS CHERCHEZ À

ACHETER OU À LOUER,

APARTEMENT OU UNE MAISON,

EN VILLE OU EN PAYS,

EN PAYS PROXIME,

EN PAYS LOIN,

EN PAYS D'EXOTISME,

EN PAYS DE L'EXOTISME.

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

IUA

Membre et/ou accrédité de
ACBSP - ECBE - WAUC

FLORIDE - MASSACHUSETTS - NEW YORK

MBA

Master of Business Administration
in International Management

- Programme intensif de 12 mois.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

ieMBA

International Executive
Master of Business Administration

- Compatible avec vos activités professionnelles
- 520 heures de formation intensive :
 - 10 séminaires mensuels à PARIS
 - Juillet et août aux USA

IUA, School of Management

148, rue de Grenelle 75007 Paris

Tél. : 01-45-51-09-08 - Fax : 01-45-51-09-08

International School of Management USA

E-Mail : IUA@IUA.EDU

IUA

LIVRES

La croyance en économie

par Yves Mamou

LES QUADRATURES DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE, LES INFORTUNES DE LA VERTU de Frédéric Lordon.

Albin Michel Économie, 333 pages, 1997, 140 F.

Un nouveau métier est en gestation : la sociométrie, ou science des représentations mentales de la politique économique. A travers l'invention d'un métier tout à la fois saugrenu et inquiétant, Frédéric Lordon, chargé de recherche au CNRS et auteur des *Quadratures de la politique économique*, cherche à faire passer une idée fondamentale : à savoir qu'aucune mesure de politique économique ne devrait être rendue publique sans un accompagnement de mots et d'images. En d'autres termes, l'appréciation de la performance d'un chef de gouvernement présentant son programme est la condition même de l'efficacité de sa politique. Contrairement à l'idée exprimée par Nicolas Sarkozy, dimanche 28 septembre, à « Public » sur TF1 - « L'habileté ne suffit pas », expliquait l'ancien ministre du budget en parlant de Lionel Jospin - Frédéric Lordon estime que l'habileté est essentielle. Celui qui ne cherche pas à neutraliser les représentations négatives des agents économiques - citoyens, chefs d'entreprise, syndicalistes mais aussi et surtout les traders des marchés financiers - peut d'ores et déjà faire ses valises : il sera éjecté lors de la prochaine élection ou devra en rabattre face à des crises de confiance successives, celles de la population comme des marchés.

Cette thèse Lordon devient alors d'une stupéfiante simplicité : les conditions d'exercice de la politique économique ont changé. Impulsants à résorber le chômage, ligotés par les marchés financiers, les ministres de l'économie et des finances sont devenus les acteurs principaux d'un spectacle permanent et joué en direct. Ils doivent être « bons » et emporter l'adhésion sans jamais faillir, sous peine de voir la salle (des marchés) se retourner contre eux. Si la politique économique n'accepte pas le fait qu'elle est devenue, selon un terme légèrement précécut, « une herméneutique », les gouvernements deviendront les jouets du marché. La désinflation compétitive, la réduction des déficits ou mieux encore l'euro et l'Union économique et monétaire ne pourront être vendus à l'opinion publique sans être accompagnés d'une « vision du monde ». « Loin d'échapper aux influences des marchés, l'UEM restera plus que jamais sous la dépendance de leurs fonctionnements cognitifs... Quant à l'euro, pour devenir la monnaie internationale qu'il ambitionne d'être, il lui faudra d'abord compenser devant les marchés et faire oublier son fractionnement originel, entreprise peu évidente quand tout concourt à maintenir les composantes et leurs divergences - dans leur statut d'entités de premier rang. »

En professionnel de l'économie, Frédéric Lordon sait bien que la soumission des politiques à la *data* des marchés pose aux économistes une redoutable question : celle des principes « vrais » qui fondent le jugement économique. L'économie est-elle suffisamment scientifique pour fournir aux acteurs financiers les critères du « bon » réglage macroéconomique ? « C'est là une demande que la discipline n'est malheureusement pas en état de satisfaire - et pour des raisons qui ne tiennent pas qu'à une incapacité temporaire. » L'économie n'est pas une science exacte - elle ne l'a jamais été - et l'interprétation est constitutive de l'opérabilité des programmes gouvernementaux.

L'auteur rappelle ainsi que, pendant longtemps, la crédibilité de l'Allemagne sur les marchés financiers s'est bornée à être le prolongement de l'adhésion des Allemands à la politique de son gouvernement. En revanche, l'accueil positif réservé au plan Juppé par la presse et par les marchés à l'automne 1995 n'a pas pris en compte la lassitude des salariés face à la succession apparemment sans fin des prélèvements fiscaux et sociaux (100 milliards de francs supplémentaires). Et la chute du moral des Français telle qu'elle a été mesurée par l'Insee a été déterminante dans l'échec politique du gouvernement de l'ancien premier ministre.

Même si le travail de Frédéric Lordon pêche par l'emploi d'un vocabulaire quelque peu agaçant - « configurations d'images » pour segments de l'opinion, par exemple -, l'effort de sortir du jargon professionnel et la tentative d'insérer la réflexion macroéconomique dans un contexte tout à la fois social et psychologique méritent d'être salués. Les économistes seraient-ils fatigués de se réfugier derrière leurs formules mathématiques pour aborder l'économie comme une science humaine, voire trop humaine ? On ne peut que le souhaiter. Le citoyen a tout à y gagner.

PARUTIONS

● INÉGALITÉS, PROGRÈS TECHNIQUE ET INTERNATIONALISATION

sous la direction de Jean-Pierre Laffargue

Le chômage et la baisse des rémunérations en Europe occidentale ne finissent pas de susciter l'intérêt des économistes. Sous la houlette de Jean-Pierre Laffargue, chercheur au Cepremap (Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquée à la planification), sont rassemblés pour l'intérêt d'un public averti toute une tranche de travaux récents. L'économie française est en effet assaillie à la lumière de deux séries de phénomènes agissant simultanément : le progrès technique, qui modifie l'organisation des entreprises, et l'élargissement du commerce mondial, qui oblige les industries de main-d'œuvre à se repositionner pour éviter la concurrence frontale avec les pays à bas salaires. A priori, aucun des travaux rassemblés ne bouleverse fondamentalement les acquis, mais des éclairages historiques nouveaux et des études chiffrées permettent de préciser les idées de tous sur ces dossiers. Des travaux très concrets comme ceux d'Emmanuel Duguet et de Nathalie Greenan permettent de mieux cerner la baisse de la main-d'œuvre non qualifiée dans l'industrie. Arnaud Lefranc compare, lui, l'évolution de l'inégalité des salaires et du chômage entre la France et les États-Unis au cours des vingt dernières années. Dans un registre plus théorique, Gilles Saint Paul analyse deux politiques de redistribution corrigeant des inégalités de productivité... Ce numéro d'une grande richesse contient également des modèles qui exciteront tous les fans de mathématiques appliquées à l'économie... (*Revue économique*, Presses de Sciences-Po, 1997, 310 p., 128 F.)

● DOGBERT, méthodes ultra-sécètes pour diriger

une entreprise, de Scott Adams

« Pour apprendre à s'élever au-dessus de la masse des exploités, tous les experts vous le diront : rien de tel qu'un petit roquet blanc à lunettes. » Allélui, Dilbert et son chien Dogbert sont de retour ! Cette fois, Scott Adams nous confie toutes les astuces qui permettent au manager de continuer à brasser de l'air sans jamais être pris en flagrant délit d'incompétence. Soixante-douze leçons et une foule de dessins cyniques à souhait pour apprendre la langue de bois, l'art des réunions inutiles et de la démotivation systématique : « On ne naît pas leader. On le devient en lisant les livres de Dogbert. » (First Editions, 1997, 172 p., 139 F.)

Quatre experts s'expriment sur la réduction du temps de travail

Six conseils à ne pas suivre

Par Nicolas Vaneecloo

Chargé des ressources humaines dans votre entreprise, vous voyez venir le moment où votre direction vous demandera d'étudier un projet d'aménagement-réduction du temps de travail (ARTT). Préparez-vous : vous devriez pouvoir le faire échouer. Ces conseils, rédigés dans le contexte de la loi « de Robien » vous y aideront. A vous de les adapter.

● **Conseil numéro un :** évitez que la question soit étudiée, grâce à une préparation soignée du terrain

Vos adversaires (les propagandistes de l'ARTT) sont dangereux : leur argumentation est rationnelle et beaucoup prônent une technique d'intervention de type libéral (l'incitation) qui risque de plaire. Menez le combat sur le terrain idéologique. Insistez sur le fait que ce n'est pas quand on est en difficulté qu'il faut travailler moins, mais qu'il faut faire travailler l'ensemble des Français. Parlez du coût exorbitant du « de Robien » pour les finances publiques, et rappelez que c'est le contribuable qui paiera. Passez sous silence le fait que le chômage coûte, au minimum, à la collectivité, 70 000 francs par personne et par an, et qu'il s'agit justement de perdre sur les recettes pour économiser sur les coûts.

N'ayez aucune gêne, ensuite, à bâtir votre plan social sur la base des préretrates (coût maximal pour l'Etat), ou à favoriser les préretrates progressives (*dém.*). Personne ne vous reprochera de vouloir faire travailler moins les Français et de creuser les déficits publics. Si vous n'avez pas réussi votre préparation de terrain, ne perdez pas espoir !

● **Conseil numéro deux :** agitez l'épouvantail syndical

Faites bien comprendre à votre direction que le « de Robien » oblige à la signature d'un accord collectif avec un syndicat présent dans votre entreprise ou avec un salarié de votre entreprise mandaté. Information vraie : profitez-en au maximum. Réduisez le temps de travail, ce serait bien s'il ne fallait pas faire entrer le loup dans la bergerie ! N'hésitez pas à vous plaindre des rigidités d'un droit du travail inepte, technocratique et socialisant.

Bien sûr, vous taisez les évolutions récentes, particulièrement évidentes dans le cas de l'ARTT : le législateur prévoit un cadre rigide, protecteur, pour le cas où les partenaires sociaux ne parviendraient pas à s'accorder, mais donne la possibilité d'y déroger librement pour peu que les partenaires s'accordent. Si vos deux premières tactiques ont échoué, vous devez vous

faire l'allié du projet. Tentez alors d'appliquer l'un des deux conseils suivants.

● **Conseil numéro trois :** faites dévier l'étude du projet

Focalisez l'attention du management sur le fait que l'essentiel du profit à tirer du dispositif d'incitation, c'est la baisse des charges sociales. Facile : beaucoup de critiques du « de Robien » ont dénoncé le cadeau fait aux entreprises. Cette tactique est excellente : l'expérience montre que toutes les entreprises qui ont pris le problème par ce bout ont mis les pouces. Cela interdit en général de poser la question de l'ARTT en termes stratégiques et cela met immédiatement les salariés en situation défensive.

● **Conseil numéro quatre :** évitez la participation du personnel à l'élaboration du projet

Pour votre malheur, votre management a bien compris que les vrais enjeux de l'ARTT étaient la réactivité, la flexibilité, l'utilisation optimale des équipements, la possibilité d'une reprise de l'embauche, la préservation des compétences collectives, l'apport de nouvelles compétences... Vous ne pouvez rien contre cette analyse. Dites alors : c'est stratégique ! Les risques d'enlèvement d'une discussion prématurée avec le personnel sont trop grands. Elaborons un projet détaillé qui prévoit tout, nous le soumettrons ensuite au personnel pour approbation par référendum.

Prenez le projet à bras-le-corps, faites phosporer les échelons les plus élevés possibles de la hiérarchie. Il vous suffit de maintenir le secret sur vos travaux et de ne laisser filtrer qu'une seule information : la direction étudie un projet. Vous pouvez être presque sûr du résultat : le projet, quelles qu'en soient les qualités, sera rejeté en bloc. Vous êtes tranquille pour longtemps.

● **Conseil numéro cinq :** court-circuitez l'encadrement

L'affaire devient plus délicate si la direction de votre entreprise a non seulement compris l'enjeu, mais connaît, dans ses grandes lignes, la méthode à employer. Elle peut avoir appris que l'ARTT réussissait là où la négociation d'engagement de manière très ouverte, mais dans un cadre bien défini (objectifs stratégiques, contraintes économiques, grandes orientations en matière de compensation salariale), en mobilisant l'ensemble du personnel par le biais de groupes de projet, en associant à la réflexion les comités d'entreprise, en dialoguant avec les représentants du personnel. De cette manière, on aboutit à des solutions inopposables au départ en matière d'organisation, et on dégage les

gains de productivité qui rendent possible une compensation salariale élevée. Orchestrez, dans ce cas, cette démarche participative. Mais faites en sorte que l'encadrement se sente complètement dépossédé du dossier. Ce seront des alliés décisifs pour vous aider à démontrer que les propositions négociées avec la base ne tiennent pas la route. Le sentiment de trahison enlèvera la négociation.

Une variante tactique est de laisser entendre que le projet ne saurait concerner qu'une partie du personnel (le personnel d'exécution). Mettez sur le feu, et laissez mijoter.

● **Conseil numéro six :** faites en sorte que l'administration du travail refuse de convenir l'accord auquel vous avez abouti

C'est votre dernière chance. Vous devez convaincre cette honorable administration que votre accord se situe hors le cadre légal. Mieux, donnez-lui l'impression que vous vous appelez à faire une pseudo-réduction du temps de travail : qu'elle soit convaincue que tout ou partie du personnel travaillera autant après l'accord qu'avant.

Vos chances sont meilleures si vous avez déjà eu maille à partir avec votre inspecteur du travail (notamment pour dépassement du quota d'heures supplémentaires). Tenez-le dans la plus stricte ignorance de la négociation que vous êtes en train de mener. Comme c'est lui qui donnera le premier avis sur votre accord, il est utile qu'il n'y comprenne rien.

Rédigez les paragraphes sur les modalités de la réduction de façon qu'on puisse penser qu'aucun contrôle de la durée du travail ne sera plus possible dans votre entreprise. Soyez, en particulier, très peu clair sur les modalités de cette réduction pour le personnel d'encadrement. Trompez-vous dans le calcul de votre effectif moyen. N'indiquez rien sur l'embauche... Gérez ensuite le dossier avec soin. Soyez injoignable, mais harcelez l'inspection du travail en l'accusant d'incompétence parce que vous n'avez pas reçu votre convention FNE. Vous avez quel chance de voir votre dossier rejeté.

En suivant ces six conseils, vous éviterez que votre entreprise ne succombe aux charmes de l'ARTT. Vous pouvez retourner à vos affaires. D'autant que vous devez vous occuper du sort de votre fille cadette qui a fait une école d'ingénieurs et qui depuis huit mois cherche un emploi décent. Mais que fait donc le gouvernement ?

Nicolas Vaneecloo est professeur à la faculté des sciences économiques et sociales (université Lille-I).

L'impossible mesure du travail

par Alain Bienaymé

L'image que nombre de Français se font de l'économie en général et de la leur en particulier s'expose sur des mythes qui ont la vie dure.

L'erreur première est de tenir pour certain ce qui ne l'est guère au niveau de précision auquel nos gouvernements placent leurs discours. L'idée qu'il n'y a de scientifique que du mesurable, confère aux statistiques les plus sérieuses une légitimité tout à fait excessive en économie.

Hier, la nation disposait d'un petit nombre d'informations chiffrées sur des grandeurs que l'on pouvait définir avec une confiance suffisante : on était en effet assuré des unités physiques échangées. Quand les produits agricoles et les objets manufacturés occupaient un poids prépondérant dans ce que l'on appelle aujourd'hui le produit intérieur de la nation, on pouvait calculer le nombre de quintaux de blé, de litres de lait, de tonnes d'acier et de voitures produites, les multiplier par leurs prix respectifs, estimer une valeur globale de la richesse produite, la comparer à celle de l'année précédente, séparer dans l'évolution observée la part revenant à la croissance de celle revenant à l'inflation.

Lorsque notre pays se dota de comptes nationaux, après 1945, les usines livraient des produits fabriqués à la chaîne ; la qualité des biens s'améliorait lentement : on apprit à mesurer l'« effet qualité » et donc à éviter de confondre des hausses de prix apparentes avec une inflation nuisible au consommateur ; bref, les méthodes statistiques suivaient sans peine les nouvelles techniques de production. Nous étions sûrs du taux de croissance, comme du taux d'inflation ; par suite, les proportions de la dépense, de la recette et de la dette publiques semblaient solidement estimées.

Aujourd'hui, les bases de l'activité économique ont radicalement changé. Les services immatériels de toute sorte occupent entre les deux tiers et les quatre cinquièmes du produit national dans nos pays. Une partie s'incorpore plus ou moins visiblement dans les objets matériels offerts et contribue à leur extraordinaire foisonnement. Une autre part se traduit en prestations séparées qui mettent directement en contact le prestataire et son client : entreprise, particulier, administration ou acheteur étranger. Nous sommes subjugués par le nombre des informations et la vitesse à laquelle elles circulent ; nous disposons de séries journalières, mensuelles et de comptes trimestriels nationaux. Internet nous relie à un réseau quasi illimité de données. Mais nous perdons nos repères.

Pourquoi ? D'abord, nombre de produits qui

seront lancés sur le marché en 1998 différeront de ceux de 1997 ; des milliers d'articles nouveaux pénétreront le marché, sans compter les performances accrues des produits traditionnels. Ensuite, services publics ou privés, nous font sortir de l'univers immobile des quintaux de blé et des tonnes d'acier. Quelles sont les unités physiques appropriées pour mesurer les services de l'avocat, du juge et de la prison, des enseignants, des médecins, des consultants ? L'information est un bien volatil, dont la valeur varie fortement selon son contenu, ses qualités intrinsèques, le nombre de ceux qui la partagent et sont susceptibles d'en faire un usage immédiat. Bref à partir du moment où la production d'aujourd'hui reproduit de moins en moins celle d'hier, les unités de mesure perdent de leur pertinence.

Le partage des heures de travail provoquera leur régression

Il est alors tentant de s'en remettre au seul étalon commun : les heures de travail dépensées et valorisées à leur taux de rémunération correspondant. Mais la confusion ainsi opérée entre le travail fourni et son résultat, le service livré, entraîne une déperdition d'information. Il s'ensuit, entre autres conséquences, que l'erreur commise sur le produit national compromet l'exactitude d'autres calculs : taux d'inflation, critères de Maastricht, taux de croissance, gains de productivité, pression fiscale, etc. L'éventuelle surestimation de l'inflation et ses incidences concerneront les négociations collectives, les contrats indexés, font l'objet d'une controverse en Amérique et révèlent la perplexité des statisticiens.

Mais il y a pire. L'idée franco-française de réduire réglementairement le temps de travail hebdomadaire à 35, puis à 32 heures porte en germe la décroissance de notre économie ; et l'on ne tardera pas à subir l'effet si l'on calcule le niveau de l'activité sur la base du nombre d'heures travaillées, faute de disposer d'un indicateur fiable des résultats obtenus grâce à ces heures de bureau, d'atelier et de déplacements professionnels. Le partage des heures de travail provoquera leur régression. La seule alternative pour sortir de l'impasse où nous mène cette controverse qui démobilitise les énergies consiste à instaurer les conditions favorables à la création de services

marchands, à l'instar de l'exemple néerlandais. Un autre mythe brouille fâcheusement notre compréhension : il touche à nos conceptions de l'Etat. Les livres d'économie propagent depuis des lustres une idée fautive de ses interventions : l'Etat omniscient serait en mesure de remédier aux carences du marché grâce à la volonté politique, à l'ampleur des moyens déployés.

Keynes a contribué par ses notions d'investissement autonome et de multiplicateur de dépenses à persuader les économistes français que l'Etat pouvait tout se permettre. Disons clairement qu'au stade où est parvenu notre pays les pouvoirs publics sont bien moins maîtres de la conjoncture qu'ils n'en sont devenus le jouet, que le raccourcissement de la vision des hommes politiques les rend insensibles à la cascade d'effets indésirables découlant de l'accumulation de mesures intempestives. L'économie française souffre de l'instabilité de ceux des décideurs publics dont l'échec est devenu patent ces dernières années.

Lorsque l'Etat prélève directement ou indirectement 55 % du produit annuel (version officielle) ou les deux tiers du produit intérieur net marchand, seul représentant du surplus de richesses créées, on ne peut se contenter de vanter son pouvoir d'impulsion. Ses fonctions redistributrices dominent, car il dépense, on fait dépenser, autrement que les agents privés ne le feraient les ressources produites par ces derniers. Les recettes publiques subissent les fluctuations de la conjoncture ; le relèvement des taux ou la multiplication des prélèvements contracte la masse impossible (ruite de capitaux, surconsommation, paralysie des innovations et des échanges).

D'autre part, les économies budgétaires, si difficiles à opérer dans des administrations promptes à défendre leur pré carré, affectent soit l'avenir - les investissements -, soit, à travers le « train de vie de l'Etat », certaines dépenses de fonctionnement qui commandent l'efficacité des services publics essentiels - hôpitaux, justice, police, diplomatie. Dès lors, la dénonciation des méfaits de l'« économie de marché », des ravages de l'ultralibéralisme, serait comique si les conséquences financières des erreurs de nos gouvernements, et les centaines de milliards de francs de déficits cumulés de nos entreprises publiques ne pénalisaient pas l'initiative privée et ne la détournaient pas vers des régions du globe plus accueillantes.

Alain Bienaymé est professeur à l'université Paris-Dauphine.

Comment échapper au C

Choisir ses 35 heures

T

Comment échapper au chômage au pays d'Utopia

par Béatrice Majnoni d'Intignano

Comment sort-on d'une situation de chômage ? Soit en décourageant la population de travailler, soit en partageant le volume d'emplois existants, ou alors en créant de nouveaux emplois. Un petit exemple montre comment l'opinion publique et les décideurs peuvent être désorientés, voire manipulés, par l'usage exclusif des taux de chômage comme indicateurs de l'emploi, taux de chômage qui ne permettent pas de faire la différence entre une sortie par le haut et une sortie par le bas.

Imaginons un pays appelé Utopia, comptant 100 personnes âgées de quinze à soixante-cinq ans. Au départ, 56 d'entre elles travaillent, 8 sont au chômage et 36 à la charge des actifs. La population active comprend alors 64 personnes, le taux d'activité atteint 64 % (56 plus 8) et le taux de chômage 12,5 % (8/64). La population entretenue (36 inactifs plus 8 chômeurs égaux 44), par rapport aux actifs, atteint 78,5 % (44/56). Ce pays ressemble à l'Europe ou à la France aujourd'hui, avec des charges sociales insupportables.

1. SORTIE PAR L'INACTIVITÉ

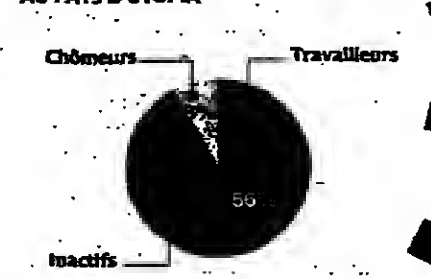
Imaginons alors que le gouvernement d'Utopia renvoie 4 chômeurs « à la maison » : jeunes à l'école, femmes au foyer, plus âgées en préretraite. Le taux de chômage diminue de moitié à 6 %. La situation semble donc s'améliorer, et le monde politique pourra pavloïer. Cependant, le taux d'activité baisse jusqu'à 60 % (56 plus 4), dont les 4 chômeurs, le nombre des inactifs à charge reste 44, et la production ne varie pas. Il s'agit donc d'une sortie « par le bas », inquiétante car ces nouveaux inactifs auront peu de chances de retravailler. Beaucoup de pays européens ont suivi cette voie après les chocs pétroliers, dont les Pays-Bas jusqu'en 1985 et la France.

2. SORTIE PAR LE PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL

Thomas More, despote éclairé d'Utopia, réintègre quatre chômeurs au travail dans les entreprises, et surtout dans son administration, en partageant les emplois existants par exemple. La population dite « active » ne change pas. Le nombre de chômeurs diminue à 4, et le taux de chômage diminue de moitié, à 6,25 %. Le monde politique peut encore faire

Trois scénarios possibles

RÉPARTITION INITIALE DE LA POPULATION AU PAYS D'UTOPIA



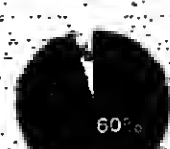
n 1

n 2

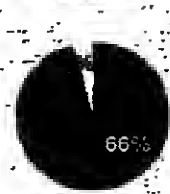
n 3



Baisse des actifs = le chômage diminue, l'activité baisse et le poids des inactifs augmente



Partage du travail = le chômage diminue mais l'activité stagne



Amélioration de la santé des entreprises = le chômage diminue et l'activité reprend. Il y a création d'emplois

cocorico. Pourtant, il s'agit là encore d'une « sortie par le bas » puisque la production n'a aucune raison d'augmenter, sauf si ces nouveaux actifs se révèlent plus productifs que les précédents. Ce pays partage la pénurie d'emplois. Il ressemble un peu au Royaume-Uni, où le taux de chômage diminue, mais où le taux d'activité n'augmente pas, et, en particulier, où les hommes travaillent de moins en moins. Il préfigure ce vers quoi la France s'engage.

3. SORTIE PAR LA CRÉATION D'EMPLOIS

Imaginons que Thomas More, ministre des finances, ayant amélioré la situation des petites entreprises, celles-ci créent alors spontanément dix emplois nouveaux grâce à de meilleures conditions de financement et d'emploi. Les perspectives de gagner de l'argent poussent 6 inactifs à retravailler : 4 sont embauchés et 2, refusés par ces entreprises, s'inscrivent alors au chômage. 6 anciens chômeurs sont embauchés. La population active augmente jusqu'à 70 % (66 plus 4).

Il faut s'interroger sur le taux de chômage, sur le taux d'activité, qui sont complémentaires, et sur la charge supportée par les actifs

Le nombre de chômeurs diminue à 4 (8 moins 6 plus 2) et le taux de chômage à 5,7 %. La part de la population au travail a progressé, traduisant une amélioration de la situation, et notamment une diminution de la charge des inactifs (51 %) et de la hantise de ne pas trouver de travail. La production augmente, donc la consommation et le niveau de vie, laissant présager de nouvelles créations d'emploi et une réduction du chômage. Le taux de cotisations sociales pourra baisser. Il s'agit donc d'une sortie « par le haut ». Ce pays ressemble aux États-Unis et préfigure ce vers quoi devrait s'engager la France.

L'histoire de notre pays imaginaire prouve que pour porter un jugement sain sur la situation de l'emploi, il faut s'interroger à la fois sur le taux de chômage et sur le taux d'activité, qui sont complé-

mentaires, enfin sur la charge supportée par les inactifs. Le taux de chômage, en effet, ne dit ni quelle part de la population travaille ou cherche à travailler ni quelle charge les non-actifs et les chômeurs lui imposent. Enfin, le nombre de chômeurs peut rester stable, mais le taux de chômage changer.

L'approche par les taux d'activité explique aussi les paradoxes britannique et néerlandais. Le taux de chômage au Royaume-Uni, certes, est tombé au-dessous des 6 %. Mais, partant d'un niveau d'activité très élevé - plus de 76,7 % de leur population d'âge actif en 1990 -, les Britanniques ont fait sortir des chômeurs de la population active, les décourageant définitivement de travailler, puisque le taux d'activité, lui, a baissé jusqu'à 73,7 %, ou encore les ont dirigés vers de nombreux emplois à temps partiel. Ce modèle paraît difficilement reproductible dans un pays ayant un taux d'activité plus bas : le surcoût des nouveaux inactifs, réparti sur une base plus étroite qu'au Royaume-Uni, avec une croissance plus faible, serait financièrement insupportable. En tout état de cause, les Britanniques n'ont pas créé les nombreux emplois que l'on croit ou que l'on prétend soulever, et il s'agit donc plutôt d'une sortie par le bas.

Les Néerlandais, eux, employaient seulement 53 % de leur population d'âge actif en 1980, pour avoir classé beaucoup d'hommes âgés ou déqualifiés comme « handicapés sociaux » et parce que les femmes du pays travaillent encore assez peu. Depuis une dizaine d'années, au contraire des Britanniques, ils ont réussi à remettre une partie de leurs concitoyens au travail - jusqu'à 63 % -, ce pays ayant effectivement créé de nombreux emplois, certes souvent aussi à temps partiel. Comme pour le Royaume-Uni, ce résultat doit être relativisé, dans la mesure où les Néerlandais partaient d'un taux d'activité si exceptionnellement faible que la marge de manœuvre était réelle. Il s'agit pourtant d'une sortie par le haut.

Pour sortir correctement d'une situation de chômage chronique, il ne suffit pas de mettre une partie de la population d'âge actif au rancart, comme le font certains grands pays d'Europe continentale en diminuant le temps de travail, favorisant les préretraites ou en décourageant les femmes de travailler. L'expérience allemande prouve que le simple partage du temps de travail dans les grandes entreprises n'améliore pas la situation à long terme. Il faut, soit comme les Américains, créer beaucoup d'emplois, soit partager les emplois existants en développant le temps de travail à temps partiel et choisir, ce à quoi aspirent les femmes, comme le font les petits pays du nord de l'Europe et les Pays-Bas.

Béatrice Majnoni d'Intignano est professeur des universités.

Choisir ses 35 heures

par Jean-Baptiste de Foucauld

Trente-cinq heures sans réduction de salaire : comment sortir du piège et comment en sortir par le haut ?

Car il y a un piège. Si la réduction du temps de travail est décidée, elle aura des conséquences pour les entreprises, qui amplifieront les effets positifs attendus sur l'emploi. Si elle est plus lente, elle sera absorbée par les gains de productivité et travaillera d'incidence sur le chômage. Il est difficile de sortir de ces contradictions et d'éviter une nouvelle déception politique. C'est que le temps, comme l'emploi, comme la cohésion sociale, a un prix et que ce prix doit être assumé individuellement et collectivement. On peut certes l'améliorer, rechercher des solutions intelligentes en réorganisant le travail, mais il n'y a pas de solution uniforme qui permette d'épouser la diversité des situations.

C'est vrai que des incitations financières ont un rôle d'entraînement certain, et que l'on peut accroître la durée d'utilisation des équipements, ce qui conduit à diminuer le coût du capital et donc à faire davantage place au travail ; mais cela se traite au cas par cas, implique un gros effort d'imagination et d'organisation et un minimum de consensus. C'est vrai aussi que l'on peut utiliser la baisse de la durée du travail sans réduction de salaire pour accroître légèrement la part des salaires dans la valeur ajoutée dans l'entreprise ; mais ceci ne vaut pas pour le secteur des services où l'emploi est particulièrement sensible au coût du travail (c'est d'ailleurs en bonne partie aussi parce que les services employeurs de main-d'œuvre ne se développent pas assez vite dans une croissance trop pauvre que, globalement, la part des salaires dans la valeur ajoutée baisse, et pas seulement du fait de la modération de l'évolution des salaires). C'est vrai enfin qu'il y a une demande de temps libre qui n'est pas satisfaite dans notre société, mais elle est hétérogène : la majorité des Français préfère une augmentation de revenu à une augmentation de temps libre et refuse le temps partiel imposé, tandis que 40 % des salariés sont prêts à abandonner du revenu pour disposer de plus de temps, à condition que celui-ci soit suffisant en quantité pour permettre de vivre autrement. Or, il n'y a aucune raison que l'un de ces deux groupes aux aspirations divergentes impose son point de vue à l'autre.

Mais il y a nécessité d'agir. La question du temps se pose avec une acuité croissante dans la société post-industrielle. Les gains de productivité doivent pouvoir se déverser aussi bien en temps libre qu'en production de biens ou services supplémentaires, selon les préférences de chacun. L'accès à un temps de travail choisi, tout au long de sa vie, sans précarité ni pénalité, est devenu une composante essentielle de la construction de soi et d'un développement économique équilibré. Mais « la révolution du temps choisi » (1) reste à faire, dans les entreprises et les administrations, et plus encore dans les esprits, ceux de nos dirigeants en particulier qui proposent souvent en ce domaine l'inverse de ce qu'ils font et sont. Comment résoudre, simultanément, toutes ces contradictions ? Comment trouver la méthode qui permette de réduire le temps de travail en améliorant vraiment la qualité de la vie individuelle et collective, en créant de l'emploi, et en ouvrant la voie à un vrai développement fondé sur la personne ? Il est essentiel qu'un débat se tienne sur ce sujet, respectant une éthique de la discussion fondée sur la reconnaissance de la réalité et la recherche d'un accord entre les divers points de vue.

Cela pourrait conduire au compromis suivant :

Premièrement, l'horaire légal est ramené à 35 heures hebdomadaires, ou en équivalent annuel, le 1^{er} septembre 1999. Par conséquent, le régime des heures supplémentaires s'applique de 35 à 39 heures. Deuxièmement, cette norme ne concerne pas les entreprises ayant négocié des accords organisant le temps choisi pour leurs salariés et qui ont convenu la moitié au moins de ceux-ci de se porter volontaires pour pratiquer la semaine de quatre jours ou son équivalent annuel, le but étant d'obtenir une moyenne d'environ 35 heures pour l'ensemble des salariés de l'entreprise. Donc, ceux qui pratiquent la semaine de quatre jours bénéficient de l'exonération de 30 % des charges patronales, ce qui ouvre la voie à une compensation salariale partielle négociée du type 32 heures payées 35, en fonction de la situation de l'entreprise. Quant aux autres salariés continuant, par choix, de travailler 39 heures leurs salaires restent identiques (pas de déclenchement d'heures supplémentaires).

Il faut ouvrir la voie à ce qui représente probablement aujourd'hui la forme optimale d'aménagement : réduction du temps de travail, à savoir la semaine de quatre jours à la carte, qui peut se réaliser selon diverses modalités. Comme l'a bien montré la campagne de Pierre Larroustou, c'est la formule qui est la plus créatrice d'emplois et la plus porteuse d'initiatives personnelles et de développement collectif. Mais elle a, en contrepartie, un coût plus élevé en termes de revenus, qui ne permet pas de l'imposer à tous. Il reste cependant qu'il est plus avantageux que la moitié des salariés, au moins, pratiquent la semaine de quatre jours plutôt que de mettre tout le monde à 35 heures.

C'est pourquoi un double système de contrainte-incitation en faveur de la semaine de quatre jours pourrait constituer, pour notre pays et, pourquoi pas, pour l'Europe, une bonne solution.

Si ce dispositif était retenu, les entreprises et leurs salariés auraient donc le choix entre trois solutions. Maintien inchangé des heures à 39 heures. De 35 à 39 heures, le coût du travail serait majoré de 25 %, comme les heures supplémentaires, mais les majorations ne seraient restituées aux salariés que de façon différée par versement dans un compte d'épargne-temps, ou versées au régime de l'assurance-chômage. Négocier un passage collectif à 35 heures, avec si possible maintien du salaire nominal ou réel, ce qui implique que politique salariale et temps de travail soient traités simultanément et l'organisation productive réaménagée.

Organiser le temps choisi pour tous les salariés et le passage à la semaine de quatre jours pour la moitié au moins des salariés volontaires, ce qui suppose la mise en place dans chaque entreprise des mécanismes incitatifs appropriés.

Avec un telle boîte à outils, chacun pourrait ainsi, en fonction de sa situation, de son degré de maturité, prendre sa place dans le débat et donc la construction progressive de ce qui est, pour l'échange et les projets, le grand enjeu de cette fin de XX^e siècle : amorcer les nouvelles formes de développement solidaire de la société post-industrielle, en répandant aussi bien la déregulation que l'immobilisme (2).

(1) La Révolution du temps choisi, ouvrage collectif d'Echange et Projets, Alain Michel, 1980.

(2) Revue Echange et Projets n° 77 : « Vers un nouveau développement », juin 1997.

Jean-Baptiste de Foucauld est président de l'association Echanges et Projets.

Un bon conseil: la région Limousin

Internet : <http://www.cf-limousin.fr>

Les Van der Ginn ont en commun la passion du vélo. A la belle saison, pour changer du plat pays, ils s'échappent sur les routes huppées autour du lac de Vassivière. Et grâce aux gîtes d'enfants, l'heureux événement attendu pour l'été prochain ne changera pas leurs habitudes de vacances.

C'est pour son tourisme vert mais aussi pour bien d'autres raisons qu'on aime la région Limousin.



Information : les médias ne sont pas seuls en cause

L'anecdote est racontée par Alain Lamassoure, ancien ministre délégué au budget du dernier gouvernement Juppé : « Quand j'ai eu à présenter le projet de réforme fiscale du gouvernement, la télévision m'a accordé quarante-cinq secondes. Par comparaison, deux jours après la mort de Lady Di, le journal télévisé consacrait encore vingt-huit minutes à l'événement. Comment s'explique-t-il les Français manquent de culture économique ? » Le rôle des médias était au centre du débat organisé, jeudi 25 septembre à la Sorbonne, par l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF) qui fêtait ses quarante ans, sur le thème : « Les journalistes économiques face aux pouvoirs ».

Le sujet est vaste, mais il trouve chaque année son illustration, en bien et en mal, autour de la procédure budgétaire. Matière technique s'il en est, mais qui touche au cœur des choix politiques d'un pays et donc à la démocratie. Rituuellement, les journalistes, convoqués en fin d'après-midi pour la conférence de presse de présentation du projet de loi de finances - cette année le 24 septembre -, se plaignent de n'avoir que quelques heures, même moins pour l'audiovisuel, pour décortiquer la masse des documents du dossier de presse, toujours agencé de la manière la plus flatteuse pour le gouvernement. Pressés par le temps et par l'obligation de présenter pédagogiquement au public l'essentiel des recettes et des dépenses nouvelles, ils ne risquent guère de débusquer les éventuels « lézards ».

Pour Alain Vernhes, président de l'AJEF, qui a suivi le budget pendant vingt ans pour *Le Monde*, la France souffre dans le domaine de l'information institutionnelle de règles du jeu floues et indignes d'une démocratie avancée. « Aux Etats-Unis, le porte-parole de la Maison Blanche fait une conférence de presse tous les jours. Il ne serait pas concevable qu'un président change ça. Alors qu'en France chaque nouveau gouvernement se mettonne les règles d'information qui l'arrangent. » Sur ce sujet, il renvoie dos à dos le gouvernement précédent et l'actuel : « Au lieu d'informer la profession régulièrement, honnêtement, de façon égale pour tous, ils choisissent leurs interlocuteurs, ce qui leur permet de les manipuler ».

Si Alain Juppé centralisait à l'excès l'information, au détriment finalement de son image, Dominique Strauss-Kahn, dans son rôle de

▼ Le secret et la langue de bois ont encore de beaux jours devant eux. Pourtant la presse doit aussi faire son mea-culpa

ministre des finances, céderait plutôt au star-system, préférant séduire en communiquant auprès de groupes restreints de journalistes et traitant souvent séparément les journalistes français et leurs homologues étrangers : « Les agences étrangères voient bien sûr surtout le côté financier des choses, et ce sont elles qui informent les marchés. Cela fait peur au ministre des finances, à cause des conséquences sur le franc et les taux d'intérêt ».

Le président de l'AJEF rêve d'une convention écrite qui serait passée entre les pouvoirs publics et la profession, et reconnaîtrait qu'« il est de l'intérêt de tous que la presse soit régulièrement informée, selon un rituel défini une fois pour toutes, par exemple une conférence de presse hebdomadaire ouverte à tous ». Il y a d'ailleurs une base légale à une telle prétention : un texte de juillet 1978 sur la transparence ne stipule-t-il pas la liberté d'accès aux documents administratifs ? Le budget en fait partie.

Mais, en budget watcher expérimenté, Alain Vernhes ne se fait pas trop d'illusions : le secret et la langue de bois ont encore de beaux jours devant eux. Membre de la commission des comptes de la nation, il ne peut que constater qu'on tient à cette instance consultative un discours légalisant : « Chaque année, on nous explique que la France

lancés dans l'exploration de la loi de finances, il affirme que « le seul contre-pouvoir, c'est l'expérience et bien sûr une grande spécialisation des journalistes ».

Sur ce point au moins, les hommes politiques sont d'accord. Lors du colloque de l'AJEF, deux anciens ministres du gouvernement Juppé n'ont pu que déplorer les insuffisances de certains journalistes.

Jacques Barrot (anciennement aux affaires sociales) a évoqué deux « devoirs », le devoir de mémoire (« Comment voulez-vous responsabiliser les hommes politiques si la presse ne se souvient de rien ? ») et le devoir d'investigation (« en n'allant pas sur le terrain, on nourrit les politiques technocratiques »). Alain Lamassoure (auparavant au budget), lui, a regretté le goût immodéré de la

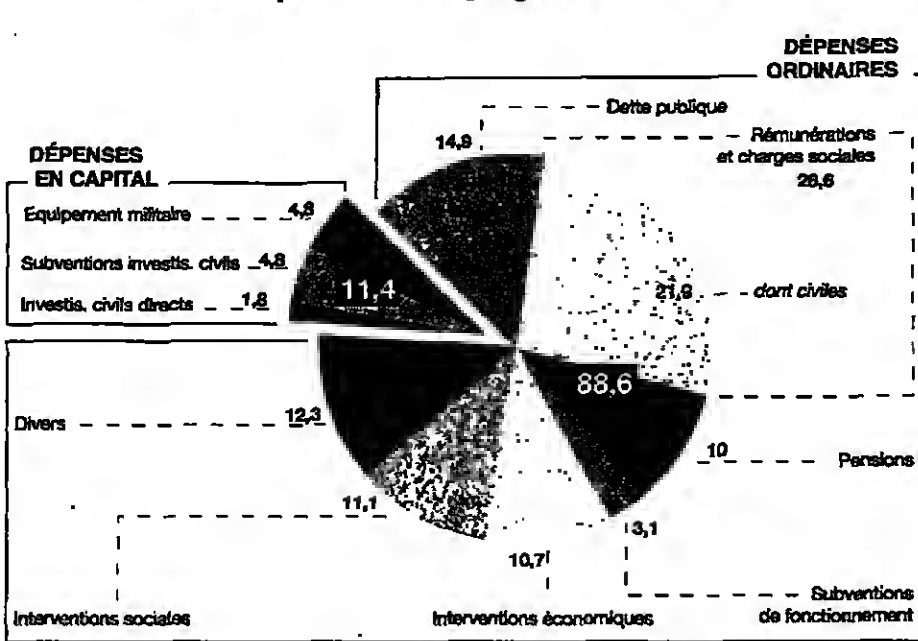
presse pour ce qui est caché : « Dès qu'une information est publique, même si elle est très instructive, comme par exemple l'exécution budgétaire au mois le mois, personne ne s'y intéresse plus. » Et il a constaté que « le purisme des différents médias prive le pays de l'avantage du pluralisme : soi-disant concurrents, les journaux parlent des mêmes choses, vues sous le même angle ».

Le politologue Roland Cayrol a dressé le constat le plus cruel : « C'est de plus en plus sur des questions économiques que les citoyens font leur choix, alors que la plupart n'ont pas fait d'études d'économie. La presse a donc un rôle hyper-important à jouer, mais les gens ne lui font que faiblement confiance ».

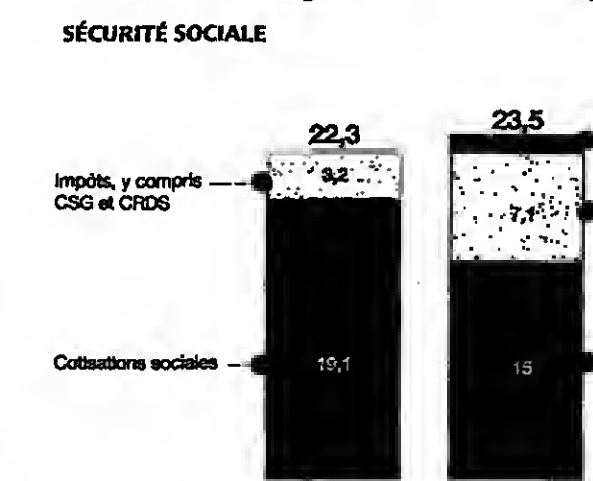
S. Gh.

Dépenses et recettes

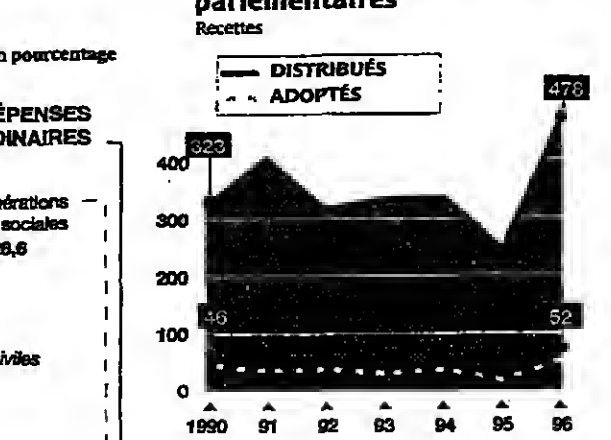
▼ Structure des dépenses du budget général en 1996



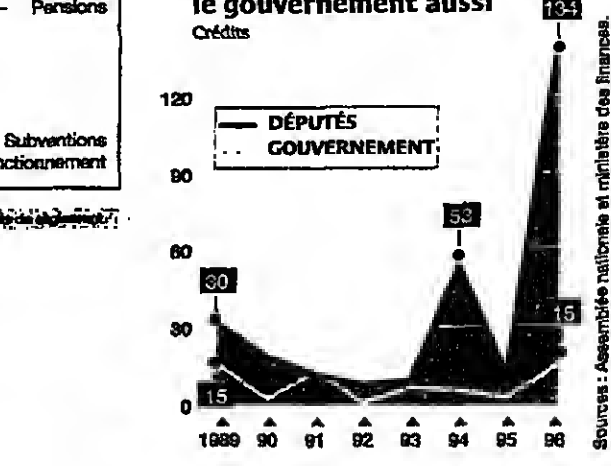
▼ Prélèvements obligatoires



▼ Le succès des amendements parlementaires



▼ Amendements : le gouvernement aussi



▼ Dépenses votées, dépenses réelles

	1995	1996
CRÉDITS OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES INITIALE	1 515 270	1 802 754
TOTAL DES CRÉDITS DISPONIBLES	1 697 985	ND
DÉPENSES DE L'EXERCICE	1 636 867	1 842 042

Qui contrôle le budget de l'Etat ?

Suite de la page 1

Et les alternances politiques depuis les années 80 ont multiplié les experts, grâce à la circulation de bons techniciens entre l'administration, les cabinets et le Parlement. Mais est-ce suffisant pour assurer la transparence ? Comment espérer que l'aplanissement maîtrise les enjeux budgétaires dans un pays où, selon Alain Lamassoure, ancien ministre délégué au budget du gouvernement Juppé, « les gens n'ont pas encore compris que plus de dépenses publiques signifient plus d'impôts » ? Le budget, qui devrait être l'occasion par excellence du débat et du contrôle démocratique, est donc condamné pour longtemps encore à rester un champ clos pour techniciens hyper-pointus.

Autre critique répandue et justifiée, le budget est incomplet. Il porte en effet pour 1998 sur 1 585,3 milliards de francs correspondant aux dépenses de l'Etat, mais laisse de côté les comptes sociaux qui mettent en jeu quelque 1 700 milliards. La séparation comptable de la Sécurité sociale est une spécificité française qui tient à la gestion « privée » du système, en fait canalisée depuis 1945 aux partenaires sociaux, malgré la contribution croissante de l'Etat. Le plan Juppé de 1995 a en partie remédié à l'anomalie qui faisait qu'une part majeure des dépenses publiques, financées par les prélèvements les plus lourds d'Europe (19,5 % du PIB) échappait au contrôle de la représentation nationale. La Constitution a

été réformée pour permettre au Parlement de voter chaque année à l'automne une loi de financement de la Sécurité sociale et, en cas de nécessité, des lois rectificatives. C'est un progrès.

Par rapport à des pays comme le Royaume-Uni ou les Etats-Unis, le Parlement français ne manque pas d'autres raisons de se plaindre des conditions dans lesquelles s'exerce son contrôle sur les comptes publics. Comme le souligne Bertrand Wiedemann-Golran, qui a l'expérience à la fois de la commission des finances de l'Assemblée et des cabinets ministériels socialistes, « la discussion budgétaire c'est la comparaison de quelque chose qui n'existera pas avec quelque chose qui n'a pas existé ». Les évolutions des masses budgétaires pour l'année suivante sont évaluées par rapport à la loi de finances initiale de l'année en cours, alors qu'on sait pertinemment que cette dernière n'a pas été appliquée telle quelle : le gouvernement peut en effet, par simple décret, reporter au annuler des crédits votés. Cette liberté encourage les effets d'annonce claironnants à l'automne : tel ministre se félicite de voir ses crédits augmenter deux fois plus que ceux des autres, signe certain d'une volonté gouvernementale... même si, quelques jours ou semaines après, l'augmentation est rayée d'un trait de plume, dans la plus grande discrétion.

RARES SONT LES ACHARNÉS

Les parlementaires peuvent, s'ils le veulent, se tenir au courant de la réalité de l'exécution budgétaire, en dehors des rendez-vous codifiés que sont les collectifs de fin d'année et les lois d'exécution votées l'année suivante. Et leur pouvoir s'étend non seulement à la conformité comptable, mais aussi au bon usage qui est fait des fonds. Ils peuvent se rendre dans les administrations pour exercer

leur contrôle « sur pièces et sur place ». « Je l'ai vu faire une fois en quatre ans », constate le fonctionnaire parlementaire Hervé Message. Pour lui, les moyens consentis aux représentants de la nation sont suffisants, « du moins dans l'état actuel de la demande. Si tous les députés faisaient à fond ce qu'ils ont juridiquement le droit de faire, alors peut-être manqueraient-ils de gens. Mais ils se contentent généralement d'envoyer des questionnaires budgétaires écrits, au lieu de se déplacer ». « Un parlementaire n'a aucun intérêt à faire consciencieusement son travail, renchérit Bertrand Wiedemann-Golran. Ce n'est pas payant électoralement. » Il y a certes des acharnés qui vont arracher l'information jusque dans les ministères, comme ce député Force démocrate comné Fréville qui a passé des jours et des jours à la direction du Trésor. Mais il ne se représenterait pas...

Le fond du problème tient en fait à l'équilibre des pouvoirs dessiné par la Constitution de la V^e République, délibérément favorable à l'exécutif. Dans les Républiques précédentes, il en allait différemment. Sous la III^e République, la seule légitimité était parlementaire, le gouvernement n'étant que le délégué très provisoire de majorités fluctuantes. Dès lors, le jeu consistait à négocier étroitement l'exécutif en subdivisant la dépense : plus les chapitres étaient étroits et moins le gouvernement avait de liberté pour l'emploi des crédits. Au moment du Front populaire, on était arrivé à 35 000 chapitres ! La discussion budgétaire, n'étant pas bornée dans le temps, débordait sur l'année suivante, et il fallait alors consentir des « draziennes » provisoires permettant tout de même à l'Etat de fonctionner. La IV^e République avait cherché à brider l'exubérance parlementaire, notamment en matière de dépenses.

Mais c'est la V^e République qui a donné au gouvernement la haute main sur la procédure budgétaire (et législative en général). L'une des armes les plus efficaces lui est fournie par l'article 40 de l'ordonnance de 1959, qui interdit aux parlementaires de proposer un amendement ayant pour effet d'augmenter les dépenses ou de réduire les recettes. Le gouvernement est maître de la nomenclature budgétaire (par ministère et par titre), si bien que le Parlement ne sait pas grand-chose de l'affectation détaillée de l'argent. Et autre, si l'on tient compte des « services votés », c'est-à-dire tout ce qui est reporté d'une année sur l'autre et qui ne fait pas l'objet d'un réexamen, le Parlement ne se prononce que sur les 5 % à 10 % du budget que représentent les « mesures nouvelles ». Les détails fixés par la Constitution font que l'examen du budget s'apparente, comme l'écrivait *Le Monde* il y a vingt-cinq ans, à la visite du château de Versailles par un groupe de touristes : au pas de course et avec interdiction de toucher à quoi que ce soit.

Les contraintes politiques jouent plus encore que les contraintes techniques : le rapporteur général du budget, à la commission des finances de l'Assemblée, est toujours choisi avec soin par le premier ministre. Et quand, comme Philippe Auberger dans la précédente législature, il se montre trop curieux ou pointilleux, il risque de se faire remettre en place vertement. Majorité aveugle et opposition impuissante, telle est en gros la règle du jeu sous la V^e République. Comment s'étonner que toute la procédure ne soit, selon l'expressio célèbre d'Edgar Faure, que « litanie, liturgie, léthargie » ?

Ce « parlementarisme rationnel » a au moins l'avantage d'une certaine efficacité dans la forme.

L'Etat français ne risque pas, comme celui des Etats-Unis, de se trouver à court d'argent en cours d'exercice budgétaire et de devoir mettre à pied ses fonctionnaires pour quelques jours. Mais la rigidité formelle d'un budget essentiellement « vertical » est aussi source de gaspillages : les ministres perdent la face s'ils n'obtiennent pas toujours plus de crédits, qu'ils en aient besoin ou pas, que leur administration sache ou non les employer ; comme on réduit plus facilement les crédits d'équipement que ceux de personnel, il y a beaucoup de fonctionnaires avec peu de matériel, ce qui ne tend pas à améliorer la productivité ; les gouvernements agissent dans l'urgence, créant à l'agré de l'actualité des services ou des dépenses qui perdurent sans que leur utilité ne soit mesurée. L'évaluation est la terre incognita du parlementarisme à la française : bien loin du système américain où soixante chercheurs indépendants à plein temps sont employés pour des missions d'évaluation qui existent depuis déjà quatre décennies, les ébauches tentées en France depuis 1990 n'ont pour l'instant pas donné grand-chose.

ASTUCES EN TOUTS GENRES

Pourtant, certaines évolutions vont dans le sens d'un meilleur contrôle démocratique. Au début des années 1980, après la première alternance de la V^e République, des députés socialistes ont obtenu que la commission des finances ne soit plus assistée par des fonctionnaires du Trésor, dits « les détachés », ce qui revenait à confier le contrôle à l'administration contrôlée. Plus important, depuis 1974, soixante parlementaires peuvent saisir le Conseil constitutionnel d'un recours : le projet de loi de finances pour 1980 a ainsi été annulé parce que l'article d'équilibre n'avait pas été adopté

préalablement aux autres. Désormais, la direction du budget prend un soin particulier à ce pas risquer une annulation.

« L'information est la clé du contrôle et les progrès ont été très nets dans ce domaine », estime Hervé Message. Pour lui, le développement des lobbies permet de diversifier les sources d'information, car qui dit lobbies dit contre-lobbies. Ce que confirme Olivier Le Picard, fondateur du cabinet C&I : « Quand nous préparons un dossier pour un parlementaire, nous ne pouvons pas nous permettre de le planter : les chiffres doivent être justes, les positions argumentées. »

Rien de tout cela ne fera disparaître les astuces qui truffent les budgets, que quelques parlementaires virtuoses se font une joie de débusquer et qui font les délices des journalistes. C'est la contrainte financière que la France a acceptée en s'engageant dans la construction manétaire européenne qui sera sans doute le ferment d'évolution. Déjà, le gouvernement publie un suivi mensuel des recettes et des dépenses, ce qui n'existait pas auparavant ; le rapprochement de la présentation des comptes sociaux avec ceux de l'Etat va aussi dans le sens d'une plus grande transparence ; enfin l'harmonisation des comptabilités publiques des pays européens a commencé et devrait s'accroître. L'après-euro sera contraignant, à cause du pacte de stabilité qui pérennise le plafond de 3 % de déficit public par rapport au PIB, mais aussi à cause de l'accumulation malsaine de la dette. Gouvernants et gouvernés seront incités à mieux utiliser des ressources publiques de fait limitées.

A force de raisons et de comparaisons, peut-être un jour nous sera-t-il donné de voir plus clair dans la bougie ?

S. Gh.

La préparation d'un budget comme le lancement de la fusée

Etat : un conflit permanent entre l'exécutif et le Congrès

Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget

« La préparation d'un budget, c'est un peu comme le lancement de la fusée Ariane »

« Entre démocratie et efficacité, le budget vous paraît-il avoir trouvé le bon équilibre ?

— La démocratie commence avec les élections. Le premier signe de respect du vote, c'est que la déclaration de politique générale de Lionel Jospin ressemble fortement à son programme de campagne. Que s'est-il passé depuis ? Le gouvernement a pris un décret d'avance de 10 milliards de francs — pour financer notamment l'allocation de rentrée scolaire —, une procédure d'urgence pas particulièrement démocratique mais qui comporte des garde-fous : elle doit être financée franc pour franc et être ratifiée par le Parlement lors du collectif budgétaire de fin d'année. Le 21 juillet, l'audit des finances publiques répondait aux exigences de transparence, puisque ses résultats ont été rendus publics. Ensuite, le paquet de 32 milliards de francs qui a été adopté très vite pour calmer les inquiétudes éventuelles des marchés financiers (22 milliards de hausse de l'impôt sur les sociétés et 10 milliards de francs d'économies diverses) a été soumis à l'Assemblée dans l'ouverture de la session et est actuellement en première lecture.

— Tout cela pour vous montrer que la démocratie rattrape très vite l'efficacité : il n'y aura pas de prélèvement sur les entreprises sans vote du Parlement. Quant au budget lui-même, il a été adopté le 24 septembre, en conseil des ministres puis présenté à la commission des finances de l'Assemblée, à celle du Sénat, et enfin à la presse. Dans le passé, il est arrivé que, pour répondre à l'impatience des journalistes, l'ordre de présentation soit différent. Mais, comme nous avons affaire à un Sénat d'opposition, nous l'avons particulièrement respecté. En France, tout ce qui touche aux finances est extrême-

ment codifié, car le vote du budget est une prérogative essentielle du Parlement.

— Comment s'est passé votre premier budget ?

— Dans la phase préparatoire, nous avons essayé de rendre plus démocratique la discussion à l'intérieur de la majorité. Le premier ministre, Lionel Jospin, a permis un véritable débat interministériel : deux réunions de ministres, le jeudi, ont été consacrées, l'une aux recettes, l'autre aux dépenses. Ensuite, ce qui est nouveau, le premier ministre, avec les ministres concernés, a reçu le président de l'Assemblée nationale, les présidents des groupes parlementaires, le président et le rapporteur de la commission des finances. Je crois que cette approche est assez différente de la pratique du précédent gouvernement.

— Vous êtes ici, à Bercy, dans une administration très habituée à fabriquer le budget de l'Etat à sa manière. Vous sentez-vous prisonnier d'elle, ou bien appuyé par elle ?

— En arrivant, j'ai décidé d'aller rendre visite aux grandes directions qui sont sous ma responsabilité, notamment la direction du budget et le service de la législation fiscale. Il y a là quelques centaines d'agents qui ont travaillé énormément durant l'été : ils n'avaient pas vu leur ministre depuis un ou deux lustres. La préparation d'un budget, c'est un peu comme le lancement de la fusée Ariane, c'est une mécanique de précision, et nous avons huit semaines de retard. Nous leur avons fait comprendre que les hypothèses avaient changé et ils ont travaillé en conséquence. Je n'ai pas l'impression d'être prisonnier des quelques « poids lourds » de l'administration des finances. On compare souvent Bercy à un navire : Dominique Strauss-Kahn et moi-même, nous sommes dans la dunette. Mais l'administration, ce sont aussi les gens du terrain, ceux

qui s'occupent de collecter l'impôt, de tenir les comptes publics, de veiller aux frontières. C'est très bien de faire un budget, mais cela ne sert pas à grand-chose si ensuite l'argent ne rentre pas.

— La contrainte de Maastricht rend-elle plus délicate la confection du budget ?

— Nous devons nous tenir à 3 % maximum de déficit, certes, mais c'est moins Maastricht qui impose cette contrainte que la nécessité d'arrêter la boule de neige de la dette. C'est indispensable si l'on veut éviter de passer aux générations futures le poids de la dette en plus de celui des retraites. Pour 1998, dans la mesure où nous ne voulons pas accroître les prélèvements obligatoires, cela implique que les dépenses ne doivent pas dépasser l'inflation, soit 1,4 % ou plus exactement 1,36 %. Cela représente une marge de manœuvre de 21 milliards de francs. Rien que l'effet d'ancienneté automatique et quelques mesures salariales chez les agents de l'Etat représentent déjà 19 milliards de francs. Ajoutez-y 2 milliards supplémentaires de charge de la dette et il ne reste plus un centime. Ce qui signifie concrètement que chaque fois qu'on donne quelque chose à un ministre il faut le prendre à un autre.

— Vous parlez de démocratie ? Le fait que maintenant les ministres soient à plein temps — ils n'ont plus le droit d'exercer de mandat électif local — leur a permis de passer assez de temps avec leurs troupes pour effectuer de vrais choix politiques. Fréquemment, le ministre dépensier ne voulait pas perdre la face devant son administration, où chaque directeur veut plus que l'autre, et plus que son voisin. Ce qui alimente la spirale des dépenses.

— D'où la tentation de couper partout également...

— J'appelle cela la méthode de Procuste, ce personnage mythologique qui s'occupait de collecter l'impôt, de tenir les comptes publics, de veiller aux frontières. C'est très bien de faire un budget, mais cela ne sert pas à grand-chose si ensuite l'argent ne rentre pas.

gique qui allongait les gens sur un lit et leur coupait les pieds s'ils dépassaient. C'est la façon autoritaire de faire entrer dans un cadre donné des gens qui s'y refusent. La méthode Jospin a été au contraire de discuter beaucoup pour faire accepter des priorités politiques : donner +3,4 % au travail, +3,1 % à l'éducation, +6,2 % à la recherche et -2 % à la défense, ce n'est pas couper partout pareil.

— En matière de procédure budgétaire, quelles idées personnelles voudriez-vous faire passer pendant votre séjour à Bercy ?

— Ma première conviction est qu'il est possible d'avoir des discussions budgétaires fermes mais courtoises. Il faudrait aussi associer encore plus les parlementaires au moment de la préparation du projet de budget. Une autre idée à laquelle je tiens est que si l'on veut dépenser mieux et prélever mieux (puisque le plus est exclu), il faut un meilleur système d'évaluation des politiques publiques, auquel les parlementaires seraient bien sûr associés. Un exemple : la loi Pons qui détache des investissements dans les DOM-TOM à certains effets sur l'emploi : ils méritent qu'on les évalue sans idées préconçues.

— Que répondez-vous à ceux qui déplorent que la loi de finances que vote le Parlement n'a qu'un lointain rapport avec celle qui est exécutée ?

— Quand le budget est sincère, on s'évite des désagréments. Mais il y a tant d'inconnues : comment rentreront les recettes, combien y aura-t-il de RMistes, combien de logements mis en chantier ? On ne peut pas exécuter une loi de finances au million près. Et il faut garder quelques réserves en cas d'événement international imprévu.

Propos recueillis par S. Gh.

BUDGET

Questions-réponses

1 Quelles sont les étapes de la procédure ?

Dès janvier, durant la période des « perspectives budgétaires », chaque ministère évalue ses dépenses de l'année suivante. A la fin du premier trimestre, les services du ministère des finances ont déjà une « maquette » du futur budget : Maitignon envoie alors les « lettres de cadrage » indiquant les limites imposées aux demandes de crédits. Suivent au printemps les « conférences budgétaires » opposant, souvent vivement, les ministres « dépenses » aux hauts fonctionnaires de la direction du budget. Les principaux arbitrages politiques « remontent » chez le premier ministre. Ensuite, celui-ci envoie à chaque ministre une « lettre-plafond » qui décrit les grands traits du budget de son ministère : progression des crédits, économies souhaitées, mesures nouvelles, effectifs. Le bouclage des recettes est fait à la mi-août, en fonction des hypothèses économiques de la direction de la prévision (DP) et des choix fiscaux. Le budget adopté en conseil des ministres est présenté dans la foulée aux commissions des finances de l'Assemblée et du Sénat ainsi qu'à la presse, mi-septembre. Les « blets », documents budgétaires détaillés, arrivent ensuite et la discussion parlementaire peut s'engager. Le budget une fois voté, le gouvernement peut, durant son exécution, annuler ou reporter, par arrêté, des crédits votés (50 milliards à 60 milliards de francs sont en général renvoyés d'une année sur l'autre), ou engager des dépenses par décret d'avance. Les changements intervenus en cours d'exécution sont en général entérinés par le Parlement *ex post*, lors du collectif budgétaire (loi de finances rectificative) de fin d'année. Des collectifs budgétaires exceptionnels peuvent être nécessaires si la majorité change, mais Lionel Jospin n'a pas fait de collectif budgétaire en 1997, ni Michel Rocard en 1988, alors qu'il y en avait eu lors des alternances de 1981, 1986, 1993. Dernier acte : la loi de règlement doit être présentée au Parlement au plus tard à la fin de l'année qui suit celle de l'exécution. Y est annexé le rapport de la Cour des comptes. Le rapport sur le budget 1996 a été publié en juillet 1997, précédant l'examen du projet de budget 1998.

2 Quels sont les principaux reproches qu'on peut adresser au budget ?

La procédure budgétaire est marquée par une forte inertie. Chaque année, on reporte les « services votés » de l'exercice précédent, soit 90 % du total des crédits, et l'on prolonge les engagements d'investissement : il ne reste guère de marge et les grandes masses ne sont presque jamais remises en cause. Ainsi la France a été l'un des derniers pays à restreindre les crédits de la défense, le troisième poste après le service de la dette et l'éducation nationale. Le principe de l'annualité budgétaire limite à un an l'horizon du législateur, les programmes pluriannuels étant rares (lois de programmation militaire, loi quinquennale sur l'emploi de 1993). A la fin des années 60, a été tentée une « rationalisation des choix budgétaires » qui consistait à raisonner par objectifs en mobilisant les moyens transversalement, par opposition au caractère « vertical » du budget classique. L'expérience a tourné court.

3 Le budget est-il plus transparent qu'avant ?

Durant les Républiques parlementaires, les gouvernements s'efforçaient de gagner en autonomie, d'où la création par Joseph Caillaux des comptes spéciaux du Trésor. On ne présente au Parlement que les soldes, ce qui permet de cacher pas mal de choses. Par exemple, le gouvernement militaire de Berlin a longtemps été financé ainsi (sous prétexte de ne pas informer les Russes, on évitait aussi de montrer aux Allemands la note un peu saïée). Il ne reste guère actuellement que le compte d'avance aux collectivités territoriales (trésorerie) et la redevance télé. Dans le domaine militaire, la création de GIAT-Industries a permis de faire apparaître plus clairement des coûts — personnels des arsenaux, par exemple — qui se fondaient auparavant dans les charges générales de l'Etat. Les budgets annexes, comme les PTT, la Sécurité sociale agricole ou l'Ecole polytechnique, et les organismes publics à statut ont longtemps servi à des « débudgétisations » subtiles, mais la tendance est à la normalisation. Les privatisations réduisent les capacités pour l'Etat de cacher des dépenses ou des dettes embarrassantes.

Par rapport aux pays anglosaxons, le gouvernement dispose de grandes libertés, notamment un déficit budgétaire indicatif et non contraignant. Le plus gros poste de dépenses — salaires et retraites des fonctionnaires — varie non pas en fonction d'un vote parlementaire mais de négociations entre l'Etat et les syndicats.

4 Quel rôle joue le budget dans l'économie ?

Dans la conception classique, le budget doit être neutre. Adam Smith reconnaît que l'Etat est seul à pouvoir procurer des biens collectifs tels que la sécurité, l'ordre, le respect des lois. Mais il doit être géré comme un ménage : ses dépenses ne doivent pas être supérieures aux recettes. La montée régulière des dépenses publiques (de 10 % du PIB au XIX^e siècle à 55 %) accroît cependant le poids de l'Etat dans l'économie. Durant les années 30, la crise des années 30, où la demande s'effondre entraînant une spirale de récession, Keynes considère que l'Etat est seul à même d'augmenter la demande globale pour relancer l'économie. Selon sa théorie, la dépense publique injectée suscite une activité supérieure, si bien que le déficit créé au départ est compensé par les recettes nouvelles. Au milieu des années 70, la croissance se met à ralentir malgré l'intervention économique de l'Etat. La politique budgétaire ne fonctionne-t-elle plus ? Aux Etats-Unis, Ronald Reagan, tout en poursuivant la *big government*, réduit fortement les impôts et augmente les dépenses militaires, creusant un déficit vertigineux : l'économie repart, conformément à la théorie de Keynes. L'Europe, elle, adopte des politiques de rigueur budgétaire qui n'empêchent pas, avec la récession du début des années 90, un creusement automatique des déficits, sans stimuler pour autant l'activité. Dans son cas semble s'appliquer « l'équivalence de Ricardo-Barro » : les ménages anticipent le déficit comme une future hausse des impôts, ils épargnent donc au lieu de consommer.

Etats-Unis : un conflit permanent entre l'exécutif et le Congrès

WASHINGTON
de notre correspondant

La procédure budgétaire américaine est longue, complexe et naturellement conflictuelle. Elle illustre la relation particulière entre l'exécutif et le législatif, que les Américains considèrent comme un modèle de dialogue démocratique — « fit-it-rugens », à la fois parce que le concept d'« équilibre des pouvoirs » est une réalité, et aussi parce que les « forces vives » du pays (les minorités et les intérêts particuliers) se font largement entendre. Leur voix s'exprime par le biais des lobbies.

Historiquement, c'est le Congrès qui tient les cordons de la bourse. C'est à lui que la Constitution avait confié la prérogative d'élaborer le budget. Pour mener à bien cette mission, il s'est peu à peu doté de puissants instruments d'analyse et d'expertise, dont le Congressional Budget Office (CBO), organisme indépendant créé en 1974, en est la manifestation exemplaire. Cet équilibre des pouvoirs a subi bien des évolutions : depuis la présidence de Franklin Roosevelt, le balancier s'est nettement rappro-

▼ L'équilibre des pouvoirs est une réalité avec ses avantages et ses inconvénients

ché de l'exécutif, à tel point que le budget est devenu l'expression du « budget du président ».

Préparé par l'Office of Management and Budget (OMB), ce document fournit, outre une estimation des recettes et des dépenses, des emprunts et de la dette publique, une multitude de recommandations politiques et législatives, bref il est l'expression du projet de gouvernement du chef de la Maison Blanche.

Après que ses prérogatives eurent été de nouveau rognées sous la présidence de Richard Nixon, le Congrès a réagi. Passant outre à deux reprises un veto présidentiel, le Sénat et la Chambre des représentants se sont dotés de nouveaux pouvoirs de contrôle de la procédure budgétaire et, dans une large mesure, d'initiative de la loi. Aujourd'hui, le Congrès autorise toute dépense fédérale, et il vote chaque année une « résolution budgétaire ». Par cet acte de souveraineté qui marque son indépendance, il établit sa propre politique et ses priorités, lesquelles doivent ensuite se traduire par des actes législatifs préparés par les commissions.

Le président n'a pas à approuver la « résolution budgétaire », mais il intervient plus tard, par exemple en mettant son veto aux propositions parlementaires. Bill Clinton dispose dorénavant d'une « arme » réclamée par tous ses prédécesseurs : le « veto sélectif » (*line-item veto*), qui lui

permet de s'opposer aux dispositions introduites dans les lois de finances par les représentants des « intérêts spéciaux ».

Autant George Bush a délaissé ses responsabilités budgétaires, autant Bill Clinton — notamment à partir de 1994, lorsque le Parti républicain est devenu majoritaire dans les deux Chambres du Congrès — s'est personnellement investi dans les moindres détails de la loi de finances. Œuvre de longue haleine qui mobilise la capitale fédérale près de six mois de l'année, la procédure budgétaire est donc avant tout une épreuve de force. C'est sans doute cette caractéristique qui différencie le mieux le Congrès américain des parlements européens.

Le chef de l'exécutif américain doit souvent cohabiter avec un Congrès dominé par le parti adverse. Dans le premier cas, le premier ministre n'a pas à ferrailer en permanence avec une majorité à priori légitimiste. Rien de tel pour le chef de la Maison Blanche, dont le pouvoir n'est pas lié à la pérennité d'une majorité parlementaire, et qui doit se battre pied à pied pour imposer ses choix. Cette situation lui donne les coudees plus franches envers son propre parti, mais elle affaiblit ce dernier d'une sorte d'obligation de réserve.

On l'a vu en 1993, lorsque les démocrates, pourtant majoritaires, ont pu empêcher le Congrès de voter la loi de santé de Bill Clinton. Le caractère conflictuel des relations entre l'exécutif et le législatif fut particulièrement manifeste à l'hiver 1995, lorsque le blocage politique à propos du budget 1996 a abouti, à deux reprises, à une fermeture partielle de l'administration. Il est vrai que, d'une manière générale, les délais budgétaires sont rarement respectés. Ainsi, faute d'avoir pu voter les treize lois d'appropri-

ations (attributions de crédits) avant le début de l'année fiscale (le 1^{er} octobre), le Congrès vient d'adopter une loi dite « stop gap », permettant de financer les programmes fédéraux jusqu'au 23 octobre.

Bien des facteurs empêchent d'avoir une vue synthétique et claire du budget fédéral : tout d'abord, le Congrès ne vote pas une, mais treize lois de finances distinctes, ce qui donne lieu à une multitude de documents. Outre que la consommation des autorisations budgétaires ne repose pas sur le principe de l'annualité budgétaire (certains crédits sont déboursés sur plusieurs années), la présentation des dépenses s'effectue par destination, au niveau, peu précis, de « comptes budgétaires ». Enfin, les dépenses obligatoires, servant à financer les grands programmes sociaux, représentent environ la moitié des dépenses totales.

Par nature, le Congrès est dépensier, mais il arrive qu'il se pose en paragon de l'équilibre des finances publiques. En 1994, les républicains ont ainsi lancé le défi de la résorption du déficit, que le président a relevé. Les épisodes et les enjeux de cette bataille ont nourri la vie politique depuis deux ans et demi et dominé les élections présidentielle et parlementaires de 1996. Un accord entre la Maison Blanche et le Congrès pour équilibrer les comptes fédéraux avant 2002 a finalement été scellé en juillet dernier : ce consensus très exceptionnel a été rendu possible par la croissance soutenue de l'économie, laquelle a permis de faire fondre les estimations du montant du déficit. Le budget américain devrait donc être équilibré dans cinq ans, si aucune récession ne se profile à l'horizon.

Laurent Zecchini

Bibliographie

- L'Assemblée nationale et la loi de finances, d'Hervé Message (Assemblée nationale, octobre 1996, 238 p., 30 F).
- Loi de finances : quelle marge de manœuvre pour le Parlement ? de Roger Chénard (Pouvoirs n° 64, 1993).
- Budget de crise ou crise du budget, de Gilbert Bauche (Hatier, 1993, 80 p., 26 F).
- L'Assemblée nationale sous la République, d'Adolf Kimmel, (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1991, 394 p., 270 F).

GÉRER & COMPRENDRE

Une série des Annales des Mines

Depuis 11 ans, « Gérer & Comprendre » vit au concret les grandes mutations de la gestion des entreprises et du service public.

Parmi les derniers articles parus :

- Marcel Boiteux, grand patron et pédagogue
- Entreprises et réseaux dans la Silicon Valley
- Fabriquer en France : enjeux et fantasmes
- Tchernobyl et l'avenir du nucléaire
- L'ingénierie de la performance coréenne

Prix du numéro : 115 FF (franco de port)

4 numéros 415 FF

Édition ESKA

S, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. 01 42 86 53 98 - Fax 01 42 86 45 35

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)							
	États-Unis	Allemagne	France	Grande-Bretagne	Italie	Corée	Canada
Production industrielle (en %)							
Dernier mois connu	août	août	août	août	août	août	août
Sur 12 mois	+5,3	+4,2	+3,7	+0,8	+0,5	+0,4	+0,3
Taux de chômage (en %)							
Dernier mois connu	août	août	août	août	août	août	août
Un an avant	5,2	3,4	11,6	12,4	11,7	9,3	9,5
Indice des prix (en %)							
Dernier mois connu	août	août	août	août	août	août	août
Sur 12 mois	+0,2	+0,1	+0,1	+0,3	+0,2	+0,5	+0,1
Saldo commercial (en milliards)							
Dernier mois connu	août	août	août	août	août	août	août
(monnaies nationales)	-15,8	+1099,4	+11	+22,4	+3355,6	-0,5	+1,7
Cumul sur 12 mois	-177,8	+526,5	+115,3	+145,3	+6263,9	-10	+31,5
(monnaies nationales)	-177,8	+72,9	+70,7	+26,1	+39,7	-16,2	+2,3
Croissance du PIB (en %)							
Dernier trimestre connu	août	août	août	août	août	août	août
(rythme annuel)	+3,3	-11,2	+4,1	+2,4	+6,7	+4,1	+4,9
Sur 12 mois	+3,4	-0,3	+2	+2,3	+1,9	+3,6	+3,7
Saldo des paiements courants (en % du PIB)							
1997 (estimations OCDE)	-2,3	+1,9	+0,1	+1,7	+4,3	+0,2	-0,2
Déficit public (en % du PIB)							
1996 (prévisions OCDE)	-1,2	-2,3	-2,7	-1	-3,8	-1,8	+0,5
1997 (estimations OCDE)	-1,1	-3,1	-3,2	-3,2	-3,2	-2,8	+0,2
Dette publique en % du PIB							
1997 (estimations OCDE)	63,8	90,8	61,8	57,9	123,3	54,1	97,2

COMMENT LES FRANÇAIS VOIENT L'AVENIR

Les ménages	niveau du trimestre précédent	juillet 1997	Les industriels	niveau du trimestre précédent	juillet 1997
Niveau de vie futur	→	→	Confiance des consommateurs	→	→
Chômage	→	→	Commandes étrangères	→	→
Évolution des prix	→	→	Prix de vente	→	→
Situation financière	→	→	Perspectives personnelles de production	→	→
Opportunités d'emploi	→	→	Perspectives générales de production	→	→
Opportunités d'épargne	→	→			

Depuis juin, le moral des ménages reflète par l'enquête mensuelle de l'Insee s'oriente nettement à la hausse aussi bien en ce qui concerne le niveau de vie général que leurs propres perspectives, leur situation financière, leurs intentions de consommation. Même l'opinion concernant le chômage s'améliore.

Dans les entreprises, l'optimisme gagne également en vigueur : hésitantes au premier trimestre, les opinions se sont renforcées en juillet. Tous les indices sont en hausse : production, prix, carnets de commandes. Seule la demande étrangère est jugée un peu moins favorable, après trois trimestres de hausse.

A RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs courants)	7.873	PIB (en milliards de francs courants)	39.83	Population active	25.582.000	Nombre de chômeurs	3.132.600
---------------------------------------	-------	---------------------------------------	-------	-------------------	------------	--------------------	-----------

Réduire les déficits sans casser la croissance

La croissance est de retour. Le regain d'activité s'est confirmé pendant l'été. Les industriels interrogés en septembre voient leurs carnets de commandes se gonfler et prévoient désormais une expansion soutenue. La croissance du premier semestre a reposé uniquement sur la demande étrangère, qui a connu une nouvelle progression au cours des derniers mois. En témoignent les résultats de notre commerce extérieur : depuis un an, les exportations s'envolent, alors que les importations reflètent la languueur du marché intérieur. L'écart se traduit par des excédents sans précédent.

Cependant, le réveil de la demande intérieure pourrait avoir commencé pendant l'été. La consommation, qui était très médiocre depuis l'automne 1996, s'est redressée en juillet-août : les entreprises accroissent leurs achats de biens intermédiaires, dont les prix ont cessé de baisser ; même la demande de logements s'améliore. Quant à l'investissement, les rares indicateurs conjoncturels existant dans ce domaine paraissent un peu mieux orientés. Mais il faudra attendre novembre pour savoir si les industriels réviseront à la hausse leurs estimations du mois d'avril, qui ne correspondaient qu'à une modeste progression (3 % en valeur) de leurs investissements en 1997.

L'amélioration des perspectives de croissance enregistrée depuis fait espérer une telle révision. Car la prévision d'un dégel de la demande intérieure se fonde aussi sur la nette amélioration du climat général de notre économie depuis le début de l'été : regain d'optimisme des chefs d'entreprise et

▼ France.

Le climat général s'est nettement amélioré depuis le début de l'été grâce à un regain d'optimisme des chefs d'entreprise et à un retour de la confiance des consommateurs

surtout redressement spectaculaire de la « confiance » des consommateurs après le changement de gouvernement. Au total, la croissance du PIB, qui a été de 2,2 % de la mi-1996 à la mi-1997, devrait dépasser les 3 % au second semestre. Et, dans le prolongement de cette tendance, c'est ce chiffre de 3 % qui a été retenu comme hypothèse de croissance pour 1998.

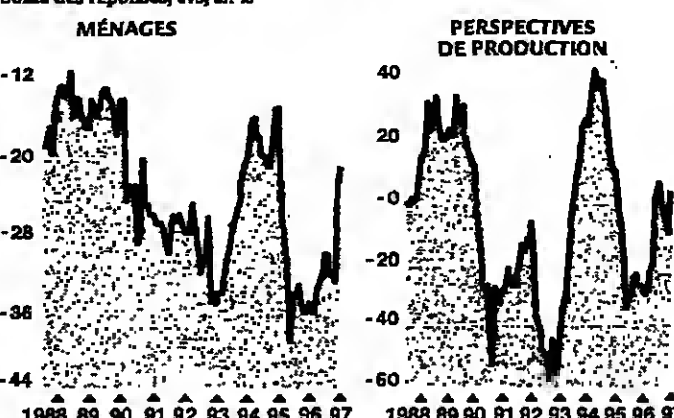
Une prévision aussi élevée n'a été retenue que deux fois au cours des quinze dernières années : à l'automne 1989 et en 1994 pour 1995. Dans les deux cas la réalité fut en deçà de la prévision, et l'exécution budgétaire plus difficile qu'il n'avait été prévu. Peut-être craint-on semblable mésaventure en 1998 ? D'abord, parce qu'une dynamique européenne est en train de s'enclencher. Enfin, parce qu'il existe dans notre pays des réserves de croissance, du côté de la consommation et plus encore

de l'investissement, qui devraient se manifester une fois la reprise amorcée si la confiance des agents économiques continue de s'améliorer. Cette confiance renaissante est une composante essentielle de la reprise que les décisions de politique économique du gouvernement – portant sur les finances publiques, l'emploi, les revenus – doivent absolument préserver. Une rechute qui résulterait de décisions intempestives ou mal comprises, comme ce fut le cas à la rentrée de 1995, conduirait rapidement à l'échec.

La leçon a été retenue dans la préparation des projets de lois de finances – celui de l'Etat et celui de la Sécurité sociale. Qu'ou soit ou non d'accord avec les orientations du gouvernement, force est de reconnaître la cohérence du dispositif autour de trois objectifs : réduction du déficit, justice fiscale et sociale, soutien de la croissance. L'effort à réaliser n'était pas mince. L'audit avait estimé le déficit des administrations (Etat, Sécurité sociale, collectivités locales) entre 3,5 % et 3,7 % en 1997, soit environ 4 % en tenant pas compte de la soule de France Télécom, versée en une seule fois en 1997, qui représente 0,45 % du PIB (37,5 milliards de francs). Les mesures de redressement prises au mois de juillet – économies de dépenses et majoration exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés – ont ramené le déficit de 1997 tout près des 3 % (3,1 % selon les critères européens, 3,55 % sans la soule de France Télécom). Pour revenir à 3 % en 1998, il faut donc gagner environ un demi-point de PIB, soit un peu plus de 40 milliards de francs. L'effort est partagé à peu près également entre l'Etat et la Sécurité sociale, mais aussi entre

▼ Opinion des ménages et des industriels

Solde des réponses, cvs, en %



les recettes nouvelles et les économies de dépenses.

Le dispositif devrait aisément qualifier notre pays pour l'euro. La liste des pays de la première vague sera établie au printemps sur la base des résultats de 1997, mais il est aussi très important, pour l'appréciation en teodance, que l'année 1998 marque de nouveaux progrès. Une polémique s'est développée sur les augmentations de prélèvements de l'ordre de 24 milliards de francs (14 milliards dans le budget et une dizaine de milliards du côté de la Sécurité sociale). Toutefois, ces hausses, sans commune mesure avec ce qui avait été décidé en 1995, sont calibrées de manière à peser le moins possible sur l'activité.

Elles portent d'abord sur les entreprises : aux 21 milliards de francs d'augmentation de l'impôt sur les sociétés décidés en juillet pour 1997 et 1998 s'ajoutent dans le projet de budget 9 milliards. Quant aux ménages, leur contribution nette

est d'une quinzaine de milliards (5 pour l'Etat et une dizaine pour la Sécurité sociale), recouvrant une forte ponction sur les revenus du capital et un allègement de la fiscalité des revenus d'activité. Ceux qui n'ont de revenus que salariaux gagnent près de 1 % de pouvoir d'achat grâce au remplacement des cotisations maladie par la CSG. Le gouvernement s'efforce ainsi de favoriser la consommation en jouant sur la structure des revenus (les bas revenus, comportant peu de revenus financiers, et pour lesquels le taux d'épargne est le plus faible, sont ceux qui augmentent le plus), mais aussi plus directement en rendant l'épargne moins attrayante du fait de la baisse de sa rémunération.

Du côté de l'investissement, on fait le pari que les entreprises seront plus sensibles au gonflement de leurs carnets de commandes qu'à l'augmentation de l'impôt sur les sociétés. Un pari qui pourrait être gagné au vu des tendances de la rentrée. On peut

espérer qu'à partir de 1998, la croissance commencera à apporter sa contribution au redressement des comptes publics, rendant moins nécessaire le recours à des mesures restrictives. Ce serait la fin du cercle vicieux dans lequel nous sommes enfermés depuis 1993. L'expérience a montré qu'une fois la reprise engagée, on pouvait en sous-estimer le rythme et les effets.

Si c'était le cas, il faudrait en profiter pour réduire davantage le déficit et pour engager la baisse des prélèvements obligatoires. Les 3 % sont un objectif pour 1998, mais, avec l'aide de la croissance, il faudra descendre nettement en dessous par la suite pour réduire le poids de la dette publique dans le PIB, et pour se redonner des marges d'action de politique budgétaire. Le niveau de 3 % de déficit deviendra un maximum susceptible d'être atteint en période de basse conjoncture. Le rééquilibrage des comptes sociaux doit être mené à son terme, et le déficit budgétaire substantiellement réduit.

Quant aux prélèvements obligatoires, ils ont augmenté de plus de 2 points pendant la période de croissance lente, passant de 43,7 % du PIB en 1992 à 46 % en 1997. La France est au cinquième rang des 29 pays de l'OCDE pour les prélèvements (et au quatrième rang pour les dépenses publiques), d'après devant elle que de petits pays d'Europe du Nord. Elle se situe 5 points au-dessus de la moyenne de l'Union européenne. Un handicap structurel qu'il faudra commencer à corriger si l'on veut que la croissance se prolonge.

François Monier
Economiste

Taiwan résiste à la tempête financière asiatique

Taiwan a été jusqu'ici peu affectée par la crise financière qui secoue les pays du Sud-Est asiatique. La bourse a bien résisté et la monnaie, soutenue par des interventions de la Banque centrale, s'est peu dépréciée (-4 % par rapport au dollar). Cela s'explique par les bons équilibres fondamentaux et la faible internationalisation du secteur financier.

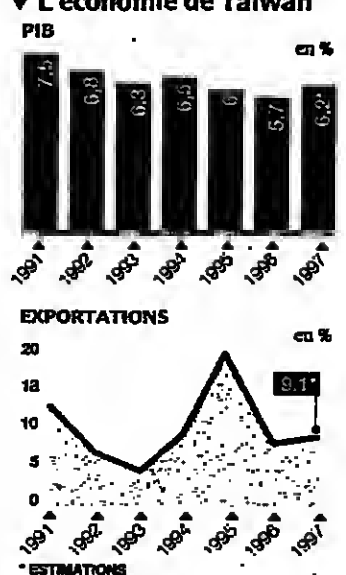
Depuis le début des années 90, la croissance s'est établie autour de 6 % par an, l'inflation est modérée, le taux de chômage dépasse à peine 3 %. Le commerce extérieur et la balance des paiements courants sont structurellement excédentaires, et les réserves de changes sont considérables : 88 milliards de dollars fin août, après que 2 milliards y aient été prélevés pour soutenir le cours de la monnaie. La principale contrainte se situe dans le déficit des finances publiques, qui a atteint 8 % du PIB l'année dernière. Quant à la dégradation des marchés financiers, elle s'opère de manière progressive. L'assouplissement du contrôle des changes doit aboutir à la complète convertibilité du dollar taïwanais à l'horizon 2000 ; les réglementations administratives sur les investissements étrangers directs comme sur les investissements de portefeuille sont progressivement levées, mais la taxation des revenus des entreprises étrangères reste élevée (de l'ordre de 40 %). L'économie est

▼ Chine. Les fondements sont sains mais le poids du grand voisin continental se fait sentir

largement ouverte aux échanges extérieurs, qui représentent près de 80 % du produit intérieur brut, mais le ralentissement de la croissance dans certains pays d'Asie en 1997 ne devrait pas peser trop lourd sur les exportations car ses principaux marchés sont les États-Unis (près du quart de ses exportations) et l'ensemble Chine-Hongkong (23 %, dont environ 16 % pour la Chine) ; le Japon compte seulement pour 12 %, et le reste des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est pour 14 %. L'économie de l'île demeure néanmoins fragile.

L'année 1996 avait été marquée par un fléchissement de la croissance dû au ralentissement des exportations et au regain de tension avec la Chine continentale. Conséquence logique, la consommation des ménages a chuté. La reprise économique, sensible dès la fin de 1996, s'est confirmée au 1^{er} trimestre 1997 (croissance estimée à 6,8 %), dopée notamment

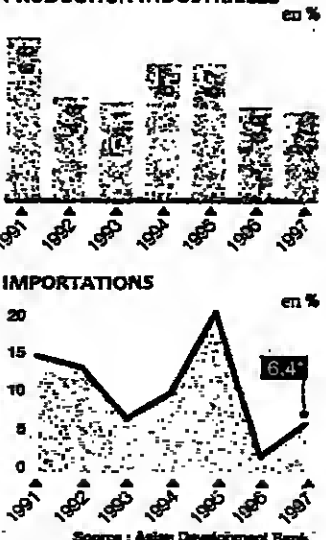
▼ L'économie de Taiwan



par le redémarrage des investissements du secteur privé (+9 % au premier trimestre 1997). L'indice des cours de la Bourse a progressé de 70 % entre mars 1996 et mai 1997.

L'économie de Taiwan est confrontée depuis une dizaine d'années à des problèmes structurels. Sa perte de compétitivité dans ses industries traditionnelles intensives en main-d'œuvre lui impose des restructurations qui passent par des gains de productivité et une reconversion vers les secteurs à forte valeur ajoutée et technolo-

PRODUCTION INDUSTRIELLE



gie avancée. Depuis la fin des années 80, les entreprises taïwanaises ont massivement délocalisé leurs industries de main-d'œuvre dans les pays à bas salaires. Le poids du secteur manufacturier dans le PIB est tombé de 33 % à 28 % entre 1990 et 1996 et sa part dans l'emploi a suivi, passant de 31 % à 26 %. Les investissements directs à l'étranger des entreprises taïwanaises ont atteint 30 milliards de dollars en cumulé depuis 1989, alors que les flux en sens inverse ne dépassent pas 11 milliards de dollars. Le taux d'investissement

n'est que de 21 % alors qu'il tourne autour de 35 % en Corée du Sud et à Singapour.

Pour donner un nouveau souffle à l'économie et dynamiser l'investissement, le gouvernement travaille depuis 1994 à faire de l'île le centre régional d'opérations pour l'Asie-Pacifique. Ce projet prévoit une accélération de la libéralisation et l'internationalisation de l'économie de l'île, et fixe des objectifs de modernisation à cinq grands secteurs d'ici à l'an 2000 (industrie manufacturière, transport maritime et aérien, secteur financier, télécommunications). Mais ces bonnes intentions sont freinées par le déficit budgétaire et les pesanteurs bureaucratiques. Le processus de privatisation a été relancé ces deux dernières années, avec notamment, en janvier 1996, l'adoption d'un programme de libéralisation des télécommunications d'ici à 2001 qui a mis fin au monopole public.

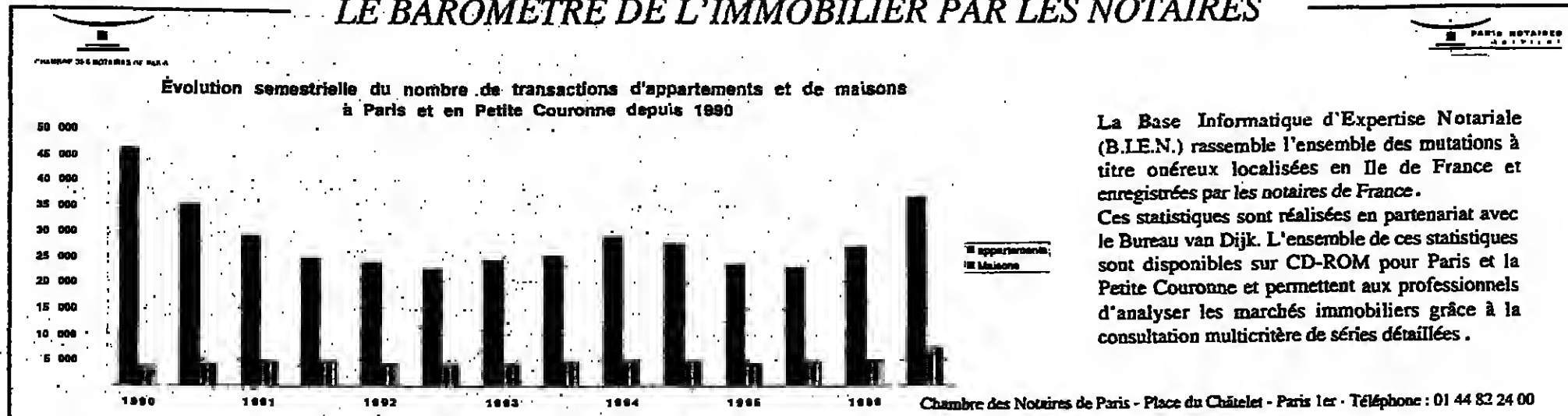
La montée en puissance de la Chine complique singulièrement la stratégie d'ouverture économique de Taiwan. Le jour même de la réintégration de Hongkong, Pékin n'a pas manqué d'appeler Taïpei à « prendre des mesures concrètes » en faveur de la réunification. L'ambition de Taiwan de devenir un centre financier et commercial pour l'Asie ne peut aller sans un engagement croissant en Chine, alors même que le gouvernement taïwanais tente, sans réel succès d'ailleurs, de limiter une dépen-

dance économique et commerciale jugée dangereuse à l'égard du continent. En mai 1997, le gouvernement a interdit tous les projets d'investissements sur le continent supérieurs à 50 millions de dollars. Malgré cela, environ la moitié des investissements à l'étranger des entreprises taïwanaises depuis 1989 a été réalisé en Chine, et les flux ont repris après la crise des dettes du printemps 1997. Les exportations vers le continent ont été particulièrement dynamiques au premier semestre 1997, avec une augmentation de 34 %. L'intensification des relations directes entre les deux pays est en passe d'être levée : Hongkong, qui depuis le 1^{er} juillet 1997 fait partie intégrante de la Chine, continue à servir de lieu de transit (à condition que les cargos taïwanais ne battent pas pavillon d'origine), et les premières liaisons maritimes directes entre Taiwan et la côte chinoise ont récemment repris après quarante-huit ans d'interruption. Alors que Pékin renforce sa pression pour dénier à Taiwan toute existence internationale, le régime, qui peut se prévaloir d'une légitimité démocratique depuis l'élection présidentielle de mars 1997, considère que l'heure n'est pas encore à l'unification mais à la normalisation. On est loin des conditions qui ont assuré le retour et doucement de Hongkong à la Chine.

Françoise Lemoine
Cepii

IMMOBILIER

LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES



La Base Informatique d'Expertise Notariale (B.I.E.N.) rassemble l'ensemble des mutations à titre onéreux localisées en Ile de France et enregistrées par les notaires de France. Ces statistiques sont réalisées en partenariat avec le Bureau van Dijk. L'ensemble de ces statistiques sont disponibles sur CD-ROM pour Paris et la Petite Couronne et permettent aux professionnels d'analyser les marchés immobiliers grâce à la consultation multicritère de séries détaillées.

VENTES APPARTEMENTS

1^{er} arrondissement

LOUVRE-RIVOLI

Face au musée, 4^e asc. beau 7 p., bon plan, chaudière, soleil. NOTAIRE: 01-44-77-37-63

RAMBUTEAU

35 m², 2 p., asc. 650 000 F. XTMMO: 01-40-25-07-05

3^e arrondissement

EXCEPTIONNEL MARAIS DS HOTEL

Part. cl., rare 80 m², 40 m² am., s. c. chon., box, 3 MF. Tél.: 03-85-65-22-02

MARAIS Imm. 17^e

VOLUME Gd caractère, 36 m², hauteur 2.80, soleil, calme, verdure, s. bains, cuis., cave, 870 000 F. 01-42-79-71-71

CLAUDE-BERNARD

Part. vend 3 p., sur cour. Tr. bon état imm. p.-de-t. Tél.: 01-42-12-06-49

VAL-DE-GRACE

68 m², 1 690 000 F. Tél.: 01-43-25-32-58

ECOLLES ST-MICHEL

5 p., 127 m² asc., soleil 3 p., 186 m², asc., soleil étage élevé. 01-43-59-14-05

ECOLLES ST-MICHEL

3 p., 59 m², 4^e ét. soleil pierre-de-L. 01-43-59-14-05

JUSSIEU récent stand. 3 p.

véritable bijou, ét. ét. calme soleil, balc. 01-43-35-19-36

GOBELINS STUDIO 3^e ASC., PARKING

465 000 F. 01-43-20-32-71

6^e arrondissement

N.-D.-CHAMPS 2 P.

38 m², bel imm. ancien 690 000 F. 01-43-20-32-71

20 rue DAUPHINE

Imm. XVIII^e rénové. Studio 24 m². Tout confort. 500 000 F. 01-43-40-07-42

FLEURUS 6 PIÈCES

exceptionnel, jardin, soleil FLEURUS 01-45-44-22-36

7^e arrondissement

Grande lumineuse 95 m²

dern. ét. asc. 3 expo 3 ch., 2 s., de bains, poutre, bop de caillou. 2 900 000 F. 05-60-42-33-54

UNESCO

Imm. Stand. Gd Sél. 1 chbre 88 m² sur jard. calme, chbr. park. 2,200 MF. Jean Feuillade: 01-45-88-00-75

8^e arrondissement

FRANÇOIS-1^{er}

350 m² poss. Hôtel 2 park. 6 700 000 F. 01-55-62-25-25

PL. DE LA MADELEINE

bel appt. ancien 6 p. 208 m² Tél.: 01-42-65-07-57

9^e arrondissement

METRO CADET, studio 29 m²

part. étal. frais réduits calme. 01-43-59-14-05

M^e PIGALLE, 3 p.

1^{er} ét. sud. Excellent état 70 m², chaudière. 1 300 000 F. XTMMO 01-40-25-07-05

10^e arrondissement

M^e BASTILLE, imm. récent

4 p., 82 m², gd balcon encol. sfurd. 3^e ét. cave, parking. 1 450 000 F. GERER D. Michaut 06-07-74-88-62 ou 01-42-85-03-03

12^e arrondissement

PROPRIÉTAIRE VEND

34, RUE CLAUDE-DECAEN TRES BEAUX APPARTS 2 p., 51 m², 865 000 F. 4 p., 94 m², 1 270 000 F. 5 p., 111 m², 1 655 000 F. Bureau de vente spécialisé du lundi au samedi 11 h à 19 h. 01-43-43-89-68

13^e arrondissement

AFAGO stand, dernier ét.

3/4 p., 81 m² entouré verdure pl. soleil. 01-43-35-19-36

14^e arrondissement

ALÉSIA/PIE Orléans

STUDIO 300 000 F. 24 m², 5^e ét. 01-43-20-32-71

VAVIN 2 P. 590 000 F

BEL IMMEUBLE ANCIEN CALME. 01-43-20-32-71

Cité Montrouge imm. rée

à rénover 3/4 p., 70 m² à sels. 790 000 F. 01-43-35-19-36

Egry-Quinet, atq except.

don. ét. 3/4 p., 94 m², terrasses st jard. suspendu calme soleil part. 01-43-35-19-36

MONTMARTRE 2 P.

11 confort, cuis. bain, ensoleillé à rafraîchir 465 000 F. 01-43-82-82-80

MONTMARTRE BEAU STUDIO à ét.

34/40 m² imm. gd stand. 550 000 F. 01-43-82-82-80

MONTMARTRE STUDIO 18 m²

270 000 F. 01-43-82-82-71

PTE VERSAILLES

Studio, 4^e ét. asc. 165 000 F. 01-43-20-32-71

15^e arrondissement

JAVEL 3 p., 54 m², ouest

balc., 6^e asc. jardin cave 950 000 F. 01-47-78-41-58

PARTICULIER A PARTICULIER

Grand studio 40 m² JARDIN privatif 70 m² Calme. Partail état 780 000 F. 01-48-92-10-04

16^e arrondissement

ENCHÈRE NOTAIRE

38, rue Claude-Terrasse Actions donnant vocation à 4 p., 95 m² + p. de serv. Mise à prix: 1 300 000 F. Visites 10 et 16/10, de 10 h à 12 h. 13/10, de 14 h à 16 h. D. Gilès 01-44-78-43-00

ENCHÈRE NOTAIRE

25, r. Pierre-1^{er}-de-Serbis 2 studios 38 et 30 m² Mise à prix: 400 000 F et 300 000 F. Visites 9/10, de 10 h à 12 h 13 et 17/10, de 14 h à 16 h Y. Cunelle 01-45-61-55-70

THÉÂTRE ATTELIER

1^{er} ét. sud, 5 p., 105 m² 1 700 000 F. 01-40-25-07-05

19^e arrondissement

AV. DE FLANDRE

3 et 4 PIÈCES parquet verni, peintures refaites + balcon + parking Ex: 4 p., 7^e ét., 82 m², balc. 10 m², Px 903 000 F. Immeuble 1973 SIREVA 01-42-05-77-38 ou 01-42-82-55-55

20^e arrondissement

PHILIPPE-AUGUSTE

Immeuble 1960 DU 2 PCE AU 4 PCE Ex: 2 p., 42 m² sfurd. refait pechures et moquette, cave Pdx: 557 000 F. SIREVA 01-43-70-24-77 ou 01-41-92-55-55

HAUTS-DE-SEINE

NEUILLY

PART. Chères-de-Gaule 52 m², 3^e ét. chbr., 2 p., SdB cuis., plac., cheminée, moquette rev. rée. 920 000 F. Tél.: 01-43-96-27-55 (don.)

Neuilly hôtel, américain

88 m², 3^e ét., 2 chbres, parking calme. 01-43-59-14-05

La Défense, 4 p., 82 m²

park. cave, 10^e ét., PTE 880 000 F. Tél.: 01-47-78-41-58

CUCHY

part. vel. appt. 3 p. SdB, WC, cave, chaudi. cent. Indis. gaz, refait à neuf env. 50 m². Px: 530 000 F. Tél. le soir 01-47-37-73-35

PROVINCE

Vente vieux Lyon St-Jean

bel appt 4^e ét., 70 m² 3 p., 2 s., de B., + dche 600 000 F. Tél.: 04-74-57-36-36 après 20 heures

PROPRIÉTÉS

IRIGNY LYON SUD

A saisir: Villa récente, 5 p., + cuis. équipée, 3 chbres séj., salon, cheminée, terrasse, balc., S.-sol, cave vin, gar. terrain clos: 860 m². Tél.: 01-42-17-29-19

PROVINCE

30 km Paris-Est

Maison de ville, 300 m² jert. des 700 m². Proche gare et centre. Tél.: 01-84-07-00-38

NICE

MONT-BORON

Villa 300 m², gd liv., chem., 7 chbres, 3 s., de bains, ter. 750 m², gar., soleil, vue. T.: 04-93-29-73-47 - P.: 38 MF

A VENDRE OU LOUER

CÔTE D'AZUR - VAR

Fréjus-St Raphaël, 20 km entre mer et montagne, propriété style provençal. Villa 280 m² + villa 180 m², logt de gardien 85 m², dép. 300 m² sur plan. 7 250 m², plac. 13 x 6,5, terris (à terminer), direct propriétaires. 6,3 MF frais compris. Tél.: 04-94-40-68-38 ou 04-94-40-61-83

BOURGOGNE

160 KM DE PARIS (PERSON AUXERRE) superbe propriété XVIII^e s. 700 m² habitables sur terrain de 6 ha, piscine, tennis, parc, venge de 500 arbres fruitiers, châteaux, chapelle 13^e s. TRES BON ETAT + maison garderie avec dépendances, 3 000 000 F. Ecole de l'architecte contemporain. Mary 82500 Montigny-lez-Lille, ou Tél. après 20 h au 03-66-41-95-28

FORÊT FONTAINEBLEAU

PTE PARFAIT ETAT, MAISON DE Mtre + dépend. 700 m² hab., plac. chauff., parc 9 000 m². Pdx: 6 300 MF. Tél.: 01-64-45-62-83

LA CELLE ST-CLOUD (78)

maison d'architecte contemp. 317 m², 9 P., près gare et commodités, part.: 3,650 m. T/F: 01-39-69-40-52

PARKINGS

MONTMARTRE-FALGUIÈRE

Emplacements ou boxes GERER 01-42-65-03-03

VILLAS

Part. vend grde villa 4 500 m², parc + pisc. près d'Albi-Provence urgent. 2,3 M. Tél.: 04-42-22-25-16

ÉTRANGER

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Propriété face à la plage 710 ha à vendre paradis tropic. env. 1,500 km de plages et balais, blocs, proche d'airports, et ports de croisière. Part. pour tourisme, ville enche, subdivision ou investissement. Permis de construire. Pdx: 1,35 USD/m². Contact: M. Neckelmann, Florida, USA. Fax: (954) 348-0282. Tél.: (954) 348-0796

MAISONS

A SAISIR

vente cause divorce 50 km PARIS SUD NEMOURS Anden

CLOS GATINAIS

tout aménagé en pierres apparentes. Vaste séjour cathéd., chem., salon, cuisine super équipée, 4 chbres, bains, WC. Garage. Terrain clos murs 3 000 m². Pdx total: 980 000 F, crédit 100 % remboursable comme un loyer constant 6 800 F/mois. Tél.: 02-38-85-22-92 24 h / 24.

30 km Paris-Est

Maison de ville, 300 m² jert. des 700 m². Proche gare et centre. Tél.: 01-84-07-00-38

Le Monde
« IMMOBILIER »

Tous les lundis datés mardis, passer votre annonce au 01.42.17.39.80

Le Monde
« Immobilier »

Vous vendez ou vous louez votre appartement ou votre maison.

Forfaits Particuliers

495 F TTC - 2 parutions
685 F TTC - 4 parutions

5 lignes - 112 F TTC la ligne suppl.

Tél. 01.42.17.39.80
Fax 01.42.17.21.36

AGENDA

ASSOCIATIONS
COURS D'ARABE
Tous niveaux, jour, soir, sem. Cours enfants: mercredi. Insc.: AFAC. Tél.: 01-42-72-20-88

COURS
COURS DE BRÉSILIEN
pour enfants. Ctre d'animat. Brancion - 15^e M. Blas - Formateur traducteur. Tél.: 01-42-05-35-49.

BIJOUX
BIJOUX ANCIENS
Bagues romantiques

GILLET
19, rue d'Arcole, 75004 Paris 01-43-54-00-83 Médailles religieuses.

TOURISME
Vacances scolaires été, Toussaint
HOMME D'ENFANTS JURA
(900 m altitude) près frontière suisse

Agrément jeunesse et sports, Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVII^e, confortablement rénovée, 2 ou 3 enfants par chambre avec sdb, wc. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volont., limité à 15 entts, idéal en cas de 1^{re} séparation. Ambiance famil. et chaleureuse. Possibilité accompagn. depuis Paris TGV. Activ.: VTT, jeux collectifs, peinture sur bois, tennis, poney, initiation échecs et théâtre, fabric. du pain. Tél.: 03-81-39-12-51.

NEUF ET RÉSIDENTIEL

FICHE PRATIQUE du 7.10.1997

Cette fiche hebdomadaire est rédigée par les spécialistes du mensuel immobilier *Immobilier*.

■ Acheter pour ses enfants

Acheter un logement neuf pour aider ses enfants à se loger permet non seulement de construire un patrimoine, mais aussi de payer moins d'impôts. Explications.

Les parents qui désirent aider leur descendance à se loger ont en main deux options fiscales intéressantes. Ils peuvent acheter un bien neuf puis le louer, ce qui leur permet de bénéficier de deux systèmes de défiscalisation : l'amortissement Périisol et le dispositif Quilès-Méhaugerie. Ils peuvent également consentir une donation pour aider leurs enfants à devenir propriétaires tout en profitant d'abattements fiscaux.

■ Louer à ses enfants

Il est tout à fait possible d'acheter un bien immobilier et de le louer à ses enfants. Un véritable contrat de location doit alors être établi. Le loyer peut être fixé au-dessous d'un loyer normal mais l'écart ne doit pas être trop important, notamment si les circonstances jettent un doute sérieux sur la réalité de la location et du loyer stipulé. A défaut, les parents risquent un redressement fiscal.

■ Réduire la facture fiscale

Si le logement est loué vide, les loyers sont déclarés en revenus fonciers. Corrélativement, certaines charges, comme les intérêts d'emprunt, peuvent être déduites de ces mêmes loyers. En outre, un éventuel déficit peut être imputé sur les autres reve-

■ Et la donation ?

Pour aider les enfants à devenir propriétaires, le plus simple est encore de leur consentir une donation. La formule est peu coûteuse : les donations entre parents et enfants bénéficient d'un abattement de 300 000 F par part, renouvelable tous les dix ans. Des parents peuvent donc donner chaque décennie à chacun de leurs enfants 600 000 F sans payer de droits de succession, ce qui constitue un apport personnel non négligeable.

V.S.

Pour d'autres conseils, consultez *IMMO NEUF*, le mensuel de l'immobilier en vente 20 F chez votre marchand de journaux.

IMMO NEUF

Plus de 300 pages de conseils et d'adresses

Empruntez à 3,90%

PARIS

7^e arrondissement

Le 72, rue Saint-Dominique
Angle rue Jean Nicot
75007 Paris

Mise en vente en SEPTEMBRE 1997 de quelques appartements prestigieux au cœur de l'Île.

Entre l'axe de la Seine et le Champ de Mars, 25 appartements livrés immédiatement, du studio au 6 pièces duplex, tous en rénovés. Quelques appartements avec terrasse et/ou balcon. A partir de 24 000 F le m².

Quelques surfaces en amortissement "Périisol".

Visites uniquement sur rendez-vous.

Commercialisation : **SODENI**
Pour tout renseignement :
Tél. 01 47 93 25 21

11^e arrondissement

Résidence Voltaire
Rue des Nautiques / rue Condillat

Realisation et commercialisation **STIM BATIR**
De-de-France Immobilière,
Bourges Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt
cédex
Tél. 01 47 12 54 44
Internet : <http://www.stimbatis.com>

SPECIAL INVESTISSEURS - RÉSIDENCE POUR ETUDIANTS LIVRABLE IMMÉDIATEMENT RENDABILITÉ ÉLEVÉE GARANTIE

Au cœur du 11^e arrondissement, cette résidence pour étudiants située à proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locatifs garantis par contrat. Renseignements : **STIM BATIR**
Renseignements et ventes : 01 47 12 54 44

12^e arrondissement

Le Brocard
54, rue de la Cité Michel Bizeau
NOUVEAU PROGRAMME

Realisation et commercialisation : **Groupe ABC**
4, rue de la Bretonnerie
75008 PARIS
Tél. 01 45 22 99 90

DU STUDIO AU 6 PIÈCES.
Possibilité d'appartement sur mesure.

Dans le domaine résidentiel, à 500 mètres du Bois de Vincennes, façade haussmannienne en pierre de taille potence. Sur avenue large bordée d'arbres. Label Promoteur, Confort Plus et Label Qualité.

15^e arrondissement

71, rue Gutenberg
Rue Gutenberg

Realisation et commercialisation **STIM BATIR**
De-de-France Immobilière,
Bourges Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt
cédex
Tél. 01 47 12 54 44
Internet : <http://www.stimbatis.com>

APPARTEMENTS DU STUDIO AU 4 PIÈCES

Dans le 15^e arrondissement, 23 appartements dans une résidence pleine de charme avec balcons et terrasses, très proche du parc André Citroën et de la place Saint-Charles, entre les stations de métro Line 10 et RER en Ligne 13 (Ligne 8). Belle architecture et prestations de qualité.

Tél. 01 47 12 54 44

Villa Marmont
107-109, rue de l'abbé Grégoire
75015 Paris

Idéal défiscalisation Périisol.

Un programme ambitieux à découvrir absolument et choisir le meilleur du 15^e arrondissement ! A deux pas du métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs : Plus que 8 appartements disponibles du studio au 5 pièces avec caves et parking en sous-sol. Le calme au cœur d'un véritable quartier parisien ! Livraison d'été fin septembre 1997

Pris à partir de 24 500 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible.

Bureaux de vente sur place en vente : lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.

Realisation : **FRANCE CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 63 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

19^e arrondissement

L'Orée du Parc
60, rue Georges 59, rue Rodier
75019 Paris

A toute proximité des Métros-Champagne à découvrir absolument !

Realisation : **FRANCE CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 63 22 00
Rens. : 7 jours/7, de 9 h à 19 h

Premier promoteur certifié qualité ISO 9001
Très à partir de 18 800 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible.

Le cadre d'une parfaite résidence de charme à 100 m du Parc des Buttes-Chaumont et du métro. Très belles prestations : nombreux balcons et vue sur un beau jardin intérieur. Plus que 10 appartements disponibles du studio au 4 pièces avec parking en sous-sol.

Achèvement fin 1997. Idéal défiscalisation Périisol.

Bureaux de vente : 3, rue du Colonel Brossat, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14 h à 19 h.

20^e arrondissement

La résidence Sarah Bernhardt
67, rue des Croix Chapeau

Realisation et commercialisation **STIM BATIR**
De-de-France Immobilière,
Bourges Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt
cédex
Tél. 01 47 12 54 44
Internet : <http://www.stimbatis.com>

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT
29 appartements du studio au 5 pièces duplex.

Dans une rue résidentielle proche de la place de la Nation, entre les stations de métro Bessières et Mairie de la Nation, une nouvelle réalisation **STIM BATIR** associe une architecture soignée et des prestations de qualité.

Exemples de prix parking inclus : studio n°15 : 495 000 F
2 pièces n°26 : 742 000 F, 3 pièces n°5 : 1 295 000 F.

Consultez sur les mesures incitatives, amortissement Périisol.

Renseignements et ventes : 01 47 12 54 44

RÉGION PARISIENNE

92 Boulogne-Billancourt

La Cité des Arts
92, rue de Sully, angle rue Condillat
92 Boulogne

NOUVEAU

Realisation : **FRANCE CONSTRUCTION**
Tél. 01 46 63 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h

Prix de lancement à partir de 17 500 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible.

A deux pas des commerces et des transports, France Construction vous propose une nouvelle résidence, du studio au 5 pièces avec parking et cave en sous-sol. La conception et les prestations des appartements ont été étudiées dans les moindres détails pour vous assurer confort et sécurité au quotidien (balcons, terrasses, nombreux équipements avec double orientation, grandes ouvertures pour la luminosité, grandes caves, digicode, interphone, logs parkings...).

Pour connaître l'appartement dont vous rêvez, avec l'aide de nos vendeurs et le conseil France Construction et bénéficier du meilleur choix, appelez-nous maintenant le 01 46 63 22 00.

93 Les Lilas

Napoleon III
8, rue du Cheval Français
93 Les Lilas

Realisation et commercialisation : **FOURNY**
FOURNY Promoteur,
44 bis, rue Papeter
75008 Paris
Tél. 01 42 93 83 36

DU STUDIO AU 5 PIÈCES ET +.
PRIX DE LANCEMENT À PARTIR DE 16 500 F LE M².
FINANCES MOBILISABLES

Ouverture de la commercialisation : au plus centre des Lilas. Au calme, dans une résidence de caractère. Belle façade haussmannienne et prestations de qualité. Balcons et jardins privatifs pour quelques privilégiés.

Livraison : octobre 1998.

Renseignements et ventes : 01 42 93 83 36

94 Maisons-Alfort

Les Académies

Realisation et commercialisation **STIM BATIR**
De-de-France Immobilière,
Bourges Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt
cédex
Tél. 01 47 12 54 44
Internet : <http://www.stimbatis.com>

RÉSIDENCE POUR ETUDIANTS - IDEAL INVESTISSEURS RECUPERATION TVA ET AMORTISSEMENT PERISSOL

A 2 pas du métro "Ecole Vétérinaire", **STIM BATIR** réalise une résidence destinée à étudiants. Livrée en octobre 1997.

Consultez sur les mesures incitatives liées à l'investissement locatif, amortissement "Périisol".

Revenus locatifs garantis.

Renseignements et ventes : 01 47 12 54 44

78 Carrières-sur-Seine

Résidence "La Vallière"
4549, route de Chazou
78 Carrières-sur-Seine

Realisation : **FRANIM**
Tél. 01 47 20 48 09

Livraison immédiate.
Du studio au 4 F ainsi que duplex indépendant de 5 F 113 m². Parking et caves en sous-sol et parking en surface.

Du studio 37 m² à 229 000 F au 3 F 70 m² à partir de 300 000 F.

Dans un cadre de verdure et au cœur de vie protégée, résidences à l'architecture et aux prestations de qualité : Label Promoteur et Quilès.

Bureaux de vente et appartement mobile sur place, visitez sur rendez-vous : ouvert du lundi au jeudi de 15 h à 19 h.

Tél : 01 39 87 26 18

PROVINCE

Produit rare FORTE DEMANDE LOCATIVE

Realisation et commercialisation : **FOURNY S.A.**
44 bis, rue Papeter
75008 Paris
Tél. 01 42 93 83 36

PROUSSOL LE PLAISIR EN PLUS...

Un chalet à la montagne, au cœur du plus grand domaine skiable de Haute-Savoie.

Disponible pour Noël 97.

Un patrimoine familial à court terme bénéficiant de l'ouvrage fiscal de l'amortissement Périisol.

Renseignements et ventes : 01 42 93 83 36

LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE LA FNPC

LE LOGEMENT POUR TOUS

C'est aujourd'hui que la Fédération Nationale des Promoteurs-Constructeurs tient à Paris (Hôtel Intercontinental) son 27^{ème} congrès national, sur le thème : Le Logement Pour Tous.

De nombreuses personnalités politiques et économiques ont accepté d'apporter leur témoignage aux débats prévus sur :

- Les freins à la construction.
- Le logement social.
- Le logement des classes moyennes.

Le discours de clôture sera prononcé, en fin de journée par Monsieur Louis Besson, Secrétaire d'Etat au Logement.

Une trentaine de sociétés participera par ailleurs à l'exposition technique organisée parallèlement au travaux du congrès.

Le 27^{ème} congrès de la FNPC est organisé avec le concours du Crédit Foncier de France, de Gaz de France, d'Electricité

de France/Etiopie, de l'Audiffren, de l'Agence Pacific LCA, du Groupement Industrie Promotion et de la Socotec.

FEDERATION NATIONALE DES PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS

106, rue de l'Université 75007 Paris
Tél. : 01 47 05 44 36
Fax : 01 47 53 92 73